

L'avenir du pacte de Varsovie et les manifestations en République démocratique allemande

M. Gorbatchev face à ses alliés

C'EST un bilan à la fois morose et plein d'espoir que M. Gorbatchev va dresser à partir du mardi 31 octobre, avec son nouveau protégé est-allemand, M. Egon Krenz, de la situation dans ce qui était naguère le « bloc » socialiste. Moscou, parce que la position de son interlocuteur reste extrêmement délicate face à la contestation de plus en plus puissante qui déferle sur la RDA, à un moment où les opinions à l'Est ne se contentent plus d'une glasnost contrôlée et demandent tout de suite l'institutionnalisation du pluralisme. Pour avoir accès au pouvoir « à chaud », sous la pression de la rue, M. Krenz aura bien du mal à rester sur la crête de la vague.

Une situation pleine d'espoir cependant, dans la mesure où le libre choix laissé aux pays de l'Est est après tout le meilleur contributeur que M. Gorbatchev puisse apporter à l'édification d'une « maison européenne commune » dont il parle depuis plusieurs années. Le remplacement de la tristement fameuse « doctrine Brejnev » par ce qu'il porte-pyrale de Moscou a appelé la « doctrine Sinatra » (« Suivez votre chemin ») a été plus séduisant confirmé par la reconnaissance, de la part d'un autre responsable soviétique, que l'URSS traitait jusqu'à présent un retrait de la Hongrie du pacte de Varsovie.

Or ce qui n'est, à y a peu, qu'une hypothèse d'école, consensuelle à l'égard des communistes, à partir du moment où les candidats au pouvoir, à Budapest comme ailleurs, ont l'œil fixé non plus sur les réactions du « grand frère » soviétique, mais sur celles de leurs électeurs. M. Gorbatchev est certes populaire en Europe de l'Est (son nom est clamé à Leipzig et à Berlin-Est), mais le pays qu'il représente l'est beaucoup moins, et le prix qu'il faudra payer pour faire « à la part du feu » s'élève de jour en jour.

D'autant que la « doctrine Sinatra » joue dans les deux sens : Moscou a poussé au départ de M. Honecker, mais seulement parce que l'exode des Allemands de l'Est, puis les manifestations en RDA, avaient rendu sa situation intenable. Aucune pression en ce sens ne s'exerce sur M. Jakes à Prague, alors même que celui-ci persiste à pratiquer un « socialisme de la matraque » totalement inadapté au nouvel environnement de son pays comme aux traditions de sa population. La situation à Prague, tout comme celle qui prévaut en Roumanie ou en Chine, reste encore taboue pour la presse soviétique la plus radicale.

Il reste que les événements de cette année en Europe de l'Est ont fini par donner à la politique de M. Gorbatchev une crédibilité dont la privaient les innombrables difficultés de la perestroïka chez lui. Abandonnant son scepticisme initial, M. Bush semble s'engager dans ce que l'hédoniste « Time » appelle la politique du « post-containment » : plutôt que d'« endiguer » un communisme qui en fait se « refoule » tout seul, mieux vaut à son avis consolider les acquis les moins discutables du nouveau cours — l'instauration de la démocratie en Pologne et en Hongrie — de manière à les rendre irréversibles, même en cas de « retour de bâton » à Moscou. L'idée de tenir plus tôt que prévu le sommet soviéto-américain, dont fait état le « Washington Post », traduit sans doute ce nouvel état d'esprit.

M 0147 - 1101 0 - 4,50 F



3790147004500 11010

M. Krenz discute à Moscou de l'étendue des réformes à l'Est

Alors que M. Egon Krenz était attendu mardi 31 octobre à Moscou pour la première fois en sa qualité de chef du Parti communiste est-allemand, de nouvelles manifestations se sont déroulées lundi soir dans diverses villes de RDA, notamment à Leipzig. On s'attendait que les conversations de M. Krenz avec M. Gorbatchev portent non

seulement sur d'éventuelles réformes en République démocratique allemande et plus généralement en Europe de l'Est, mais également sur l'avenir du pacte de Varsovie, au lendemain de la réunion, la semaine dernière dans la capitale hongroise, des ministres des affaires étrangères des pays membres de cette organisation.

Le mouvement de contestation politique ne cesse de prendre de l'ampleur en RDA. Non seulement les manifestants qui défient désormais tous les lundis soirs dans les rues de Leipzig étaient beaucoup plus nombreux cette semaine que les précédentes, mais ils étaient limités, en même moment, dans plusieurs villes importantes du pays.

Les slogans, en outre, se font de plus en plus audacieux, certains réclamant purement et simplement la disparition du mur de Berlin. Ces manifestations se poursuivent cependant dans le calme, sans intervention des forces de l'ordre. Dans plusieurs cas, en outre, les autorités tentent le dialogue avec la population, se déclarant prêtes, comme elles le font d'ailleurs depuis quelques jours, à discuter des différentes réformes dont la nécessité est désormais reconnue en Allemagne de l'Est.

A Moscou, une manifestation organisée lundi soir devant les bâtiments du KGB à la mémoire des victimes du stalinisme s'est terminée par des heurts brutaux avec les forces anti-émeutes.

A Budapest, le Parlement devrait se prononcer incessamment sur la date de l'élection du président de la République au suffrage universel. Le Parti socialiste hongrois, dont le candidat est M. Imre Pozsgay, souhaiterait que cette consultation ait lieu dans le mois qui vient. L'opposition tente au contraire d'obtenir qu'elle ne se déroule qu'après les élections législatives prévues en 1990.

Lire nos informations page 3

Convention médicale

Rupture entre les syndicats médicaux et la Sécurité sociale page 25 - section C

La campagne électorale au Brésil

Le spectre de l'hyperinflation page 6

La crise du théâtre public

Quatre-vingt millions de francs de déficit en 1988 page 13 - section B

Etudes d'architecture

Deux nouvelles écoles créées dans la région parisienne page 16 - section B

Sida à Manhattan

74 morts depuis 1983 dans la même immeuble page 17 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - cahier C

La victoire des vaincus

par André Fontaine

« EN toute bataille, disait Napoléon, le vainqueur a son compte. » La France ne s'est jamais vraiment remise de la terrible saignée de la première guerre mondiale. Le fantastique effort que la Grande-Bretagne a fourni tout au long de la seconde a vite conduit à son effacement au profit de ses deux alliés soudain propulsés au rang de superpuissances.

L'un d'eux, l'URSS, est aujourd'hui aux prises avec une crise si générale que personne n'est en mesure de dire où, quand, comment et même si s'arrêtera la désagrégation de son empire.

Les Etats-Unis font certes meilleure figure, quand ce ne serait que parce que le libéralisme politique et économique dont ils sont le porte-drapeau gagne de plus en plus de terrain. Mais, après les tonitruances de l'époque Reagan, ils paraissent se satisfaire d'un « profit » si « bas » que, du Proche-Orient à l'Amérique centrale en passant par

l'Europe, le nombre et l'efficacité de leurs interventions ne cessent de se réduire, tandis que parts de marché et titres de propriété tombent de plus en plus dans les mains des nouveaux géants.

Il se trouve que ces géants, ce sont les grands vaincus d'hier. Qui s'en serait douté au moment où, littéralement exsangues, il leur fallait capituler ?

Les vainqueurs du Reich et du Japon n'avaient-ils pas pris les mesures les plus draconiennes pour les empêcher de jamais retrouver leur force d'antan ? Roosevelt voulait « pastoriser » l'Allemagne, démanteler son industrie, et même soumettre ses habitants à la diète permanente (« Soupe le matin, soupe à midi, soupe le soir », disait-il). Tout le monde était d'accord pour la démanteler à jamais, voire la morceler en plusieurs Etats, et en tout cas internationaliser la Ruhr et détacher la Sarre.

Lire la suite page 5

L'Europe sociale à onze

Les Britanniques ont maintenu leurs réserves sur la charte des droits sociaux fondamentaux qui doit être adoptée au conseil européen de Strasbourg



BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La cassure entre le Royaume-Uni et les autres Etats à propos de la politique sociale à mener par la CEE pour accompagner la mise en place du marché unique est consommée. A l'issue d'une réunion tenue le lundi 30 octobre à Bruxelles, M. Soisson, qui présidait les travaux, a transmis pour décision le projet de charte des droits sociaux fondamentaux au Conseil européen, ainsi qu'un rapport approuvé par l'ensemble de ses collègues, qui décrit l'état de la situation.

PHILIPPE LEMAITRE Lire la suite page 26 - section C

Les mousquetaires du PCF

En juillet 1984, les quatre ministres communistes ont manqué l'occasion de transformer leur parti. Ils tentent de la recréer cinq ans après

Il y a une éternité, un pays d'Europe occidentale était gouverné de concert par les socialistes et les communistes. Quatre communistes pour quarante socialistes, certes, mais le rapport des forces entre groupes parlementaires était respecté. Et ces quatre communistes-là, par leur simple présence, donnaient sa coloration au gouvernement tout entier : il était « socialo-communiste ». La droite avait agité l'épouvantail, le Parti communiste était satisfait, et M. Reagan se demandait si les dirigeants de ce pays étaient encore fréquentables.

C'était en France, il y a six ans à peine. M. Georges Marchais expliquait que les réformes accomplies par ce gouvernement dépassaient en ampleur celles du Front populaire et de la Libération. Il avait donc eu bien raison lorsque, en juin 1981, il avait engagé son parti à renouer avec les affaires de l'Etat, trente-quatre ans après que les communistes en eurent été évincés. Ce jour-là, le 11 juin 1981, le secrétaire général avait même vaticiné : « Le problème d'une fusion entre nos deux partis ne se pose pas aujourd'hui. Est-ce qu'il se posera un jour ? Peut-être... »

Un parti communiste au pouvoir avançant sur la voie démocratique au sein d'une coalition et acceptant la sanction du suffrage universel : M. Marchais faisait de la perestroïka sans le savoir. Et bien avant tous les autres. René Andrieu, alors rédacteur en chef de l'« Humanité », raillait, à la garden-party de l'Elysée, les « camarades » italiens : « Ils font peut-être 30 % des voix, mais nous, on est au gouvernement ! »

Trois ans plus tard, les communistes claquaient la porte. M. Marchais commençait à faire tourner la perestroïka à l'envers. L'appareil faisait machine arrière toute, écrasant au passage les quatre anciens ministres, devenus d'énormes symboles. Le secrétaire général ne pouvant pas prévoir que, au mois de mars de l'année suivante, le comité central du PC soviétique

allait porter à sa tête un certain Mikhaïl Gorbatchev...

Après quatre années de marche forcée, les bouleversements en Union soviétique et dans les pays de l'Est donnent la mesure du chemin parcouru en sens inverse par le Parti communiste en France. M. Charles Fiterman ne pouvait choisir meilleur moment, quelles que soient les raisons personnelles qui l'ont poussé à agir, pour tenter, selon son expression, de « refonder une identité communiste moderne ».

OLIVIER BIFFAUD et PATRICK JARREAU

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

Lire la suite page 9

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Danemark, 336 F DKA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 L. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

051131149

DÉBATS

AU COURRIER DU Monde

L'affaire des « foulards » islamiques

La polémique sur l'affaire des trois foulards coraniques du collège de Creil, venant après les discussions sur la construction de mosquées, a relancé le débat sur l'immigration et sur la place de l'islam en France. La querelle a transcendé les clivages politiques traditionnels et l'on a vu qu'au sein même du Parti socialiste la controverse a été très vive, beaucoup de partisans d'une laïcité sans concession estimant que le ministre de l'éducation nationale avait été trop conciliant. Pour du fanatisme d'un côté, souci de n'exclure personne de l'école de l'autre, intransigence parfois, désarroi souvent : l'affaire des trois foulards interroge toute la société. *Le Monde* a publié sur cette question de nombreux articles, reportages, commentaires et tribunes libres. Il restait à donner la parole à nos lecteurs. Ils ont été particulièrement nombreux à nous faire part de leurs réactions. Nous publions aujourd'hui des extraits des lettres les plus significatives.

Vingt-deux ans à Creil

J'ai enseigné vingt-deux ans au collège Gabriel-Havez à Creil. Quand j'ai su que le port d'un foulard par trois élèves musulmanes de quatrième y posait un problème insoluble, j'ai cru rêver car j'ai gardé de mes années d'enseignement à Gabriel-Havez le souvenir d'un établissement où la tâche n'était certes pas toujours facile mais où les rapports humains se vivaient dans l'écoute, la compréhension et le respect de l'autre, avec ce recul et cette pointe d'humour nécessaires, à l'occasion, pour surmonter les difficultés.

Nous avions en 1982 monté un PAE (projet d'action éducative) pour affirmer que la multiplicité des nationalités et des cultures au collège était une richesse et non un handicap. Nous avions invité les jeunes et leur famille à faire connaître leur pays par des textes, des musiques, des danses, des objets de toutes sortes et ils avaient répondu en masse, heureux de pouvoir manifester leur identité et un certain savoir de soi, parmi les trésors apportés à par les habitants du quartier, il y avait aussi bien les vêtements de divers peuples d'Afrique que la statue de Notre-Dame-de-Fatima apportée par les Portugais... et cela ne choquait personne : ce n'était que l'aboutissement et le symbole d'une pratique quotidienne d'ouverture et de respect mutuel.

Pour avoir vécu pendant vingt-deux ans de façon si enrichissante, je m'attarde fort de voir que l'on est devenu soudain si hostile.

JACQUES ALESI

La parole d'Allah

Que dit Allah ? Sa parole est sans ambiguïté dans le Coran, sourate 23, verset 59 : « O toi Prophète ! Dis à tes épouses, et à tes filles, et aux femmes des croyants, de laisser tomber jusqu'en bas leurs robes de dessus. Il sera plus facile d'obtenir qu'elles ne soient pas reconnues, et qu'elles ne soient point offensées. Mais Allah est pardonneur et miséricordieux ! »

On voit donc qu'il n'est pas question de voile ni de foulard, mais de la robe très ample qui se met par-dessus tous les autres vêtements et qui recouvre la femme de la tête aux pieds : l'hafik. Il ne s'agit pas de se vêtir à moitié à l'occidentale, en bas avec une jupe longue qui ressemblerait de très loin à la robe arabe, en haut avec un foulard.

D'autre part, Allah parle des filles du Prophète, mais pas des filles des croyants (uniquement de leurs femmes). Ce texte ne s'adresse qu'aux femmes mariées — et donc pas à des collégiennes.

Pourquoi oublie-t-on toujours de se référer à la dernière phrase du même verset ? Sinon parce que tous les intégristes, dans toutes les religions, ne tirent des textes sacrés que ce qui intéresse leur extrémisme ?

GUY COURTELLEMONTE (Melle, Deux-Sèvres).

Pas besoin de martyrs

L'intégration n'a besoin ni de martyrs ni de symboles : elle a besoin d'artisans sur le terrain — et ils existent — qui proposent des solutions de vie quotidienne là où les problèmes se posent, effectivement. Non pas dans les salles de rédaction des grands journaux, les états-majors politiques, les hautes sphères des organisations religieuses, syndicales ou intellectuelles, mais dans les immeubles, les quartiers, les communes, dans les écoles, les collèges et les lycées.

lycées, lieux de vie où cohabitent des hommes, des femmes et des enfants porteurs de patrimoines culturels divers.

La vraie question et le vrai débat devraient être posés en ces termes : l'institution scolaire, avec ses accueils et ses partenariats, est-elle capable de faire le pari de permettre à tous les enfants qui la fréquentent de choisir un jour, de façon autonome, s'ils veulent ou non porter le tchador ou tout autre signe d'appartenance ou d'identification à un groupe ?

PIERRE GREIB (Strasbourg).

Tout ou rien ?

Je pense qu'il faut interdire le voile et tolérer le foulard, éditer Rushdie et traiter cas par cas, avec vigilance, pour éviter le piège que tous les intégristes tendent à la démocratie : le dilemme, le ou bien ou bien, c'est-à-dire l'intégrisme lui-même. Ceux qui hier faisaient défilier leurs troupes de pauvres aux cris de « A mort Rushdie » ne méritent aucun respect lorsqu'ils invoquent le respect de la liberté de conscience pour introduire leur emblème religieux dans nos écoles. Mais le fait de dialoguer avec des menteurs n'autorise personne à piétiner sa propre vérité. Et la laïcité ouverte est notre vérité.

JEAN-PIERRE MOLINA (pasteur, animateur biblique de la Mission populaire évangélique).

Au nom de la foi

S'il y avait dans la loi scolaire des établissements laïques une interdiction de produire des signes et insignes d'appartenance religieuse, la question serait entendue : il ne s'agit pas de respecter cette loi. En l'absence de loi, il existe des us et coutumes dont l'observance garantit un *modus vivendi*. On ne peut les transgresser brutalement sans heurter l'opinion, sans inquiéter la paix sociale. Admettre le voile dans les classes, aujourd'hui, n'est-ce pas accepter, demain, le vrai « tchador », celui de l'Iran, qui s'étend à la hauteur des yeux (et que s'ajoute encore : les rites islamistes ?), au nom des mêmes principes de liberté et de tolérance invoqués à l'envers. Car c'est montrer de l'intolérance que de ne pas vouloir accepter la neutralité scolaire telle qu'elle se pratique, surtout au nom de la foi !

WILLIAM GROSSIN (Taverny, Loiret).

Résistez !

Je suis née au Maghreb, j'ai passé l'essentiel de ma vie en France et j'ai tenté de « rentrer au pays » pour retrouver ma famille et mon « identité ». Je n'ai pas tenu un an. Devant les contraintes du statut inférieur de la femme musulmane et la montée des mouvements islamistes, j'ai préféré revenir en France.

Je vous parle d'expérience : on ne peut pas discuter de « tolérance » avec des islamistes. Derrière le symbole du foulard, c'est tout le statut d'infériorité de la femme qui se profile. Résistez. Ne cédez pas. Ou indiquez-moi en quel autre pays la pudeur est assurée de ne pas être poursuivie par l'islamisme intégriste.

FADELA BEN ASMAR (Paris).

Un prétexte

C'est ce qu'elle n'est pas, la France frileuse qui n'attendait que cela pour déchaîner sa peur de l'autre. Les velléités de rejet de la différence ont trouvé un titre de respectabilité : « exigence laïque ». L'extrême droite, enfin lavée des soupçons de racisme, y rejoint la gauche républicaine au nom de la « culture chrétienne de la France ». Une certaine gauche peut enfin entonner le cantique national sur le « péril islamiste » — abandonnant bien vite une fine bouche de circonstance.

France chrétienne ? Mais saint Paul, avant l'islam, n'était-il pas chrétien ? Il recommandait aux femmes l'usage du voile (I Corinthiens 11) !

Est-ce de la laïcité que de ne respecter les opinions d'autrui qu'à condition qu'elles ne se manifestent pas ?

ROLAND POUPIN (Lamark, Oise).

Exclure ou convaincre

Les laïques ne se sentent donc pas assez forts pour combattre par leurs idées, par leur pédagogie, l'intégrisme religieux ? Ils préféreraient exclure plutôt que, patiemment, convaincre. Sachez, d'ailleurs, qu'en excluant de l'école ces jeunes filles vous les enfermez dans l'intégrisme le plus archaïque et obscur.

J.-P. BOURQUIN (Rouen).

Traditions mutilantes

L'exclusion et l'intégrisme sont aussi des « traditions » et chaque jour des enfants sont mutilés et meurent parfois en leur nom. Doit-on tolérer ces pratiques dans ce pays sous le prétexte qu'elles sont « traditionnelles » ailleurs ? Et, dans ce cas, qu'arrivera-t-il le jour où la France accueillera des Dayaks chasseurs de têtes ou des anthropophages qui souhaiteraient conserver leurs coutumes ?

HENRY BOURGEOIS (Sorel-Moussel, Eure-et-Loir).

TRAIT LIBRE



Regard discriminatoire

Si personne n'avait fait attention à ces jeunes filles, si personne n'avait pris position contre le port du foulard, si, donc, personne ne les avait déjà considérées comme différentes, il n'y aurait jamais eu toute cette passion soulevée. Ainsi, au départ, c'est un regard qui les a jugées, alors qu'aucun regard ne juge le gamin qui porte une croix ou une étoile de David. C'est un regard discriminatoire.

CHRISTINE BENADRETTI (Enghien-les-Bains, Val-d'Oise).

Des traditions barbares

Il n'est pas question de vouloir faire calquer à nos sœurs musulmanes notre façon de vivre. Mais leur identité culturelle ne doit pas cautionner des traditions barbares. Il y a dans la culture musulmane suffisamment de valeurs humanistes et artistiques qui appartiennent à toute l'humanité et dont elles peuvent être fières, sans pour autant perpétuer des traditions négatives ou des coutumes anciennes contraires aux droits de l'homme et de la femme.

SIMONE VACHON (Nantes).

Par l'absurde

Raisonnons, comme disent les logiciens, par « l'absurde ». Accepter trois tchadors, c'est mettre toutes les familles musulmanes devant un dilemme qui n'existe pas jusqu'alors : soit on ose montrer sa foi, soit on s'abandonne. Dans le premier cas, on marque sa différence, son appartenance à la *dawna*, la communauté des croyants. Dans l'autre, on refuse de choisir entre sa terre d'origine et sa destinée actuelle, entre l'islam et la France, entre « être une fille de l'islam » et « être une élève dans l'école française ».

Quelle solution l'emportera ? A l'évidence, la première car elle est tellement plus simple, plus claire, moins problématique. Ne pas porter le tchador dans une classe où les autres filles musulmanes por-

tent le tchador ? Ne pas le porter, éventuellement malgré son frère, malgré son père ? Moi, treize ans, battue et rejetée, car j'ai refusé de porter le tchador en classe ! Ce fait-là, conséquence prévisible de l'acceptation du port du tchador, serait-il acceptable ?

CLAUDE RONCERAY (Paris).

La mixité

Ne risque-t-on pas de voir la mixité à l'école remise en cause au nom de la même lecture du Coran, d'abord en sport, comme dans certaines écoles anglaises, puis en cours ?

L'islam ne pourra, comme les autres religions, vivre normalement en France que s'il s'inscrit dans la marche historique de notre société, qui passe, entre autres, par une diminution volontariste de l'inégalité homme-femme — aller dans l'autre sens c'est aller vers le désastre.

ETIENNE MORIN (Pins-Juvenet, Haute-Garonne).

Culture et cultures

Ce qui arrive aujourd'hui doit concerner un germe dans la confusion que l'on se plaît à faire depuis quelques lustres entre deux sens différents du mot « culture » : l'un est le mot « civilisation », employé autrefois à la place de l'un d'eux, ne suffisait pas à la gauche française à être la première à tomber dans le panneau, à s'en laisser imposer par le sens ethnologique du terme, sans parvenir à rendre compte que les deux acceptions ont un sens non seulement différent, mais radicalement opposé : la culture humaniste dont nous sommes les dépositaires, dont nous sommes les héritiers, alors que ce que l'on appelle aujourd'hui les « cultures » sont, au contraire, fondamentalement oppressives, dans la mesure où elles reposent essentiellement sur la religion et la tradition.

Au nom du respect des « cultures » des autres, on finit par douter de la supériorité de la sienne propre, qui, elle, repose essentiellement sur la liberté. Je me refuse à admettre que toutes les cultures se valent et soient également respectables, car alors à quel bon avoir secouru les valeurs de références de notre Moyen Âge (qui s'imposent encore dans bon nombre de « cultures » d'aujourd'hui pour promouvoir celle qui est la nôtre ?

R. ABRAUD (Paris).

Jeans et tchador

À la fin des années 70, la résistance contre le régime du shah iranien s'organisa, et certaines jeunes filles — qui jusqu'alors portaient jeans et faisaient service militaire — vinrent à l'université en tchador, symbole d'opposition (qui se portait généralement sur un jean moult).

Progressivement, elles devinrent majoritaires, par conviction, d'abord, puis par mode. Puis ce furent critiques, moqueries, insultes contre les jeunes filles sans tchador, même les chrétiennes d'origine arménienne.

On connaît la suite, après la chute du shah.

TRAN DO (Lyonnais).

(Ancien directeur d'une société française en Iran).

Délitcatesse

L'école laïque doit enseigner les principes auxquels se réfère le préambule de la Constitution. Pour Jules Ferry, l'élève devait faire ses convictions, et le maître ne rien dire qui risquerait de choquer les parents. Il faut admettre aujourd'hui que le premier, invité de plus en plus à s'exprimer, dise ou manifeste son sentiment ou son opinion. Le second peut alors être amené à prendre des positions avec lesquelles tous les parents ne seront pas d'accord. Il doit le faire avec beaucoup de délicatesse et se rappeler que, si ce sont les fondements de la démocratie ne sont pas en cause, il est tenu, non à une impossible neutralité, mais à une extrême réserve.

MARCO ANDRAULT (Angers).

Libération du corps

De qui devons-nous être solidaires, femmes qui nous sommes battues pour la parité avec les hommes et l'amélioration de notre statut social ? Des musulmanes intégristes par crainte de paraître racistes aux yeux d'Hortensia Deleu ? Ou de leurs femmes, de leurs filles, de leurs sœurs qu'il convient de protéger, d'empêcher de se laisser aller à une débauche de corps ?

Mais avons-nous, femmes, à défendre les musulmanes de la totale autoritarisme de leurs pères et frères ; il nous revient de leur donner le goût de la liberté qui commence avec la libération du corps.

CLAUDE CHAILLET (Bordeaux).

Fanatisme laïque

Je ne sais quel est le degré de fanatisme des jeunes musulmanes, je ne sais si le fanatisme l'est. Je sais que celui qui les soulevait de l'école tout entière d'un autre fanatisme, un fanatisme laïque tout aussi intégriste, que le fanatisme des religions monothéistes. Comme si le problème de l'école laïque était moins de réunir les enfants et les adolescents, de leur apprendre à être ensemble que de les empêcher de se défaire de la conception uniformisante de l'école.

RUDOLPHE KRONCH (Lyon).

L'école « libératrice »

Ne nous y trompons pas, au bout du voile il y a ces pères, ces frères maghrébins qui, l'an dernier, sont venus enlever leur fille, leur sœur, à la sortie du lycée ou de l'université pour les marier contre leur gré. C'est pourquoi, lorsque ces élèves arrivent marquées d'une coiffure punk, de rangs ou d'un bonnet noir, je fais une grande différence : ce sont les signes de la liberté d'adolescentes qui, quoi qu'on puisse penser de leur choix, ont choisi seuls, souvent contre leurs parents, l'affirmation de soi.

Au bout du compte, c'est l'école « libératrice » qui est refusée par des parents qui, souvent, dans cette situation, empêchent leur fille de poursuivre ses études.

CLAUDE PONCET (Les Combes, Doubs).

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Sales
Administrateur général : Bernard Woutts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

RDA : trois cent mille manifestants à Leipzig

Les slogans de la population sont de plus en plus audacieux

Près d'un demi-million d'Allemands de l'Est étaient de nouveau dans les rues de plusieurs villes de RDA, lundi soir 30 octobre. Leurs slogans sont de plus en plus précis : « La démocratie maintenant ! ».

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

L'Allemagne de l'Est, que le nouveau numéro 1 est-allemand, M. Egon Krenz, allait pour la première fois représenter mardi 31 octobre à Moscou, a déjà plus grand-chose à voir avec celle que M. Mikhail Gorbachev exhortait aux changements le 6 octobre dernier, à Berlin-Est même.

En trois semaines, la vague de glasnost qui déferle sur le pays a obligé les dirigeants est-allemands à se remettre profondément en cause, et tout indique que la pression va se poursuivre pour les obliger à des changements réels. La prochaine réunion du comité central du parti, du 8 au 10 novembre, devrait en être le premier test.

Le désordre traditionnel rendez-vous du lundi à Leipzig n'a pas manqué à ses promesses le 30 octobre. Célébrée à gauche fermée dans sept églises protestantes de la ville, la prière pour la paix a, une nouvelle fois, donné lieu à une manifestation massive pour des réformes. Près de trois cent mille personnes, sensiblement le

même nombre que la semaine dernière, se sont ensuite massées sur l'immense place Karl-Marx, puis formées en cortège pour défilier, toutes bandières déployées, sur le Ring, qui entoure la vieille ville.

« Le mur doit tomber »

Si la bonne humeur était encore au rendez-vous, les slogans devenaient, au fur et à mesure, nettement plus insistants. Tout étonné, il y a trois semaines seulement, de se retrouver cent mille au même endroit, on se demandait alors si tout n'allait pas finir dans un bain de sang, les manifestants ne se contentant plus aujourd'hui de se compter, de soupeser leurs forces. Les rassemblements qui avaient lieu au même moment dans plusieurs autres villes, à Halle, à Cottbus, à Schwerin, ceux qui se déroulent maintenant pratiquement chaque jour aux quatre coins du pays, ont pour but de montrer la puissance du mouvement. On s'efforce désormais d'étaler ses revendications.

Lundi soir, dans la foule dense entourant l'église Saint-Nicolas à l'heure de la prière, on pouvait mesurer leurs succès à l'importance des applaudissements et des hurlements qui saluaient l'apparition de toute nouvelle banderole. La rime avait aussi son importance : « Egon, lass' Taten sein ».

sont sagen wir Wiedersehen ! » (Egon, des fois, sinon nous te disons au revoir). « Egon Krenz, wir sind die Konkurrenz » (Egon Krenz, nous sommes la concurrence). Sur le fond, les thèmes à succès sont aujourd'hui la reconnaissance de Neues Forum, des élections libres, une justice pour tous, la disparition de la stasi - la police politique. On veut « la démocratie maintenant ou jamais ». Si le « nous sommes ici, nous sommes le peuple » continue de faire vibrer, on entend aussi « le mur doit tomber ».

Sur la place Karl-Marx, des militants du mouvement Neues Forum, avec encore des airs de conspirateurs, se taillaient un beau succès en exposant leurs revendications à la foule, à l'aide d'un mégaphone de fortune. On se bousculait autour d'eux pour signer une pétition pour la réactivation du mouvement.

La fin de « Canal noir »

Non loin de là, signe des temps, le maire de la ville, M. Bernd Seidel, était lui aussi descendu sur la place, avec d'autres personnalités locales, pour discuter avec les gens. Il a proposé publiquement, y compris dans une interview diffusée à la télévision, d'associer les militants de Neues Forum aux commissions de travail dont le conseil

municipal vient de décider la mise en place pour débattre des problèmes de la ville.

Un peu partout, les dirigeants est-allemands essaient ainsi de parer au plus pressé pour désamorcer la tension qui se manifeste jusque dans les principaux organes du pouvoir. Le présentateur, homologue de l'émission « Canal noir », M. Karl Eduard von Schützler, symbole de la langue de bois sous Honecker, a remis lundi soir sa démission. Le bureau du syndicat unique, le FDGB, a tenu le même jour une réunion houleuse au cours de laquelle son président, M. Harry Tisch, membre du bureau politique du SED, a proposé sa démission en raison des critiques de plus en plus virulentes dont il est l'objet dans les entreprises. Une décision à ce propos a été reportée de justesse au 17 novembre, après la réunion du comité central, où des changements de personnes seront apportés à la direction du parti.

Avant de partir pour Moscou, M. Egon Krenz, qui recevait la première promotion de l'académie militaire, a cependant réaffirmé que, malgré toutes les questions qui se posent, « le futur de la RDA repose sur le socialisme et nulle part ailleurs ». Tout en soulignant que le parti entend désormais regarder la réalité en face, il a également averti que « rien ne serait pire que les fausses promesses ».

HENRI DE BRESSON

URSS : manifestation autour du siège du KGB

La Loubianka cernée

MOSCOU

de notre correspondant

Derrière cette lourde façade de pierre, des centaines de milliers d'hommes et de femmes promus à l'archipel des camps ont connu la peur, la torture et la mort. Jusqu'à aujourd'hui, ce bâtiment, si opaque qu'on croirait presque un trompe-l'œil, fait tant frissonner que jamais un passant ne le longe. On l'évite comme on évite les murs de cimetières et au milieu des embouteillages, face à un immense magasin de jouets, cette prison de la Loubianka, siège central du KGB, trône ainsi solitaire en plein cœur de Moscou.

Lundi 30 octobre, pourtant, la Loubianka était cernée. Ce n'était pas la prise de la Bastille, c'était seulement la journée des prisonniers politiques que le mouvement Mémorial avait décidé de célébrer cette année sur les lieux mêmes du martyre, sans cris, sans slogans ni banderoles. Chacun tenait seulement en main une bougie et dans le vent glacé de la nuit déjà tombée, un millier de petites flammes disaient qu'on doit se souvenir et n'oublier ni les dizaines de millions de morts ni ce que peut être l'engrenage de la violence politique.

La Loubianka tenait bon. Chapeaux mous et attachés-cases, ses fonctionnaires en sortaient sans crainte, journée de travail terminée, mais comme une lézarde est apparue sur cette façade que pour la première fois des manifestants bravaient. Pour la première fois, l'enfer était publiquement dénoncé et ce mur de bougies, cet exorcisme rationnel et serein faisaient comprendre comment s'écroulent sans canons ni assaut les murailles de Jéricho.

Il n'y avait qu'un millier de manifestants, c'était peu. C'était moins qu'il n'aurait fallu, moins que ne l'avaient espéré les organisateurs, mais la foule qui, de l'autre côté de la place, avait interrompu sa course folle aux magasins vides, observait en silence et approuvait, trente minutes ont ainsi passé et, toujours silencieuse, la chaîne humaine s'est défilée, à l'heure exacte sur laquelle André Sakharov s'était mis, samedi, d'accord par téléphone avec l'actuel président du KGB, M. Kravtchikov.

Charge anti-émeutes

Une centaine de personnes ont alors voulu marcher vers la place Pouchkine au cri de « A bas le KGB ! » et « KGB : ennemi du peuple ! ». Ce n'était plus les accords passés et les unités anti-émeutes n'ont pas mis longtemps à brutalement charger, rotant de coups ceux qui tentaient d'arrêter la fuite éperdue en s'asseyant sur la chaussée.

Au même moment, non loin de Minsk, capitale de la Biélorussie, des prêtres catholiques, orthodoxes et protestants célébraient une messe œcuménique dans la forêt de Kourapay. Il y a un an et demi, un immense ossuaire y avait été découvert. Les crânes étaient tous percés d'une balle et selon les premières estimations des commissions d'enquête officielles, trente mille personnes au moins ont été exécutées sommairement ici entre 1937 et 1941.

Trente mille personnes en quatre ans sur un seul champ d'exécution.

BERNARD GUETTA

Le nouveau Parti socialiste hongrois en mal d'adhérents

Bien que débarrassé de ses attributs léninistes le PSH éprouve des difficultés à recruter

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Trois semaines après la transformation historique du Parti communiste hongrois (PSOH) en Parti socialiste (PSH), débarrassé de tous les attributs léninistes, une dure constatation s'impose à ses dirigeants : réforme, ravalé, rebaptisé, rejeté, le Parti n'attire-t-il pas les Hongrois ?

An lendemain de sa création, le 7 octobre, le PSH avait décidé de donner aux 720 000 adhérents du PSOH jusqu'au 31 octobre pour s'inscrire au nouveau parti. Ce délai vient d'être repoussé au 31 décembre : seuls 10 000 à 15 000 membres, selon plusieurs sources du PSH, ont jusqu'ici jugé utile d'adhérer formellement au nouveau parti, malgré les efforts de l'organe dirigeant du PSH, le Présidium national, dont les membres tournent en province pour ramener leurs troupes. Le quotidien du PSH, *Nepszabadsag*, est allé jusqu'à imprimer des bulletins d'adhésion à découper au-dessous d'un appel du président du Parti, M. Rezső Nyeri, aux « communistes, sociaux-démocrates, intellectuels, humanistes de gauche » et même aux « personnes religieuses ».

En fait, en demandant aux communistes de base de faire la démarche concrète de se réinscrire dans le nouveau parti - puisque l'ancien est théoriquement mort - on leur donne l'occasion d'abandonner purement et simplement l'appartenance à un parti, quel qu'il soit.

Persone, il est vrai, n'espèrent récupérer la totalité des effectifs du PSOH, qui fondait d'ailleurs comme prisme au soleil depuis un an. Mais les nouveaux dirigeants, comme M. Nyeri, visent quand même bien 300 000 membres. Plus modeste, le politologue, Mihály Bihari, qui a décliné lui-même l'offre de rejoindre le PSH, pense que le nouveau parti peut rassembler 150 000 personnes. Ancien conseiller au Comité central du PSOH, Peter Rajcsanyi, lui, est beaucoup moins optimiste. « Je pense, dit-il, que l'on aura 30 000 à 50 000 membres à la fin de l'année. Mais la campagne électorale pour les législatives, l'an prochain, peut nous permettre de stimuler les gens et de récupérer des militants pour arriver, peut-être, à 200 000 adhérents ».

M. Rajcsanyi voit plusieurs raisons à cette dégringolade. D'abord, le « facteur peur », la peur de l'hystérie anticommuniste et antisoviétique, qui pousse les anciens membres du PSOH à saisir au bond l'occasion de ne plus être identifiés à un régime qu'il est de

bon ton, aujourd'hui, de rendre coupable de tous les maux. Bien des Hongrois gardent à l'esprit les débordements de l'insurrection de 1956, comme les lynchages des communistes. Le facteur nationaliste - une valeur nettement en hausse en Hongrie depuis deux ans - peut également jouer, pense cet expert, en particulier auprès des communistes juifs, qui craignent qu'on ne leur reproche l'idéologie internationaliste défendue, pendant quarante ans, par le PC hongrois. La Hongrie, qui compte la communauté juive la plus importante d'Europe centrale, n'est pas à l'abri des phénomènes antisémites. Enfin, dans l'administration où, traditionnellement, comme dans tout régime communiste, mieux valait être membre du Parti pour obtenir un poste d'intérêt, les fonctionnaires hésitent à renouveler leur adhésion : ils risqueraient de se voir défaits de leur poste en cas de défection du PSH aux élections libres l'année prochaine, ou si devait être formé un gouvernement de coalition.

La résistance des communistes

Parallèlement, les partisans du maintien de l'ancien parti, le PSOH, donnent des signes de grande activité, sans qu'il soit possible, pour le moment, d'évaluer leurs forces. Ce ne sont pas tous des folkloristes nostalgiques de l'ordre stalinien, comme M. Robert Ribamuzsi, ancien secrétaire de János Kádár, qui fait beaucoup de bruit mais ne rassemble pas grand monde ; ou comme M. Sándor Petress, qui vient de demander - sans succès - « l'asile politique à l'ambassade de Cuba ». Une partie de ces traditionalistes seraient simplement attachés aux valeurs historiques du mouvement ouvrier et à la sécurité qu'elles leur procurent.

Cependant, leurs anciens chefs de file, MM. Karoly Grosz et János Berecz, n'ont pas encore fait connaître, de manière définitive, leurs intentions. M. Grosz, ex-secrétaire général du PSOH, a expliqué, au cours d'une réunion de l'appareil du Comité central - organisée par M. Nyeri quelques jours après le congrès - qu'il ne souhaitait pas collaborer avec la direction du PSH car il pensait « pouvoir œuvrer autrement pour le socialisme en Hongrie », selon un participant à cette réunion. M. Grosz, qui avait d'ailleurs voté contre la création du PSH, lors du congrès, s'est retiré depuis en province pour se reposer. Quant à M. Berecz, dont l'attitude est beaucoup plus confuse, il aurait attendu

une proposition formelle de M. Nyeri pour rejoindre le PSH en suivant la face, mais, le temps passant, cette éventualité paraît de moins en moins probable. Il resterait donc à ces deux hommes une simple alternative : la retraite politique ou la réactivation du PSOH.

Si, d'ici quelques semaines, la réactivation du PSOH se concrétise, avec un nombre de militants au moins égal à celui du PSH, cela signifierait que la scission du mouvement socialiste hongrois - que le modéré Rezső Nyeri pensait avoir évitée à l'issue du congrès - a, en fait, bel et bien eu lieu, avec pour conséquence probable, la fin des partis de masse dans un pays socialiste.

La « maison blanche »

La réorganisation du PSOH poserait également un sérieux problème juridique, puisque le PSH s'en considère comme le successeur légal. Ainsi, c'est le PSH qui a naturellement pris possession de la « maison blanche », comme les Budapestois avaient pris contenance d'appeler le bâtiment du Comité central, sur les bords du Danube, dont l'entrée est désormais marquée d'une plaque ruisselante « Parti socialiste hongrois ». L'accès y est d'ailleurs beaucoup plus facile. Les gardes militaires, auxquels il fallait montrer patte blanche, ont disparu, et la nouvelle direction envisage de réduire l'appareil au moins de moitié. Les principaux conseillers de M. Grosz ont déjà quitté leurs bureaux et regagné, pour certains, leur ministère d'origine. D'autres ex-fonctionnaires du Comité central, comme M. Rajcsanyi, étudient « diverses propositions », dont celle de travailler pour la nouvelle direction.

Le PSH fonctionne actuellement sur la trésorerie du PSOH et a entamé des négociations avec le gouvernement pour restituer à l'Etat la majeure partie de son imposante fortune. Pour l'instant, selon un conseiller, personne n'a formulé, au nom du PSOH, de revendications juridiques sur ces biens.

Et les relations avec l'ex-grand frère, le PC soviétique ? C'est là le fil le plus artistique. Traditionnellement, fait-on valoir au PSH, les politiciens communistes hongrois avaient tous leurs propres canaux avec Moscou. Eh bien, cela continue... d'autant plus que le Kremlin ne manifeste pas un empressement effréné à vouloir clarifier les choses.

SYLVIE KAUFFMANN

M. Chirac propose la création d'une fondation privée pour aider la Pologne et la Hongrie

M. Jacques Chirac a proposé la création d'une « Fondation internationale de solidarité pour la liberté » pour aider la Pologne et la Hongrie, au cours d'une conférence de presse lundi 30 octobre à Tokyo.

Cette fondation aurait un caractère privé et serait créée par des « personnalités » d'Europe, d'Asie et d'Amérique, selon le maire de Paris. « Il est urgent d'aider la Pologne et la Hongrie sur le plan économique et financier. C'est le rôle des Etats. Mais chacun doit se sentir concerné et pouvoir contribuer à acheter un espace de liberté en Pologne et en Hongrie », a précisé M. Chirac.

L'ancien premier ministre, qui effectuait une visite de six jours au Japon, avait visité dimanche la galerie où est exposé le tableau de Pablo Picasso *Les Femmes d'Alger* à Paris et à Tokyo reliées par vidéo-satellite. « Ce tableau est estimé 60 millions de dollars (plus de 360 millions de francs). Je pense que ceux qui s'apprêtent à l'acheter seraient mieux de donner ces fonds pour acheter un peu de liberté en Pologne et en Hongrie », a-t-il affirmé.

Recueillir un milliard de dollars

M. Chirac a estimé qu'en recueillant des fonds ainsi « on arriverait rapidement à un milliard de dollars, soit exactement ce que le Congrès américain voudrait donner à la Pologne et le tiers de ce que les experts estiment indispensable immédiatement pour ce pays ».

L'ancien premier ministre s'est félicité de ce que le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, lui ait confirmé samedi son intention d'aider ces pays où il se rendra probablement en janvier. - (AFP.)

Une mission américaine de haut rang à Varsovie. - Des responsables américains se rendront en Pologne du 29 novembre au 2 décembre afin d'évaluer les réformes économiques en cours et déterminer les meilleures affectations de l'aide que les Etats-Unis comptent fournir à Varsovie, a indiqué lundi 30 octobre le président George Bush. Cette « délégation présidentielle » sera composée notamment des secrétaires à l'Agriculture, au Commerce et au Travail, MM. Clayton Yentzer, Robert Moshbacher et M^{me} Elisabeth Dole, du président du Syndicat AFL-CIO, M. Lane Kirkland, et des responsables de la firme Conagra (agroalimentaire) et de la station bancaire américaine, Manufacturers Hanover. - (AFP.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Des diplomates français ont rendu visite à Vaclav Havel à l'hôpital

Deux diplomates français ont rendu visite, lundi 30 octobre, au dramaturge tchécoslovaque Vaclav Havel, en traitement depuis jeudi soir dans un hôpital prago. Cette démarche a été entreprise à la demande du ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, qui, dimanche s'était « inquiété de la santé et de la situation » de M. Havel, l'un des principaux dirigeants du mouvement des droits de l'Homme Charte 77. Vaclav Havel, cinquante-trois ans, qui souffrait d'une bronchite pulmonaire, va bien, selon les diplomates français, et devrait quitter l'hôpital mardi. M. Havel avait été arrêté et hospitalisé à la veille des manifestations organisées par l'opposition le 28 octobre. M. Dumas avait déjà exprimé, dimanche, dans une lettre

à son homologue tchécoslovaque, M. Jaromír Johannek, « sa vive préoccupation ainsi que celle de l'opinion publique française sur les événements qui se déroulent à Prague ».

La télévision d'Etat hongroise a de son côté diffusé lundi une interview de M. Havel, réalisée vendredi à l'hôpital. Faisant allusion aux réformes en Hongrie, en Pologne, et aux promesses de changement en Allemagne de l'Est, provoquées par des manifestations de masse, Vaclav Havel a estimé que « les autorités » (tchécoslovaques) « sont très nerveuses et agitent en conséquence ». « La direction actuelle, conclut M. Havel, est incroyablement isolée chez elle aussi bien qu'à l'étranger ». - (AP, AFP.)

PRIX LITTÉRAIRE EUROPALIA 1989

pour l'ensemble de son œuvre

Kenzaburo
ŌEDites-nous comment
survivre à notre folie

Le jeu du siècle

VIENNE DU PARADIS

M/T et l'histoire
des merveilles
de la forêt

roman

traduit du japonais
par René de Ceccatty et Ryōji Nakamura

Collection du Monde Entier

GALLIMARD nrf

سكزا من الاصل

حکومت الراحل

EUROPE

RFA Les effectifs militaires pourraient être réduits

BONN

de notre correspondant
L'évolution de la situation à l'Est, la perspective d'un prochain accord sur le désarmement conventionnel à Vienne et l'approche des élections législatives font sentir leurs effets sur la planification militaire ouest-allemande.

Le week-end dernier, un séminaire du haut commandement de la Bundeswehr a abordé la conclusion que l'armée ouest-allemande des années 90 ne devrait comporter que 420 000 hommes en temps de paix au lieu des 495 000 jugés auparavant nécessaires. Le nombre des divisions (12) et des brigades (42) ne devrait pas être réduit, mais leur effectif comporterait un plus grand nombre de réservistes. Les réductions toucheraient les trois armes, qui devraient renoncer également à la construction de nouveaux matériels. Ainsi le nombre des sous-marins de la marine serait réduit de 40 à 20, et la construction de la Frigate 90 de l'OTAN serait abandonnée. L'inspecteur général de la construction de l'hélicoptère de combat franco-allemand FAH-2 et de l'hélicoptère de transport de troupe NH-90.

Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent contre le projet de construction de l'avion de combat européen (EFA), y compris au sein de la CDU, qui y était jusqu'à présent favorable.

Le projet d'allongement du service militaire de quinze à dix-huit mois, qui avait longtemps servi au chancelier Kohl de preuve de son engagement pour la défense occidentale, semble totalement abandonné : la réduction projetée des effectifs rendrait inutile cette prolongation très impopulaire.

Le Parti libéral (FDP) et les sociaux-démocrates voudraient aller encore plus loin dans cette réduction d'effectifs. Les amis de M. Genscher estiment qu'une présence sous les drapeaux en temps de paix de trois cents mille à trois cent cinquante mille hommes serait suffisante. Le SPD presse de son côté le gouvernement d'annuler le budget militaire de plusieurs milliards de deutschmarks pour les consacrer à un programme d'urgence de construction de logements.

LUC ROSENZWEIG

ESPAGNE : les résultats des élections Les communistes ont occupé l'espace dégagé à la gauche du Parti socialiste

S'il est une force politique qui sort renforcée des législatives du dimanche 29 octobre en Espagne, ce sont bien les communistes et la coalition qu'ils dirigent, la Gauche unie. Passer de sept à dix-sept sièges à un moment où le communisme

est en crise à l'Est comme à l'Ouest du Vieux

Continent constitue assurément un exploit, qu'il convient d'attribuer tant à la spécificité de la situation espagnole qu'aux mérites du secrétaire

général du PCE, M. Julio Anguita.

MADRID

de notre correspondant

Situation particulière à Madrid, d'abord : c'est un véritable appel d'air qui s'est produit au sein de la gauche espagnole, la politique économique d'extrême modération suivie par les socialistes a en effet dégagé sur leur gauche un espace politique plus large que celui laissé ailleurs par leurs homologues d'autres pays de la Communauté.

Surtout dans cette Espagne qui reste socialement bien plus inégalitaire que ses grands voisins ! Encore fallait-il que les communistes soient à même d'occuper la place. Ils n'en avaient pas été capables en 1986, alors que la situation, pourtant, semblait déjà leur sourire.

Le revirement des socialistes à propos du maintien dans l'OTAN avait en effet provoqué à l'époque un grand désarroi parmi les « bases » de leur parti, et l'agitation sociale était déjà sérieuse. Mais les communistes étaient toujours en pleine bataille fratricide,

et c'est à peine s'ils étaient alors

passés de quatre à sept sièges.

S'ils ont cette fois réalisé un

bond en avant, c'est qu'ils ont au

préalable réussi à mettre fin à leur

longue crise interne. Une crise dont

la gauche espagnole a fait au début

de l'après-franquisme. Après avoir

constitué, bien davantage que les

socialistes, le fer de lance de la

politique plus large que celui laissé

ailleurs par leurs homologues

d'autres pays de la Communauté.

Surtout dans cette Espagne qui

reste socialement bien plus inégalitaire

que ses grands voisins ! Encore fallait-il

que les communistes soient à même

d'occuper la place. Ils n'en avaient pas

été capables en 1986, alors que la

situation, pourtant, semblait déjà leur

sourire.

Le revirement des socialistes

à propos du maintien dans l'OTAN

avait en effet provoqué à l'époque

un grand désarroi parmi les « bases »

de leur parti, et l'agitation sociale

était déjà sérieuse. Mais les communistes

étaient toujours en pleine bataille

fratricide,

Unité

retournée

Cette situation allait provoquer le malaise au sein du parti que, nombre de ses cadres quittaient pour rejoindre le PS, non parfois sans opportunisme. Le secrétaire général du PCE, M. Santiago Carrillo, ne faisait alors qu'aggraver la

situation en multipliant les exclu-

sions de contestataires.

Après que son parti eut touché le

fond en 1982, il fut finalement

forcé de démissionner, mais tenta

sans succès de manipuler depuis les

consciences son successeur

M. Gerardo Iglesias. Incapable de

contrôler la situation, celui-ci finit

par céder la main, en février 1988,

à M. Julio Anguita, ancien maire

de Cordoue.

En un an et demi, ce dernier a

été capable de renverser la vapeur.

Il a réussi à refaire l'unité du parti

et obtenu le retour dans le giron de

sa formation d'une partie des réno-

vateurs expulsés par M. Carrillo et

des prosélytes sensibles aux

vents nouveaux soufflant de Mos-

cou. Et, surtout, il a redonné, grâce

à son charisme parfois teinté de

populisme, le goût de la victoire à

une formation qui avait paru se

résigner au ghetto.

Les Catalans

avant-gardistes

M. Anguita, pourtant, n'est pas le M. Occhetto (le secrétaire du PC italien) de Madrid. Si les communistes espagnols et italiens font partie du même groupe parlementaire à Strasbourg, les premiers ne vont pas aussi loin que les seconds dans la remise en cause des dogmes traditionnels.

C'est plutôt du côté des communistes catalans, avec leur secrétaire

général M. Rafael Ribo, que se

trouve aujourd'hui l'avant-garde

de la rénovation au sein du commu-

nisme espagnol. Mais ce ne sont

pas eux qui commandent à Madrid.

M. Ribo faisait publiquement

valoir il y a peu qu'il n'existe pas en

Europe, pour les communistes,

d'autre voie d'accès au pouvoir que

l'alliance avec la social-démocratie.

Une thèse qui ne plaît guère à

M. Anguita, pour qui toute entente

est aujourd'hui exclue avec ces

socialistes espagnols qu'il accuse

de figurer parmi les plus conserva-

teurs d'Europe occidentale.

THÉRIER MALINAK

La répartition des voix

Voici le nombre de voix recueillies par les formations ayant obtenu une représentation parlementaire aux élections législatives (entre parenthèses, les suffrages de 1986).

Parti socialiste ouvrier espagnol : 8 088 072 (8 887 345) ;
Parti populaire : 5 282 877 (5 245 396) ;
Gauche unie : 1 851 000 (920 223) ;
Centre démocratique et social : 1 617 104 (1 862 856) ;
Convergencia i Unió : 1 030 478 (1 012 054) ;
Parti nationaliste basque : 253 769 (308 991) ;
Herri Batasuna : 216 822 (231 722) ;
Parti nationaliste aragonais : 212 807 (94 126) ;
Union valencienne : 144 858 (84 462) ;
Eusko Alkartasuna : 138 595 (non présenté) ;
Euzkadi Ekerra : 105 217 (106 937) ;
Parti aragonais régionaliste : 71 628 (72 889) ;
Groupements indépendants des Canaries : 64 989 (66 153).

Grèce : le combat de M. Papandréou

Dans la campagne pour les élections législatives du 5 novembre le chef du PASOK se bat sur deux fronts contre la droite conservatrice et contre le Parti communiste

ATHÈNES

de notre envoyé spécial

« Nous sommes avec toi, Andréas ! Après le 5 novembre (date des élections), tu seras de nouveau premier ministre ! » Dimanche 28 octobre en fin d'après-midi à Athènes, sur le célèbre carré de Syntagma, la place de la Constitution, face au Parlement, c'était la grande fête du PASOK et d'Andréas Papandréou.

Les conservateurs (qui vont organiser un concert au stade olympique avec Mikis Théodorakis) et les eurocommunistes ont beau dire que le temps des grands rassemblements politiques de masse est dépassé et qu'il faudrait trouver des moyens plus civilisés et moins démagogiques pour s'élancer une campagne électorale, le Mouvement socialiste panhellénique tient aux bonnes vieilles traditions et, à l'évidence, les Grecs aiment toujours ça.

« Bas les pattes »

Combien étaient-ils à Syntagma ? Deux cent mille, trois cent mille, plus de cinq cent mille, estiment certains journaux - pasokiens bien sûr. « C'était moins que la dernière fois », assure triomphalement un quotidien conservateur, qui publie une photo montrant des gens dans la foule. La dernière fois, soit avant les élections du 18 juin. Quoi qu'il en soit, des dizaines de milliers de personnes s'agglutinaient sur la place en dans les grandes avenues des alentours et, parmi elles, beaucoup de jeunes, alors qu'en Grèce, ceux-ci votent aujourd'hui majoritairement à droite, pour la Nouvelle Démocratie.

Le « spectacle » devait commencer à 18 h 30. Depuis une bonne heure déjà, des centaines de haut-parleurs disposés autour de Syntagma chauffaient la foule

en diffusant des chants de partisans, de la musique orientale, *Carmina burana* ou l'ouverture d'*Aida*. Pétares, feux de Bengale, feux d'artifice, nuages de draps verts et blancs. Comme d'habitude, la mise en scène est irréprochable et à 19 h 15, enfin, « Andréas » fait son apparition, sous un tonnerre de cris et d'applaudissements, sur une grande tribune installée face au Parlement. Seul, on arrive à peine à le discerner dans la fumée. Faisant allusion aux scandales politico-financiers et aux procès qui l'attendent, la foule scandait : « Bas les pattes, ne touches pas à notre Andréas ! »

Au début de son discours de quarante-cinq minutes, souvent interrompu par les applaudissements, le vieux leader paraît fatigué, puis il trouve son second souffle pour dénoncer la droite ou attaquée la télévision, qui, à ses yeux, maltraite systématiquement les socialistes. Quelques jours plus tôt, il la comparait à la qualité de l'information à l'époque de la juste des colonels. Chacun son tour, pourrait-on dire, car lorsqu'il était au pouvoir (de 1981 à juin 1989), le PASOK ne se privait pas de « couper » les interventions de la Nouvelle Démocratie.

M. Papandréou stigmatise aussi la gauche communiste et eurocommuniste (regroupée dans la Coalition de la gauche et du progrès), qui s'est allié avant l'été à la Nouvelle Démocratie pour former un gouvernement de coalition et réaliser, en moins de quatre mois, la « cutharis », autrement dit l'épuration des scandales qui ont secoué la vie politique grecque ces deux dernières années. Il reproche aux communistes d'avoir aidé la droite à revenir au pouvoir.

« et le peuple n'oublie pas ce qu'elle est » - et leur demande de dire, une fois pour toutes, « de quel côté ils sont ».

Il est longuement applaudi lorsqu'il dénonce la présence des

bases militaires américaines en Grèce, ou lorsqu'il déclare, comme en 1981 : « La Grèce appartient aux Grecs ! ». M. Papandréou ne veut pas éviter de parler des graves déficits économiques de son pays. « Il faut mettre de l'ordre dans les affaires de l'Etat », déclare-t-il avec fermeté, mais les travailleurs et les agriculteurs ne doivent pas en être les victimes. « Démagogie », s'obstine, il annonce, deux minutes plus tard, une augmentation générale des retraites, « le doublement des retraites des personnes », des « réductions » pour toutes les catégories défavorisées, les handicapés et les familles nombreuses ! Une façon particulière d'assainir les finances... Il qualifie le programme de redressement économique de la Nouvelle Démocratie de « thachérisme balkanique ».

A 21 heures, le discours est terminé. Un dernier merci à la foule et, comme d'habitude, Andréas Papandréou déclare : « C'est la plus grande manifestation que j'ai jamais vue ! ». Les notables du PASOK viennent le rejoindre à la tribune. Mélina Mercouri agit un petit drapeau vert et blanc. C'est fini. Il n'y a eu aucun incident, et les vendeurs de saucisses grillées, de pistaches et de sodas s'activent. Les gens rentrent calmement chez eux, conscients que quand même, pour toutes les catégories défavorisées, les handicapés et les familles nombreuses ! Une façon particulière d'assainir les finances... Il qualifie le programme de redressement économique de la Nouvelle Démocratie de « thachérisme balkanique ».

Comme si beaucoup d'Athéniens s'étaient déplacés dimanche soir à Syntagma simplement pour « voir » Papandréou, qui était jusqu'ici pratiquement absent de la campagne électorale. Ont-ils assisté au dernier grand show politique d'Andréas ?

ALAIN DEBOVE

GRANDE-BRETAGNE

La profession de foi européenne de M. Douglas Hurd

« Nous avons l'intention d'être au centre de l'Europe et non pas de rester en marge », a déclaré, lundi 30 octobre, à la BBC, le nouveau ministre britannique des affaires étrangères, M. Douglas Hurd. « Au Parti conservateur, nous sommes tous des Européens. Nous avons accepté l'Acte unique et la phase I du plan Delors. La priorité maintenant est de les mettre en action », a poursuivi M. Hurd avant d'affirmer que M^{re} Thatcher n'était pas anti-européenne.

Les propos du chef de la diplomatie britannique vont dans le sens de ceux tenus par Sir Geoffrey Howe, vice-premier ministre, dans un discours prononcé, samedi, à Bath (sud-ouest de l'Angleterre). Selon lui, « participer pleinement à l'action européenne est devenu et reste une caractéristique essentielle de la politique étrangère britannique ». « Nous avons dit « oui », nous voulons que le système monétaire européen soit renforcé, « oui » la Grande-Bretagne devrait adhérer et adhèrera au mécanisme des changes européen, c'était notre position en juin (...), cela reste notre position aujourd'hui », a ajouté Sir Geoffrey Howe.

Ces propos interviennent au moment où la politique de M^{re} Margaret Thatcher est sérieusement contestée, selon une série de sondages plus défavorables les uns que les autres. L'un d'eux, publié lundi par le quotidien *The*



« The Independent » du 31 octobre.

Independent, révèle que M^{re} Thatcher est le premier ministre le moins populaire de Grande-Bretagne depuis que les sondages politiques existent. Un autre, publié dimanche par le *Sunday Telegraph* (conservateur), révèle que, près des trois quarts des personnes interrogées considèrent que le premier ministre « commence à perdre le contrôle de la situation ». — (AFP.)

YUGOSLAVIE

Ouverture du procès de l'ancien chef du PC au Kosovo

Le procès de l'ancien chef du parti communiste du Kosovo, M. Azem Vllasi, albanaise de souche et accusé de « menées visant à renverser l'ordre constitutionnel yougoslave » s'est ouvert, lundi 30 octobre, à Titova Mitrovica, non loin de Pristina, dans une atmosphère de grande tension.

Une certaine confusion régnait mardi matin sur la poursuite du procès : la télévision de Belgrade a annoncé lundi soir son ajournement sine die et la presse yougoslave de se déclarait mardi incapable de

prédire quand le procès pourrait reprendre. Les observateurs sur place s'excusaient pas cependant que le procès reprenne rapidement, peut-être même dès mardi.

Dès l'ouverture du procès, les yeux de M. Vllasi ont demandé la récusation de la cour pour « partialité » : Azem Vllasi, auquel il est reproché d'avoir organisé des manifestations et des grèves de la population albanaise qui, en mars dernier, avaient dégénéré en émeutes sanglantes, se soldant par vingt-cinq morts, risque la peine de mort. Prenant la parole pendant une dizaine de minutes, M. Vllasi, quarante et un ans, assis par huit mois de détention, a dénoncé ce procès qui illustre, a-t-il dit, « une politique qui donne la priorité à la répression pour résoudre la crise du Kosovo ».

L'ancien numéro un du Kosovo a demandé à être jugé ailleurs qu'en Serbie où, « il y a quelques mois, Milosevic promettait publiquement mon arrestation à des centaines de milliers de manifestants serbes qui réclamaient ma tête ». Slobodan Milosevic est le chef de la Ligue des communistes de Serbie.

« La cour a donc décidé d'ajourner le procès dans l'attente d'une décision du tribunal fédéral sur sa compétence. « Je n'ai commis aucun crime, je ne suis pas plus un criminel qu'un contre-révolutionnaire, a encore déclaré M. Vllasi. C'est un procès politique, grand spectacle qui m'est fait. » Quarante autres Albanais de souche sont accusés avec lui.

La police a fait usage de matras et de gaz lacrymogènes pour disperser des milliers d'Albanais qui ont manifesté, lundi, en plusieurs points du Kosovo leur solidarité avec Azem Vllasi. — (AFP, Reuters.)

IRLANDE DU NORD

Deux « trains de la paix » entre Belfast et Dublin

Un millier de personnes, représentant la plupart des partis politiques, et syndicats nord-irlandais, ont emprunté, samedi 28 octobre, deux « trains de la paix » entre Belfast et Dublin, pour protester contre les attentats commis par l'armée républicaine irlandaise (IRA) contre cette liaison ferroviaire.

Les passagers ont dû terminer le voyage en autobus à la suite d'une alerte à la bombe. Mais quarante personnes, dont huit membres du Parlement de la République d'Irlande, ont refusé de quitter le train qu'elles ont occupé toute la nuit en signe de protestation contre les « tactiques d'intimidation » de l'IRA.

Depuis le début de l'année, le trafic ferroviaire a été interrompu plus de soixante fois par l'IRA, sur la ligne Belfast-Dublin. — (Reuters.)

PATRICE CLAUDE

DIPLOMATIE

Selon le secrétariat d'Etat aux relations culturelles

La suppression de la direction du français au Quai d'Orsay n'est pas une mesure d'économie

Depuis début octobre, la direction du français, l'un des cinq départements formant la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du Quai d'Orsay, n'existe plus de facto. Créée en 1982 à l'époque de M. Claude Cheysson, pour marquer la détermination de la « politique linguistique extérieure » de la France, cette direction disparaît sans bruit aujourd'hui.

Les francophones de l'étranger se perdent également en conjectures depuis l'été sur la suppression du Commissariat général de la langue française et son remplacement par un Conseil supérieur de la langue française et une Délégation générale de la langue française, confiés non plus à des politiques mais à des universitaires (le Monde daté 18-19 juin). Or ceux-ci préconisent une réforme de l'orthographe non pas considérée « a priori » comme inopportune, mais à tout le moins « maladroite », par plusieurs pays d'outremer. Ces derniers avaient, en effet, cru entendre à Paris la formule voulant que « désormais, les Français ne soient plus les seuls propriétaires du français ».

M. Gabriel de Ballez, directeur du français depuis cinq ans, a été nommé à un poste nouvellement créé, celui de directeur général adjoint des relations culturelles, scientifiques et techniques placés auprès de M. Jean-Pierre Angreny. La cinquantaine d'agents de la défunte direction ont été répartis entre la direction de la coopération scientifique et

technique et un nouveau service chargé de l'enseignement français à l'étranger (trois cent cinquante lycées, non compris les établissements d'Afrique noire, de l'Océan Indien et des Caraïbes, gérés par le ministère de la coopération et du développement).

Le service des affaires francophones, distinct de l'ancienne direction du français, continue, pour sa part, d'exister, étant à la disposition du ministre de la francophonie, M. Alain Decaux. Mais ce service, qui emploie à l'heure actuelle moins d'une dizaine d'agents, n'a jamais été le vecteur essentiel de la France sur le terrain francophone culturel, ce rôle étant dévolu à la direction supprimée, dont le budget représentait un milliard de francs par an.

260 millions de francs de « surprogrammation »

La suppression de la direction du français a à peu près coïncidé, à la direction générale des relations culturelles, avec la constatation d'un « trop » budgétaire de 260 millions de francs, dont feu la direction du français — sur ce point tout le monde paraît d'accord — n'est en rien responsable.

Le cabinet de M. Thierry de Beauchamp, secrétaire d'Etat aux relations culturelles, affirme que la suppression de la direction du français « n'a pas de rapport » avec la nécessité d'éponger les 260 millions de francs manquants. Le changement, souligne-t-on, traduit « une volonté nouvelle que la politique linguistique ne soit plus une fin en soi, mais une action intégrée dans la politique étrangère même de la France ».

Le secrétariat d'Etat fait valoir qu'il a entraîné la baisse des effec-

tifs d'enseignants français expatriés (actuellement mille sept cents agents, Afrique noire, océan Indien et Caraïbes non compris) et qu'il est en train d'améliorer le sort des enseignants recrutés localement outre-mer tout en supprimant peu à peu les privilèges exorbitants de certaines catégories d'expatriés, notamment dans les contrées où les conditions de vie sont comparables à celles de la France.

Il reste que les quatre cents attachés linguistiques et lecteurs de français à l'étranger (dont soixante-dix en Union soviétique) pourraient faire les frais des inévitables restrictions financières.

D'après le cabinet du secrétaire d'Etat, « les 260 millions de francs en question, qui ne représentent environ qu'un mois de nos crédits, Radio-France internationale exclue, n'ont évidemment pas disparu, mais ont été, selon une tolérance administrative de ces dernières années, absorbés par des surprogrammations. Il s'agit donc, en tout état de cause, de dépenses publiques à l'étranger ».

Si, officiellement, ces dépenses « anticipées » devaient être récupérées en 1990 « par une pénurie répartie sur la planète entière », en réalité certains bénéficiaires souffriront très peu et continueront même peut-être des augmentations de crédits, par exemple les nations d'Europe orientale. L'Europe occidentale sera « la principale victime du tour de vis ».

Pour le tiers-monde, cela dépendra beaucoup sans doute de l'influence au Quai des ambassadeurs de France en poste ou des protestations de tel ou tel dirigeant étranger. Le décaissement s'est, en tout cas, emparé de certaines ambassades françaises en

terre arabe, qui doivent revoir à la baisse leurs programmes culturels déjà établis, revenir sur des promesses de bourses ou de stages, etc.

Le secrétariat d'Etat aux relations culturelles internationales a, en tout cas, démenti la rumeur selon laquelle l'Action artistique française à l'étranger (chargée notamment de tournées et d'expositions) verrait amputer son budget (100 millions de francs).

Le cas du Liban

De même, les subventions de Radio-France internationale seront maintenues (230 millions de francs par an avec désormais une augmentation de 35 millions de francs à chaque exercice).

Enfin, au moment où le Liban va peut-être connaître une accalmie durable, le cas de ce pays se pose avec acuité. Depuis 1986, les ministères français de la culture et des affaires étrangères avaient décidé de régler aux éditeurs français une « surimposition » que ces derniers consentaient aux libraires libanais. Ceux-ci, avec une douzaine de millions de francs d'achats par an, constituent le trentième client de l'édition française. Cette ristourne avait permis en 1988 le doublement des achats beyrouthins de livres français. Elle a néanmoins été d'abord abaissée de 30 % à 20 %, puis supprimée brusquement ces derniers mois, « les crédits nécessaires ayant été épuisés », dit-on à Paris. « Une autre formule d'aide pour ce pays est à l'étude », indique-t-on au Syndicat national de l'édition.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

La visite de l'ancien président américain

M. Nixon met Pékin en garde contre l'oppression

M. Richard Nixon a rencontré, mardi 31 octobre à Pékin, M. Deng Xiaoping au Palais du peuple. « En ce qui concerne les relations d'Etat à Etat, nous devrions nous concentrer sur les intérêts stratégiques de chaque pays et ne devrions pas aborder la question des racines historiques ou des différences idéologiques (...). », a déclaré M. Deng. L'agence Chine nouvelle n'a indiqué ni la durée ni les sujets abordés lors de cet entretien. Lundi soir, l'ancien président américain, en visite privée d'une semaine à l'invitation du gouvernement chinois, avait été reçu par le premier ministre chinois, M. Li Peng.

A cette occasion, il avait mis la Chine en garde contre l'« oppression et la stagnation ». Soulignant que les « événements de ces derniers mois ont suscité parmi certains observateurs étrangers des doutes sur l'avenir de la Chine », l'ex-président américain avait déclaré qu'une « Chine gouvernée avec humanité et qui répond aux aspirations de son peuple, poursuivra son ascension rapide dans les affaires internationales ». « Le choix est clair », avait-il estimé : « La Chine tournera-t-elle le dos à

la grandeur et se confinerait-elle dans les eaux stagnantes de l'oppression et de l'immobilité ? Ou continuera-t-elle à se risquer en avant en pleine mer, pour un voyage qui peut certes être parfois rude, mais qui mène vers le progrès, la paix, la justice pour son peuple ? ».

M. Nixon avait également qualifié d'« immenses » les divergences entre les deux pays sur la répression contre le mouvement démocratique en Chine, tout en insistant sur la nécessité de normaliser les relations bilatérales. L'ancien président, dont les critiques sur les sanctions économiques contre la Chine sont connues, n'a cependant pas précisé quel, selon lui, devrait faire le premier pas en vue d'une normalisation des relations sino-américaines.

Entre-temps, les autorités ont indiqué que les soldats de garde à la place Tiananmen depuis le mois de juin seraient remplacés, dès mercredi, par des membres de la police populaire armée (PAP), une force paramilitaire. Elles n'ont cependant donné aucune indication quant à la levée de la loi martiale, décrétée à Pékin le 20 mai.

L'affaire Greenpeace

Réunion d'un tribunal international à New-York

L'ancien premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, devait prendre la parole, mardi 31 octobre, devant le tribunal international réuni à New-York auquel la France et la Nouvelle-Zélande ont demandé de régler leur différend après l'attentat contre le bateau de Greenpeace, le Rainbow Warrior. M. Lange, premier ministre au moment de cet attentat (juillet 1985) qui a coûté la vie à un photographe portugais, devait exposer le point de vue de la Nouvelle-Zélande à propos d'une violation de l'accord conclu entre Paris et Wellington, en juillet 1986, sous l'égide de l'ONU.

Le tribunal est composé d'un juge choisi par les deux pays,

M. Eduardo Jimenez de Arechaga, juge à la Cour de justice internationale, et de deux personnalités, M. Jean-Denis Bredin pour la France et Sir Kenneth Keith pour la Nouvelle-Zélande. Le différend porte sur le fait que les deux agents français, le capitaine Dominique Prieur et le commandant Alain Mifart, condamnés à dix ans de prison en Nouvelle-Zélande pour avoir participé à l'opération contre le Rainbow Warrior, sont rentrés en France. L'accord de juillet 1986 avait abouti à la commutation de leurs peines de prison en trois ans de réclusion sur une base militaire française du Pacifique, l'atoll de Hao, avec interdiction d'en sortir sans l'autorisation de Wellington. — (A.F.P.)

La victoire des vaincus

Suite de la première page.

Le Japon se voyait imposer une Constitution qui, non contents de désacraliser la personne de l'empereur, lui interdisait de posséder des forces armées.

Cinq ans plus tard, on pouvait vérifier la vérité de la prophétie, qui date de 1944, du grand journaliste américain Walter Lippmann : « Que les techniques ne renouvelent pas leur alliance ; l'alliance des vaincus et de tel vainqueur suivra. Cette histoire n'aurait rien d'inédit. » Toutes les limitations à la production allemande avaient sauté ; l'Amérique et l'URSS avaient chacune son morceau d'Allemagne, qu'elles s'empressaient de réarmer.

CHACUNE, bien sûr, essayait de casser le lien entre l'Allemagne de l'ouest et sa protectrice. Pendant un temps, et tout récemment encore, on a pu croire que le vent d'Est soufflait si fort sur les bords du Rhin que la RFA « dériverait » presque fatalement vers ce qu'on appelait, d'un mot bien injuste pour la Finlande, sa « finlandisation ». L'évidence aujourd'hui est que le courant s'est inversé. Les images des télévisions fédérales aidant, dont les autorités de Berlin-Est ont dû renoncer, il y a déjà des années, à priver leurs ressortissants, la RFA exerce à l'égard des Allemands de l'Est un effet d'attraction que personne ne paraît en mesure de neutraliser.

Peut-être n'y aura-t-il pas, comme on nous le répète un peu partout, de réunification institutionnelle. Mais il faut bien voir que sur tous les plans les deux courus siamoises, jadis séparées par une cloison contre nature, sont en train de se retrouver. La persistance du mur de Berlin n'a plus de sens dès lors que le successeur d'Erich Honecker annule les fugitifs et libéralise le programme des voyages à l'Ouest, où s'étaient déjà rendus en 1988 plus de dix millions de habitants de la

RDA (1). Où il n'y a de toute évidence qu'une nation, combien de temps subsisteront deux Etats ?

Dès le 14 octobre, l'Economist de Londres tirait la conclusion de ce bouleversement en écrivant : « La politique de puissance, comme la nature, a horreur du vide. Qui remplira l'espace laissé par le retrait de la Russie de l'Europe de l'Est, quelle a dominé pendant quarante ans ?... Il est de plus en plus probable que l'Allemagne est en position d'accéder par la paix à la suprématie européenne, qu'elle a par deux fois manqué d'atteindre par la guerre. »

La même observation s'impose, mutatis mutandis, à propos du Japon, l'autre grand vaincu d'hier devenu lui aussi un triomphateur d'aujourd'hui. Il l'est même devenu bien avant l'Allemagne. Hiroshima, tout en le mettant à genoux, a en effet déjoué les plans de l'URSS, qui comptait bien avoir sur son sol, comme en Allemagne, une zone d'occupation d'où il aurait été difficile de le déloger. Le dynamisme de son industrie, l'étendue de ses réserves, son énorme capacité d'investissement, lui donnent une puissance pour le moment sans égale. La zone du Pacifique est encore plus ouverte à sa pénétration que l'Europe orientale à celle de l'Allemagne.

LES deux pays sont certes très différents. L'Allemagne est fondamentalement terrilienne. Tour à tour conquérante et envahie, elle a des frontières mouvantes, une identité incertaine. Le Japon a conservé sous la double protection de la mer et de sa langue une exceptionnelle homogénéité. L'un des principaux problèmes auxquels doit faire face la RFA est celui de l'immigration, que Tokyo commence tout juste à découvrir. Le même pari est au pouvoir depuis quarante ans dans l'archipel, et l'autorité du patronat sur l'entreprise japonaise n'est guère contestée. La Répu-

blique fédérale a déjà connu plusieurs fois l'alternance au pouvoir, et la triple montée des sociaux-démocrates, des Verts et de l'extrême droite ne met pas Helmut Kohl à l'abri d'une mauvaise surprise aux élections de l'an prochain.

Les mouvements revendicatifs en République fédérale prennent à l'occasion une grande ampleur. La société japonaise ne connaît qu'à une échelle très réduite, malgré les récents scandales, les phénomènes de crise de société qui tissent outre-Rhin la trame de l'actualité quotidienne. Enfin, la RFA n'a cessé, depuis qu'elle existe, de souligner la force de son attachement à l'Europe, alors que Tokyo, par crainte d'être soupçonné de vouloir le dominer, se montre plus que réservé envers toute idée de regroupement régional.

De ces deux « géants économiques » on a longtemps dit qu'ils étaient des « nains politiques ». Il est significatif qu'on se garde bien, aujourd'hui, d'employer pareil vocabulaire. Le fait est tout de même :

- 1) Qu'ils font peu d'enfants, ce qui est difficilement compatible avec un esprit de domination un peu conséquent ;
- 2) Qu'ils ne veulent toujours à aucun prix de ces armes nucléaires supposées constituer, jusqu'à preuve du contraire, le ticket d'entrée au club des grands ;
- 3) Que, ni à Bonn ni à Tokyo, on ne voit s'élaborer de projet politique bien précis. A la différence du Japon, qui fait sur ce chapitre l'un de ses rares complexes d'infériorité, l'Allemagne adore pourtant les concepts (Begriffe), et elle ne se prive pas d'en inventer. Mais, sur le terrain qui nous occupe, on y trouve surtout, lorsqu'ils ne relèvent pas du verbalisme pur et simple, le désir de rassurer tout le monde, voire de concilier les inconciliables.

Chacun, à vrai dire, y compris les plus audacieux, se sent un peu dépassé par les événements.

Ainsi que l'a constaté François Mitterrand le 25 octobre devant le Parlement européen : « Comme aux grandes heures de 1789, c'est le peuple dont la clameur se fait entendre. C'est la détermination du peuple qui fait s'écrouler les murs et les frontières. C'est le peuple qui trace le chemin par où passera le siècle finissant, par où s'engageront les temps futurs. » Les chancelleries, les partis politiques, les penseurs patentés n'ont joué pratiquement aucun rôle dans les fantastiques événements qui ont secoué et secouent encore la RDA et son tuteur soviétique.

LA spontanéité a cependant ses limites, et ce serait faire preuve d'un singulier optimisme que de croire que la carte de l'Europe pourrait être redessinée de fond en comble sans que l'on ne s'ingénie pas à mettre sur pied des structures de nature à éviter le retour des affrontements nationaux. Que l'appétit ne se manifeste pas actuellement ne signifie pas, en effet, qu'il ne puisse venir à tel ou tel, en mangeant.

Le problème s'était déjà posé, il y a quarante-quatre ans, à Yalta, à ceux qui allaient bientôt devenir les vainqueurs du Reich et du Japon. Pour y faire face, ils avaient imaginé non de diviser l'Europe et le monde, comme on s'obstine à le croire, mais de créer une organisation des nations unies dont l'objectif était de maintenir entre elles, précisément, un minimum d'unité.

Après la longue paralysie qu'elle a connue du fait de la guerre froide, l'ONU joue aujourd'hui dans bien des domaines un rôle grandissant. Elle constitue, et de loin, le système le plus approprié en un temps où un Gorbachev vient dire à New-York que les « valeurs communes à l'humanité » doivent l'emporter sur la logique des blocs et des idéologies. Mais les Nations unies seraient paralysées

par le droit de veto et la bureaucratie si elles prétendaient constituer un gouvernement mondial. Aussi est-il nécessaire d'interposer entre, d'une part, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité et, d'autre part, des Etats membres, des dimensions bien souvent dérisoires, des organisations régionales appelées à faire coopérer les pays membres et à abriter leurs inévitables querelles. C'est d'ailleurs ce qui avait été prévu à Yalta.

L'Europe des Douze a pris dans ce domaine une belle longueur d'avance, et il n'est pas surprenant qu'en de nombreux autres endroits du globe des structures inspirées de son exemple tentent de se mettre sur pied. La décomposition du système d'hégémonie soviétique, le retour progressif des Etats-Unis à l'isolationnisme, rendent nécessaire une accélération de la construction communautaire, spécialement sous l'angle politique.

N'allons pas, bien sûr, commettre l'erreur de vouloir substituer des Etats-Unis d'Europe copiés sur les Américains à des nations centenaires, sinon millénaires : ne nous trompons pas de patrie ! Mais il faut faire en sorte que la réunification de l'Allemagne et celle du continent progressent d'un pas égal, de telle manière que ne réapparaissent pas à l'horizon le spectre d'une hégémonie. La même réflexion vaut, évidemment, pour le Japon et la zone du Pacifique.

La guerre froide, au nom des solidarités idéologiques, a effacé le choc des nationalismes. Le devoir — et l'intérêt — de tous est que la fin de la guerre froide ne conduise pas à leur réveil.

ANDRÉ FONTAINE

(1) Anne-Marie Le Gleanec donne des tableaux très complets sur les mouvements de personnes et les échanges économiques entre les deux Allemagnes dans son excellent ouvrage *La Nation orpheline* qui vient de paraître chez Calmann-Lévy.

M. Houphouët-Boigny va recevoir M. De Klerk

Les quatre chefs d'Etat africains réunis à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, ont réaffirmé, lundi 30 octobre, que le président ivoirien, le maréchal Mobutu, devrait continuer à jouer un rôle de médiateur dans les pourparlers de paix en Angola.

Ce sommet, qui réunissait, autour de M. Félix Houphouët-Boigny, le président ivoirien, ses homologues zambien, M. Kenneth Kaunda, gabonais, M. Omar Bongo, et M. Manuel Pinto Da Costa, chef de l'Etat de Sao-Tomé-et-Principe, avait été convoqué pour tenter de relancer la négociation qui avait abouti à un accord de cessez-le-feu en juin, à Obadilite au Zaïre, entre le gouvernement angolais et les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA).

On se demandait, ces derniers temps, si M. Houphouët-Boigny, doyen des chefs d'Etat d'Afrique noire, jouerait un rôle plus actif dans ces négociations, et peut-être celui de médiateur. Mais M. Kaunda a affirmé que le maréchal Mobutu conserverait bel et bien ce rôle. « Jusqu'à présent, c'est la position. Nous continuons à soutenir ses efforts, et il n'y a en cela aucun changement », a-t-il déclaré.

Le chef de l'Etat ivoirien a, d'autre part, annoncé, à l'issue de ce mini-sommet, qu'il rencontrerait son homologue sud-africain, M. Frederik de Klerk, en décembre, à Yamoussoukro. Il s'agira du premier voyage de celui-ci en Côte d'Ivoire et dans un pays d'Afrique noire en tant que président. M. Houphouët-Boigny avait rencontré, l'an dernier, à Yamoussoukro, le prédécesseur de M. De Klerk, M. Pieter Botha. La Côte d'Ivoire maintient des relations amicales avec l'Afrique du Sud, sans aller jusqu'à la reconnaissance diplomatique. — (Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

سكنا من الامم

Von

CHILI : les élections du 14 décembre

Plaisirs de campagne

« C'est un argument usé jusqu'à la corde », rétorquent les opposants, qui précisent chaque fois qu'ils le peuvent que l'accord politique des dix-sept partis de la concertation pour la démocratie n'est nullement mystérieux et dessine le contour d'un programme de gouvernement excitant toute volonté socialisante. Et l'état-major de M. Aylwin de contre-attaquer : « Pourquoi M. Buchi ne révèle-t-il pas plutôt le contenu des lois bud-

gétaires secrètes dont le décret d'application est paru au journal officiel lorsqu'il était ministre des

finances ? - Depuis le coup d'Etat de 1973, cent vingt décrets-lois sont restés sous le boisseau. M. Buchi en a paraphé une dizaine concernant notamment, à en croire les opposants, l'attribution des fonds publics aux services de sécurité.

les rivalités partisans, voire personnelles, au sein des deux coalitions. Même s'ils s'appellent à gouverner ensemble, socialistes et démocrates-chrétiens entendent bien mesurer leurs forces sur le terrain des élections parlementaires.

A Santiago, deux candidats au Sénat illustrent bien cette concurrence dans l'alliance : qui, de M. Ricardo Lagos, le futur le chef

populaire du socialisme, ou de M. Andres Zaldivar, président de la Démocratie chrétienne, obtiendra le meilleur résultat ? Car une campagne peut en cacher une autre : en vertu de la réforme constitutionnelle approuvée en juillet, la prochaine élection présidentielle n'aura lieu que dans quatre

GILLES BAUDIN

PROCHE-ORIENT

LIBAN : l'application de l'accord de Taëf

Les efforts se poursuivent en vue d'un compromis avec le général Aoun

cable d'ici au 7 novembre. On parle de Dimane siège patriarcal

maronite d'été, qui présente l'avantage symbolique de permettre une élection présidentielle dans un haut lieu de la maronité — le problème étant, cette fois, chrétien — mais a l'inconvénient d'être situé en plein territoire contrôlé par l'armée syrienne. Un sommet de la hiérarchie ecclésiastique de toutes les communautés chrétiennes du Liban est convoqué, mercredi 1^{er} novembre au patriarcat maronite de Bkerke.

□ **Attentat au bateau-suicide.** — Trois marins israéliens ont été blessés dans un attentat au bateau-suicide qui a coûté la vie à son auteur, lundi soir 30 octobre, au large des côtes du Liban. L'attentat s'est produit au nord de la ville

frontière israélienne de Rosh Hani-
kra où une vedette israélienne a
demandé à un bateau de pêche de

s'identifier. Au lieu d'obtempérer, celui-ci a poursuivi sa route vers le bâtiment avant d'exploser à proximité. A Beyrouth, l'attentat a été revendiqué par le Front populaire

de libération de la Palestine (FPLP), qui a affirmé avoir détruit la vedette israélienne. — (Reuter.)

ISRAËL : condamnation à perpétuité de l'auteur de l'attaque meurtrière contre un autobus israélien en juillet. - Un Palestinien âgé de vingt-cinq ans qui avait précipité le 6 juillet dernier dans un ravin, l'autobus 405 de la ligne Tel Aviv-Jérusalem et causé la mort de seize passagers, a été condamné lundi 30 octobre à la pri-

L'inculpé a été, en outre, condamné à vingt ans de prison pour « tentative de meurtre » des vingt-quatre autres passagers blessés dans l'attentat. Cette condamnation supplémentaire a été prononcée compte tenu du fait que le code pénal israélien prévoit que des condamnés à vie peuvent sortir de prison au bout de vingt ans, estimant les circonstances.

(AFP.)

ASIE

Notes vietnamiennes

Traditions, nostalgies, combines : quelques instantanés de la vie quotidienne dans l'ancienne Saigon

HO-CHI-MINH-VILLE

de notre envoyé spécial

● **Gymnastique.** — Dès la première heure du jour, les vieux occupent les jardins du quai Bach-Dang, pour une séance de gymnastique chinoise. Avant que la chaleur et la circulation les en chassent, les moins vieux jouent au volant et les jeunes disputent des parties de football sur les grands boulevards. Ho-Chi-Minh-Ville, à l'aube, ne ressemble guère à l'ancienne Saigon. On y compte davantage de lévo-tôt et beaucoup moins de noctambules. Nguyen Ai Quoc, Nguyen le patriote, alias Ho Chi Minh, ne s'en serait pas plaint. Ce qu'il penserait du reste est moins évident.

● **Rumba.** — Les adolescents vietnamiens se sont découverts une passion, « jouer à Rumba », autrement dit les jeux vidéo installés dans de petites salles partant à Ho-Chi-Minh-Ville. Il leur en coûte 1 200 dong de l'heure, soit l'équivalent de deux francs. C'est plus cher que d'aller voir un film de Hongkong (le kungfu fait également fureur) : 1,30 F le billet d'entrée dans une salle de cinéma. Des femmes, de toute façon, restent quand un ouvrier, ou un fonctionnaire, gagne environ deux cents francs par mois.

● **Maxim's.** — Une jeunesse urbaine découverte s'est trouvée une autre distraction. Deux ou trois fois par semaine, après la tombée de la nuit, des milliers de gamins, à deux ou trois par vélo ou mobylette, stationnent dans le centre, sur les trottoirs de l'ancienne rue Catina. Ils regardent la circulation des deux-roues qui se font parfois la course. Le « spectacle » peut durer des heures. Tout le monde n'a pas les moyens — ni l'âge — de fréquenter les quelques boîtes de nuit à la mode : Maxim's, le Palace, le Tin Ring, où des millions de dong se dépensent chaque soir.

● **Sérénades rouillées.** — Du côté du marché central, le « vieux marché », sur un trottoir du boulevard Le-Lot, à même le sol et à la sortie d'un hôpital, on vend des sérénades usagées, à la mesure parfois rouillée. Selon l'ethnologue Dai Doan Ket (*Grande Voix*), l'ancienne Saigon compte quelque vingt-cinq mille toxicomanes, dix mille prostituées ainsi que des dizaines de milliers de gaubonds. Les toxicomanes, ajoutés à la police, ont des moyens de séduction dans des centaines de milliers de dong, et les prostituées exercent leur métier dans quelque cent points « ouverts ».

● **Terrains vagues.** — Le soir, des familles entières se regroupent sur une bûche, sur un coin de trottoir, à Cho-Lon — la ville chinoise — comme à Saigon. Un terrain vague — l'emplacement de l'ancienne gare centrale qui a été rasée — était un rendez-vous nocturne de prédilection des clochards. On y va construire un grand hôtel de luxe. Quant aux milliers d'enfants abandonnés, orphelins ou en fugue, ils tentent de se réfugier sous des portecochères ou dans des cours privées. Dans le centre, les *cong an*, les agents de la sécurité, leur font

la chasse de nuit car, de jour, il y a trop de monde, notamment d'étrangers. « J'ai été ramassé pendant que je dormais sur un trottoir. J'ai passé deux mois et demi dans un centre de redressement à Go-Vap. La nourriture était dégueulasse et les flics nous battaient », raconte l'un d'entre eux, douze ans, rendu depuis à la rue et à la mendicité.

● **Saigon Tourist.** — Depuis quelques mois, Saigon Tourism organise des promenades en bateau, après la tombée de la nuit, sur la rivière de Saigon. Entre le billet, le bifeck-fruits et la cassette de bière, il en coûte, pour naviguer pendant deux heures entre les

et un ans, ne trouve pas de travail. Sa fille, dix-huit ans, termine ses études secondaires tout en servant, l'après-midi et le soir, des cafés-filtres, seule façon de servir du « vrai café » aux yeux des Vietnamiens. M. X., bientôt soixante-dix ans, éprouve du mal à boucler ses fins de mois. Il n'a que sa mélancolie à afficher.

● **Flambée des prix.** — Une ville, dans le quartier résidentiel de Ho-Chi-Minh-Ville, vaut en moyenne 1 million de francs. On a bien peu construit depuis quinze ans et la priorité, depuis l'ouverture du pays, va aux usines et aux hôtels. Les prix flambent. Mais,

● **Cha-cha-cha.** — On se marie toujours selon la tradition dans le Sud, mais on simplifie les choses. Après les cérémonies familiales, le plus souvent devant l'autel des ancêtres, un banquet est offert, toujours dans un restaurant, aux parents et amis. Présentés par leurs parents, les jeunes mariés — robe blanche et costume cravate — circulent de table en table pour écouter les vœux des invités et recevoir des enveloppes contenant des liasses de dong. Les cadeaux se font rares et l'argent liquide assure au moins le remboursement d'un banquet vite expédié — les Vietnamiens ne restent à table que pour manger — et suivi, pour les jeunes,



cargos le long des quais, 25 000 dong soit l'équivalent de 50 francs ; on peut ainsi dépenser, en une soirée à ne rien voir, une semaine de salaire d'ouvrier. Saigon Tourism loue également des voitures avec chauffeur : 180 000 dong (290 F) l'aller-retour dans la journée à Vinh-Tan, l'ancien cap Saint-Jacques, station balnéaire distante de 120 km par la route.

● **Traction avant.** — Le parc automobile du Vietnam ferait le bonheur de collectionneurs. Roulent encore, aux côtés des véhicules japonais les plus récents, Citroën traction avant, Dauphine, Peugeot 203, 4 CV Renault, limousines américaines des années 50. En règle générale, les Vietnamiens ont un talent pour tout faire survivre. À l'aide d'une seringue, ils rechargent les briquets jetables. De la même manière, ils peuvent remplir de thé une bouteille de whisky qui a l'air intacte, pour la revendre au prix fort. En attendant la reconstruction, le Vietnam reste le royaume de la combine et du bricolage.

● **Mélancoles.** — M. X., est âgé de 62 ans, un communiste qui a gagné le Nord en 1954, au lendemain des accords de Genève, et est revenu dans le Sud en 1975, après la chute de Saigon. L'Etat lui loue le rez-de-chaussée d'un ancien restaurant « français » comm. Pour en payer le loyer, il a transformé en un café bien peu fréquenté. Son fils, vingt

pour peu qu'une petite affaire tourne correctement — restauration, artisanat, — on peut vivre confortablement. La bouteille de côtes-du-rhône coûte moins de 30 francs et celle de bordeaux moins de 40 francs. Raquettes et balles de tennis s'achètent, toujours à des prix très raisonnables, au cho-trai, le « marché à ciel ouvert ». Les courts de tennis de la ville font le plein de joueurs de double, qui parient une bonne tournée par match. Aujourd'hui comme hier.

● **Tunisie.** — Décrétée féodale au lendemain de la chute de Saigon, l'ao dai, la si seyante tunique des femmes vietnamiennes, a été réhabilitée. Les enseignantes avaient été invitées à ne plus la porter. Désormais, non seulement elles doivent le faire, mais leurs élèves, les grandes des lycées — ont reçu la même instruction. L'ao dai n'est donc plus le privilège des réceptionnistes d'hôtels pour étrangers ou des dames de l'ancienne bourgeoisie. Le bon goût et l'esthétique reprennent leurs droits.

● **Content.** — M. Nguyen Xuan Oanh est content. Son discours sur les réformes financières, lors de la dernière session, fin juin, de l'Assemblée nationale, a été intégralement repris non seulement par la « presse nationale », celle de Hanoi, mais aussi par la « presse provinciale », celle de Saigon. Agé aujourd'hui de soixante-six ans, M. Oanh, diplômé de Harvard, était vice-premier ministre du général Nguyen Cao Ky à la fin des années 60. Après avoir été boudé — et même placé en résidence surveillée — il se retrouve aujourd'hui conseiller économique du gouvernement et membre de l'Assemblée nationale. On l'auteur même à se rendre régulièrement en mission à l'étranger. Son regret : que le Vietnam n'ait pas pu bénéficier, il y a quelques mois, des crédits internationaux destinés à la Chine et bloqués en raison de la répression sanglante à Pékin. Mais il n'y a pas eu de règlement cambodgien.

● **La quille.** — Les soldats démobilisés ont du mal à trouver du travail à Saigon. Le *Quan Doi Nhan Dan*, journal de l'armée, a rapporté que seuls 7,2 % ont trouvé un métier durable depuis 1976. 24,7 % ont un travail à temps partiel, et le reste est pratiquement au chômage. Comme ces statistiques datent du début du mois de septembre, elles n'incitent pas les *ho dai* démobilisés dans la foule de la phase finale du retrait vietnamien du Cambodge. Le *Quan Doi Nhan Dan* ajoute que la situation est identique dans le reste du pays, les démobilisés « manquant d'instruction et de formation spécialisée ». Le chômage après la quille.

d'une courte soirée dansante. Jerk, tango, cha-cha-cha, boogie, valse et rumba des années 60. Pour faire les choses comme il faut.

● **Les Viet-kieu.** — Devant le flot de nouveaux visages dans leurs rues ou sur leurs plages, les Vietnamiens sont un peu perdus. Pour les non-initiés, la majorité, tout Blanc passe encore pour un *Lith-xo*, un Soviétique. Ils ont également du mal à prendre pour des compatriotes les *Viet-kieu*, les Vietnamiens d'outre-mer, plus grands parce que mieux nourris et dont les enfants ne font, parfois, que bégayer leur langue maternelle. Bref, l'identité des *Viet-kieu* est encore l'objet d'interminables conversations autour d'une tasse de thé. Pour beaucoup, ils sont plutôt Japonais ou Coréens.

● **Bis Thi Ni.** — Le Français le plus célèbre — et le plus populaire — du Vietnam est, de loin, Michel Platini. Depuis, bien entendu, la retransmission, pour la première fois en direct à la télévision, de la Coupe du monde de football au Mexique. Les vieux se lamentent, d'ailleurs, de voir la francophonie s'éteindre doucement. « Nos dirigeants actuels font la demande générale attendue, d'une façon ou d'une autre, à la France », dit l'un d'entre eux. Il se trompe probablement. La diaspora vietnamienne de France — l'une des plus brillantes — multiplie les contacts avec son pays d'origine. On entend un peu plus parler français au Vietnam, surtout dans le Sud. Pour peu que l'on exploite cette veine, la francophonie vivra encore de beaux jours.

● **Tendances malsaines.** — Tout récemment, le premier ministre, M. Do Muoi, a fastigé des « tendances malsaines » apparues ces derniers temps dans la presse, s'en prenant notamment à « des articles qui ont peint en noir la situation du pays et en ont rejeté l'entière responsabilité sur la direction » du pays. Bref, le premier ministre, s'adressant à un congrès de journalistes, a souhaité des « critiques sérieuses et authentiques qui ne sont pas susceptibles d'être exploitées par l'ennemi » et a rappelé que « tous les médias doivent refléter la position du parti ». Trois semaines plus tôt, l'ensemble de la presse avait publié un billet signé N.V.L. et critiquant les importations abusives de produits de luxe qui « ont causé un grave préjudice à la production domestique ». N.V.L. sont les initiales de Nguyen Van Linh, secrétaire général du PC depuis le 6^e congrès, en décembre 1986.

JEAN-CLAUDE POMONTI

UN MANUEL DE RÉFÉRENCE



Ce manuel de référence peut être lu avec profit par tous ceux qui veulent savoir, avec précision, ce qu'est un bilan, un coût, un financement ou l'effet de levier.

Le Monde

FAYARD

EN BREF

● **CHINE :** condamnations au Tibet. — Cinq Tibétains, dont une religieuse, accusés d'avoir participé à des manifestations indépendantistes à Lhasa, ont été condamnés à des peines de prison allant de trois à seize ans, a rapporté le *Quotidien du Tibet* du 14 octobre, reçu jeudi 26 octobre à Pékin. La presse officielle a fait état de vingt-trois condamnations, dont une peine de prison à vie, dans le cadre des violences anti-chinoises du 5 mars, qui avaient fait de cinquante à soixante morts, selon les témoins. — (AFP.)

● **LAOS :** M. Kaysone à Paris du 11 au 14 décembre. — Le numéro un laotien, M. Kaysone Phommavanh, doit effectuer une visite en France du 11 au 14 décembre. M. Kaysone, soixante-trois ans, est à la fois premier ministre et chef du parti communiste du Laos, un pays étroitement allié au Vietnam. La visite en France de M. Kaysone sera celle du niveau le plus élevé pour un dirigeant indochinois depuis celle de l'ancien premier ministre vietnamien, M. Pham Van Dong, en 1978.

● **TAIWAN :** arrivée de trois dissidents chinois. — Trois dissidents chinois, recherchés par les autorités chinoises pour leur participation au mouvement pro-démocratique du « Printemps de Pékin », sont arrivés à Taïwan en provenance de Chine à bord d'un bateau de pêche, ont rapporté dimanche 29 octobre, des journaux taïwanais. Les trois dissidents, Zhang Gang, un des experts économiques qui entouraient l'ancien secrétaire général du PC chinois Zhao Ziyang, Li Lin, un musicien, et Wang Longmen, un étudiant en art, ont demandé l'asile politique. — (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

سكنا من الاصل

JEUDI DANS
Le Monde

ENTREPRISES :

LA CIVILISATION DES BUREAUX

Le Monde

La Monda • Venerdì 3 novembre 1993 •

IMMOBILIER D'AFFAIRES



■ L'Europe s'installe dans ses meubles : à Strasbourg où elle dispose déjà d'un pénicyle qui va être complété : à Bruxelles, où un immense chantier est ouvert à son intention.

● Terminer les zones industrielles : vive les parcs technologiques conçus comme des ensembles complets, tous services couverts.

La civilisation des bureaux

Immobilier d'affaires, immobilier d'entreprise : il s'agit de ce vaste secteur qui couvre la construction, l'aménagement, la commercialisation des bureaux, des immeubles et locaux mis à la disposition des entreprises, des entreprises de services, des consommateurs. La conjonction y a été plutôt favorable l'an dernier comme elle l'a été pour l'ensemble de l'économie française. Et il n'est pas étonnant non plus de retrouver ici la trace et les effets des évolutions de fin de siècle : un certain nombre de secteurs ont connu une demande de plus en plus importante, ce qui a entraîné une augmentation des prix et des loyers.

Le phénomène s'est pas nouveau mais ne cesse de se confirmer : les activités de service se concentrent de plus en plus sur un petit nombre

[illegible]

Das sekundäre Homocöpyum tritt
tributiv zur Unterseite der Ter-

viens mais beaucoup moins liés aux sources de matières premières et aux besoins de main d'œuvre ; des moyens d'échange beaucoup plus efficaces et rapides. Ces deux innovations ont permis de faire passer les sociétés agricoles de l'ensemble du territoire. Et si on est sûr, au contraire, les Français comme dans toute l'Europe, on assiste en fait à une concentration des activités économiques dans des zones sous métropolitaines où sont concentrées les grandes manufactures de base : chimie, les services commerciaux, les assurances, les grands centres hospitaliers... tout ce qui constitue en fait le cœur de la vie de l'industrie moderne.

[illegible]

Et que dans les temps en déficit. Voyez question qui s'est posée ensuite, mais qui vient d'être actualisée dans le document précis de l'Assemblée d'affaires par les décisions économiques du gouvernement.

En rétablissant, par exemple, la procédure de l'agrément pour la construction de bureaux dans vingt-quatre communes du Haute-de-Seine, le premier ministre a voulu se donner les moyens, dans ce contrôle, de mieux de tempérer la véritable robe rose l'ours l'écureuil à laquelle on ajoute depuis plusieurs années et qui aboutit à consacrer sur quelques hectares de la région parisienne la majorité des

DE la construction de bureaux et de locaux industriels à leur commercialisation, en passant par leur aménagement, le secteur de l'immobilier d'entreprise a continué cette année de se développer.

DANS ce supplément spécial, *le Monde* montre pourquoi le marché parisien des bureaux est désormais si fortement convoité par les investisseurs étrangers. Il décrit aussi le nouveau paysage industriel français, où les technopoles supplantent les traditionnelles zones industrielles. Il relate enfin les différentes transformations des centres commerciaux et publie le hit-parade des grandes rues commerçantes dans le monde.

UN supplément de 24 pages à paraître avec le *Monde* du jeudi 2 novembre daté vendredi 3 novembre.

**PILE
SEPARATE**

**DIFFUSÉE AVEC
LE QUOTIDIEN
SANS SUPPLÉMENT
DE PRIX.**

POLITIQUE

Le développement des « courants » et la contribution d'« Avenir et Fidélité »

Les opposants aux « rénovateurs » s'organisent au sein du RPR

Un nouveau courant vient de consacrer son existence au sein du RPR en publiant un long manifeste sous le titre « Avenir et Fidélité ». Animé par MM. Borotra, Mazaud, Jean-Louis Debré et M^{me} Elisabeth Hubert, il constitue une réponse aux « rénovateurs ». Les diverses contributions qui seront examinées par le conseil national du 2 décembre pourraient donner lieu à une motion de synthèse en vue des assises nationales qui devront notamment réélire M. Chirac à la présidence du RPR.

En vue de ces assises nationales du 11 février 1990, le RPR doit enregistrer lors de son conseil national du 2 décembre les contributions présentées par les membres du mouvement, qui se seront éventuellement constituées en « courants ». La possibilité de constituer ainsi la possibilité de constituer des courants a été offerte par une révision des statuts, intervenue le 20 juin. Le conseil national réuni à cette date-là répondait alors à la pression de certains « rénovateurs » dont l'expression avait été particulièrement forte tout au long

du printemps, après les élections municipales de mai.

Depuis lors, le mouvement des rénovateurs qui touchait toutes les formations de l'opposition a traversé une période agitée qui ne lui a pas permis de s'affirmer en tant que force nouvelle et autonome. Tous ses promoteurs ont en effet — pour le moment — regagné leur famille politique d'origine et ils se consacrent de leur échec médiatique en affirmant que « la rénovation » de l'ensemble de l'opposition est en marche. C'est d'ailleurs ce que montrent avec minutie deux journalistes de l'hebdomadaire, Gilles Bresson et Jean-Michel Thévenaz qui viennent de consacrer à cette aventure éphémère, et peut-être éphémère, un livre sous le titre *Les 21 jours qui ébranlèrent la droite* (1). Au RPR, seul M. Alain Carignon, maire de Grenoble, après avoir reconnu à son mandat de député de l'Isère, a continué formellement un courant baptisé Vie et présentera une motion aux assises du 11 février. Il avait précisé lors de la réunion des jeunes RPR, à Saint-Cyprien le 9 septembre, que son souci était d'aider M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR.

M. Philippe Séguin qui participe de nouvelles assises aux instances du mouvement et qui prône une « rénovation de l'intérieur »,

n'a pas révélé ses intentions. M. Jacques Toubon, ancien secrétaire général, a, lui, des journées parlementaires d'Arcachon le 30 septembre, annoncé son intention de constituer un « courant » qui pourrait apparaître comme l'expression d'un soutien à la ligne de M. Juppé.

D'autres « sensibilités » se manifesteront-elles ouvertement et prendront-elles la forme matérielle de « courants » concrétisés par des « motions » ? L'amicale Présence et Action du gaullisme, animée notamment par MM. Messmer, Kasperovitch et Xavier Deshayes n'a pas encore pris de décision définitive.

« Appel à l'expression »

En revanche, l'autre « groupe des douze » qui s'était constitué avant l'état de réaction contre les « rénovateurs » a d'ores et déjà préparé un projet de contribution. Ce groupe a pour principaux signataires MM. Francis Borotra, député des Yvelines; Pierre Mazaud, député de Haute-Savoie; Jean-Louis Debré, député de l'Eure et Mme Elisabeth Hubert, députée de Loire-Atlantique. Ces porte-parole qui affirment représenter plusieurs dizaines de députés RPR se déclarent de constituer des courants « courants », se référant ainsi à

la conception exprimée par M. Charles Pasqua.

Ils préfèrent dire qu'ils lancent un « appel à l'expression », une « contribution à la réflexion du RPR et de l'opposition ». Au-delà de ces subtilités sémantiques, ils souhaitent surtout devenir les « révélateurs de la majorité silencieuse pour sortir d'un débat dominé par les problèmes d'organisation et les questions de personnes ». Prenant pour titre-étalon « Avenir et Fidélité », ils revendiquent en effet trois fidélités : « À Jacques Chirac, à l'existence du gaullisme sous ses propres couleurs et enfin à l'alliance avec tous les autres courants de l'opposition ». Ils contestent le terrain sur lequel se situe actuellement le débat de l'opposition, celui de ses structures et celui d'un alignement de son langage qui, assurent-ils, accroît le malaise et accentue la perte de sa crédibilité. Ils soutiennent la proposition de M. Pasqua de mettre à l'écart le problème des présidents en organisant des « primaires à la française ». Ils souhaitent que l'on rompe avec le processus d'uniformisation de l'opposition qui a effacé et enfin que la classe politique sorte de la « technocratie gestionnaire » pour que chaque formation « affirme ses valeurs et ses convictions ».

Le long manifeste qu'ils ont préparé est une réhabilitation du poli-

tique avec l'affirmation d'un certain nombre de choix idéologiques qui se réfèrent — naturellement — au gaullisme, mais aussi au libéralisme économique tel qu'il a été pratiqué par le gouvernement Chirac et au refus de la supranationalité en matière européenne.

Contre l'égalitarisme social

Ils rejettent « l'égalitarisme social » que voudraient les socialistes avec la notion de partage pour lui préférer celle de « l'égalité des chances » et du « refus de l'exclusion ». Défendant l'« identité culturelle », ils prônent l'intégration contre les intégrismes. A propos de la politique fiscale, ils écrivent : « Contrairement à la politique actuelle, il faut diminuer les impôts sur les sociétés, l'impôt sur les successions et les mutations. Instaurer une TVA à taux unique qui taxe la dépense et un impôt modéré sur le capital. Seuls doivent être pénalisés les revenus qui ne proviennent pas de l'effort, ni du talent, ni d'aucun service rendu à la collectivité ».

Quant à l'intéressement et à la participation, ils les conçoivent ainsi : « Il est temps de franchir une étape décisive. Une partie de la rémunération doit être indexée sur les résultats de l'entreprise. Il convient de faire en sorte que

désormais la rémunération des salariés soit composée d'une partie fixe, d'une partie liée aux résultats de l'entreprise, et d'une partie liée au mérite personnel. Bien entendu, cela exige qu'en même temps les salariés soient partie prenante à la définition de leurs conditions de travail, mieux associées à la gestion, que leur actionnariat soit développé ».

Ils proposent aussi de moraliser la vie publique et prévoient qu'un fonctionnaire, une fois élu parlementaire ou maire d'une grande ville, devra démissionner de la fonction publique. Ils veulent développer le scrutin majoritaire qui, seul, peut briser le monopole des appareils des partis de même qu'ils contestent le monopole syndical pour la représentation des salariés dans les entreprises.

Les auteurs de ce document souhaitent eux aussi que le RPR devienne « le ferment du renouveau de l'opposition ». Eux aussi pensent que le « renouveau » du discours politique peut seul convaincre la jeunesse. Le concept de « rénovation » est, même si celle-ci se conçoit à l'envers, décidément tombé dans le domaine public !

ANDRÉ PASSERON

(1) Grasset éditeur.

Les quatre mousquetaires du PCF

Suite de la première page

Ce jeudi 19 juillet 1984, au petit matin, le comité central du PCF, au terme d'une nuit blanche, vote sur l'acceptation ou le refus des responsabilités gouvernementales proposées par le nouveau premier ministre, M. Laurent Fabius. M. Fiterman se précipite vers le réfectoire. Il accepte ainsi — le soir 17 — de laisser la voie libre à M. Marchais pour rétablir son pouvoir sur le parti, ébranlé par le désastre des élections européennes de juin. Le secrétaire général et ses alliés ne voient, en effet, leur salut que dans le retour à l'unité.

C'est un virage à 180 degrés. Pendant trois ans, la direction du PCF a tout mis sur sa participation aux responsabilités gouvernementales. M. Marchais avait été plus ministre communiste que le premier d'entre eux. Il avait expliqué à la CGT comment terminer une grève avant même de l'avoir déclenchée. Et l'*Humanité* avait, malgré la mauvaise humeur de son directeur, M. Roland Leroy, qui jurait, mais en vain, que si le PCF était un « parti du gouvernement », il n'était pas le « parti du gouvernement ». L'organe central du parti filait, aux yeux de certains dignitaires communistes du moment, un message codé : il devait le journal officiel de la République.

Réduit à 15,34 % des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 (16,17 % aux législatives suivantes), le PCF avait résolu, pris le parti des responsabilités gouvernementales, en acceptant un nombre de postes ministériels réduit et des lecteurs placés sous étroite surveillance de ses amis socialistes. Cependant, il ne s'était pas interdit de faire entendre sa différence, en essayant de jouer des contradictions au sein du PS. Observateurs privilégiés de ces contradictions, les quatre mousquetaires du gouvernement s'irritaient, discrètement, de voir le parti adopter un profil trop bas et se montrer tantôt timoré, tantôt irrésolu. L'un d'eux dit aujourd'hui : « Il est un peu fort de café de se voir traité de ministériels, alors que nous n'avons cessé de le mettre en garde ».

M. Marchais virtuellement minoritaire

La direction du PCF, partagée entre la logique gouvernementale et le mécontentement social grandissant face à la rigueur, puis à l'austérité, était entraînée dans un « grand écart ». Bien sûr, ce fut la capacité politique de cette direction elle-même à glisser dans une conjoncture difficile qui se trouva mise en cause. Le résultat des élections européennes de juin 1984 (11,20 % des voix), venant après la perte d'une quinzaine de grandes villes aux municipales de l'année précédente, donnait le signal de la révolte au sein du parti.

Le 26 juin, le comité central entend un rapport de M. Claude Poperen, membre du bureau politique, réélu par MM. Guy Hermer et Pierre Juquin sur les instructions

de M. Marchais et qui attribue le recul électoral du parti à des causes conjoncturelles : c'est la faute de la rigueur, qui a provoqué une abstention massive dans les rangs des électeurs de gauche et, principalement, dans ceux du PCF. Lorsque M. Lucien Sève, idéologue du parti, prend la parole pour suggérer quelques nuances à cette analyse, il ne se doute pas que ce petit pas de côté, attendu chez lui, va délier nombre de membres du comité central de leurs scrupules. Des interventions de plus en plus critiques vis-à-vis de la direction, dont celle de M^{me} Marie-Claude Vaillant-Couturier, vont se succéder tout au long de la journée, les mécontents prenant conscience d'eux-mêmes et de leur nombre à mesure qu'ils s'expriment. M. Marchais est virtuellement minoritaire.

Le secrétaire général ne trouve d'autre parade que de ne pas soumettre le « rapport Poperen » au vote du « Parlement » communiste, contrairement à l'habitude. Ses adversaires commentent l'erreur de ne pas exiger ce vote. Il faut dire qu'ils ne sont pas tellement rodés aux procédures démocratiques. Il faut dire, aussi, qu'ils ont un peu peur de leur ombre : de mémoire de communiste, on n'a jamais vu le secrétaire général et le bureau politique mis en minorité. Il faut dire, enfin, que M. Fiterman, vers qui tous les regards se tournent, reste silencieux.

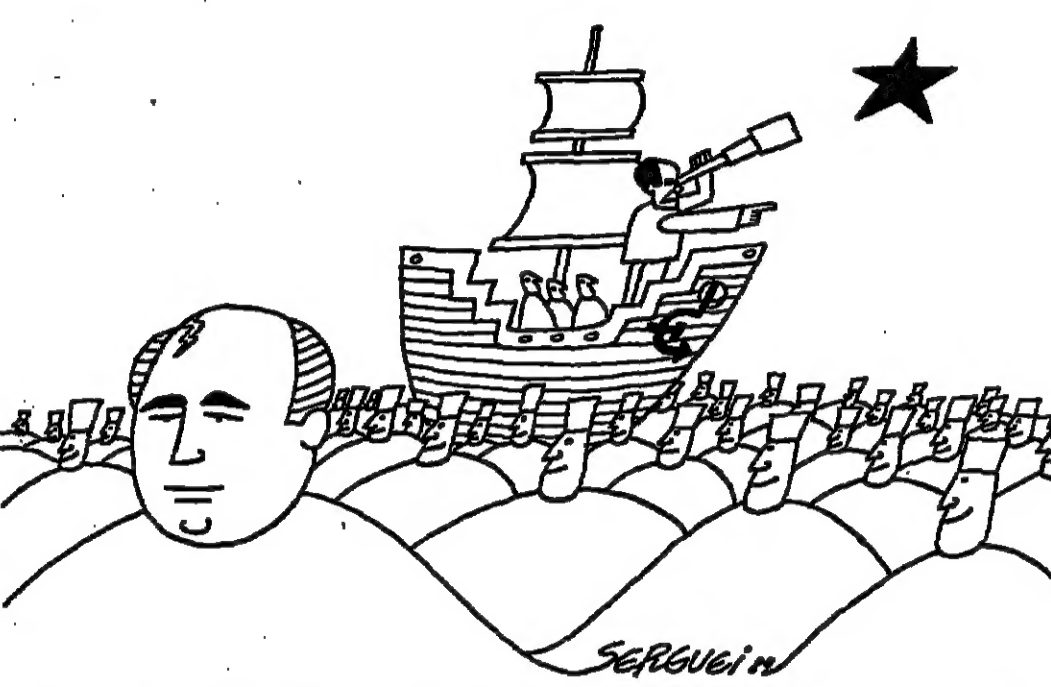
Les espoirs du chef de l'Etat

Le ministre d'Etat, ministre des transports, même d'Etat du parti, a appris de longue date le silence. Il en use. Il en abuse même. Il a la réputation d'être muet. « Quelquefois, cela peut nuire », confie-t-il. A-t-il, cette fois, tenté de jouer au plus fin ? A-t-il voulu, contre toutes les évidences du fonctionnement de ce parti, être choisi comme recours sans avoir à lever le petit doigt pour cela ?

Le vieillissement intellectuel de la direction du parti, les blocages qui résultent de l'équilibre de ces contradictions, les quatre mousquetaires du gouvernement s'irritaient, discrètement, de voir le parti adopter un profil trop bas et se montrer tantôt timoré, tantôt irrésolu. L'un d'eux dit aujourd'hui : « Il est un peu fort de café de se voir traité de ministériels, alors que nous n'avons cessé de le mettre en garde ».

M. Marchais virtuellement minoritaire

La direction du PCF, partagée entre la logique gouvernementale et le mécontentement social grandissant face à la rigueur, puis à l'austérité, était entraînée dans un « grand écart ». Bien sûr, ce fut la capacité politique de cette direction elle-même à glisser dans une conjoncture difficile qui se trouva mise en cause. Le résultat des élections européennes de juin 1984 (11,20 % des voix), venant après la perte d'une quinzaine de grandes villes aux municipales de l'année précédente, donnait le signal de la révolte au sein du parti.



M. Marchais est devenu l'« homme de l'échec ». M. Rigout croit-il avoir deviné ? M. Marchais, le secrétaire général est parti en vacances en Roumanie, comme il le fait depuis plusieurs années. Il se repose sur le yacht que le Conducteur Nicolas Caenoucou a mis à sa disposition au large de Constanza, sur la mer Noire. La tactique qu'il a arrêtée avant son départ avec la direction du PCF prévoit un conflit avec les socialistes, à l'automne, sur le budget. De fait, la veille M. Fiterman a adressé à M. Mauroy une lettre le prévenant qu'il ne pourrait « assurer le budget des transports » qui, selon lui, « tourne le dos aux engagements pris ». Le numéro deux du parti prépare-t-il la rupture gouvernementale ou, seulement, sa propre sortie à gauche ?

Le bureau politique s'est réuni, au matin du 17 juillet, en l'absence de M. Marchais. Le secrétaire général est parti en vacances en Roumanie, comme il le fait depuis plusieurs années. Il se repose sur le yacht que le Conducteur Nicolas Caenoucou a mis à sa disposition au large de Constanza, sur la mer Noire. La tactique qu'il a arrêtée avant son départ avec la direction du PCF prévoit un conflit avec les socialistes, à l'automne, sur le budget. De fait, la veille M. Fiterman a adressé à M. Mauroy une lettre le prévenant qu'il ne pourrait « assurer le budget des transports » qui, selon lui, « tourne le dos aux engagements pris ». Le numéro deux du parti prépare-t-il la rupture gouvernementale ou, seulement, sa propre sortie à gauche ?

Quand M. Mitterrand décide de changer de premier ministre, il consulte M. Fiterman sur la décision que prendrait le communiste. Le président de la République qui sait bien que le chef de file des ministres communistes participe, chaque mardi matin, place du Colonel-Fabien, à la réunion hebdomadaire du bureau politique du PCF et, chaque mardi soir, veille du conseil des ministres, à la rencontre des ministres communistes au domicile privé de M. Rigout. A ce « mini-conseil » préparatoire, ils sont toujours au moins deux, souvent trois (avec M. Le Pors), parfois quatre (quand M. Ralite se joint à eux). Mais M. Fabien, qu'à l'Élysée, on accepte alors parfaitement le rôle de cheville ouvrière joué par le ministre d'Etat.

Les hommes du président ne s'interdisent pas, pour autant, les contacts avec tel ou tel ministre communiste. Le président de la République décide, le 16 juillet, de nommer M. Fabius à l'hôtel Matignon, il fait « sonder » M. Ralite, ministre délégué à l'emploi, sur l'attribution au PCF d'un ministère du plan et de l'aménagement du territoire, ainsi que d'un secrétariat d'Etat à l'énergie. Considéré comme proche de M. Marchais, M. Ralite est consulté à ce titre. A ce moment-là, le bureau politique du parti adopte une position de principe favorable à la maintien de la participation dans les conditions proposées.

Le bureau politique s'est réuni, au matin du 17 juillet, en l'absence de M. Marchais. Le secrétaire général est parti en vacances en Roumanie, comme il le fait depuis plusieurs années. Il se repose sur le yacht que le Conducteur Nicolas Caenoucou a mis à sa disposition au large de Constanza, sur la mer Noire. La tactique qu'il a arrêtée avant son départ avec la direction du PCF prévoit un conflit avec les socialistes, à l'automne, sur le budget. De fait, la veille M. Fiterman a adressé à M. Mauroy une lettre le prévenant qu'il ne pourrait « assurer le budget des transports » qui, selon lui, « tourne le dos aux engagements pris ». Le numéro deux du parti prépare-t-il la rupture gouvernementale ou, seulement, sa propre sortie à gauche ?

C'est le moment !

M. Pissonnier, répondant, quelques jours plus tard, aux informations publiées par le *Monde* sur le film de ces événements, affirmera que la direction du parti avait décidé « dès le 12 juillet » de dénoncer les orientations budgétaires retenues par le premier ministre. La démarche de M. Fiterman se situe donc dans cette logique. Elle n'exclut cependant pas une ambiguïté sur la finalité du processus : le ministre des transports ne rejette pas forcément l'hypothèse du maintien de la participation. N'a-t-il pas dit à M. Mauroy : « Avec toi, on pourrait rester un peu. Tu pourrais nous faire avaler encore un budget ? »

An soir du 17 juillet, le premier ministre donne sa démission. Ce mardi, les quatre ministres suivent ensemble l'annonce de la nouvelle à la télévision. Le bureau politique est de nouveau convoqué pour une rapide consultation, qui aboutit à la décision de réunir le comité central. M. Marchais en met est informé, M. Pissonnier ne parvient à entrer en communication avec le secrétaire général que le mercredi matin à 6 h 30. De son côté, M. Fiterman, mandaté par le bureau politique, prend rendez-vous avec M. Fabius, qui doit succéder à M. Mauroy.

Dans le même temps, le retour de M. Marchais à Paris est organisé : le

secrétaire général gagne Vienne, en Autriche, où un avion de GLAM, à la demande du ministre des transports, viendra le chercher. A l'aéroport du Bourget, M. Fiterman, venu accueillir M. Marchais, est accompagné par MM. Pissonnier et Lajoinie. Ces deux dirigeants socialistes, une vigoureuse offensive après du « patron » du PCF pour le convaincre que c'est le moment de rompre avec le pouvoir. Le secrétaire général est indécis. La rupture serait une remise en cause de l'orientation qu'il avait lui-même imprimée à son parti depuis trois ans. Elle priverait M. Marchais du contrepoint que représente la participation syndicale protestataire au sein du parti. Aussi, le numéro un du PCF décide-t-il de poursuivre le dialogue avec M. Fabius. Son indécision apparaît lors de la réunion du comité central, dans la nuit du mercredi au jeudi.

Tandis que le nouveau premier ministre semble disposé à aller au-delà des propositions initialement transmises à M. Ralite — en tout cas, M. Philippe Herzog a bien failli, cette nuit-là, devenir ministre du plan et de l'aménagement du territoire — la tendance s'inverse au comité central. L'offensive de MM. Pissonnier et Lajoinie, que ne manque pas d'appuyer M. Leroy, trouve un écho favorable parmi les responsables de la CGT. M. Fiterman décide, alors, de se prononcer pour la rupture. Ses trois collègues ne sont pas unanimes : MM. Rigout et Le Pors, partisans d'un maintien conditionnel de la participation, s'abstiennent lors du vote : M. Ralite, après avoir plaidé dans le même sens qu'eux, suivra M. Fiterman et votera comme la majorité.

La lutte finale

La décision que prend, cette nuit-là, le comité central enlèche une mécanique imparable. Durant l'été, les membres du « CC » qui avaient participé à la fronde du mois de juin sont convoqués individuellement à « Fabien » et soumis à de fortes pressions, mettant en cause leur emploi. Les principaux acteurs de la

normalisation sont, autour de M. Marchais, MM. Pissonnier, Lajoinie et Leroy. Le secrétaire général expliquera, bientôt, qu'il faut en finir avec « vingt-cinq ans » d'union de la gauche, car tous les maux qu'endure le PCF proviennent, selon lui, de cette « erreur stratégique », dont il avait été pourtant, lui-même, l'artisan fidèle auprès de son prédécesseur, Waldeck Rochet, puis l'organisateur enthousiaste après son accession à la direction du parti, dès 1970.

Tous ceux qui, à un moment ou à un autre, ont critiqué ouvertement la direction du parti sont évincés ou sont placés sous contrôle au vingtième congrès, en février 1985. Les fédérations contestataires — celles de la Meurthe-et-Moselle, avec M. Alain Amicable, celle de la Corse-du-Sud, avec le maire de Sartène, M. Dominique Buchini, celle du Doubs, derrière M. Martial Bourquin — les plus grosses sections d'entreprise — celle de Renault-Billancourt, celle de Peugeot-Sochaux, celle de Michelin à Clermont-Ferrand — tentent vainement de s'opposer à la remise au pas. Le seul bastion sur lequel M. Marchais et ses alliés se cassent les dents est la fédération de la Haute-Vienne, où M. Marcel Rigout et les élus font de la résistance.

Selon une méthode éprouvée, c'est M. Fiterman qui sera chargé, au congrès, de dresser l'acte d'accusation contre son ancien collègue au gouvernement. Jean Colpin, responsable du secteur entreprise au secrétariat du comité central, c'est donc la mort. M. Pierre Juquin, porte-parole du parti, membre du bureau politique, en est évincé. M. Claude Poperen donnera bientôt sa démission de cette instance du parti, et M. Rigout quittera le comité central.

Aux couleurs de la France

An congrès de décembre 1987, sous M. Fernand Grenier, survivant des gouvernements de la Libération, aura droit au titre d'« ancien ministre ». Les quatre mousquetaires du gouvernement Mauroy seront privés. Dernier opposant connu au comité central, M. Félix Dauterive en sera évincé pour des « raisons politiques ». La période gouvernementale du PCF ne doit pas seulement être enterrée : elle doit être oubliée. Le maintien de M. Marchais aux commandes et les espoirs de succession de M. Jean-Claude Gayssot, chargé de l'organisation au secrétariat du comité central, sont à ce prix. A moins que...

A moins que la réussite de la prestidivinité et l'effondrement du vieux modèle soviétique aidant, le navire communiste, désespéré, ne cherche son cap du côté de ce « socialisme aux couleurs de la France », dont la période 1981-1984 fut la traduction concrète. MM. Fiterman et Le Pors, en définitive, n'ont pas proposé autre chose lors de la réunion du comité central des 12 et 13 octobre. M. Ralite les a rejoints, le 29 octobre, dans ce combat-là (le *Monde* du 31 octobre). M. Rigout les y attendait depuis cinq ans. M. Marchais l'a bien compris ainsi. Contre ses derniers adversaires, il prévoit une « lutte » dont, dit-il, « nul ne doit douter » qu'il est « décidé à la mener ».

OLIVIER BIFFAUD et PATRICK JARREAU

صكنا من الاصل

هكذا من الراحل

POLITIQUE

A Aix-en-Provence

M. Mermaz annonce « une initiative prochaine » pour parvenir à une synthèse au sein du PS

La fédération socialiste des Bouches-du-Rhône a organisé, samedi 28 octobre, à Aix-en-Provence, une confrontation inédite entre les représentants des neufs contributions nationales soumises aux militants en vue du congrès de Rennes. Tous les courants ou sensibilités du parti

se sont exprimés par la voix de dirigeants. MM. Jean-Paul Planchou, Julien Dray, Jean Poperen, Louis Mermaz, Lionel Jospin, M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, MM. Marc Paillet, Gérard Lindeberg, à l'exception des fabiusiens dont la contribution était défendue par un « régional »,

M. Michel Vauzelle, député des Bouches-du-Rhône. Trois heures et demie de débats courtois, suivis par six cents militants, qui ont notamment été marqués par un vigoureux appel de M. Jospin à la synthèse préalable au sein du courant majoritaire mitterrandiste.

majoritaire se refuse pour un nouveau style de gestion », et annonçant « une initiative prochaine » en faveur de la synthèse des différentes contributions présentées par les mitterrandistes, M. Jospin a, lui aussi, insisté sur la préservation d'un courant majoritaire.

« Je suis personnellement à déclarer le ministre de l'Éducation nationale, pour qu'une synthèse au sein du courant AB se fasse avant la réunion du comité directeur de synthèse du 13 janvier (...). Les courants dans le Parti socialiste ne sont pas des coterie autour de personnes. Ce sont des courants d'idées politiques, de propositions, d'orientations qui se font au moment du comité directeur de synthèse. Si nous n'étions plus ensemble le 13 janvier, cela voudrait dire que le courant mitterrandiste aurait

de la dissolution pure et simple de la fédération. Il n'est jusqu'à M^{me} Lienemann qui soit revenue sur « l'acrimonie » éprouvée à son égard dans le passé.

Aussi bien, M. Yves Vidal, premier secrétaire fédéral contesté, en a-t-il profité pour affirmer qu'il mènerait sa mission « jusqu'au bout » en brochant « les nombreux docteurs accourus à notre chevet ».

Après M. Mermaz, qui avait estimé nécessaire que « l'axe

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Malgré ses déboires électoraux, la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône n'est pas la pestiférée du parti. La preuve en est qu'on la fréquente et même qu'on la courtise encore dans la perspective du congrès de Rennes, où ses mandats pèseront.

Il est vrai, toutefois, que pour la première fois depuis bien longtemps, le vote de ses députés est largement ouvert. M. Jospin, qui compte sans doute de solides appuis, n'a pas été le dernier à se féliciter de « la bonne leçon qu'elle a donnée à tous » en invitant les responsables nationaux du parti à venir débattre devant ses militants. « Personne n'a à faire la leçon à personne », lui a répondu en écho M. Jean Poperen, pourtant partisan, il y a peu,

A l'appel des nationalistes corses

L'aéroport d'Ajaccio est paralysé par une grève des pompiers

BASTIA

de notre correspondant

L'aéroport d'Ajaccio est paralysé par une grève des pompiers, déclenchée lundi 30 octobre à l'appel des syndicats des travailleurs corses (STC, nationaliste). « Nous avons averti, dès mercredi dernier, que si des négociations sur nos salaires n'étaient pas ouvertes, nous bloquerions l'aéroport d'Ajaccio », explique M. Christian Boti, délégué du personnel STC à la chambre de commerce et d'industrie d'Ajaccio-Sarène. Le syndicat nationaliste est décidé à étendre son mouvement « si des négociations ne sont pas rapidement engagées avec la chambre de commerce », gestionnaire des installations aéroportuaires d'Ajaccio.

Depuis lundi, aucun mouvement d'avion n'a été effectué sur l'aéroport d'Ajaccio. Air France a annulé les cinq rotations de la journée, tout comme Air Inter. Les voyageurs ont dû se rabattre sur les liaisons régulières entre le continent et Bastia, en Haute-Corse, ou Figari en Corse-du-Sud. « Tant que des négociations ne seront pas ouvertes nous poursuivons notre mouvement en faisant tâche d'huile jusqu'au port de commerce », avertit mardi matin le

STC qui annonce l'occupation de la gare routière et de la gare maritime. « nous sommes déterminés, car nous n'acceptons pas qu'un bout de dix-sept ou vingt ans de carrière, certains salaires plafonnent à 5.200 F par mois ».

Le syndicat nationaliste a les moyens de ses menaces. Dix-neuf des vingt et un pompiers du service incendie de l'aéroport sont en grève depuis lundi. Le mouvement pourrait s'étendre au personnel de l'Institut consulaire non adhérent du STC.

De son côté, M. Edouard Cauti, le président de la chambre de commerce et d'industrie, explique qu'il faudra attendre le 28 novembre pour engager des négociations : « Les règles qui régissent le fonctionnement des CCI nous imposent de négocier par l'intermédiaire d'une commission paritaire. Celle-ci est prévue le 28 novembre. Une réponse pourra alors être apportée aux questions posées ». En cette période de Toussaint, où les usagers sont plus nombreux, les grévistes affirment : « Cette fois, contrairement au précédent, nous n'accepterons pas d'être les otages des uns ou des autres ! »

M. C.

La présidence du conseil général du Jura reste au CDS

Contre toute attente, l'élection du nouveau président du conseil général du Jura, à la suite des décès de Pierre Brantons (CDS), n'a pas donné lieu à un conflit entre l'UDF et l'RPR, qui se trouvent, au sein de l'assemblée départementale, à égalité.

Lundi 30 octobre, c'est M. André Jourdain (RPR), président par intérim et nouveau sénateur, en remplacement du défunt, qui a proposé, pour la droite, sa

candidature unique de M. Lucien Guichard (CDS), jusqu'alors rapporteur du budget. Il a suffi d'un tour pour que M. Guichard obtienne la majorité absolue, avec 25 voix, face à la candidature de M. Alain Brune, député PS, qui a recueilli 8 voix sur 34.

M. Guichard, soixante-sept ans, notaire en retraite, est maire de Saint-Amour depuis 1983. Il est, depuis 1986, conseiller général du canton. — (Corresp.)

EN BREF

□ Cabinets ministériels. — Le numéro 234 des Cabinets ministériels vient de paraître. Il contient la liste des membres des cabinets de la présidence de la République, du gouvernement de M. Rocard, du Sénat, de l'Assemblée nationale, du Conseil économique et social, du maire de Paris et des préfets de Paris, d'Ile-de-France et de police.

★ 30, rue Saint-Marc, 75002 Paris, tél. : 42-97-47-63.

□ Le PS juge M. Barre. — « M. Barre est en train de travailler avec détermination dans le mauvais

regard de la droite », a estimé le porte-parole du Parti socialiste, au cours de son point de presse, lundi 30 octobre. M. Jean-Jacques Queyranne, qui commentait les propos de M. Barre à TF 1 a d'autre part déclaré que l'ancien premier ministre « avait fait preuve de repentir » en rendant « hommage à la vertu économique des socialistes » alors que lui-même « avait laissé 14 % d'inflation ». « Sur le plan social, M. Barre reste sur sa rive (...) dans son rôle de conservateur honnête », a ajouté M. Queyranne.

□ Le congrès national du RECOURS. — Le mouvement du RECOURS, qui a tenu son congrès national, samedi 21 octobre à Nîmes, a dénoncé la « mauvaise application de la loi d'aménagement des dettes » des rapatriés et demandé le rétablissement d'un ministère des rapatriés, supprimé en 1988.

Le RECOURS a lancé un appel au gouvernement afin qu'il décide un moratoire général de l'endettement des pêcheurs et l'a mis en garde contre les « risques de trou-

bles de l'ordre public » que peut engendrer la situation présente.

□ M. Marchais se rendra en Guadeloupe et en Martinique. — Le secrétaire général du PCF se rendra dans les deux départements français des Caraïbes du 20 au 28 novembre, à la tête d'une délégation, à l'invitation du PC guadeloupéen et du PC martiniquais. Selon la direction du PCF, le voyage de M. Marchais « constituera un moment particulièrement important du renforcement des relations avec le PCG et le PCM ». Les partis communistes des DOM-TOM sont organisés de façon autonome en dehors du PCF.

- Je suis très intime avec ma banque, on a un code secret pour communiquer.



Téleservice BNP. La BNP sur Minitel.

Votre banque confortablement chez vous. Le Téleservice BNP vous permet 24 heures sur 24 d'accéder directement à vos comptes BNP et d'effectuer à domicile toutes vos opérations bancaires courantes. En toute confidentialité. Il vous suffit de faire 3614 BNP. Vos 3 premiers mois d'abonnement gratuits, si vous vous abonnez avant le 30 novembre 1989*.

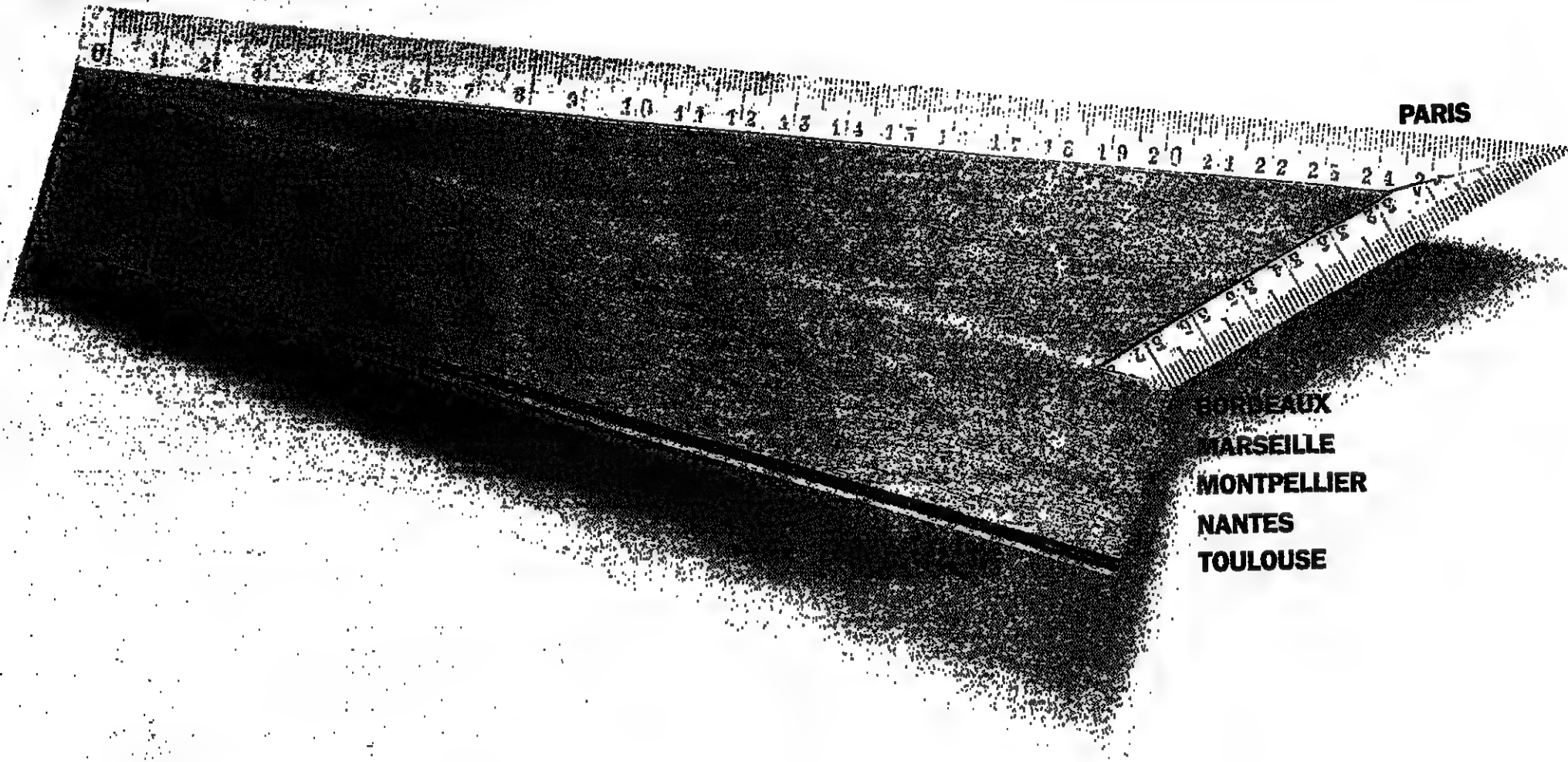
* Au lieu de 32,00 F par mois. Offre réservée aux particuliers s'abonnant pour la première fois. Coût de la communication Minitel : 0,13 à 0,37 F la minute.

BNP

C'est gagner.

**JUSQU'ICI, POUR ALLER À NEW YORK
AU DÉPART DE BORDEAUX, MARSEILLE,
MONTPELLIER, NANTES OU TOULOUSE,
UNE DROLE DE REGLE VOUS OBLIGEAIT
À PASSER PAR PARIS.**

NEW YORK



PARIS

BORDEAUX
MARSEILLE
MONTPELLIER
NANTES
TOULOUSE

**UTA
OUVRE NEW YORK
DIRECT.**

Aussi incroyable que cela
puisse paraître, Bordeaux,
Marseille, Montpellier, Nan-
tes et Toulouse ne sont pas
des banlieues de Paris.

La vieille habitude de
vous obliger à passer par
Paris prouve en tout cas
que ce n'est pas encore évi-
dent pour tout le monde.

Bref, UTA introduit un
nouveau concept pour
gagner New York : la ligne
droite.

Ça ne changera peut-être
pas votre vie, mais ça vous
évitera d'avoir à changer
d'aéroport, de compagnie ou
d'avion à Paris.

Dans de telles conditions
de confort, on regrette
presque que le vol soit si
court.

Pour tout renseignement
complémentaire, consultez
UTA ou votre agent de
voyages.



NOUS NOUS BATTONS POUR LIBÉRER LE CIEL

هكذا من الامم

POLITIQUE

Le budget du logement à l'Assemblée nationale

Le droit d'avoir un toit

Les députés ont commencé, lundi 30 octobre, l'examen des crédits pour 1990 du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, présentés par M. Michel Delebarre.

Le budget de l'urbanisme et du logement, examiné lundi, s'établit à 58,8 milliards de francs, soit une hausse de 3,6 % par rapport à 1989. Il représente 4,8 % du budget général de l'Etat. Ces crédits ont été réservés jusqu'au mardi 31 octobre afin que les députés se prononcent, par un seul vote, sur l'ensemble du budget du ministère (équipement-logement, transports terrestres, routes et sécurité routière, aviation civile, météorologie, navigation aérienne et mer).

Inscrire le « droit au logement » parmi les droits fondamentaux, comme cela figure désormais à l'article premier de la loi du 6 juillet 1989 sur l'amélioration des rapports locatifs, est une chose. Le transcrire dans la réalité est une autre : on estime aujourd'hui en France à quatre cent mille le nombre des sans-abri et à deux millions celui des familles mal logées. La priorité au logement social, affirmée le 3 juin dernier par le président de la République, devait donc trouver sa traduction dans le projet de budget du logement pour 1990.

Avec une enveloppe de crédits en hausse de 19 % pour les dépenses ordinaires et les autorisations de programme — celles qui engagent l'avenir et traduisent une volonté politique —, ce sont donc deux ministères qui sont venus, lundi 30 octobre, présenter leur projet de budget devant l'Assemblée nationale. Et les critiques, pourtant sévères, venues des bancs de l'opposition comme de ceux du groupe communiste, n'ont pas semblé entamer un seul instant

les certitudes de M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, et M. Louis Besson, ministre délégué au logement.

C'est même avec une certaine délectation que M. Besson a détaillé devant les députés la longue liste des mesures en faveur du logement social. Première d'entre elles, l'ouverture progressive à tous, sous seule condition de ressources, c'est-à-dire sans considération d'âge ou de situation familiale ou professionnelle, d'une allocation de logement. Pour le seul parc immobilier à caractère social, a observé M. Besson, on estime aujourd'hui à quatre cent mille le nombre des foyers susceptibles de bénéficier de l'aide, si l'on ne retient que la condition de res-

Réhabilitation du parc social

En 1990, deux cent cinquante mille d'entre eux — notamment des jeunes à la recherche d'un premier emploi, des occupants de foyers de jeunes travailleurs et des bénéficiaires du RMI — percevront une allocation pour la première fois. Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Jean Anciant (PS, Oise), avait, en effet, souligné sur ce point que les aides au logement remplissaient « imparfaitement » leur rôle puisque 45 % des locataires bénéficiaires du RMI n'en percevaient aucune.

Deuxième mesure : l'effort en faveur du logement social, tant pour la construction neuve que pour l'achat de logements anciens ou leur réhabilitation. De cinquante-cinq mille initialement prévus, le nombre des prêts locatifs aidés (PLA) pour les logements neufs est passé à soixante-cinq mille après l'adoption d'un amendement déposé par le groupe socialiste lors de l'examen de la partie recettes du projet de loi de finances. Dix mille PLA sont ouverts pour les logements anciens.

Quant à la réhabilitation du parc social, elle concernera deux cent

mille logements par an pendant cinq ans. Au total, a souligné le ministre du logement, « les crédits en faveur du secteur locatif social ont ainsi crû de 1,4 milliard de francs, soit 28 % ». Un effort jugé encore largement insuffisant par le groupe communiste, qui par la voix de M. André Dumas (Seine-Maritime) a dénoncé un budget « en trompe l'œil ». Pour M. Dumas, c'est, en effet, plus de deux cent trente mille PLA qui seraient nécessaires dans la seule région parisienne.

M. Besson a également précisé que M. Delebarre et lui-même avaient signé, jeudi 26 octobre, avec les organisations patronales et de salariés, une « convention d'objectifs » conduisant à consacrer 1 milliard de francs sur la collecte du 1 % logement (qui s'établit en fait à 0,65 % pour 1990, comme en 1989), au profit du logement des plus démunis.

Assurer le droit au logement ne passe pas seulement par une politique d'aide financière. Encore faut-il que le parc social immobilier, y compris l'offre privée, corresponde à la demande. Et ce est loin du compte, a estimé M. Bernard Carton (PS, Nord), rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. « Les besoins restent importants, en raison de la montée du nombre des personnes seules, de la multiplication des familles monoparentales, de la raréfaction des familles nombreuses, et enfin de la nécessité de reloger deux millions et demi de personnes aujourd'hui mal logées ou sans abri ».

Face à cette croissance de la demande, on constate une diminution de l'offre, notamment dans le parc locatif privé qui se réduit d'environ cent mille logements par an. Pour M. Jacques Gayard (PS, Essonne), « il faudrait construire trois cent cinquante mille logements par an jusqu'en 1995 pour

répondre aux besoins de renouvellement du parc ancien et des nouveaux ménages ».

Parallèlement aux dispositions concernant l'offre de logements sociaux, la loi de finances pour 1990 a donc maintenu le soutien à l'investissement locatif privé, en clarifiant les avantages fiscaux pour les propriétaires d'appartements placés en location. Le ministre du logement a en outre souligné l'effort fiscal en faveur des plus démunis, par l'extension de l'« aménagement-Caluiche » adopté en 1989, qui permettra de faire désormais bénéficier d'exonération les dons consentis aux associations d'aide au logement des plus démunis et par l'exonération de l'impôt sur le revenu foncier pour les locations consenties aux bénéficiaires du RMI ou à des associations caritatives.

La France des propriétaires contre celle des locataires

Augmenter l'offre, c'est aussi améliorer et stabiliser les logements disponibles. Nombreux sont les orateurs qui ont souligné à ce sujet le « talon d'Achille » du projet de budget, qui prévoit une diminution de 10,5 % des crédits de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH). M. Jean Bédau (app. UDC, Aveyron) a ainsi souligné les conséquences néfastes de cette baisse, tout particulièrement dans le milieu rural, qui est confronté à une offre très faible de logements locatifs de type HLM — 2 % des ménages seulement, contre 14 % en moyenne nationale sont logés dans des habitations à loyer modéré.

L'insertion sociale en milieu rural, a déclaré M. Bédau, passe par la réhabilitation du parc privé et donc par l'augmentation du budget de l'ANAH.

Soncieux de marquer la désapprobation du groupe socialiste face à cette diminution des crédits de l'ANAH, M. Guy Malandain (PS, Yvelines) avait pour sa part déposé un amendement tendant à augmenter de 30 millions de francs l'ave-

loppe de cet organisme. Observant « l'élan et la détermination » des députés en faveur de l'ANAH et précisant que cet élan était partagé par les deux ministres responsables, M. Delebarre a répondu dans un sourire que son collègue du budget ne pourrait « rester insensible à une telle convergence ». Et dans l'espoir que la suite de la discussion budgétaire prouverait le « sensibilité » de M. Michel Charasse, M. Delebarre a obtenu de M. Malandain le retrait de son amendement.

Le droit au logement, c'est aussi et enfin le droit de devenir propriétaire. Renonçant à proposer dès cette session la réforme envisagée des prêts d'accès à la propriété (PAP), le gouvernement a choisi d'ouvrir dans le budget 1990 les crédits nécessaires au financement de cinquante mille PAP. Une enveloppe jugée nettement insuffisante par l'opposition, et tout particulièrement par M. Pascal Clément (UDF, Loire). Dans un véritable réquisitoire contre le « pire budget » du logement, le député de la Loire a opposé « la France des propriétaires » voulue par son groupe à la « France des locataires » souhaitée selon lui par le gouvernement. « Les deux tiers des foyers, a observé M. Clément, disposent de ressources égales à deux fois le SMIC. C'est cette population qu'il faut aider à accéder à la propriété », au lieu de mener « une politique socialiste pour de petits Français dans une petite France ». Même critique de la part de M. Jean Thériault (RPR, Paris), qui a estimé que par sa politique le gouvernement condamnait « les citoyens les moins fortunés à demeurer locataires ».

Privés du droit de vote sur ce budget au profit d'un scrutin commun à tous les autres crédits du ministère mardi 31 octobre, les députés RPR, UDF et PC n'ont toutefois pas caché leur intention de se prononcer « contre ». Les députés UDC se disaient « peu enclins » à voter ce budget en l'état actuel. Seul le PS l'approuvait, et cette fois sans les états d'âme qu'il avait manifestés bruyamment à l'automne 1988.

PASCALE ROBERT-DIARD

Mieux gérer la trésorerie des HLM

M. Louis Besson, ministre délégué au logement, a annoncé lundi 30 octobre à l'Assemblée qu'il « étudiait » la possibilité de « mieux gérer la trésorerie des organismes HLM, en particulier en faveur de l'entretien du parc immobilier ». Cette trésorerie, qui s'élève à environ 40 milliards en 1989, contre 9 milliards au début des années 80, a cru très rapidement tandis que dans le même temps a souligné M. Besson, l'entretien du patrimoine HLM se révélait « très insuffisant » et les hausses de loyers trop rapides. Une partie de l'augmentation de cette trésorerie provient du placement par les organismes HLM à des taux rémunérateurs — 8,2 % à 9 % — des prêts que leur consent la Caisse des

dépôts et consignations à 8,5 %.

« La situation est donc doublement absurde, a observé M. Besson. Le service rendu aux locataires est souvent insuffisant alors que dans le même temps, certains organismes thésaurisent ; les organismes HLM, qui sont les bénéficiaires quasi exclusifs de la ressource privilégiée que constitue le livret A, ne contribuent pratiquement pas à alimenter celle-ci. » Sans vouloir « compromettre la modernisation » des offices HLM, les services du ministère examinent toutefois les moyens d'inciter ces organismes à placer leur trésorerie sur ce livret A, au taux normal de 4,5 %.

Les sénateurs au secours des ménages surendettés

Le Sénat a entamé lundi 30 octobre l'examen en première lecture du projet de loi relatif à la prévention et au règlement des difficultés nées d'un endettement des particuliers. Ce texte a été présenté par M^{me} Veronique Neiertz, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget chargé de la consommation.

En préambule à la discussion générale, le secrétaire d'Etat a tenu à souligner combien le phénomène de l'endettement des ménages est récent en France. « Les dettes de ces ménages représentent actuellement la moitié de leur revenu disponible », a rappelé M^{me} Neiertz, qui a ajouté à titre de comparaison que ces dettes ne représentaient que deux semaines de revenus à la fin des années 50.

Après avoir brièvement évoqué les différents facteurs explicatifs de l'explosion des crédits à court terme dans les années 80, — fin de l'encadrement du crédit en 1985, stagnation du pouvoir d'achat et offensive des banques qui mettent à la disposition de leurs clients de nouveaux produits, — M^{me} Neiertz

a insisté sur le changement du vocabulaire utilisé — passage du « crédit à la consommation » au « crédit de trésorerie » — pour montrer l'évolution des mentalités face au recours au crédit, devenu un phénomène permanent.

Elle a également indiqué que la situation des ménages français n'était en rien catastrophique par rapport aux exemples britannique, allemand ou américain, où l'endettement est en moyenne plus élevé, mais que la brusque croissance du crédit s'est accompagnée d'un nombre croissant d'incidents de paiement, d'un nombre croissant de personnes surendettées qui ne peuvent plus faire face à leurs engagements.

Dans sa présentation des motifs du texte, qui s'efforce de pallier les lacunes législatives, le secrétaire d'Etat a estimé qu'il s'agissait « d'un texte d'espoir pour des dizaines de milliers de familles (entre 200 000 et 300 000) qui ont découvert à leurs dépens que le crédit facile n'était pas le crédit gratuit ». La situation extrêmement difficile dans laquelle se trouvent les victimes du crédit à court terme, souvent à la suite d'accidents qui modifient la situation économique de l'emprunteur ou du

fait d'une mauvaise information, voire de pratiques commerciales légères, a justifié l'examen urgent du dispositif adopté en conseil des ministres le 6 septembre dernier (Le Monde du 7 septembre).

Un fichier national des mauvais payeurs

Le projet de loi s'articule autour de deux axes complémentaires : la création d'une instance pour régler les cas de souffrance et un effort de prévention qui vise à responsabiliser le prêteur et son client.

Au chapitre des mesures préventives figure par exemple l'obligation de mentionner dans la publicité remise à l'emprunteur plusieurs indications dans le but d'acquiescer l'information du client. Le dispositif prévoit l'interdiction de faire référence à des prestations sociales pour le calcul des échéances de remboursement et impose une majoration du taux d'intérêt dû en cas de remboursement tardif.

Le gouvernement a également proposé deux amendements au texte instituant d'une part un délai de rétractation de sept jours, similaire à celui existant en matière de crédits, pour les achats ou les

constructions de logement, étant entendu que le respect de ce délai serait garanti par l'envoi de l'acte d'acquisition par lettre recommandée. D'autre part, le second amendement tend à mettre en place auprès de la Banque de France un fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers, soumis aux dispositions de la loi relative à l'information, aux fichiers et aux libertés.

Pour ce qui est des mesures curatives, qui constituent la pierre angulaire du projet, elles reposent principalement sur la mise en place d'une procédure de conciliation confiée à une commission administrative départementale, dans le souci de ne pas surcharger les tribunaux. En cas d'échec de la tentative de conciliation, une procédure judiciaire sera alors mise en œuvre par le juge d'instance.

Pas de faillite civile

M. Jean Simonin (RPR), rapporteur sur le fond du projet au nom de la commission des affaires économiques et du plan, a estimé que la solution aux problèmes de surendettement est difficile à déterminer pour respecter « à la fois l'intérêt social évident et l'intérêt économique non moins nécessaire ».

M. Simonin a précisé qu'il faut éviter deux écueils : porter atteinte à « la compétitivité de notre système bancaire et financier ou compromettre sa capacité d'emploi dans la perspective des échéances européennes » ; porter atteinte à l'activité des prêteurs en laissant penser qu'« on pourrait emprunter sans sanction ». M. Simonin a regretté, par ailleurs, que la prévention ne représente que la portion congrue du texte.

Il a proposé de compléter les mesures annoncées, « insuffisantes » à ses yeux, en corrigeant les excès constants en matière de contraintes pesant sur le prêteur. Le rapporteur a également estimé que le texte du gouvernement attribue un trop grand pouvoir aux juges d'instance en cas d'échec de la commission de conciliation.

M. Lucien Lanier (app. RPR), rapporteur pour avis de la commission des lois, s'est félicité de son

côté de ce que le gouvernement n'ait pas retenu une solution de type « faillite civile » qui précipiterait « le débiteur dans l'indigence » et qui serait en outre trop onéreuse. M. Jean Arthuis (UC), partisan de cette solution, s'est déclaré « déçu » par l'économie générale du texte. Il a également critiqué le principe d'une commission de conciliation présidée par un préfet. « Cessons de mélanger le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire (...). Vous ne confortez pas l'Etat de droit en instituant une

commission administrative », a-t-il ajouté.

M. Lederman (PC) a regretté quant à lui que le gouvernement ne s'attaque pas « aux racines du mal ». « La cause première des surendettements vient de la baisse constante du pouvoir d'achat des salariés. (...) La véritable justice, c'est celle des revenus », a-t-il affirmé. La discussion devait reprendre mardi, elle pourrait se poursuivre lundi 6 novembre.

Les propositions socialistes pour le Sénat

Le président du groupe socialiste au Sénat, M. Claude Estier, a écrit le 25 octobre à M. Poher et à M. Daniel Hoefel, président de l'Union centriste. Le sénateur de Paris répondait à la lettre de M. Poher demandant que les groupes lui fassent des propositions pour moderniser les méthodes de travail du Palais de Luxembourg et de celle de M. Hoefel qui lui communiquait les propositions du groupe centriste (Le Monde daté 22-23 octobre).

S'agissant de l'absentéisme, M. Estier estime qu'« il ne sera pas résolu par la répression ou par des sanctions ». Il ajoute : « Il faut en rechercher plus loin les causes. Elles tiennent entre autres, à nos yeux, à des méthodes de travail inadaptées, à l'absence de vrais débats sur les grands problèmes d'actualité, à un grave déficit de communication qui tient les médias éloignés du Sénat et donne à beaucoup de sénateurs, par ailleurs élus locaux, le sentiment que c'est ailleurs qu'ils peuvent se valoriser ». M. Estier rappelle que, pour le PS, « la réforme du fonctionnement du Sénat est inséparable de celle du mode d'élection des sénateurs ». Il souhaite que soit prise l'initiative d'une concertation qui engloberait tous les groupes de cette Assemblée et pas seulement ceux de la majorité sénatoriale.

D'autre part, dans l'éditorial de vendredi, hebdomadaire du Parti socialiste daté du 27 octobre, M. Estier affirme « que les groupes de la majorité sénatoriale continuent à donner le spectacle affligeant de règlements de

comptes internes et de blocages contre les projets du gouvernement ». Ce n'est pas de cette façon que l'on réussit à améliorer l'image du Sénat dans l'opinion », ajoute-t-il.

Election au Palais du Luxembourg de juges pour la Haute Cour de justice

Le Sénat a procédé, jeudi 26 octobre, à l'élection de deux juges titulaires de la Haute Cour de justice. MM. Guy Allouche (PS, Nord), Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Nord), Territoire de Belfort), André Diligent (UC, Nord), Jacques Macbet (UC, Marne), Louis Brives (RDE, Tarn), Kieffer (RPR, Marne), Jean Andrieu (RPR, Marne), Hubert d'Andigné (RPR, Orne), Jacques Thyraud (RI, Loire-et-Cher), Charles de Catoli (RPR, Français établis hors de France), Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne) et Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) ont été élus et ont prêté serment, ainsi que six juges suppléants, MM. Daniel Millaud (UC, Polynésie française), Luc Dejoie (nationaliste administratif RPR, Loire-Atlantique), Jean Lemaire (RI, Indre-et-Loire), Michel Ruffin (App. RPR, Meuse), Georges Bchet (RDE, Haute-Marne) et Germain Authié (PS, Ariège). Le Sénat procède à l'élection de juges de la Haute Cour après chaque renouvellement.

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
COMMENT ENSEIGNER L'HISTOIRE
Avec notamment des articles de :
Jean-Michel GAILLARD,
Yves-Marie SIMONIN, Louis WEHMAZ,
Pascal ORY, Jean PEYROT,
Madeleine REBERIOUX.
Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce supplément.

Le Monde PLANTU
DES FOURMIS DANS LES JAMBES
L'ALBUM 89
164 PAGES — 250 DESSINS
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

JOURNAL OFFICIEL
Sont publiés au Journal officiel des lois 30 et mardi 31 octobre :
DES DECRETS
• N° 89-794 du 30 octobre 1989 relatif au moniteur d'initiation à l'enseignement supérieur.
• N° 89-798 du 27 octobre 1989 remplaçant les annexes XXIV, XXIV bis et XXIV ter au décret du 9 mars 1956 codifiant les conditions techniques d'agrément des établissements privés de culte et de prévention pour les soins aux assurés sociaux.
UN ARRETE
• Du 30 octobre 1989 modifiant l'arrêté du 13 novembre 1988 relatif au montant de l'aide versée par hectare de terre retiré.
UNE LISTE
• D'admissibilité au concours interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (1989).

14. Les manifestations de l'art africain
15. La vente Roberto Polo à New York

16. Le tremblement de terre en Algérie
17. Le procès Solari d'un meurtrier suisse

18. La presse catholique en voie de diversification
24. Tennis : l'Open de Paris-Bercy

80 millions de francs de déficit en 1988

La crise « insupportable » du théâtre public

Le théâtre public, une idée neuve née de la Ve République, avait fait dans les années 60 l'objet de débats passionnés. Depuis, il s'est institutionnalisé, à l'ombre de ses tutelles : l'Etat et les collectivités locales. Il traverse actuellement une crise de croissance, une grave crise financière. Le ministre de la culture, Jack Lang, qualifie aujourd'hui publiquement cette crise d'« insupportable ».



« Devrons-nous attendre que les lumières se rallument et elles ne se rallumeront jamais ? » (Katherine Mansfield)

« Ce qui pourrait être si harmonieux est désaccordé, ou bien nous les instruments sont innés et personne ne jouera plus ; il n'y a pas de concert pour nous, est-ce possible, tout est-il fini, ne nous reste-t-il plus que notre désir, notre aspiration, notre soi-même ? Nous devons nous élever, aller dans cette lumière, aller dans la lumière, attendre que les lumières se rallument, et elles ne se rallumeront jamais ? » Ce fragment d'un texte de Katherine Mansfield éclaire d'un jour douloureux la situation actuelle du théâtre public français.

De toute la France, des théâtres très différents, parvenant des nouvelles inquiètes. Le théâtre public français traverse une grave crise financière. Au 31 décembre 1988, le Syndicat des directeurs des théâtres publics (Syndicat) estime que le déficit global de ce secteur était d'environ 80 millions de francs, soit près de 10 % du montant total des subventions de l'Etat qui lui sont

consacrées (1,035 milliard de francs) prévus au budget pour 1990 pour financer la politique du théâtre public.

Evidemment, de nombreuses institutions échappent à cette situation catastrophique. Mais il est clair que les erreurs, ou les errements, de quelques-uns pourraient bientôt nuire à tous. On constate aujourd'hui trois types de déficit.

On peut considérer le premier comme conjoncturel — activité ponctuelle due à une grosse production ou à la prise d'un risque artistique dont on a surestimé les recettes. Ce type de déficit peut s'admettre dans la mesure où il est résorbable sur un exercice annuel ou bien sur la durée du mandat d'un directeur.

Il est très courant dans les centres dramatiques nationaux, gérés en sociétés anonymes ou sociétés anonymes à responsabilité limitée, où les directeurs sont comptables de leur gestion. Il corres-

pond souvent, par ailleurs, à de réelles ambitions artistiques, qui méritent un pari sur le succès. Près de la moitié des trente-deux centres dramatiques nationaux seraient dans cette situation. Elle explique aussi le déficit constaté au Théâtre national de Chaillot où, par exemple, l'amortissement de la production du *Souffle de saint*, mise en scène par Antoine Vitez, était prévu sur trois exercices quand son directeur est parti pour la Comédie-Française avant le terme prévu.

A la Comédie-Française, pour apurer le déficit constaté en 1987, le ministère de la culture a dû verser une subvention complémentaire de 4,8 millions de francs en 1988, tandis que les sociétés contributives pour 5 millions environ sur leur pourcentage des recettes à combler ce déficit. Quand Antoine Vitez est parti de Chaillot, le déficit fut estimé à 8 millions de francs. L'Etat a décidé de verser 6,2 millions de francs en deux fois au cours des

exercices 88 et 89, et 1,8 million est resté à la charge de Jérôme Savary, successeur de Vitez.

De son côté, le Théâtre national de Strasbourg vient à la fin de cette année au bout de son plan de redressement et donc à l'équilibre. Equilibre espéré enfin au Théâtre national de la Colline à la fin de cette année, où l'on constate cependant que l'argent manque pour la production de spectacles dans la petite salle, devenue lieu d'accueil quand elle était destinée à la création de spectacles légers.

Laxisme et faute grave

Une douzaine de centres d'action culturelle sont également touchés par des déficits conjoncturels, cela dans des proportions moindres étant donné l'importance, moindre également, de leurs budgets. Encore faut-il souligner que le désordre est apparu,

dans ces centres comme dans la totalité du secteur public, essentiellement après le collectif budgétaire de l'été 86, marquant par une diminution des subventions de 4 % environ l'arrivée de François Léotard rue de Valois.

Le second type de déficit peut être qualifié de structurel. Il concerne avant tout les Maisons de la culture et reflète une réelle sédimentation des difficultés de gestion. Elles sont dues au changement trop rapide des équipes dirigeantes, à la variation trop importante des choix artistiques, et souvent au sous-financement chronique de l'Etat en regard de leur mission pluridisciplinaire. Le cas « exemplaire » : la Maison de la culture de La Rochelle.

Le troisième type de déficit est apparu lui aussi en premier lieu dans les Maisons de la culture. Il relève du laxisme dans la gestion ou de ce qu'on considérerait par ailleurs comme une faute grave. Il faut à ce chapitre rester très prudent car ce laxisme aurait dû être sanctionné par les tutelles dès son apparition dans la poignée d'établissements concernés. Dès lors que cette sanction n'a pas été prise, l'Etat, les collectivités locales, les conseils d'administration et les directeurs présents ou passés, cogérants de ces établissements, devraient assumer collectivement le poids de leurs erreurs.

Si cinq des onze Maisons de la culture étaient au début de cette année en équilibre, les six autres sont pour 33,5 millions de francs dans le déficit global du théâtre public. L'heure est certainement venue de reprendre complètement l'examen de leurs structures (lire l'encadré ci-dessous).

Hors des Maisons de la culture, deux points névralgiques s'en viennent peser sur les finances du théâtre public. Il y a le cas du Théâtre du Huitième, à Lyon, où le nouveau directeur, le metteur en scène Alain Françon, se retrouve à la tête d'un déficit de 3 millions de francs et d'un effectif qu'il ne souhaitait pas conserver tel quel avant même d'avoir pu commencer de travailler. Il y a enfin le cas du Théâtre du Rond-Point, à Paris, où l'on esti-

mait il y a quelques mois le déficit à 10 millions de francs environ.

En face de telles situations, le président du Syndicat, Patrick Guinand, s'étonne : « L'Etat nomme, contrôle, révoque... Même s'il n'a pas toujours pu disposer de tous les moyens d'analyse, il est difficile de comprendre pourquoi il n'a pas réagi plus tôt. Nous-mêmes n'avons pas été toujours assez vigilants. Aujourd'hui, notre syndicat déplore sans équivoque la pratique du déficit, qui est intenable en regard de l'image de la profession, qui est contraire à la morale du service public et dévastatrice pour sa modernité, et insoutenable en termes de gestion d'entreprise. Cette déclaration vaut désormais règlement intérieur du syndicat. Cela dit, on ne peut pas tirer de loi générale de l'examen de ces déficits pour l'ensemble du secteur public du théâtre ».

La persistance des déficits structurels oblige à un réexamen complet des modes de financement et de l'organisation des tutelles des établissements concernés. S'il faut procéder à l'examen précis des situations de crise, cela ne doit pas servir de base à un nouveau discours de l'Etat sur le théâtre public, et les théâtres en difficulté ne doivent pas devenir la base d'un changement de la politique de décentralisation. Le théâtre public est un ensemble fragile, constamment sur la corde raide. Le temps n'est certainement pas venu de remettre brutalement en cause le réseau national de création et de diffusion dramatiques.

Pourtant, lors de la passation des pouvoirs entre Bernard Dort et Bernard Faivre d'Arcier, ancien et actuel directeur du théâtre et des spectacles, lundi 16 octobre, rue de Valois, le ministre de la culture et de la communication, Jack Lang, faisant référence aux Maisons de la culture, déclarait que « certaines choses peuvent mourir ». Imaginait-il une mue, une transmutation ou bien une disparition ? O. S.

L'avenir incertain des maisons de la culture

L'idée de « maison de la culture » est presque aussi vieille que la République et que la création d'un ministère d'Etat chargé des affaires culturelles. Pour favoriser un rapprochement entre créateurs et publics, en dehors de la capitale, André Malraux a voulu créer dans chaque département ses « cathédrales du drame ».

Cofinancée par l'Etat et les villes où elles sont installées, dirigées par un homme de l'art nommé par le pouvoir central, ces maisons de la culture doivent s'ouvrir sur le théâtre, la musique, le cinéma, les arts et sont censées amener à la culture des hommes tenus jusque-là éloignés d'elle. Partout, un homme tisse la toile de ces nouvelles institutions : Emile Biasini, aujourd'hui secrétaire d'Etat auprès de Jack Lang, chargé des grands travaux. Il reprendrait, ainsi, le travail accompli par Jeanne Laurent qui vient de mourir et qui, dès les années 50, avait esquissé la politique de décentralisation du théâtre.

Aujourd'hui, six des onze maisons de la culture sont dans une situation financière délicate, voire dramatique, et la même tentation réapparaît. Le mouvement a commencé avec la municipalisation de la maison de la culture de Chalon-sur-Saône en 1983, puis celle de Firminy dont l'association a été liquidée et où l'Etat n'intervient plus depuis le 1^{er} juillet. La maison de la culture de Reims est devenue une SARL autour d'un centre national « art et technologie » et celle de Nevers a désormais une clé de financement majoritairement local, du type des centres d'action culturelle. Même évolution à Chambéry. A Nevers comme au Havre, deux nouveaux directeurs devraient être nommés avant la fin de l'année après plusieurs mois de vacances à leur sommet.

Deux autres maisons, Bobigny et Grenoble, devaient retrouver l'équilibre, cette année, avec l'obtention de crédits supplémentaires alloués après la constatation de déséquilibres importants : emprunts garantis par la ville et l'Etat, mise en place d'un fonds de roulement. Enfin, la maison de la culture de Créteil fait l'objet d'un plan de redressement après qu'on eut constaté un déficit de 5,3 millions de francs. Le maire a proposé, au printemps dernier, un nouveau projet qui aurait détourné l'établissement de sa mission première mais ce projet a été refusé par le ministère qui doit présenter prochainement une contre-proposition.

Rennes et La Rochelle particulièrement menacées

Deux maisons de la culture sont aujourd'hui particulièrement menacées : Rennes et La Rochelle. A Rennes, on estime à 15 millions le déficit de la maison de la culture. Un audit est en cours, l'association en sommeil et la ville a nommé en accord avec l'Etat un contrôleur de gestion. La direction du théâtre au ministère indique que l'on s'oriente actuellement vers l'installation d'un conseil d'administration très fermé, c'est-à-dire réduit aux représentants des tutelles publiques.

A La Rochelle, Jacques Cousinet, le nouveau directeur qui a pris ses fonctions il y a un an, a découvert après avoir commandité un audit que 8 millions de francs manquaient dans les comptes. Après son dépôt de bilan (le Monde du 6 octobre dernier). La maison de la culture est, aujourd'hui, en redressement judiciaire tandis que le maire, Michel Crépeau, a proposé au ministère d'en modifier radicalement les statuts et la mission. Il a

déclaré à Libération qu'il « ne mettrait plus un sou dans la maison de la culture tant que les directeurs resteraient irresponsables de leur gestion ».

Responsabilité que revendique pour l'avenir Jacques Cousinet, qui réclame un statut nouveau pour les maisons de la culture. Selon lui, « un conseil des tutelles fermé devrait remplacer l'actuel conseil d'administration et le directeur devrait être devenu lui-même responsable de sa gestion sur la durée de son mandat de trois ans ». Une position que partage le syndicat des directeurs du théâtre public (Syndicat) par la voix de son président, Patrick Guinand : « Il faut mettre en place un conseil des finances et maintenir la présence associative par le biais d'un conseil de surveillance qui donnerait les orientations de la politique des maisons ».

A la direction du théâtre, on va plus loin. On y étudie chaque situation, prêt à rencontrer tous les directeurs artistiques et financiers, là, on se prépare à changer les structures juridiques et financières, ailleurs pas. Dans certains cas, on dira : « On arrête », comme à Rennes, mais « pas question de jeter les maisons de la culture par la fenêtre ». Partout la direction du théâtre examine les contextes locaux, arguant de « l'existence de la décentralisation » et de la constatation que « la municipalisation des politiques culturelles n'est pas toujours une horreur ». Outre une totale responsabilisation des directeurs, l'Etat veut assumer ses devoirs en renforçant la formation de ses chargés de mission dans les directions régionales des affaires culturelles afin de mener une politique affinée, précise et d'éviter les errements que l'on sait. Rendez-vous est pris avec une profession aux abois.

O. S.

La création au prix de la gestion

par Olivier Schmitt

Le théâtre français est en crise : 80 millions de déficit cumulés à la fin de 1988. A quelques jours de la discussion du — bon — budget de la culture pour 1990 à l'Assemblée nationale, le ministre, M. Jack Lang, affirme publiquement que cette situation est « intolérable », comme il l'avait écrit discrètement aux directeurs des théâtres nationaux et d'un certain nombre d'établissements publics décentralisés : « Je vous demande de limiter les coûts de production des spectacles, de maîtriser systématiquement les postes de dépenses... ». Je compte sur vous pour que la gestion du secteur public théâtral soit sur tous les plans exemplaire.

Certains mots sont glacés quand on les associe à la création artistique et surtout ici, au théâtre, l'art le plus fragile, en ce qu'il est vivant et le moins rentable de tous. Il n'a de vie et de force que celles de ses auteurs, metteurs en scène et interprètes à la condition que l'Etat, en France comme ailleurs, s'y intéresse et l'encourage. L'Etat a pris ses responsabilités, en créant de nouvelles salles de spectacle et de nouvelles institutions, au milieu des années 60, et les multipliant depuis ; en nommant à leur tête des hommes de l'art qui faisaient l'unité ; en leur donnant des crédits importants lors du changement politique de 1981 quand Jack Lang, formé à la vie publique par le théâtre, prit en main la politique culturelle.

Mais l'Etat a commis l'erreur de maintenir trop longtemps en place certains créateurs dont l'ambition artistique n'expliquait pas le déficit de leur gestion. Plus grave, il a couvert délibérément certains de ces déficits, par amitié, et refusé d'en couvrir d'autres, par inimitié. Il n'a pas toujours fait preuve de constance dans l'attribution de ses subventions. Le collectif budgétaire

de l'été 1988, après l'arrivée rue de Valois de François Léotard, a gravement handicapé des institutions dont les budgets ont été amputés arbitrairement de 4 % alors que les engagements étaient pris.

Ce désordre s'explique : l'organisation et le financement du théâtre public n'ont pas fait l'objet en France, depuis de longues années, d'une véritable réflexion qui, seule, aurait pu permettre la rénovation, aujourd'hui urgente, d'un secteur menacé : par les convoitises d'élus locaux qui voudraient bien faire rentrer dans leur giron des établissements qui leur échappent ; par l'Etat lui-même qui transférerait désormais volontiers certaines institutions aux collectivités locales au nom de la décentralisation.

Les moyens existant de redresser cette situation. Jack Lang en a la conviction. Est-ce un hasard s'il a confié à Bernard Faivre d'Arcier,

énarque indéniablement épris de culture, la direction du théâtre et des spectacles. Il y a un mois ? Celui-ci s'apprête à résoudre une équation difficile : réconcilier le théâtre et l'argent, le créateur et la gestion. Par une plus grande vigilance de l'administration, une meilleure formation de ses représentants dans les régions, la refonte et la transparence des comptes des théâtres et la mise en place, partout, de tandems créateurs-gestionnaires capables d'allier politique artistique ambitieuse et gestion convenable.

La crise actuelle indique que le temps est venu de réviser la politique de décentralisation dramatique. Mais cette réforme, si l'on convient qu'elle peut passer par un transfert de certaines responsabilités de l'Etat aux collectivités locales, doit être impérativement précédée de l'éclosion d'une politique claire du théâtre.

Le Théâtre Contemporain de la Danse, le Festival d'Automne à Paris, et le Théâtre de la Bastille présentent

Les Marchands Les Bâtisseurs

Daniel LARRIEU

du 2 au 10 novembre 1989 à 21 h
dimanche 5 novembre à 17 h

Théâtre de la Bastille
location 43 57 41 14

سكننا من الاول

صكنا من الاعمال

14 Le Monde • Mercredi 1^{er} novembre 1989 •

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS	
CHATELET THÉÂTRE MUSICAL de Paris Vendredi 3 Lundi 8 novembre 12 h 45 (sa. Valentin)	Solistes de l'ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE BEETHOVEN
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Lundi 8 novembre 20 h 30 (sa. Valentin)	Anne-Sophie MUTTER Violon WUERTTEMBERGER- GISCHE KAMMERORCHESTER HELBRONN RESPIGI, BACH TCHAIKOVSKI
Opéra Mars 20 8 novembre 12 h 30 (sa. Musical Musical)	J.M. FOURNIER PRODUCTIONS CYRIL HUYE Joue LISZT-BEETHOVEN CHOPIN Sur piano Erard 1860
SALLE GAYEAU Jeudi 9 novembre 20 h 30 (sa. Valentin)	J.-M. FOURNIER prod. Jean-Louis STEUERMAN Piano BACH, BEETHOVEN SCHUBERT SCHUMANN
Théâtre CHAMPS-ÉLYSÉES Jeudi 16 novembre 20 h 30 (sa. Musical)	Michaël RUDY LISZT, RAVEL CHOPIN
Opéra Mars 20 16 novembre 18 heures Lun. 17 17, rue Patis- Patis-Cadé de la ville 3 FINE Kingsway PALAIS OMNISPORTS PARIS-BERCY Jeudi 22 novembre 20 h 30 Lun. 23 3 FINE Agence par tél. 42-46-12-21 (sa. Valentin)	ORCHESTRE ET CHORALE KUENTZ HAENDEL Dixit Dominus MOZART Gde Messe et min.
CONCERT DE MUSIQUE RUSSSE GRAND ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MOSCOU CHOIR ACADÉMIQUE ALEXANDRE YORLOV Dr. VLADIMIR FEDOSSEV TCHAIKOVSKI L'orgue de St Jean Chrystostome PROKOFIEV Ivan le Terrible	

42 62 59 49
JARDIN D'HIVER
M
THÉÂTRE OUVERT
LE
BOURRICHON
de
Joël Jouanneau
La magie opère. Le Monde
Miracle. Libération. Des
acteurs admirables. Le
Quotidien. Une saga bur-
lesque et tendre. L'Humanité.

EXPOSITIONS

Les malentendus de l'art africain

Deux expositions nous donnent à voir de la sculpture africaine. Avec quelles lunettes l'européen doit-il les visiter ?

Peu de temps après avoir été créé, nous dit une légende Makondé, le premier homme modèla une figure féminine. Son travail achevé, il s'endormit. A son réveil, la statuette était devenue une vraie femme. Le Pygmalien africain fut, bien sûr, séduit par sa création. Il en réalisa beaucoup d'enfants : le peuple Makondé, aujourd'hui un demi-million d'individus qui vivent de part et d'autre des frontières du Mozambique et de la Tanzanie. L'artère originale a longtemps fait l'objet d'un culte. Ce qui explique peut-être l'abondance des figures féminines sculptées, en particulier ces « masques de poitrine », dont on peut voir deux exemplaires au Musée des arts africains et océaniques (MAAO) qui consacrent une exposition à cette ethnologie, pratiquement seule de la région à produire en abondance de la sculpture.

L'Inégale série de masques-beaux, rassemblés avenue Daumesnil, font, bien sûr, la part belle au visage féminin, orné de tatouages appliqués à la cire ou de scarifications creusées dans le bois. Les paupières sont lourdes, taillées en biseau. Les coiffures sont faites de vrais cheveux. La lèvre supérieure, déformée, découvre des dents pointues. Les plus saisissants relèvent d'un réalisme à la limite du fantastique et de la caricature.

Depuis le début du conflit qui ravage la région, ces masques si caractéristiques apparaissent fréquemment sur le marché occidental. Les pièces exposées ici viennent du Mozambique, mais aussi de Berlin et de Lisbonne, les capitales des deux anciennes puissances coloniales : le Portugal, présent en Mozambique jusqu'en 1974, et l'Allemagne, puissance occupante de la Tanzanie, jusqu'au lendemain de la première guerre mondiale. C'est d'ailleurs un Allemand, Karl Vene, qui collecta, vers 1905, ces étonnantes petites masques humains, mi-animaux, taillés dans des bois légers que l'on peut voir au MAAO.

Le colonisateur portugais, lui, favorisera à partir de 1920 l'activité des sculpteurs au point de les exempter du travail obligatoire. L'influence européenne va se faire sentir avec de plus en plus d'insistance. Les praticiens Makondé se mettent à utiliser des matériaux nouveaux comme l'ivoire à l'inspiration de leurs clients colons et missionnaires. Si certains de ces objets ont un certain charme, la plupart tombent vite dans l'anecdote. Les choses se gâtent davantage avec le dernier volet de l'exposition où l'on peut voir des œuvres créées depuis la fin des années 50. Une technique

apauvrie, un imaginaire stéréotypé, un expressionnisme banal, sont les caractéristiques d'une production dont les auteurs, nous dit le catalogue, « ont dorénavant un statut d'artistes et revendiquent la paternité de leurs œuvres en les signant ». Cette exposition fourmille de réalisme, on l'a compris, de la politesse diplomatique. Il est dommage que le MAAO soit, de longue date, abonné à cette pratique.

Dialogue des objets

« Corps sculptés, corps parés, corps masqués », est un panorama des arts de la Côte d'Ivoire qui se tient au Grand Palais, sous des auspices tout aussi officiels. Un traitement « diplomatique » était à redouter. L'entreprise, pilotée par Marc Augé, Etienne Fèau et Savané Yaya, est plutôt une réussite. La présentation est sobre. Les objets, incontestables, sont bien mis en valeur. La sélection est de qualité, même si on peut regretter la sous-représentation de certaines ethnies, comme celle des Lobé. Elle a été faite à partir des collections du musée d'Abidjan. Les organisateurs l'ont complétée en empruntant des pièces à des musées français et à quelques collections particulières.

De ce fort bel ensemble, on peut retenir un masque onibi, à double rangée d'yeux tubulaires, très spectaculaire, où la paire de statuettes « kafiguédjoo » s'enroule, aux bras articulés, enveloppées de tresses, hérissées de plumes ; s'étaler sur les trésors des chefferies abron et de l'indénié ou sur la finesse des bijoux akans ; comparer les patines de telles figurines, arabis et baonies ; retracer, enfin, la généalogie des collections auxquelles ont appartenu certaines pièces, un sport apprécié des amateurs.

Il ne manque pour lier les éléments de cette exposition qu'un concept. Son absence gêne. Le prétexte géopolitique est insuffisant : les ethnies qui composent la Côte d'Ivoire dépendent largement des frontières nées de la colonisation. Leur regroupement est aussi artificiel que la tripartition annoncée : sculptures, masques et parures — est banale en dépit de son titre pompeux. Paradoxalement, le dialogue entre les différents objets est affecté par la sobriété même de la présentation.

Au bout d'un moment, le regard glisse, devient comptable. « Pour celui qui ne veut pas s'aventurer, notait déjà Michel Leiris, l'art africain reste un inventaire : tableau des diverses formes d'art, revue des divers groupes ethniques

CULTURE



Statue d'homme assis, Baoulé (région d'Abi, ancienne collection Vlaminc)

que leur activité plastique signale à l'attention, caractérisation et localisation des styles, mise en évidence de quelques influences subtiles ou exercées. » La timidité conceptuelle de l'exposition nous empêche-t-elle de saisir toute la subtilité des formes qui nous sont proposées ? N'aurait-elles point perdus dans cette célébration gommée quelque peu de son « africanité » ?

Pour Savané Yaya, conservateur en chef du Musée national d'Abidjan, l'un des maîtres d'œuvre de la manifestation, le but recherché est atteint : « Nous voulons créer un événement et répondre à l'attente du public parisien. » Mais, dans le même mouvement, il récite le principe d'une telle exposition : « Je refuse complètement la problématique de l'œuvre d'art dans laquelle on veut cantonner les manifestations de notre culture. Au Grand Palais, j'ai l'impression de voir des objets muets. Les masques, par exemple, sont présentés comme des sculptures. Or ce sont des institutions relevant du sacré et les ambassadeurs de notre mémoire. Ils nous racontent une histoire, notre histoire. Leur esthétique n'est pas négligeable mais, somme toute, secondaire. Leur charge éducative nous importe plus. Nous avons hérité du musée colonial et de ses objets sans âme. Notre travail est d'en faire des lieux où les Africains retrouveront la conscience de leur passé. Notre devoir, à nous conservateurs de musées africains, c'est de briser le regard européen qui, après avoir longtemps nié notre culture, est en train de se l'approprier. »

Détérioration et prévention

Mais pour ces conservateurs, la tâche est rude. Les musées « hérités de la période coloniale » sont restés de longues années dans un état proche de l'abandon. Combien d'entre eux, à commencer par celui d'Abidjan, ont été plus ou moins pillés ? Combien de chefs d'œuvre ont disparu ? Combien de collections publiques pour offrir des cadeaux à leurs hôtes de passage ? Les inventaires ne correspondent plus à rien. Les matériaux fragiles (bois, tissus), surtout sous des climats chauds et humides, se dégradent rapidement. Tout est à faire : connaître les gouvernements de financer de telles entreprises, former des conservateurs comme du personnel technique, rédiger des inventaires et des catalogues, organiser des collectes et des expositions, empêcher enfin que les objets soient trop massivement de leur

pays d'origine pour gagner l'Occident.

Tout le monde s'accorde pour souligner la détérioration rapide des collections dans les établissements africains. La première tâche est de former des responsables à tous les niveaux. Ces cycles de formation sont inexistant au sud du Sahara et inadaptés en Europe ou en Amérique. Aussi, depuis 1986, l'ICCROM (Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels), dont le siège est à Rome, a lancé sous la houlette d'un français, Guis de Guichen, le projet PREMA (Prévention dans les musées africains). Après quelques tâtonnements la mise en route d'un cycle de onze mois destiné aux étudiants de l'ensemble du continent noir, est mis en place.

Chaque promotion — une douzaine d'étudiants, titulaires d'un baccalauréat au minimum, mais souvent d'une licence ou d'une maîtrise — est initiée aux arcanes de la conservation, dans tous les domaines. Ces études sont sanctionnées par un diplôme universitaire délivré par l'université de Paris-I. Enfin une enquête a été menée, en février 1988, auprès de quarante-trois musées de l'Afrique subsaharienne afin de préciser leurs besoins en matière de formation. Le financement de PREMA est recherché (et trouvé) en dehors du budget de l'ICCROM. La phase pilote qui vient de s'achever a coûté

950 000 dollars (environ 6 millions de francs) collectés auprès d'organismes internationaux (UNESCO, CEE), nationaux (différents ministères), de fondations, grandes et petites (Getty, Ford, Danner) ou de compagnies privées (UTA). Elle doit déboucher maintenant sur un plan de dix ans beaucoup plus ambitieux et beaucoup plus onéreux : 6 millions de dollars pour la décennie (environ 35 millions de francs) Savané Yaya a reconstruit à Paris, une promotion de futurs conservateurs. Ils visitent un certain nombre de musées européens et viennent à la Sorbonne recevoir leur diplôme des mains du vice-président de l'université de Paris. Ils ont quand même consacré un après-midi entier à l'exposition du Grand Palais.

EMMANUEL DE ROUX

« Art Makondé, tradition et modernité », Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil, 75012 Paris, jusqu'au 8 janvier.

« Corps sculptés, corps parés, corps masqués », Grand Palais, galeries nationales, place Georges-Clemenceau, 75008 Paris, jusqu'au 15 décembre.

Ces expositions ont recues le soutien des ministères des affaires étrangères, de la coopération et du développement, du secrétariat aux relations culturelles internationales et de l'Association française d'action artistique.

MUSIQUES

Une cendrillon mélancolique

Denis Krief met en scène à Nice un Rossini étincelant et subtil

Avant-dernier opéra bouffe de Rossini (*le Comte Ory* viendra onze ans plus tard), *Cendrillon* est aussi le plus subtil et le plus lumineux par un mélange de franchise galet, d'humour léger et de mélancolie, la vivacité de ses portraits et la sentimentalité de cette « comédie bourgeoise » (même si elle met en scène un prince et un baron), qui, en 1817, garde encore le parfum du siècle des Lumières. Et bien que, de ce fait, le livret de Ferretti ait supprimé les fées (et la fameuse pantoufle de vair), il reste assez de fœbris pour donner à rêver.

A l'Opéra de Nice, c'est un jeune metteur en scène, Denis Krief, dont on avait remarqué les *Noëls de Figure* en Ile-de-France, il y a trois ans, qui monte cette œuvre, complexe et difficile en raison de sa vitalité surabondante. Il a conçu lui-même les décors, très sobres, mais avec quelques morceaux de bravoure comme le festin des disciples Bacchus dans trois énormes tonneaux, et surtout le très poétique carrosse, tiré par les chevaux de Phéon, qui étincelle au milieu des nuages, puis de l'orage.

Avec une distribution rompinge à la virtuosité rossinienne, Denis Krief mène le jeu sur un excellent rythme, soigneusement calqué sur la musique, et très axé sur la comédie de mouvements et de gestes.

Pourtant, l'Angelina de Raphaëlle Ivory (sans doute parce qu'elle ne participait qu'à une seule représentation sur sept) est restée un peu effacée jusqu'à la fin,

comme si elle ne pouvait sortir de sa condition de cendrillon et croire à son bonheur. La voix est belle, très intérieurement et ses fioritures, impossibles. Retrouvons-elle en autre prince aussi délicieux et rêveur que Rockwell Blake, qui chante à ravir ce rôle de valet à la Marivaux ? Elle aurait pu aussi se laisser séduire par le Dandini très élégant de William Sharp, à qui il ne manque que quelques notes graves, mais excellent baryton, qui fait un valet-maître fort respectable. Et auprès d'elle encore, pour la protéger, Alidoro, le bon magicien (Eugène Perry) à la belle et mystérieuse prestance.

Côté farce, on retrouve l'insaisissable Magnifico de Paolo Montarsolo, énorme personnage de père indigne aux mimiques incroyables, qui utilise les ficelles les plus voyantes et se brouille d'airs pastoraux avec un bonheur toujours contagieux. Il entraîne dans une farandole endiablée ses deux filles (Nicole Labarthe et Nicole Monestier), des pimbêches châtées et féroces dans leurs robes aux couleurs criardes de perroquet.

Les costumes de Gérard Audier sont d'ailleurs un des plaisirs de ce spectacle, mariant les habits directs ou Restauration des personnages principaux aux somptueuses robes Louis XIII des chœurs.

Un jeune chef américain, Peter Vizard, dirige avec vivacité et précision l'Orchestre de Nice, très pétillant tout au long de la soirée.

J. L.

Enrico Macias à l'Olympia

En vingt-sept ans de chansons, Enrico Macias a chanté l'exil des pieds-noirs, l'assimilation métropolitaine, le Français moyen, la réconciliation israélo-égyptienne, l'humanité tout entière enfin.

Imperméable à toutes les modes, fidèle à la même équipe (le parolier Jacques Demany a écrit pour lui trois cents chansons, dont *Enfants de tous pays* et de toutes couleurs), ne reculant jamais devant les majuscules — mais connaissait bien ses limites d'interprète — Macias est toujours prêt à mettre son cœur à nu, à parler d'amour, d'amitié et de soleil.

Sa voix a même touché les Etats-Unis, où régulièrement, depuis vingt et un ans, il chante en hébreu, en espagnol et en anglais dans une trentaine de villes. « Enrico Macias, a écrit un jour un journal de Houston, c'est un peu comme l'ONU. »

C. F.

► Olympia, 20 h 30.

RECTIFICATIF. La mort de Katsch Yacine. — Dans l'article de J.-P. Peroncel-Hugot sur la disparition de l'écrivain algérien (*Le Monde* du 31 octobre), il fallait lire que son village natal, Condé-Smendou, évoquait « une France princière » (et non pas princière) et une Algérie paysanne.

T H E A T R E

★ MOGADOR ★

TANGO ARGENTINO

UN SPECTACLE DE CLAUDIO SEGOVIA ET HECTOR OREZZOLI

LOCATION : 48 78 75 00

DANS LE CADRE DU FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

Télérama

Les débou...

Le ode...

mais

servateur

5000

STELLES

WAGNER

CULTURE

VENTES

Les déboires d'un milliardaire déchu

Roberto Polo voulait être un nouveau Médicis
Ses déboires financiers ont provoqué sa chute. On vend ses collections

En novembre, New-York vit au rythme des ventes aux enchères de célébrités. La réputation de propriétaire est aussi importante que la collection. Seule exception à la règle, la vente Roberto Polo. Prudemment, Sotheby's préfère mettre l'accent sur une console Louis XVI dont le pendant est au Louvre ou sur une pendule musicale Louis XV signée Saint-Germain, plutôt que sur la personnalité controversée de l'homme d'affaires américain accusé d'avoir détourné quelques 110 millions de dollars. A la requête du fisc américain et de ses créanciers, Roberto Polo met en vente son mobilier des dix-huitième et dix-neuvième siècles. Il est estimé à 4 millions de dollars (plus de 25 millions de francs). Ses tableaux anciens et modernes avaient connu il y a quelques jours un sort identique. Bijoux et sculptures devraient suivre. Tous avaient été saisis à son domicile, dans sa galerie d'art et dans son entrepôt de New-York.

Celui qui voulait être le Médicis des années 80 est à ce jour en liberté provisoire en Italie. Il risque l'extradition vers la Suisse pour y être jugé. Tout semblait pourtant réussir à cet homme, dont on ne cessait de louer le charme, l'intelligence et le brio. Après une maîtrise d'histoire de l'art à l'université Columbia à New-York, le jeune Polo — d'origine cubaine — entre à la Citibank comme analyste financier. En 1981, à trente ans, il la quitte pour fonder sa propre société d'investissements : la Private Asset Management Group. Ses clients sont européens ou latino-américains, domiciliés pour la plupart aux Bahamas ou à Curaçao. Dès 1983, la société Rostica Holdings, installée aux îles Caïmans, lui confie la coquette somme de 55 millions de dollars. Dans un premier temps, tout le monde semble satisfait de ses services, mais le festin tourne vite en vinaigre par Roberto Polo et son épouse commencent à inquiéter ses bailleurs de fonds.

Il parait devant les œuvres d'art qui ornent ses appartements de New-York, Saint-Domingue, Genève, Monaco et Paris. Il achète un magasin d'antiquités, Jacob Frères Ltd, puis une maison de couture Miguel Cruz International qui se révèle être un gouffre financier et projette le lancement d'un nouveau parfum. Volontiers mécène, il offre au Metropolitan Museum de New-York un Christ de Marisol, au Louvre, la couronne de la princesse Eugénie, ainsi que l'Adoration des bergers de Fra Angelico. Ces dons s'élèvent à près de 15 millions de francs. Il reçoit du ministre de la culture les insignes de commandeur des Arts et Lettres et Pierre Rosenberg, conservateur en chef du département des peintures au Musée du Louvre, préface le catalogue de la collection de tableaux du

dix-huitième siècle qu'il metait en vente à Paris en mai 1988.

Cette dispersion, orchestrée brillamment par M^{re} Tajan, devait consacrer sa réussite sociale. Elle ne marque que le début de sa chute. Ses déboires financiers se multiplient. Roberto Polo veut de liquider l'ensemble de ses bijoux pour 10 millions de dollars quand les plaintes de ses créanciers provoquent contre lui un mandat d'arrêt international pour détournement de fonds. La veille du jour où ses tableaux devaient être vendus, on apprend que son appartement parisien, qu'il avait acheté, ainsi que son contenu, évalué à plus de 25 millions de dollars, étaient mis sous séquestre. La vente en pâtit. Elle ne produisit que 81 millions de francs. Bien en dessous des estimations. Roberto Polo disparaissait de la scène. Quelques temps plus tard, on apprenait son incarcération en Italie.

Les cadeaux faits au Louvre

Et si, par la suite, M^{re} Landru vendait une toile de Toulouse-Lautrec, A. Batignolle, plus de 30 millions de francs et le Crédit municipal de Paris adjudicait le solde des bijoux du milliardaire déchu pour 20 millions de francs, le produit de ces transactions en

France comme aux Etats-Unis reste bloqué tant que la justice américaine n'a pas tranché sur le bien-fondé de la plainte de ses créanciers.

La justice française, elle, doit régler les litiges qui opposent Rostica Holdings à des antiquaires parisiens. Ces derniers, après la saisie des biens de Roberto Polo à Paris, ont fait valoir leurs droits sur certaines œuvres mises sous séquestre. Selon eux, ces pièces avaient été prêtées au collectionneur en vue d'un achat ultérieur. Maurice Séguin, spécialiste du dix-huitième siècle français, a démontré, preuve à l'appui, qu'il était le propriétaire d'un cartel Louis XVI trouvé chez Roberto Polo. Le juge a ordonné la restitution de l'objet à son propriétaire. La société des îles Caïmans s'est inclinée devant cette décision.

Monsieur S. a eu moins de chance avec deux toiles de Van Dongen qu'il revendiquait : la Batignolle et Deauville et le Lévrier bleu. Le marchand avait déclaré avoir prêté ses deux tableaux à Roberto Polo dès septembre 1986, mais s'avait pas demandé de reçu avant d'avoir vendu les œuvres. Les déclarations de Monsieur S. furent contestées par un témoin qui déclarait avoir vu ses deux œuvres un an plus tôt à New-York chez Jacob Frères Ltd, Roberto Polo, par ailleurs, les avait assurées 325 000 dol-

lars pièce et avait même dépensé 2050 dollars pour les faire restaurer. Le tribunal présidé par M^{re} Le Foyer De Costil, considérant que Roberto Polo avait agi en propriétaire, déboula monsieur S. de sa demande. Ce dernier a fait appel.

Au cours du procès, la présidence s'est étonnée du risque ainsi pris par les marchands. « On est obligé de ménager la susceptibilité d'un tel personnage », dira un des témoins. « Faire signer un reçu pouvait être mal reçu », fait remarquer une vente. « Une déclaration que le tribunal de grande instance de Paris entendait souvent mais qui ne convaincra pas tout le monde. Certains y voient une pratique destinée à dissimuler tout ou partie de la vente au fisc ».

Après la dispersion des biens de Roberto Polo à New-York, s'achemine-t-on vers la même issue à Paris ? C'est plus que probable. Les cadeaux faits au Louvre seraient remis en question ? Vraisemblablement pas. Les créanciers devraient en effet prouver que les représentants du musée français étaient au courant des pourparlers judiciaires engagés contre Roberto Polo avant la réception des dons.

ALICE SÉDAR

► Vente : mobilier et objets d'art du dix-huitième siècle, le 3 novembre chez Sotheby's à New-York.

Les Français découvrent l'architecture

Ils sont de plus en plus nombreux à penser que les bâtiments publics et les immeubles d'habitation s'améliorent

Deux sondages sont venus à point soulever à leur manière l'ouverture du dixième Salon international de l'architecture (SIA), le 28 octobre, dans la grande halle de La Villette. Deux sondages dont les chiffres, placés en regard, peuvent apparaître paradoxaux, mais dont on trouve un début d'explication à parcourir les tranches de salons. Le premier, publié dans ce numéro, met en évidence la terrible situation de l'enseignement de l'architecture en France — Le Monde du 26 octobre). Circonstance aggravante, il indique un décalage très net entre la relative satisfaction qu'affichent les étudiants sur l'adaptation de ces études (56 %), et la déception des jeunes diplômés qui, majoritairement, estiment que les mêmes études inadéquates. Le second sondage, qui vient d'être rendu public par l'Ordre des architectes, évalue l'opinion des Français sur l'architecture, autrement dit sur ce que l'on pourrait penser être le résultat de ces mêmes études.

Selon ce dernier sondage (1), la perception de l'architecture par les Français a considérablement évolué depuis trois ans. Ainsi, tandis qu'en 1987, une personne sur deux (49 %) ne pensait l'architecture qu'en termes de patrimoine, près de deux sur trois l'associent désormais aux constructions actuelles (30 %), ou aux grands projets et aux villes nouvelles (29 %). Le patrimoine restant toutefois à 33 %. Certes l'intérêt général s'augmente globalement, puisque 51 % des Français (contre 32 % en 87) disent s'intéresser peu ou pas du tout au sujet. Mais, pour presque toutes les catégories de construction, les Français sont de plus en plus nombreux à estimer que l'architecture s'améliore : les équipements sportifs (72 %), les bâtiments publics (68 %), les bureaux (65 %), les immeubles d'habitation comme les maisons individuelles (58 %), les écoles (56 %).

Le vent est donc à l'optimisme, même si l'on perçoit clairement à travers les questions l'extrême prépondérance de l'ordre, qui semble ne pas tenir à avoir une image trop précise de la profession et de ses produits. Ainsi ne demande-t-on pas si l'architecture est enthousiasmante, époustouflante, formidable, simplement bonne, ou au contraire mauvaise, lamentable, désespérante, voire cataclysmique. On demande le plus humblement du monde si l'on pense qu'elle s'est améliorée. C'est dire l'estime que la profession se porte à elle-même. Mais qui aime-t-il est vrai, à l'instar même de étudiants et jeunes diplômés témoignent d'un doute cruel, qui aime-t-il se faire tailler ainsi le portrait ? L'architecture reste donc, même dans les sondages, un art relatif.

Bordeaux et son fleuve

On le voit bien au SIA. Un salon qui, incontestablement a gagné en qualité, en exigences, par rapport à son premier épisode. Un salon qui, pourvu qu'il soit taillé, lui aussi, comme le FIAC, sur la réalité d'un marché, mais aussi, sur les vaines, les pulsions, les intérêts, les conflits... De canards boiteux, on ne trouvera cependant pas la trace, car tout est fait ici avec tant de bonnes intentions que partout, même sur les stands les plus suspects d'opportunisme politique ou commercial, le pire se fait pardonner par de délicates attentions.

Tenez, il y a plusieurs stands, de villes ou de promoteurs, qui sont venus tout fièrement montrer au public international le souci qu'ils ont de l'architecture et de l'urbanisme, à travers de tragiques projets signés de sous-écoles de Bouffier. Pas la moindre trace d'urbanisme, bien sûr, à moins d'assimiler l'urbanisme au va-nu-pieds du compas et d'imaginer que la place Saint-Pierre de Rome ait eu l'ambition de déborder la Ville éternelle. Pas

d'architecture non plus, en tout cas pas à l'œil nu malgré l'excellence des maquettes. Mais comment en vouloir à ces maîtres et à ces financiers, quand l'exemple vient de si haut. De Bordeaux, par exemple.

Or, c'est de Bordeaux, notamment, que vient la surprise. Quelques projets suscités par la remarquable et courageuse association Arc en Rêve, (soutenue par la mairie), viennent poser autant de jalons que, face au projet de Bouffier pour le fleuve droit de la Gironde, permettent même d'être pas franchement réalisables, de penser avec vérité le rapport de la ville à son fleuve. D'autres villes présentent un nombre égal d'années de Nouvel ou d'Architecture Studio. Ça paraît plus frais, mais c'est, le plus souvent, tout aussi caricatural que le post-Bouffier. Ah, qu'il est dur de singer l'avant-garde !

Mais, et c'est là que le principe de la relativité en architecture trouve sa plus grande étendue, c'est entre ces pôles excessivement visibles de la construction, que se place l'opinion à laquelle se réfèrent les sondages. Sans formation dans le primaire, le secondaire, ni dans les universités — à moins d'en faire leur profession —, sans tradition familiale, comme on en trouve en Italie, comment le Français saisi par l'IPROS pourrait-il avoir un avis un tant soit peu aigu, exigeant, sur l'une des productions les plus complexes du génie humain ? A moins d'estimer que l'analphabétisme donne une fraîcheur incomparable au jugement, force est de constater que l'inculture architecturale — dont ne sont pas exemptes les professionnels — ne favorise guère le projet d'une architecture nationale.

D'où sans doute l'ambition internationale du salon. La forte présence des « grands projets » nationaux (Le Monde du 25 octobre), l'impact de la représentation italienne (où le pire reste toutefois attentif à ne pas disparaître), les expositions d'architectes japonais et de l'irakienne Zaha Hadid, et aussi, ici et là, au hasard des stands, des réalisations françaises de tout premier ordre, tout cela peut permettre aux professionnels de restituer leur métier, de façon plus complexe que ne le permettent les revues spécialisées, et au public de prendre peu à peu la mesure de ce qui s'améliore pour de bon dans le no man's land de l'architecture.

FREDERIC EDELMANN.

(1) Sondage réalisé par l'IPROS, à la demande de l'Ordre des architectes, auprès de 900 personnes représentatives de la population âgée de quinze ans et plus, et interrogées du 25 au 29 septembre 1989 (méthode des quotas).

(Lire également page 16 l'article de Gérard Courtot sur la création de deux écoles d'architecture).

SÉLECTION OFFICIELLE CANNES 89

黒い雨 PLUIE NOIRE

"LE CHOC,
le plus gros coup de foudre de ce festival,
c'est à l'évidence PLUIE NOIRE d'Imamura."

"PLUIE NOIRE est le plus beau film de cette rentrée."

"Un film majestueux."

Le Monde

"C'est sans doute le plus achevé, le plus intense,
le plus accompli des films sur ce thème."

L'Express

"Un film terrifiant d'optimisme."

Libération

"Une tragédie moderne magnifiquement mise en scène."

Le Figaro

"Un film d'une beauté écrasante."

La Croix

"PLUIE NOIRE d'Imamura est un film somptueux,
d'une délicatesse infinie."

Vogue

SHOHEI IMAMURA

Une odeur de jamais vu!

DU 2 NOVEMBRE
AU
29 NOVEMBRE 89
GRAND
CONCOURS

le nouvel
Observateur
+ DE 5000
BOUTEILLES
A GAGNER

CETTE SEMAINE, LE PREMIER CONCOURS DU NOUVEL OBSERVATEUR
OU VOTRE NEZ AURA UN RÔLE À JOUER



nom prénom
adresse
places à 180 F = F
1^{re} date 2^e date
Joindre un chèque libellé à l'ordre de Hamlet accompagné d'une
enveloppe timbrée à vos noms et adresse à envoyer à :
ENTREES SPECTACLES, 25, rue Mogador, 75009 PARIS

سكن في الامم

صحة من الاصل

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Le maire ayant accordé « un sursis » au gouvernement Les élèves immigrés de Montfermeil seront scolarisés normalement

Les enfants immigrés du quartier des Bosquets de Montfermeil, en banlieue parisienne, pourront poursuivre leur scolarité normale après les vacances de la Toussaint. Le maire de la commune, M. Pierre Bernard (divers droite), a décidé lundi 30 octobre, de ne pas donner de suite à ses menaces contre deux directrices d'écoles maternelles qui avaient inscrit des élèves immigrés malgré son interdiction. M. Bernard avait parlé d'ouverture des chefs d'établissement du service public, tout en annonçant que ses services ne prendraient plus en charge la cantine, la garderie, les transports et l'entretien des locaux à partir du 6 novembre.

Le préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Raymond-François Le Bris, avait mis en demeure M. Bernard de ne pas interrompre le fon-

ctionnement normal du service scolaire et saisi le tribunal administratif pour demander le sursis à exécution et l'annulation de la décision du maire. M. Le Bris a répondu à M. Bernard, qui réclamait un dispositif social d'urgence pour le quartier des Bosquets, que des mesures de rénovation seraient prises très prochainement. D'autre part, dans une lettre envoyée le 30 octobre au préfet de Seine-Saint-Denis, la municipalité de Montfermeil déclare « accorder deux mois de sursis au gouvernement pour un contrôle rigoureux de l'immigration, l'instauration d'un grand débat national sur le problème, l'établissement d'une charte des droits et devoirs des immigrés, la mise en place d'actions d'exception de l'État pour la réhabilitation et la reconstruction des cités inhospitalières ».

Les évêques s'opposent à M. Jospin à propos du catéchisme

Juste avant de se séparer, lundi 30 octobre, de l'issue de leur assemblée plénière annuelle, les évêques de France ont entendu, à Lourdes, une communication de Mgr Pierre Plateau, archevêque de Bourges, président de la commission épiscopale de l'enseignement religieux, sur l'état des négociations avec le ministère de l'Éducation nationale, touchant à l'enseignement du catéchisme. En effet, les autorités confessionnelles estiment que l'enseignement religieux en France est menacé par le transfert de plus en plus fréquent des cours du samedi au mercredi, libérant ainsi le week-end, mais désorganisant le catéchisme.

Le ministre de l'Éducation nationale subordonne le règlement de cette affaire du temps réservé à l'enseignement religieux à une refonte générale de semaine scolaire. L'une de ses dernières propositions, selon Mgr Plateau, qui a rencontré M. Lionel Jospin en septembre, serait de garantir, aux

enfants qui souhaitent un enseignement religieux, la disposition d'une heure et demie en fin d'après-midi pendant un jour de la semaine (lundi, mardi, jeudi ou vendredi).

« Dans la répartition de la semaine scolaire telle qu'elle existe actuellement, une telle proposition est inacceptable », a déclaré Mgr Decourtray, président de la conférence épiscopale. « Il faut dire que les enfants ne peuvent bénéficier de motifs d'une demi-journée, pour que nous puissions organiser le catéchisme ». Avec ses 220 000 catéchistes, l'Église catholique ne peut pas y parvenir dans d'autres conditions. Rappelons que l'autorité religieuse doit être consultée par l'inspecteur académique à chaque fois qu'un établissement décide de passer à la semaine continue. Sur ce point, des évêques ont gagné des procès au tribunal administratif contre les autorités académiques.

H. T.

Prévue le 5 novembre à Paris Une nouvelle manifestation pour le foulard islamique est interdite

M. Pierre Verbrugghe, préfet de police de Paris, a interdit, lundi 30 octobre, la manifestation en faveur du port du foulard islamique à l'école, prévue le dimanche 5 novembre par l'association musulmane intégriste La Voix de l'Islam. En invoquant les mêmes raisons de risque de « trouble de l'ordre public », le préfet de police a également interdit un rassemblement anti-intégriste qui devait avoir lieu, mardi 31 octobre, place de la Bastille, à l'initiative d'une association de jeunes Françaises d'origine maghrébine. Expression maghrébine féminine.

□ M. Joseph Sitruk : « une tolérance mitigée ». — Dans une interview à l'hebdomadaire *Actualité juive* du 1^{er} novembre, M. Joseph Sitruk, grand rabbin de France, se prononce pour le port du foulard islamique ou de la kipa à l'école publique : « Je ne comprends pas qu'on puisse être dérangé par un tchador ou une kipa, mais je n'admets pas qu'on puisse ordonner de l'enlever, car il y a alors une intolérance grave », a expliqué M. Sitruk. Il se déclare favorable à une réforme de l'école laïque tolérant l'expression des religions : « Pas une tolérance mitigée, presque négative (...). Une tolérance qui fait qu'on accepte l'autre tel qu'il est ».

□ SNI-PECC : « L'école publique menacée de libéralisation ». — M. Jean-Claude Barabant, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (SNI-PECC), vient d'adresser une lettre ouverte au ministre de l'Éducation nationale pour lui reprocher son attitude à l'égard du port du foulard islamique à l'école. « Cela rend inopérant tout dialogue des enseignants avec les familles pour les convaincre pour l'abandon de l'échec scolaire, de tout signe religieux. Elles peuvent d'autant plus se sentir assurées que leur intransigence devra rencontrer la soumission de leurs interlocuteurs », déclare M. Barabant. « L'école pour les musulmans doit favoriser la promotion des identités de groupe. Elle doit être préservée de la libéralisation qui menace ».

Pour apaiser le mécontentement des étudiants et des enseignants Deux nouvelles écoles d'architecture seront créées dans la région parisienne

Mise en place d'un statut des enseignants en architecture, création de deux nouvelles écoles dans la région parisienne, ouverture d'une vaste consultation sur l'avenir des formations d'architecte : M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer, s'est efforcé, mardi 31 octobre, d'apporter des réponses à la crise aiguë que traverse l'enseignement de l'architecture.

En décidant d'organiser, avec l'Ordre des architectes, les 30 et 31 octobre, un colloque sur l'enseignement de l'architecture en France, le ministre de l'Équipement savait qu'il risquait de mettre le feu aux poudres et de créer une situation à laquelle il serait obligé de répondre par des mesures concrètes et rapides. Le scénario aura été respecté à la lettre.

Dans l'amphithéâtre plein à craquer de la grande salle de la Villette, au milieu des banderoles des étudiants en colère qui avaient envahi la salle, tout ce que les enseignants, les responsables d'école et les élèves avaient sur le vif a explosé comme une crise trop longtemps retenue : la « grande colère » de ces enseignants dépourvus de moyens matériels et humains suffisants ; le manque d'autonomie des écoles et l'absence de statut des enseignants ; les réformes à répétition avortées ou hachées ; le contentement et la qualité des enseignements ; ou encore les inéquidités sociales par rapport aux autres professions du secteur européen (*Le Monde* du 26 octobre).

Bref, comme devait le souligner avec force M. Paul Quinrand, directeur de l'école d'architecture de Marseille, « Nos écoles sont dans une situation de crise drama-

tique. Au-delà des problèmes techniques, la question est de savoir s'il y a véritablement un projet politique de revalorisation de l'enseignement de l'architecture. Il faut que le ministre prenne enfin ses responsabilités ».

M. Michel Delebarre ne pouvait espérer meilleure entrée en matière pour répondre, le 31 octobre, aux problèmes les plus urgents. En premier lieu, le statut des enseignants. Recrutés depuis 1968 sur des contrats à durée limitée, sans aucune perspective de carrière, les quelque neuf cents enseignants des écoles d'architecture se sentent depuis longtemps dévalorisés par rapport à leurs collègues universitaires. Ils viennent, sur le principe, d'obtenir satisfaction. Michel Delebarre a en effet annoncé la constitution d'un corps d'enseignants titulaires des écoles d'architecture, fondé sur un recrutement national, et offrant progression de carrière, mobilité et statut possible avec la poursuite de la pratique professionnelle.

Marne-la-Vallée et la Défense

Mais tous les enseignants actuels ne seront pas titularisés : les deux tiers environ des postes créés dans ce nouveau corps leur seront réservés tandis qu'un tiers sera ouvert, sur concours, à des jeunes professionnels ou chercheurs capables d'apporter du sang neuf à la communauté des enseignants. Actuellement très disparates, les obligations de service devraient être unifiées autour d'une douzaine d'heures d'enseignement par semaine. La mise en place de ce nouveau corps devrait être établie sur cinq ans.

Les enseignants qui ne pourront immédiatement — ou qui ne souhaiteront pas — accéder à ce nouveau statut bénéficieront d'une refonte du système des contrats qui

devrait se traduire rapidement par de nombreuses promotions. La mise en place du corps des enseignants d'architecture entraînera l'interdiction des recrutements sur contrat et, à terme, un équilibre devrait s'établir entre les enseignants titulaires et des professionnels intervenant à la vacation.

Deuxième dossier brûlant : la restructuration des écoles de la région parisienne. Inacceptable vétusté de certains locaux, manque d'équipements, implantations dispersées : tout incite, aux yeux du ministre, à une remise à plat de la carte des formations. M. Delebarre a donc annoncé la création de deux nouvelles écoles d'architecture. À l'est de Paris, la cité Descartes, à Marne-la-Vallée, à côté de la future Ecole des ponts et chaussées, devrait accueillir une école tournée vers la recherche et l'innovation technologique. Le second projet devrait voir le jour dans le secteur de la Défense, à proximité, voire sur le campus de l'université de Nanterre. Cette école serait centrée sur les problèmes de la ville et l'aménagement urbain.

Ces deux créations, qui devraient être réalisées d'ici trois à quatre ans, vont entraîner la disparition d'établissements existants. C'est le cas de l'école de Tolbiac, très mal logée, et qui pourrait constituer le noyau initial de la nouvelle école de Marne-la-Vallée. De même, pour l'actuelle école de Paris-la Défense, qui a toute chance de gagner un changement de murs. Reste l'école de Villemin, dramatiquement vétuste. Plutôt que de s'engager dans un projet de réhabilitation qu'il juge trop coûteux, M. Delebarre a donc tranché, au risque de faire grincer bien des dents : dès la rentrée 1990, l'école de Villemin sera relogée à Paris-la Défense.

Enfin, pour mettre en œuvre cette restructuration des cartes, le ministre a chargé M. Pierre-Yves Liger, conseiller d'État et ancien directeur de l'APUR (Atelier parisien d'urbanisme) d'une mission de coordination.

Reste à inscrire ces premières mesures dans un projet global capable de revitaliser durablement l'enseignement de l'architecture. Les questions ne manquent pas : combien d'architectes faut-il former demain ? Faut-il, et si oui, comment, diversifier la formation et les débouchés professionnels ? Est-il nécessaire d'assouplir ou de modifier le statut des établissements ? Comment construire des filières doctorales dans les études d'architecture, à l'image de ce que font bon nombre de nos voisins ? Pour mener à bien ce projet de réforme, M. Delebarre vient de nommer un parlementaire en mission, M. Jacques Flich, député socialiste de Loire-Atlantique, qui devra remettre ses propositions au printemps 1990.

GÉRARD COURTOIS

CATASTROPHES

Après le tremblement de terre dans la région de Cherchell-Tipasa

Près de mille personnes ont dû être hospitalisées

Le bilan du séisme qui a frappé l'Algérie, dimanche 29 octobre dans la soirée, s'est alourdi au fur et à mesure que progressaient les recherches pour trouver des survivants enfouis dans les décombres. La radio algérienne, citant les services de la protection civile, faisait état, lundi après-midi, de 30 morts et 300 blessés.

ALGER

de notre correspondant

Les recherches sont difficiles à mener, dans la région du mont Chenoua, près de Tipasa, à 80 kilomètres à l'ouest d'Alger, où les villages sont disséminés et les habitations bien souvent isolées, accessibles en général par de simples chemins de terre.

À Hadjout, à 10 kilomètres au sud de Tipasa, l'une des localités les plus touchées, une jeune fille, Samia Douadi, dont les quotidiens publient la photo, a sauté du quatrième étage, affolée, en ressentant la première secousse. Véritable miracle, la jeune Samia s'en tire avec une fracture du bassin, alors que quatre autres personnes se sont tuées en se précipitant dans le vide à Alger, après avoir cédé à la panique. Dans les hôpitaux de la capitale, les « urgences » ont fonctionné à plein tout au long de la nuit de dimanche à lundi. À l'hôpital Mustapha, le plus important CHU d'Alger, cent vingt personnes ont été admises et une vingtaine gardées pour recevoir des soins, tandis qu'une cinquantaine de personnes étaient admises à l'hôpital Parquet, dans la banlieue algéroise. La majorité des blessés examinés présentaient des contusions et parfois des fractures consécutives aux chutes dans les escaliers des immeubles privés d'électricité.

La solidarité a joué rapidement dans la capitale, où de nombreux médecins et infirmiers sont venus spontanément aider leurs confrères dans les services d'urgence, ainsi que dans la wilaya de Tipasa, où, en plus de l'aide médicale, de

jeunes militaires des cantonnements voisins ont offert leur sang dans les hôpitaux de la région.

La première secousse enregistrée dimanche soir, à 20 h 10, a finalement atteint 5,7 degrés sur l'échelle de Richter. Elle a été suivie de deux autres secousses de magnitude 3,6 et 4,8 et d'une trentaine de répliques moins fortes. Le Centre de recherches en astronomie astrophysique et géophysique d'Alger situe l'épicentre du séisme entre la côte et Oued-Djer, une petite localité située à une vingtaine de kilomètres du littoral, au pied du mont Nador, non loin d'El-Affroun. Les secousses ont été ressenties fortement jusqu'à Tizi-Ouzou, en Kabylie, mais c'est là, entre le mont Nador et le mont Chenoua, que les dégâts ont été les plus importants. Le secrétaire général de la wilaya de Tipasa, dont dépendent ces localités, a indiqué que quatorze personnes étaient mortes à Nador, quatre à Cherchell et une à Tipasa, alors que 227 blessés étaient recensés lundi soir, dans ce seul département.

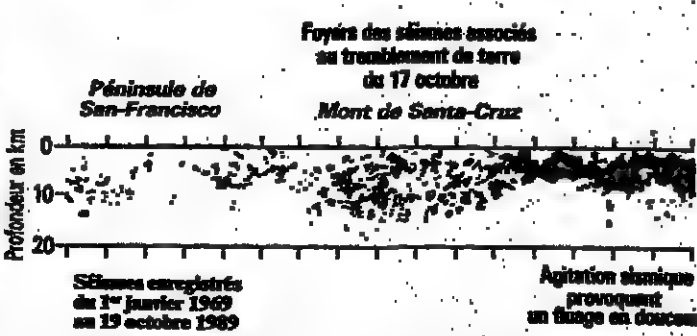
Les bâtiments qui se sont effondrés étaient presque toutes d'anciennes constructions coloniales, typiques avec leurs larges balcons courant tout autour du premier étage. Au centre des agglomérations, les immeubles plus modernes ont bien résisté. Les normes antisismiques prévues par la loi depuis plusieurs décennies sont appliquées avec beaucoup plus de rigueur depuis la catastrophe d'El-Asnam, qui avait coûté la vie à plus de 2 500 personnes (certains disent 3 500) il y a neuf ans.

Une dizaine d'habitations sont menacées d'effondrement à Alger, selon les services de la protection civile, qui signalent également quelques demeures vétustes endommagées par les secousses jusque dans les wilayas de Bouira et de Boumerdes. Plus globalement, un porte-parole de la protection civile a annoncé, lundi soir, que 973 personnes avaient été évacuées vers les hôpitaux et que 271 familles, soit 1 175 personnes, étaient actuellement sinistrées.

FREDERIC FRITSCHER

Les leçons du séisme de San-Francisco

« Calmes » apparents

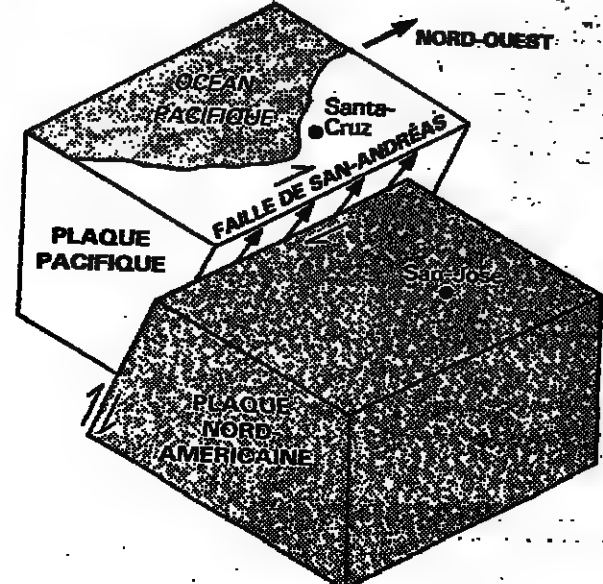


entre 6 et 18 kilomètres de profondeur, et pratiquement rien de son re-jet du 17 octobre n'est visible en surface. Des levés géodésiques précis vont être faits dans les prochains jours pour confirmer concrètement les résultats obtenus par le seul calcul.

D'autre part, les enregistrements de l'activité sismique du 1^{er} janvier 1989 au 31 juillet 1989 mettent en évidence un « calme » (« gap » en anglais), c'est-à-dire l'absence de tremblement de terre, dans le segment des montagnes de Santa-Cruz. Du 12 octobre au 19 octobre

dernier, toute une série de séismes ont eu lieu dans cette zone précédemment calme. Si bien que la superposition des deux schémas montre qu'il y a désormais, vers le nord-ouest, deux autres « gaps » qui seront très probablement les prochains segments de la faille de Santa-Andreas, qui va rejouer. Quand ? Nul ne peut le dire. Mais l'un de ces segments traverse la péninsule de San-Francisco. Celle-ci était d'ailleurs, en 1988, une des zones où la probabilité d'un séisme d'ici à 2018 était de 20 % (*Le Monde* du 20 octobre).

YVONNE REBEYROL



Le nombre des mariages augmente de nouveau

Pour la première fois depuis 1972, le nombre des mariages en France a augmenté en 1988. Selon l'INSEE, 271 124 unions ont été célébrées l'an dernier, soit 8 000 de plus (+ 2,2 %) qu'en 1987. « Ainsi prend fin la longue baisse qui a réduit le nombre de mariages de 3,2 % par an en moyenne depuis 1972. Cette année-là, on avait célébré 400 000 mariages », lit-on dans la livraison d'octobre d'INSEE Première.

Ce renversement de tendance n'est pas propre à la France : les mariages sont en progression depuis 1983 au Danemark, depuis 1984 en Suède et au Royaume-Uni.

On se marie de plus en plus tard : les hommes célibataires se marient pour la première fois ont en moyenne 27,2 ans, contre 25,2 ans pour leurs épouses. En 1972, tous sexes confondus, on se marie en moyenne trois ans plus tôt. Les hommes et les femmes qui se marient après avoir eu ensemble des enfants sont toujours plus nombreux. 15,3 % des mariages célébrés en 1988 ont légitimé plus de 54 000 enfants, contre 29 000 en 1980.

Le procès

Le procès de... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)

SOCIÉTÉ

Soixante-quatorze morts du sida en six ans dans un immeuble de New-York

Les fleurs amères du Manhattan Plaza

Le Manhattan Plaza est un immeuble de New-York qui accueille un grand nombre de malades du sida, grâce au Fonds de solidarité des artistes et à tout un réseau de bonnes volontés et de subventions. Il détient le record du nombre de morts du sida, dans un seul immeuble, hors hôpital : soixante-quatorze décès depuis 1983.

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

Table de bois verni, murs de briques décolorées, éclairage indirect : l'entrée du Manhattan Plaza, un immeuble new-yorkais de quarante-six étages, ressemble à une chapelle moderne. Régulièrement, un carton blanc et un bouquet de fleurs sur le meuble - « l'autel » - annoncent le décès d'un résident. Un homme jeune, le plus souvent, qui n'est manifestement « pas mort », comme dit Wayne Tuma, « d'un accident de la route ».

Soixante-quatorze bouquets de fleurs depuis 1983. Soixante-quatorze morts du sida, sans compter ceux qui n'ont pas voulu de publicité. Manhattan Plaza, selon les services de santé new-yorkais, détient le record du nombre de morts du sida dans un seul immeuble, hors hôpital. Les épidémiologistes craignent une « situation similaire dans d'autres quartiers. Un bouquet de fleurs après l'autre, des immeubles qui se dépeuplent. La maladie a déjà fait douze mille morts dans la seule ville de New-York ».

Wayne Tuma, quarante ans, est l'un des vingt-sept malades recensés actuellement

au Manhattan Plaza. Il habite, au trente-quatrième étage, un appartement avec vue sur la pendule qui compte les heures au sommet de l'immeuble du New York Times et, plus loin, sur les gratte-ciel qui s'enfuient vers l'est par la quarante-troisième rue. Moquette grise chinée, canapé grège. « Vivre dans un endroit pareil fait tomber une partie de la pression due à la maladie », dit-il.

Des jours anciens il lui reste la voix. Une voix grave et forte de baryton. Wayne, chanteur d'opéra, a appris sa maladie à Milan, où il était en représentation à la Scala. Rentré à New-York, il pensait n'avoir d'autre solution que de quitter la ville, où les loyers sont prohibitifs. Grâce au Fonds de solidarité des artistes, il a obtenu pour 83 dollars cet appartement à 2.000 dollars par mois. « C'est la maladie qui m'a permis de venir ici ».

Une réponse communautaire

A quelques blocs du Broadway des théâtres, Manhattan Plaza abrite quelque deux mille cinq cents professionnels du spectacle - artistes, écrivains, techniciens - et mille autres locataires - personnes âgées, handicapées. Les loyers varient en fonction des ressources de chacun. Géré par un pasteur, Rodney Kirk, l'immeuble fonctionne avec les subventions de la mairie et de l'État de New-York. Au fil de l'épidémie, les malades du sida ont remplacé les personnes âgées, et le centre de maintien en forme s'est transformé en un centre d'aide aux « PWAs », comme disent les Américains (People with AIDS).

Locataires, magasins du centre commercial, artistes, médi-

cins : plusieurs centaines de personnes participent au programme. « C'est une réponse communautaire à la crise. Nous voulons que les gens puissent rester chez eux », explique Kevin Mahony, coordinateur du projet. Chaque malade du sida a son bon voisin, un volontaire qui vient le voir chaque jour, lui téléphone, l'emmène au cinéma, partage ses angoisses, remplit ses papiers. Deux restaurants du quartier fournissent gratuitement des repas. Il suffit de téléphoner, et un volontaire va chercher les plateaux et les monte aux malades.

Les artistes du quartier vendent des affiches et des costumes de théâtre dans un marché aux puces. L'argent est affecté au projet. Une fondation de designers a offert les meubles pour les appartements. Des banques, la compagnie de téléphone new-yorkaise font partie des « sponsors ». Cynthia, la voisine du cinquième étage, prend les messages pour les malades. Le styliste Michael Alonzo, vingt-huit ans, vient quatre fois par semaine à Manhattan Plaza depuis dix mois. Il coupe les cheveux. Parfois il ne fait rien, il reste là tout simplement. « Je leur tends la main. On ne dit rien ». Deux de ses « clients » sont morts, déjà. Ruth Anderson, quatre-vingt-cinq ans, écrivain de séries pour la télévision, habite son appartement pour les « pertes » du 4 juillet ou de Thanksgiving.

Sur son réfrigérateur, Wayne a affiché l'autocollant « Silence égale mort ». Malgré son corps amaigri, malgré la chaise roulante dans laquelle son maître quatre-vingt-dix ans est confiné, l'ancien chanteur veut rester positif, « il faut vivre en fonction des possibilités de la vie, pas seulement des probabilités. Il y a

une vie après le sida ». Wayne dit que la maladie est aussi une sorte de réveil, que l'on ne peut plus vivre comme avant. Il est l'un des organisateurs d'un séminaire sur le sida qui devrait bientôt avoir des sessions en France : « La maîtrise du sida ». L'objectif est de permettre aux malades d'écouter le message de leur corps et de laisser s'exprimer leur créativité, non pas pour mourir dignement, mais pour vivre le temps qui reste avec « passion ».

« Une question d'éducation »

Le projet de Manhattan Plaza représente, selon ses organisateurs, une « alternative » au système hospitalier, beaucoup plus coûteux et « largement inadaptable » aux besoins des malades.

Dans un milieu aussi affecté par la maladie que le monde artistique, quelques réactions négatives seulement ont été enregistrées dans le voisinage. Une quarantaine d'habitants se sont inquiétés des risques encourus à négocier dans la piscine de l'immeuble. Quelques-uns évitent parfois les malades et prennent un autre ascenseur. « C'est une question d'éducation. On n'attrape pas plus le sida que la polio dans une piscine », rétorque Wayne Tuma.

Dans l'entrée de l'immeuble aux malades, une affiche annonce la bourse d'automne aux jeux d'enfants. Sur le meuble verni, un carton et un bouquet de lys jaunes. Un couple de retraités s'approche pour lire. Il s'agit, pour une fois, d'un heureux événement. La famille Cook est heureuse d'annoncer la naissance du petit Walter.

CORINE LESNES

JUSTICE

L'affaire Touvier

Un avocat demande que le dossier de grâce soit communiqué au juge d'instruction

M^{re} Joe Nordmann, l'un des principaux conseils des parties civiles dans le dossier Touvier, a lancé un appel à la transparence, lundi 30 octobre. Interrogé sur Europe 1, l'avocat a solennellement demandé que le dossier de grâce de Paul Touvier, archivé à la chancellerie, soit communiqué au juge d'instruction et versé au dossier. M. Claude Grellier, alors qu'il avait en charge l'instruction de l'affaire Touvier en 1987 et 1988, avait formulé une demande analogue de manière discrète. Dans un premier temps, il s'était adressé à M. Albin Chalandon, garde des sceaux du gouvernement Chirac, qui s'était opposé à sa requête. Lors d'une seconde tentative auprès de M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice depuis 1988, M. Grellier n'eut pas plus de chance.

D'autre part, M^{me} Anne-Marie Dupuy, directrice du cabinet de Georges Pompidou en 1971, au moment où la grâce de Paul Touvier fut signée, a confirmé, lundi, que le dossier que lui avait transmis la direction des affaires criminelles et des grâces lui était apparu à l'époque comme non défavorable à Touvier. M^{me} Dupuy,

qui traita ce dossier personnellement pour le président de la République, déclare au *Quotidien de Paris* du 31 octobre : « J'ai lu très attentivement le dossier et je peux dire que Paul Touvier, dont je n'avais jamais entendu le nom avant que Mgr Duquatre [principal soutien ecclésiastique de Touvier en vue d'obtenir une grâce] ne vienne m'en parler, y était présenté comme un homme presque ordinaire, pourrât-on dire. »

A propos du rapport du commissaire Jacques Delarue - remis en juin 1970 et qui synthétisait, pour la première fois depuis la Libération, les crimes et délits reprochés à l'ancien milicien en concluant que « l'activité passée de Touvier a été néfaste, crapuleuse et sans excuse » - M^{me} Dupuy indique : « Je n'ai aucun souvenir de ce rapport. Je peux même affirmer que s'il s'y était trouvé, nous l'aurions vu. Tel qu'il est rédigé, ce rapport n'aurait pas pu passer inaperçu. De toute façon, le ministère de la justice, en l'occurrence Pierre Arpaillange, alors directeur des affaires criminelles et des grâces, aurait pu nous alerter sur le contenu de ces pages. »

Sur plainte d'un ancien député socialiste des Alpes-Maritimes

Plusieurs perquisitions ont eu lieu au siège d'associations présidées par M. Jacques Médecin

Sur commission rogatoire délivrée par M. Pierre Bérard, conseiller à la cour d'appel de Grenoble, la police judiciaire a effectué, dans le courant de la semaine dernière, des perquisitions au siège de plusieurs associations présidées par M. Jacques Médecin, maire de Nice et président du conseil général des Alpes-Maritimes. M. Bérard est chargé de l'instruction d'une plainte pour ingérence déposée, en février 1989, par M. Jean-Hugues Colonna, ancien député et premier secrétaire de la fédération socialiste des Alpes-Maritimes.

M. Colonna reproche à son adversaire qui, jusqu'en juillet dernier, détenait la quasi-totalité des parts de la SEGAT, société éditrice d'*Action Nice Côte d'Azur*, magazine essentiellement financé par la publicité et les annonces, d'avoir bénéficié des budgets publicitaires des associations paraspéciales dirigées par M. Médecin et elles-mêmes subventionnées par la ville de Nice.

En confondant ses intérêts privés d'éditeur avec les intérêts publics de la ville dont il a la charge, le

maire se serait ainsi rendu coupable du délit d'ingérence, puni notamment par l'interdiction d'exercer « à jamais » aucune fonction publique. Les perquisitions ordonnées par M. Pierre Bérard ont pour but de découvrir d'éventuels éléments en relation avec la plainte de M. Colonna.

Ce dernier avait utilisé la même argumentation pour déposer devant le tribunal administratif un recours contre M. Médecin dont il contestait l'éligibilité. Dans son jugement rendu le 21 juin dernier (le *Monde* du 22 juin 1989), le tribunal, tout en reconnaissant, conformément aux conclusions du commissaire du gouvernement, que M. Médecin était bien l'éditeur d'une revue financée notamment par « des annonces publicitaires dont certaines émanent d'entreprises ou d'entités entretenues des liens privilégiés avec la ville de Nice », avait néanmoins débouté le plaignant et estimé que M. Médecin était éligible. M. Colonna a fait appel devant le Conseil d'Etat.

G. M.

EN BREF

□ Un deuxième plongeur abandonne l'expérience Hydra-IX. - Après Bruno Bourrouse, le plongeur de la marine nationale qui avait « craqué » psychologiquement le 27 octobre, un deuxième cobaye, de la COMEX cette fois, Patrice Choizat, a abandonné, le 30 octobre, l'expérience Hydra-IX qui avait débuté le lundi 9 octobre et devait se prolonger jusqu'au 21 décembre. Cette expérience de plongée fictive à - 300 mètres durant soixante-douze jours dans une atmosphère d'hydrogène, un mélange respiratoire composé d'hydrogène et d'oxygène. Visiblement, Patrice Choizat n'a pas supporté ce mélange. Pour permettre la poursuite de l'opération Hydra-IX, un autre plongeur de la COMEX, Régis Peillon, a rejoint les deux volontaires restant dans le caisson principal. Mais on sait dès maintenant que l'hydrogène n'est pas un mélange facile à supporter pour les plongeurs.

□ Des conteneurs récupérés dans la Manche. - Le naufrage du *Murree*, un cargo pakistanais, le week-end dernier en Manche, n'aura aucune conséquence sur l'environnement et sur la navigation dans ces eaux très fréquentées, a annoncé, lundi 30 octobre, la marine nationale. « Apparemment, tous les conteneurs ont coulé. Nous avons par ailleurs récupéré cent des quelque deux cents caisses de polystyrène renfermant des bouteilles de produits chimi-

ques, principalement méthanol et acétate », a indiqué un porte-parole de la préfecture maritime de Cherbourg.

□ Remboursement de médicaments « de confort ». - Le Conseil d'Etat vient de rétablir le remboursement à 70 % de trois médicaments dits « de confort », deux vasodilatateurs (le Praxilène et le Cyclospamol, utilisés contre certains troubles vasculaires) et un médicament anti-douleur, l'Avafortan injectable. Il a, en revanche, maintenu le remboursement à 40 % du Hordéfol, un anti-diarrhéique, de l'Avafortan en comprimés et suppositoires et celui du Nafidol 200 et 400. Cette décision fait suite au recours en Conseil d'Etat de plusieurs laboratoires contre l'arrêté du 17 juin 1985 du ministère des affaires sociales qui avait porté le taux de participation de l'assuré de 30 % à 60 % pour 379 spécialités.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Justice en Europe

Le procès éclair d'un meurtrier suisse

Dans un même pays, la justice a souvent plusieurs visages. En Europe même, malgré la signature de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, on est encore bien loin d'un véritable espace judiciaire européen. Si nos mœurs judiciaires étonnent quelques-uns de nos voisins, nous pouvons être aussi surpris en portant notre regard vers certaines juridictions étrangères.

Ainsi, l'exemple du canton suisse du Valais est presque caricatural. Lundi 30 octobre, la cour du tribunal d'arrondissement de Sion a jugé Michel Peiry, trente ans, qui répondait de quatre assassinats de jeunes gens âgés de quatorze à vingt-quatre ans et de deux tentatives d'assassinats commis en Suisse, en Italie et aux Etats-Unis. Avant de se rétracter, il avait aussi avoué deux crimes en France et un en Yougoslavie. L'instruction à l'audience a duré trente minutes. Le reste du procès, terminé en quelques heures, a été consacré aux réquisitions et aux plaidoiries des parties civiles et de la défense.

SEMBRANCHER (Suisse)

de notre envoyé spécial

Sembrancher, un village du Valais niché entre deux éperons rocheux au pied du Grand-Saint-Bernard. Exceptionnellement, le tribunal siège dans la salle polyvalente d'un grand théâtre, dont les murs sont garnis d'égouts de gymnastique. Sur l'estrade, sous le

panier de basket, trois hommes en complet sombre sont assis largement séparés, devant une très longue table recouverte d'un drap marbré. C'est la cour du tribunal d'arrondissement dirigée par M. Jean-Pierre Gross.

Le greffier lit l'acte d'accusation. C'est une courte énumération des faits poursuivis écrite par le procureur général de canton, M. Pierre Antonietti, et qui porte comme mention finale : « Révisé soigneusement par respect pour les défunts et leurs familles ». La mère d'une victime ayant survécu se lève. En quelques mots, elle dit sa douleur et décrit celle de son fils définitivement traumatisé. A son tour, l'accusé se met debout lorsque le président l'interroge : « Vous vous êtes largement expliqué pendant l'instruction. En ce qui vous concerne, vous avez ? » Peiry murmure « Oui », pendant que le président lui demande s'il a quelque chose à modifier.

Peine de mort

Pais M. Gross souhaite savoir ce qu'il pense de ses actes : « J'ai un sentiment de honte vis-à-vis des victimes », récite l'accusé. Le président annonce alors : « L'instruction est déclarée close » et donne la parole au procureur général pour ses réquisitions.

Une demi-heure s'est écoulée depuis l'ouverture de l'audience, et pas un témoin n'est venu déposer. C'est l'application de la loi en vigueur dans le Valais, le tribunal siège sans jurés. Il n'y a pas d'administration de la preuve à l'audience, pas d'oralité des débats, car la procédure est essentiellement écrite. Même les journalistes suisses ont l'impression d'être sur une autre planète.

A Genève, les crimes sont jugés par douze jurés indépendants de la cour. Dans le canton de Vaud, six jurés siègent avec trois magistrats.

Mais à Fribourg, on a supprimé les jurés pour les remplacer par cinq juges. Il y a quelques années dans le Valais, le juge ayant instruit l'affaire présidait l'audience. Mais à Strasbourg, à la Cour européenne des droits de l'homme, on a franché les seuils, et il lui faut faire changer la loi pour se rapprocher de la Convention européenne des droits de l'homme. Le code pénal est fédéral, mais la procédure est cantonale. Il y a donc vingt-deux procédures différentes, même si beaucoup d'entre elles se ressemblent. Les Suisses y sont très attachés, et les Valaisans plus que tous autres, qui insistent sur les différences de mentalité entre chaque canton.

A cet égard, le procureur général du Valais, en lisant son réquisitoire, ne cache pas ses sentiments : « Si notre code pénal prévoyait la peine de mort, je la requerrais sans aucune hésitation », lance le magistrat en martelant ses mots. Certes, Peiry est accusé de crimes particulièrement odieux. Il a reconnu s'être attaqué à des adolescents qu'il prenait en autostop pour les tuer après les avoir violés et parfois en leur faisant subir d'autres sévices. Pendant un temps, les enquêteurs ont envisagé qu'il puisse avoir joué un rôle dans la disparition des militaires à proximité de Moudon.

Les experts-psychiatres ont noté chez l'accusé des troubles « assimilables à un développement mental incomplet ». « Dans l'état actuel de nos connaissances, ont-ils ajouté, le placement en détention est le moyen le moins inapproprié pour tenter d'engager un processus thérapeutique qui s'inscrive d'emblée dans la vie sociale. » Mais Peiry se bouche les oreilles pour ne pas entendre le procureur dire qu'il n'est qu'un « être froid, calculateur, égoïste, cynique, pervers et sec, qui a rejoint les plus grands criminels de l'histoire » et contre qui il demande la « réclusion à vie ».

Le premier avocat d'une partie civile lit sa plaidoirie et ne dissimule pas que, lui aussi, il la « requiert ». Dans un long plai-

doyer en faveur du rétablissement de la peine de mort, il fustige les « Amnésie internationale et consorts ». Son confrère lui emboîte le pas avec les mêmes arguments, mais même si ce discours peut sembler normal chez les détracteurs de la famille d'une victime, il n'est pas partagé par tous. Me André Simon-Vernmont n'y adhère pas : « La mort n'est pas une peine, elle est une vengeance », remarque l'avocat, en demandant la réclusion criminelle à vie. Pour lui, les parents de l'accusé supportent une part de responsabilité. Un instant, la lourde procédure est oubliée : « Mes parents ne sont pas coupables ! » explose Peiry.

Traitement médical

Défendre l'indéfendable. Le bâtonnier Gabriel Trillet s'y est employé, lisant, lui aussi, sa plaidoirie. Il s'appuie sur le rapport de l'expert-psychiatre, dont la comparaison à l'audience aurait certainement permis d'élargir le débat. Pour le bâtonnier, Peiry doit bénéficier de l'article 43 du code pénal suisse, qui dispose : « Lorsque l'état mental d'un délinquant ayant commis, en rapport avec cet état, un acte punissable de réclusion (...) exige un traitement médical (...), le juge pourra ordonner le renvoi dans un hôpital ou un hospice. » Cette mesure « suspend » la peine, aussi l'avocat propose que la cour ordonne l'interne et que son client compare ensuite, à nouveau, devant les juges qui décideraient dans une dizaine d'années si la peine doit être exécutée.

Le jugement sera rendu dans les prochains jours. Il n'est pas d'usage qu'il soit prononcé en audience publique, et seules les parties sont informées de la décision, la motivation leur étant communiquée dans les trente jours.

MAURICE PEYROT

سوانح الاول

صحة من الامم

COMMUNICATION

Bayard-Presse, La Vie, Média-Participations

Les groupes de presse catholiques à la recherche de la diversification

Avec quatre-vingts titres, cinq millions d'exemplaires et vingt millions de lecteurs, la presse catholique française est la plus dynamique d'Europe. Bayard-Presse, Les Publications de la Vie catholique et même le très récent groupe Média-Participations ont su, en effet, se diversifier très tôt, en publiant des titres ne faisant plus explicitement référence aux valeurs du monde catholique. Une « sécularisation » qui ne va pas toujours sans quelques conflits internes ou craintes de moralisation, à propos par exemple, de l'arrêt de *Pilote*.

Les voies du Seigneur sont sans doute impénétrables, mais il est des logiques qui s'imposent à tous. Aux groupes de presse catholiques, comme aux autres éditeurs de journaux. Tous sont aujourd'hui contraints de se développer plus avant et de diversifier largement leurs activités, quitte à provoquer parfois dans leurs rangs de graves dissensions.

Ainsi M. Bernard Roux, le PDG de *Télérama*, l'un des publications vedettes du groupe Les Publications de la Vie catholique (PVC), a-t-il fait part récemment de son intention de démissionner. Une décision due, selon un membre du directoire, à des divergences réciproques concernant l'orientation du groupe, et notamment la création de nouvelles publications, comme le magazine de vulgarisation scientifique *Explora*, dont la parution a été arrêtée en juin 1988, après dix mois d'exploitation... et un déficit de 20 millions de francs. Avec son tempérament bouillant et sa réputation de « touche-à-tout », M. Bernard Roux n'avait pas son pareil pour bousculer les traditions

et se mettre à dos certains « barons » de la maison.

Ses tentatives pour trouver de nouveaux partenaires pouvant l'aider à relancer éventuellement *Explora* et l'évocation des noms de Robert Maxwell ou de l'éditeur italien Mondadori, contrôlé par Carlo De Benedetti, mirent le feu aux poudres. D'autant que les exigences de ces partenaires potentiels — une part du capital de *Télérama* en échange de leur soutien financier — était inacceptable pour le directoire des PVC, soucieux de l'indépendance du titre.

Mis en place au printemps dernier et présidé par M. Antoine de Tilly, ancien directeur adjoint de TF1 puis conseiller pour l'audiovisuel et le développement d'*Ouest-France*, ce directoire s'est vu confier une triple mission : d'abord, raffermir la situation d'un groupe qui, en dépit d'un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de francs, n'a dégagé en 1988 que 3 millions de francs de marge brute ; ensuite, renforcer le contrôle du groupe sur ses nombreuses filiales ; enfin, développer des secteurs encore en friche. Une mission assignée par les principaux actionnaires — M. Georges Hourdin, l'un des fondateurs (33 %), et M. Michel Houssin, ancien PDG (17,8 %), et à exercer dans le respect de l'indépendance du groupe.

Sans doute les PVC ne considéraient-elles pas d'un mauvais œil l'entrée dans leur capital d'un quotidien ami comme *Ouest-France*, dont la proximité idéologique et les liens professionnels et amicaux tissés entre les dirigeants des deux groupes font un allié potentiel privilégié. Mais la réserve dans laquelle se cantonne *Ouest-France* a incité les PVC à se développer par elles-mêmes. Récemment, elles ont acquis le contrôle majoritaire de la Société de publications et d'éditions réunies (SPER), qui édite *Famille mag-*

zine, *Panorama*, *Danser*, *Voiles et voiliers*, etc., au sein de laquelle Bayard-Presse, jusqu'alors cofondateur, a réduit sa participation. Et, la semaine dernière, un conseil d'administration des PVC a entériné le rachat des participations de Bayard-Presse dans Fleurs-Presse, qui publie les journaux pour enfants *Tripoutet*, *Tiolo*, *Perlin*, *Hibou* et *Coucou*.

Cette double opération qui permet l'entrée des PVC dans la presse enfantine n'est cependant pas sans risque : les publications de la SPER, comme celles de Fleurs-Presse, sont depuis longtemps dans une phase financière difficile. Mais le contrôle de journaux pour enfants permet aussi au groupe de se diversifier dans un créneau où Bayard-Presse a réussi avec brio et dans lequel un nouveau venu dans l'aropage des groupes de presse catholiques, Média-Participations, tente de s'implanter.

Particularisme français

L'intérêt pour les journaux destinés à la jeunesse est une constante au sein de la presse catholique, et particulièrement en France où la vitalité des groupes qui revendiquent ce label est sans commune mesure avec celle des autres pays européens. Cette vitalité puise sa source dans l'histoire.

En Allemagne de l'Ouest, en Italie ou même en Espagne, les journaux catholiques de grande diffusion ont été lancés par la hiérarchie ecclésiastique et dépendent généralement des diocèses. C'est le cas de *Kirche und Leben*, l'hebdomadaire du diocèse de Münster, qui vend 220 000 exemplaires ; c'est le cas aussi de *Vita Trentina*, hebdomadaire du diocèse de Trente, qui en vend plus de 100 000. Si les groupes de presse catholiques existent en Espagne (avec *Edicia* qui publie *Ya*), en Italie (avec le

groupe San Paolo qui édite *Famiglia Christiana* et *Il Giornale*) ou en Belgique (*De Standard* en Flandres, *Vers l'avenir* en Wallonie), ils ne sont ni aussi nombreux ni aussi puissants que dans l'Hexagone où se côtoient plusieurs centaines de titres distribuant quelque 13 millions d'exemplaires.

A côté des bulletins diocésains et des organes des mouvements confessionnels, la presse catholique « grand public » représente 80 titres diffusant plus de 5 millions d'exemplaires par jour plus de 20 millions de personnes : des journaux régionaux ou locaux (comme *la Croix du Jura*, *la Vie quercunoise*, *Semaine Provence*) ou des publications nationales (comme *Télérama*, *la Vie*, *la Croix*, *Pèlerin*, *magazine*, etc.). A l'inverse des autres pays européens, ces groupes de presse doivent leur existence à des ordres religieux ou à des laïques rassemblés au sein des mouvements d'action catholique et non à la hiérarchie ecclésiastique.

Qu'ils s'appellent Bayard-Presse, Les Publications de la Vie catholique, Média-Participations ou Témoignage Chrétien, ces groupes sont tous nés à des périodes charnières de l'histoire de l'Eglise et de son statut dans la société française. C'est en 1873 que les assomptionnistes lancent *le Pèlerin*, destiné à lutter contre la déchristianisation au sein des foyers ouvriers et ruraux. Ce titre, embryon de la Maison de la bonne presse (qui deviendra ensuite Bayard-Presse), est suivi par un mensuel, *la Croix*, qui en 1883 devient quotidien.

C'est en 1934 que des dominicains lancent *Sept*, un hebdomadaire qui prendra position en faveur des républicains espagnols et prêchera la négociation avec le Front populaire. Après son sabotage, exigé par la hiérarchie de l'ordre, des laïques issus du Sillon de Marc Sangnier et de l'Action catholique reprendront le titre après la guerre

et le fusionneront avec *la Vie catholique* de Francisque Gay, pour en faire *la Vie catholique illustrée* sous la direction de Georges Hourdin. C'est en 1941 qu'un jésuite, le Père Chaillet, lance les *Cahiers de Témoignage chrétien* qui, à la Libération, se transformeront en un hebdomadaire. Enfin, c'est en 1985 que se crée le groupe Ampère, dont naîtra un an plus tard la holding d'éditions et de presse Média-Participations.

A la différence des trois premiers groupes de presse — Bayard-Presse, Les Publications de la Vie catholique et Témoignage chrétien — qui penchent résolument vers une vision dynamique sinon progressive de la société, héritée de Vatican II, Média-Participations prône un retour aux valeurs chrétiennes traditionnelles dont le pape Jean-Paul II s'est fait le héraut. Tous, pourtant, ont diversifié considérablement leurs titres. Les deux principaux groupes de presse catholiques français (les PVC et Bayard-Presse) éditent à la fois des revues qui se réfèrent clairement à leur nature catholique (*Actualité religieuse dans le monde*, *Prier*, pour les PVC ; *Prions en église*, *Dimanche*, pour Bayard-Presse), mais aussi des journaux qui, sans rompre complètement le lien avec les valeurs du monde catholique, s'y font référence qu'en filigrane ou par le biais de pages ou de rubriques spécifiques : c'est le cas de *la Croix*, *la Vie*, ou du *Pèlerin* magazine. Quant à certains titres, comme *Télérama* (488 424 exemplaires en 1988) ou *Notre temps* (plus de 1 million), leur identité catholique a été largement gommée.

Le créneau de la jeunesse

La diversification des groupes de presse catholiques et la « sécularisation » de nombre de leurs journaux ont forgé leur succès. Bayard-Presse, avec un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs et une marge brute de 7,7 millions en 1988, se classe au sixième rang de la presse française. Sa réussite est particulièrement éclatante dans le domaine de la presse des jeunes et du troisième âge. Le talon d'Achille du groupe reste le public des jeunes adultes (vingt-cinq à quarante-cinq ans), pour lesquels Bayard-Presse édite, depuis plusieurs années un projet de magazine, *la Vie*, mais aussi d'autres plans : le développement de l'édition de livres religieux sous le label Bayard-Éditions ; la création d'un guide documentaire et scolaire sous l'étiquette *Le Centurion* ; Phosphore ; des dossiers et documents sous l'égide de *la Croix* et un trimestriel consacré aux grands textes religieux, *Ecritures*, édité avec les PVC. Outre ses activités audiovisuelles et d'imprimerie, le groupe s'est aussi implanté à l'étranger : en Belgique, en Espagne, à Hongkong, et récemment en Italie et en Grande-Bretagne, grâce à des accords conclus avec le

groupe San Paolo et la société britannique Choc.

Le succès de Bayard sur le créneau de la jeunesse a inspiré les choix récents des groupes PVC et Média-Participations. Ce dernier a été créé en 1986, à partir du groupe Ampère fondé par M. Rémy Montagne, ancien secrétaire d'Etat à l'action sociale de Raymond Barre et beau-frère de François Michelin. Son capital est réparti entre plusieurs actionnaires français (groupe d'assurances, Société générale, BIMP), néerlandais (Malieveld Assurance) et belge (Lombard). Il a pris le contrôle des dernières années de 50 % du secteur français de l'édition religieuse (*Mame*, *Le Châlet*, *Sarmant*, *Fayard*, *Descôte*, etc.) et de 40 % de la bande dessinée européenne francophone (*Le Lombard*, *Dargaud*, *Fleuret* Editions), et a lancé récemment *Hello Bédé* en Belgique et un supplément « weekend » diffusé dans la Confédération helvétique avec le quotidien *la Suisse*, et destiné à être étendu à d'autres pays d'Europe.

L'objectif de Média-Participations est en effet l'Europe. Pour y parvenir, la holding compte sur ses filiales et ses titres implantés à l'étranger (Belgique, Suisse, Québec) et sur la synergie qui peut naître entre les collections de livres pour jeunes (« Signes de piste »), des activités audiovisuelles (CITEL) et ses bandes dessinées.

M. Jean-Loup Dherose, nommé PDG de Média-Participations en septembre, après avoir accompli une carrière internationale dans l'industrie, se défend de « vouloir moraliser » la jeunesse, mais insiste néanmoins les auteurs de bandes dessinées qui découlent de l'« exigence de qualité » du PDG de Média-Participations une future vocation à la censure. L'arrêt définitif, en novembre, de la parution de *Pilote* — qui perdait, il est vrai, de l'argent — renforce ces craintes. Le respect de la « pluralité des sensibilités » au sein de la presse catholique, mis en avant par M. Jean-Loup Dherose, a en ce point de vue de la méfiance des dirigeants de Bayard-Presse et des PVC, qui ont accepté de le rencontrer récemment.

Il est vrai qu'au sein du microcosme de la presse catholique, les réconciliés à propos de conditions réelles ou à venir, entre les différents groupes sont monnaie courante. La Vie et Bayard-Presse continuent ainsi à être alliés grâce à des contrats d'impression et à la publication commune d'*Ecritures*. Les Editions Témoignage chrétien possèdent 10 % de *Télérama*. Et Bayard-Presse se trouve en face de Dargaud au sein de Bayard-Service Informatique. La concurrence entre groupes de presse catholiques ne les a jamais empêchés de trouver des terrains d'entente.

YVES-MARIE LABÉ

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

« N'AVEZ-VOUS pas un peu le sentiment que les événements récents posent un certain nombre de problèmes fondamentaux ?
— Absolument. C'est vrai qu'ils nous interpellent par leurs enjeux.
— Des enjeux... majeurs, non ?
— Complètement.
— Qui auront des conséquences ici ou là, à divers niveaux ?
— Totallement.
— Je veux dire : à plus ou moins long terme.
— Tout à fait. »

VOUS avez bien lu. Ce dialogue ne veut rigoureusement rien dire. C'est l'avantage des choses écrites : leur néant se voit. Entendues, les mêmes balivernes font illusion. On leur trouve un petit air technique, réfléchi, qui pose son homme. J'ai choisi exprès de mettre bout à bout les automatismes devant le télé ou entre vous, vous verrez. A la question : « On déjeune toujours vendredi ? », les gens répondent désormais : « Tout à fait ! » Ce qui n'était, à l'origine, qu'une commodité d'interviewer ou de présentateur obligé (pense-t-il) de ne laisser aucun blanc, qu'un brevet d'aisance et de bagou, est passé dans notre existence quotidienne, tout comme l'idéologie des clips publicitaires pénètre en douce les comportements et jusqu'à nos pensées réputées intimes : jeunes filles secouant leurs cheveux sur le modèle des réclames de shampooing, assimilation du bonheur à la descente de torrents ou à des baignades tropicales avec chewing-gum sur des lèvres scandinaves... Dans « spots », il y a despotisme !

Tendez l'oreille, jouez à dénombrer ces automatismes devant le télé ou entre vous, vous verrez. A la question : « On déjeune toujours vendredi ? », les gens répondent désormais : « Tout à fait ! » Ce qui n'était, à l'origine, qu'une commodité d'interviewer ou de présentateur obligé (pense-t-il) de ne laisser aucun blanc, qu'un brevet d'aisance et de bagou, est passé dans notre existence quotidienne, tout comme l'idéologie des clips publicitaires pénètre en douce les comportements et jusqu'à nos pensées réputées intimes : jeunes filles secouant leurs cheveux sur le modèle des réclames de shampooing, assimilation du bonheur à la descente de torrents ou à des baignades tropicales avec chewing-gum sur des lèvres scandinaves... Dans « spots », il y a despotisme !

Ce n'est plus de la langue de bois, c'est de l'aggloméré, de l'« aggro », comme disent les bricoleurs. Comment voulez-vous que cette rhétorique vide de tout sens rende compte du réel et l'explique ? De là que l'actualité paraisse relever de plus en plus de l'irrationnel... Les faits sont têtus, s'en va beaucoup dit ; on les croit, cet automne, espérables.

Prenez les craquements à l'Est, ou l'affaire du « foudard » islamique : tout se passe comme si ces événements n'avaient d'autre cause, ni d'autre visée, que de pren-

Contre la langue d'« aggro »

dre les augures à revers, et les experts à contre-pied. Aucun organisme de prédiction, aucun futurologue patenté, ni même aucun astrologue, n'avait annoncé les révoltes d'Europe centrale. Les préposés aux explications ne nous laissent le choix qu'entre l'hypothèse d'une ruse géante et celle d'un miracle dont les lendemains risquent de démentir.

Si cet élan soudain d'émancipation et sa provisoire tolérance par les pouvoirs en place tiennent du prodige, pour quel miracle plaident-ils ? Est-ce un effet de la graine semée en Europe par 1789, comme pourraient le croire nos dévots de la célébration ? Existe-t-il chez l'homme un chronosome de la liberté qui survivrait à plusieurs générations de sommeil forcé et se trouverait réactivé par les oppressions ?

Il ne semble pas que les biologistes y croient. Si vous cherchez une réponse dans *Matériaux à penser* (Odile Jacob éditeur), les auteurs, Jean-Pierre Changeux et Alain Connes, paraissent dire qu'aucune aspiration éthique de l'humanité ne dispose de substrat organique, sinon, peut-être, l'étréisme, né d'une sympathie physiologique. De neurone de la liberté, point.

Le hasard veut que beaucoup de livres perdus ces jours-ci tournent autour de l'entêtement des hommes à ne pas se laisser dicter leur destin. Je laisse à d'autres le soin d'en rendre compte. J'ai seulement joué à y glaner des bribes de réponse — en diagonale — aux mystères de l'actualité, comme Diogène cherchant l'homme avec sa lanterne, ou les lecteurs de la Bible qui ouvrent le Livre à l'aveugle et y pointent le doigt avec l'espoir que la Providence souffre une réponse de circonstance à leur tourment.

POUR Julien Green — *Liberté chérie* (Seuil), — la liberté trouve son origine et son aboutissement chez l'écrivain solitaire face à la multitude. Supprimer cet acte souverain reviendrait à arrêter l'histoire, l'humanité ayant toujours dû ses progrès à de « grands individus ». Soit, mais justement, les soulèvements de l'automne semblent monter d'une base anonyme, sans chef ni héraut : pour l'instant.

Si vous remettez le nez chez les anciens prophètes aujourd'hui démentis et récusés, il arrive que vous tombiez sur des prédictions

parfaitement justes — à condition d'être retournées. Ainsi, celle d'Engels écrivant à Bebel le 16 décembre 1879 : « ... ou bien l'absolutisme s'écroulera en Russie, et alors, dès la chute du grand foyer de réaction, un vent tout nouveau soufflera sur l'Europe » (*la Crise*, « 10-18 », p. 387). Engels ne se trompait jamais que d'un absolutisme.

Nos erreurs viennent peut-être de ce que nous voulons à tout prix mettre en perspective rationnelle ce qui ne s'y prête pas encore, ou ne s'y prêtera jamais. Nietzsche poussait à l'extrême cette circonspection. « Erreur fondamentale des historiens : les faits sont tous beaucoup trop petits pour qu'on puisse les appréhender » (*Leçons de l'histoire*, complètes, *Fragmentes posthumes* 1884-1888, p. 226).

Hans Küng observe de façon moins négative que, si nous nous trompons, c'est dans le choix des événements qui ont fait ou feront « date » (*Une théologie pour le troisième millénaire*, Seuil, p. 284). Comment délimiter les périodes historiques, éclairer leurs enchevêtrements ? Déjà, tribuns et bonimentiers accolent aux bouleversements du monde communiste des superlatifs empruntés à l'exagération publicitaire : « l'événement du demi-siècle, que dis-je : du siècle entier ! », etc.

Parler de « tournant », c'est déjà et encore ne parler que de soi. Où sont les pré-curseurs, les signes avant-coureurs ? Les arts annoncent-ils ou sanctionnent-ils après coup ce que disent la rue, le nombre, les cris, les pancartes, les sacrifices invisibles ? L'histoire et le langage ne marchent pas du même pas. Ils mènent des évolutions séparées. Il faudrait refaire là-dessus Wittgenstein, l'histoire entre les « mondes vécus » et les « jeux de langage ».

RELIRE ! C'est à quoi convie Jacqueline de Romilly quand elle fait remonter à la Grèce du cinquième siècle la naissance du concept de liberté (*La Grèce antique à la découverte de la liberté*, Fallois éditeur).

Dans nos souvenirs de lycée, le Destin paraissait plus présent, plus fort que les moyens de le vaincre. Erreur. La tragédie naît moins de l'écroulement des hommes par le sort que de leur hésitation devant les moyens d'en triompher. Le volent de l'homme est stimulé, grandie par les forces qui le limitent et le menacent. La liberté serait-elle le fruit de la tyrannie même ?

Jamais aucun commentateur à chaud ni aucun ordonnateur n'apportera autant de clarté sur les événements actuels qu'un retour au grec, hâtivement décrié d'usage. Pour comprendre notre temps, utilisons donc la liberté ultime, que nous laissons à la société de la marchandise et du spectacle, de couper le son de nos récepteurs. Et tandis que les foules envahissent l'écran, en silence relisons Thucydide.

La direction refuse de s'expliquer sur son « plan de relance »

Grève partielle à l'Agence centrale de presse

Réunis en assemblée générale, les salariés de l'Agence centrale de presse (ACP) ont décidé, le lundi 30 octobre, de suspendre la publication des synthèses et des « papiers programme » sur les principaux événements d'actualité. Une suspension votée à la quasi-unanimité « jusqu'à ce que le président de l'agence, M. Alain Couture, réponde aux questions posées par les élus du personnel » sur l'avenir de la société. Les salariés de l'ACP veulent notamment connaître la nature du « plan de relance » (calendrier des investissements, plan social, éventuels licenciements) préparé par M. Couture et accepté par l'actionnaire majoritaire de l'entreprise, le patron de presse britannique.

Robert Maxwell (*le Monde* du 27 octobre). L'intersyndicale FO-CFDT affirme en effet que, « après la parution d'informations non démenties dans la presse nationale, M. Maxwell a interdit au PDG de l'ACP de révéler les grandes lignes de ce plan. Une attitude, ressentie comme « une sanction et une preuve de mépris » par le personnel. L'intersyndicale a donc également demandé à être reçue par le ministre délégué à la communication, Mme Catherine Tasca, pour lui demander sa « médiation ». Cette requête n'est pas rejetée par Saint-Dominique, mais on y précise qu'une éventuelle intervention du ministre ne pourrait se faire qu'à la demande des deux parties.

Q Québec rachète les imprimeries de Maxwell aux États-Unis. — Le groupe de presse canadien Québecor, allié à la Caisse de dépôt et placement du Québec, a conclu un accord pour la reprise des imprimeries du groupe Maxwell aux États-Unis, au prix de 500 millions de dollars (plus de trois milliards de francs). Une nouvelle société, détenue à 57,5 % par Québecor, à 22,5 % par la Caisse de dépôt et placement, et à 20 % par le groupe Maxwell, contrôlera près de 61 imprimeries et ateliers (les 46 déjà détenues par Québé-

cor et les 15 de Maxwell Graphics aux États-Unis), et réalisera un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de dollars (6,9 milliards de francs). Québecor est un des principaux groupes de communication du Canada, avec 60 hebdomadaires et quatre quotidiens au Québec, dont le *Journal de Montréal*, et le contrôle de la compagnie papetière Domtar. L'accord permet à Maxwell de réduire ses dettes et de continuer son désengagement annoncé des secteurs industriels au profit de l'édition.

SCIENCES • MEDECINE

Chauves-souris : les ailes de la rage

Les chauves-souris européennes sont contaminées par un virus de la rage.
L'épidémie vient de toucher la France.

LES deux premiers cas français d'infection de chauves-souris par un virus de la rage ont été recensés il y a quelques semaines dans l'est de la France. D'abord dans la commune de Bricy (Meurthe-et-Moselle), où deux personnes ont été mordues par un animal volant de jour et montrant un comportement anormalement agressif. Ensuite à proximité de Nancy, où une chauve-souris a été retrouvée infectée par ce même virus. Dans le cas de Bricy, les deux personnes mordues ont immédiatement été traitées au centre antirabique de Metz, et l'animal adressé au Centre national de référence pour la rage de l'Institut Pasteur de Paris. L'isolement et l'identification virale ont permis de conclure à l'apparition d'un nouveau type de virus apparenté à celui de la rage chez les chauves-souris françaises. Cette première vient d'être publiée dans le dernier numéro du *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* de la direction générale de la santé (1).

A dire vrai, les spécialistes de la rage prévoient depuis quelque temps déjà ce type de contamination. En Europe, les premiers isollements viraux chez les chauves-souris furent effectués dès 1954 en Allemagne de l'Ouest, puis en Yougoslavie et en Turquie. Mais ce ne fut qu'en 1980, avec l'apparition de ce nouvel outil de biologie moléculaire que sont les anticorps monoclonaux, que l'on fut certain que ces virus étaient très voisins de ceux présents chez les renards (on compte près de deux mille regards entragés chaque année en France) et chez d'autres animaux (blaireaux, belettes, écureuils, chevreuils, etc.), où ils peuvent être à l'origine des cas, bien connus, de rage humaine.

Le « phénomène chauve-souris », qui semblait auparavant très épisodique, fut progressivement observé de manière de plus en plus fréquente. Entre 1983 et 1988 on identifia ainsi 32 cas en Allemagne fédérale, 163 au Danemark entre 1985 et 1987, 129 cas aux Pays-Bas entre 1987 et 1988. D'autre part, trois communications humaines mortelles à partir de chauves-souris infectées furent recensées durant ces mêmes années (deux en URSS et une en Finlande). « L'est et le nord de l'Europe ne sont plus les seuls à être concernés », explique le professeur Pierre Sureau (Centre national de référence pour la rage, Institut Pasteur de Paris). En Espagne, deux cas ont été diagnostiqués en 1987, à Valence et à Grenade. Je

m'attendais à l'un d'eux à ce que l'on retrouve des chauves-souris contaminées en France ou en Italie. Aux Etats-Unis, depuis le premier isolement viral en 1953 en Floride, le phénomène a pris une très grande ampleur, au point que 48 des 50 Etats sont aujourd'hui concernés. En Amérique du Sud et en Amérique centrale sévit une épidémie de rage chez les chauves-souris hémato-phages (vampires).

Pipistrelles agressives

L'ensemble des observations effectuées laisse aujourd'hui penser aux spécialistes de la rage que, contrairement à ce qu'on avait cru au départ, l'agent infectieux retrouvé chez les chauves-souris d'Europe est bien un nouveau virus. Un virus différent des trois types viraux qui ont été retrouvés ces dernières années en Afrique, où ils peuvent infecter les rongeurs, les chiens, les chauves-souris et les hommes. « En fait, deux thèses s'affrontent pour tenter d'expliquer l'origine et la dissémination de ces virus chez les chauves-souris d'Europe », explique le docteur Jean Blancou (Centre national d'études de la rage, Nancy). Les uns, en Allemagne notamment, pensent à une contamination à partir de l'Afrique du Sud via des bateaux ayant fait escale dans les ports de la Baltique. D'autres spécialistes en Grande-Bretagne pensent au contraire que ce virus existe depuis toujours en Europe. « Rien, selon le professeur Sureau et le docteur Blancou, ne permet de dire aujourd'hui si le nombre croissant d'animaux infectés est dû à une diffusion plus large du virus chez les chauves-souris ou si, au contraire, il ne s'agit là que d'une augmentation apparente comme grâce à une observation plus fine et plus systématique.

A la différence de ce qui se passe pour certains virus africains, on sait aujourd'hui, grâce à des expériences menées à l'Institut Pasteur de Paris, que les personnes vaccinées contre la rage sont protégées contre une éventuelle infection par ce virus aujourd'hui baptisé « virus des chauves-souris européennes ».

Les chauves-souris étant une espèce protégée — et leur éradication étant totalement impensable (2) — et la vaccination antirabique de ces animaux difficilement réalisable, quelques règles de bon sens doivent être suivies pour pré-

venir une infection qui, en l'absence de vaccination ou de traitement, est toujours mortelle. Il suffit simplement de considérer comme suspects de rage toute chauve-souris ayant un comportement agressif ou simplement anormal (animal « malade » ou paralysé). Il faut en particulier éviter de manière impérative de toucher aux chauves-souris qui pourraient être attrapées par des chats. Il convient ensuite de remettre l'animal, qu'il soit capturé ou tué, aux services vétérinaires afin que le

Coincidence ou non, l'identification de ce nouveau vecteur de la rage survient alors que cette épidémie semble parfaitement contenue à l'échelon national. On n'a enregistré aucun cas de rage humaine autochtone depuis longtemps en France, et, après l'avancée rapide du front infectieux (via les renards contaminés), celui-ci semble stoppé depuis les années 80, ce qui n'exclut pas quelques « palpitations » de ce front.

« Ce front n'a pas bougé de plus de 30 kilomètres en dix ans, expli-

bles raisons de ce phénomène qui pourrait résulter à la fois des campagnes de vaccination de renards lancées depuis quelques années (voir encadré), mais aussi sinon d'une infection virale moins forte, du moins d'un changement des caractéristiques de la contagion par ce virus. Tout se passe en effet comme si les virus rabiques d'aujourd'hui étaient différents de ceux que l'on isolait il y a une dizaine d'années. Il serait toutefois encore prématuré de conclure pour autant à un « essoufflement » du génie infectieux d'un virus, qui

représente toujours une menace mortelle pour l'espèce humaine.

JEAN-YVES NAU

(1) *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* de la direction générale de la santé (n° 40-1989). « La rage des chauves-souris en France » de MM. Sureau, Bourty et Lafon (Centre national de référence pour la rage).
(2) Sur ce thème il faut se reporter à la publication : *Les Chiroptères et la rage en Europe*, publication du ministère de l'Agriculture (informations techniques des services vétérinaires).



MERLIND, TUTTLE - PHOTO RESEARCHER/JACANA

diagnostic de la rage soit effectué par un laboratoire spécialisé. Enfin, en cas de suspicion de contamination humaine, il faut de manière impérative consulter en urgence le centre de traitement antirabique le plus proche.

que le docteur Blancou. S'il avait progressé au rythme qui était le sien auparavant, il aurait aujourd'hui déjà gagné l'Espagne. On observe aussi une stabilisation en Italie et en Belgique. Il est encore difficile de saisir les vérita-

Pluie de vaccins

Jamais comme aujourd'hui on n'avait, en France, réussi à vacciner autant de renards contre la rage. Pratiquée en Europe depuis une dizaine d'années, cette vaccination — par voie orale — a débuté il y a trois ans dans l'est de la France. Elle consiste à faire absorber aux animaux un vaccin (fait de virus vivants enfermés dans une capsule) incorporé dans une tablette alimentaire fabriquée à partir de graisses animales et de farine de poisson. Ces appâts, qui ne doivent pas être manipulés à main nue, sont stockés et distribués congelés. Leur décongélation dégage une odeur nauséabonde pour l'homme, mais particulièrement attirante pour les renards. Très efficace, cette vaccination s'est heurtée jusqu'à présent à d'importantes difficultés de distribution, une équipe de deux personnes utilisant une voiture ne pouvant dépasser 10 kilomètres carrés par jour.

Or, depuis peu, l'hélicoptère a bouleversé cette situation. A la vitesse maximale de 120 kilomètres à l'heure et en volant à moins de 100 mètres d'altitude, il permet, en effet, de déposer quinze appâts par kilomètre carré. Près de 4 000 kilomètres carrés ont ainsi été couverts l'an dernier en Haute-Saône et en Lorraine. La même opération a été réalisée il y a quelques jours dans l'ouest de la Seine-et-Marne et plusieurs campagnes vont être lancées d'ici à la fin de l'année en Haute-Savoie, dans l'Ain, la

Seine-et-Loire, la Côte-d'Or, le Doubs et l'Essonne.

« Si de telles opérations étaient étendues dans les trois à cinq ans à venir à l'ensemble du territoire français actuellement infecté par le virus de la rage, les bénéfices réalisés devraient porter, dans les dix à douze années à venir, sur plusieurs dizaines de millions de francs annuels », estiment les spécialistes dans l'un des derniers numéros du *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* du ministère de la santé (numéro 36-1989). Une telle opération devrait notamment permettre de réduire notablement le nombre de personnes traitées chaque année en France pour suspicion de rage. Si aucun cas de rage humaine après contamination, en France, n'est plus à déplorer depuis de très nombreuses années, un nombre fort élevé de sujets à risque (après morsure, griffure ou contact avec un animal suspect) est enregistré. Près de quinze mille personnes viennent ainsi, chaque année, consulter un centre spécialisé, et huit mille traitements (par vaccination) sont mis en œuvre. A ce sujet, les spécialistes de l'Institut Pasteur de Paris insistent pour rappeler que le coût du sérum antirabique (d'origine humaine) doit impérativement être réservé aux cas de contamination graves (législation des muqueuses, morsure à la tête, au doigt ou au cou) et toujours associé au vaccin. Des recommandations qui sont loin d'être toujours observées.

J.-Y. N.

Mars sous un ciel fuyant

Les premiers résultats scientifiques de la mission Phobos ont été discutés à Paris au cours d'un colloque international organisé par le CNES et les Soviétiques.

LA planète Mars « fuit » : elle perd chaque seconde un à deux kilos de son atmosphère déjà très ténue (sa pression au sol est 170 fois inférieure à celle de la Terre). Ce phénomène, dû principalement à la faiblesse du champ magnétique martien, a probablement des conséquences importantes sur l'évolution de la planète rouge. Les scientifiques estiment ainsi qu'il pourrait expliquer la disparition de l'eau qui, à l'origine, s'y trouvait.

C'est là l'un des résultats les plus spectaculaires des données recueillies par les deux sondes Phobos. Lancées par l'URSS en juillet 1988, Phobos-1 et 2 sont tombées en panne à six mois d'intervalle, en septembre 1988 et mars 1989. L'échec de cette mission, la première d'un programme ambitieux d'exploration interplanétaire, représente un sérieux revers pour l'URSS.

Pourtant, même si elle n'a pas eu le temps de larguer comme prévu une station fixe et un petit robot sur le sol martien, la sonde Phobos-2 tournait depuis un mois autour de Mars et de son satellite Phobos quand elle s'est tue définitivement, et elle a eu le temps de recueillir une masse impressionnante de données. Parmi elles, cette « fuite » de l'atmosphère de Mars, des précisions sur sa composition — notamment la répartition de l'azote, de l'hydrogène, du gaz

carbonique et de la vapeur d'eau selon l'altitude — et des indications sur la composition du sol martien, montrant qu'on y trouve des basaltes. Phobos-2 a encore fourni des renseignements précieux sur la « lune » de Mars dont il tire son nom, un minuscule satellite de 27 kilomètres de diamètre seulement, que l'on soupçonne être un astéroïde « capturé » par la planète rouge. Mais tout cela ne constitue encore que les premières informations tirées d'une masse de données.

Un objectif commun

La seconde partie du colloque de Paris (qui a réuni plusieurs centaines de spécialistes européens, soviétiques et américains, du 23 au 27 octobre dernier), a été consacrée aux futures missions spatiales vers Mars. Car l'exploration interplanétaire a repris, tant chez les Américains — où les sondes Magellan puis Galileo ont suivi Voyager-2 vers Vénus et Jupiter, respectivement, ces six derniers mois — que chez les Soviétiques. Objectif prioritaire commun : Mars. Pour y envoyer des hommes. « Mais c'est une entreprise chère et je ne pense pas que nous y parviendrons avant la moitié du vingt et unième siècle », a estimé, jeudi 26 octobre, à Paris, Valery Barzouk, directeur de l'Institut Vernadski de Moscou.

Les Américains sont plus optimistes et évoquent 2015 ou 2020 pour les premiers vols humains vers Mars.

Mais cette épopée spatiale du troisième millénaire n'est, pour l'instant, qu'à ses balbutiements. Valery Barzouk et Geoffrey Briggs, directeur du programme « Exploration du système solaire » à la NASA, ont exposé, jeudi 26 octobre, à Paris, les grandes lignes de leur programme déjà esquissées en septembre dernier, après la rencontre de Voyager-2 avec Neptune (le *Monde* du 6 septembre). Pratiquement, deux missions seulement sont acquies. La NASA ouvrira le feu avec le lancement, fin 1992, par une fusée Titan-III, de la sonde Mars Observer, qui devrait tourner en orbite autour de la planète rouge pendant deux ans, pour en scruter le sol et l'atmosphère. Les Soviétiques devraient suivre en 1994 avec deux sondes qui — à l'instar de M. Barzouk — largueront sur Mars « trois ou quatre petites stations météo, et trois ou quatre pénétrateurs » capables d'analyser le sol martien sur place. Ce dispositif sera complété par deux ballons construits en collaboration avec les Français, et qui se déplaceront dans l'atmosphère martienne pendant dix jours, se posant tous les soirs, et reprenant leur vol à l'aube. Ces ballons seront équipés de caméras, d'une petite station météo et

d'appareils pour l'étude du sol et du sous-sol.

Au-delà, il s'agit de projets sur lesquels les responsables politiques — et les financiers — doivent encore se prononcer. Les Soviétiques voudraient lancer encore deux sondes du type Phobos en 1996, puis deux autres dotées de modules de descente capables de fonctionner pendant deux ans sur Mars. Ils estiment pouvoir prélever et ramener sur Terre les premiers échantillons de sol martien à partir de 2001. Les Américains prévoient à partir de 2001 plusieurs missions dotées d'engins robotisés mobiles destinés à repérer les sites d'atterrissage possibles.

Les Européens, moins ambitieux (ou moins riches ?), s'efforcent, quant à eux, de participer à ces programmes en préparant des instruments. C'est ainsi que le CNES étudie, avec la collaboration du CEA et de l'INRIA (Institut national de recherche en informatique et en automatique), un véhicule mobile robotisé martien qui pourrait être utilisé aussi bien par les Américains que par les Soviétiques. Ils tablent ainsi sur la collaboration internationale inévitable pour les futures missions martiennes. Une coopération que l'URSS souhaite ouvertement depuis plusieurs années et que les Etats-Unis, économie oblige, commencent à envisager sérieusement.

JEAN-PAUL DUFOUR

CE MOIS-CI DANS

SCIENCES & AVENIR

GENETIQUE
JUSQU'OU
IRONTE LES
CHERCHEURS

Dresser la carte de nos gènes
Vaincre les maladies héréditaires
Contrôler les manipulations

صحة من الاعمال

SCIENCES • MEDECINE

Le CNRS : brillant, mais appliqué

Les incursions dans l'industrie d'un organisme créé pour la recherche fondamentale.

DEPUIS le 19 octobre et pour plusieurs mois encore, le CNRS célèbre ses noces d'or avec la science. Et quelles noces ! Mais, après tout, cinquante ans d'une histoire aussi fructueuse que tumultueuse (le Monde du samedi 21 octobre) méritaient bien une fête. Avec 26 000 personnes (dont 17 000 chercheurs et ingénieurs), 1 300 unités de recherche, 7 départements regroupant toutes les disciplines et un budget annuel de près de 10 milliards de francs, l'Institut national de la recherche scientifique, unique et tentaculaire, est aujourd'hui le plus grand organisme scientifique d'Europe. Un véritable pilier de la recherche fondamentale, où les informaticiens côtoient les explorateurs de l'ADN mitochondrial, où les myrmécologues (spécialistes des fourmis) voisinent avec les passionnés de la physique quantique. On trouve tout, ou presque, au CNRS — et même, parfois, ce que l'on ne cherche pas.

Collaborations innombrables

Impossible, d'ailleurs, de passer en revue les collaborations qu'entretient le CNRS avec les autres organismes de recherche. Ses géologues effectuent des campagnes sur les bateaux mis à leur disposition par l'IFREMER, ses astrophysiciens participent aux programmes spatiaux du CNES, tandis que les biologistes coopèrent avec l'INRA sur des problèmes agroalimentaires, avec l'INSERM dans le domaine de la santé.

Enfin, le CEA et le CNRS ont à charge commune la réalisation et l'exploitation de la plupart des grands équipements français — tels le grand accélérateur national à ions lourds (GANIL) de Caen ou l'installation européenne de rayonnement synchrotron (ESRF), actuellement en construction à Grenoble.

Plus simples à cerner — parce que moins nombreuses et surtout plus récentes — sont en revanche les relations instaurées par le CNRS avec les entreprises. Car, depuis 1982, ce temple de la recherche « pure » a dû s'adapter, bon an mal an, aux contraintes de la réalité économique. « Il y a encore quinze ans, certaines communautés de chercheurs considéraient comme un déshonneur le fait d'être amené à travailler avec des industriels », rappelle Claude Fréjaques, président sortant du CNRS (1). Aujourd'hui, les mentalités ont changé : sous le nouveau mot d'ordre de la valorisation, le savoir des uns informe les autres, et le CNRS travaille avec deux mille partenaires industriels. Un changement de cap effectué non sans mal, mais somme

toute relativement rapide, compte tenu de la taille du navire.

Mille huit cents contrats de recherche ponctuels passés en 1988 avec les entreprises (contre sept cents seulement en 1985, et trois cents cinquante en 1983), pour un montant total de 300 millions de francs ; cinquante groupements de recherche, dont neuf créés en 1988, réunissant, pendant quatre ans, scientifiques, ingénieurs et industriels autour d'un thème de recherche appliquée, tel le très rébarbatif « Comportements en ambiance cryogénique » (créé en janvier 1989), pourtant de première importance pour

(10 %), certaines disciplines, par nature même, sont nettement moins préparées à travailler avec les entreprises : la physique théorique, l'astronomie ou l'archéologie, sans parler des sciences humaines et sociales.

Un enjeu prioritaire

Mis en place il y a une quinzaine d'années pour faciliter les rencontres entre chercheurs et industriels et assurer une sorte de veille technologique autour de thèmes déterminés, les clubs du comité des relations industrielles (clubs CRIN) du CNRS devraient

désormais mettre l'accent sur ces maillons faibles, notamment dans le domaine des sciences de la vie.

De plus, si près de 300 brevets ont été déposés en 1988 à l'issue d'une collaboration CNRS-entreprise (200 par les industriels, 91 au nom du CNRS), ces derniers proviennent, pour l'essentiel, de groupes solidement implantés. Par manque de recul et de moyens, les PME-PMI, elles, ne représentent encore que 15 % des collaborations de recherche, pourtant devenues pour nombre d'entre elles le moyen le plus sûr d'accéder à la compétitivité. Un

enjeu « prioritaire », que le CNRS affirme désormais vouloir régler « sur le terrain », en étroite collaboration avec l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR), pour « susciter des rencontres, sous quelque forme que ce soit, afin que le dialogue puisse s'établir ».

Mais qui dit rencontres suppose aussi échange d'hommes, et c'est bien là que le bât blesse. A peine plus de cent soixante agents du CNRS travaillent actuellement dans des entreprises ou des organismes de transfert technologique, soit 0,6 % des effectifs totaux. Et le nombre de ceux qui tentent chaque année l'aventure dépasse rarement le centenaire. Une ténacité d'autant plus préoccupante que la recherche française, depuis quinze ans, souffre d'un vieillissement accéléré. L'âge moyen des chercheurs est actuellement de quarante-trois ans, et le taux des départs naturels ou volontaires, aujourd'hui très bas, ne s'élève pas avant 1992.

« Pour accroître, dans ce contexte, la mobilité, il faudrait faire en sorte que les chercheurs ayant effectué dans une entreprise un séjour satisfaisant pour tous puissent bénéficier d'une promotion à la hauteur des résultats obtenus. Et prévoir pour leur laboratoire des mesures compensatoires, sous forme de bourses ou de contrats à durée déterminée », estime Pierre

Vergnon, directeur de la valorisation et des applications de la recherche au CNRS.

Des mesures incitatives

Un certain nombre de mesures incitatives ont d'ores et déjà été décidées, telle l'instauration d'une année sabbatique. Avec le soutien de l'ANVAR, un bureau d'aide à la création d'entreprises a par ailleurs été mis en place, qui devrait, dès l'année prochaine, encadrer la formation des futurs entrepreneurs et les aider financièrement à démarrer leur projet.

Renforcer ses collaborations avec l'industrie et les centres de recherche étrangers, aider les chercheurs à valoriser leurs découvertes ou à effectuer le « grand saut » vers la création d'entreprises, améliorer son réseau régional, mettre en place une véritable politique de gestion de ses ressources humaines : beaucoup reste à faire à ce temple de la recherche, s'il veut franchir en beauté le troisième millénaire. « A côté de sa réputation de sérieux, qui n'est plus à faire, le CNRS doit se montrer à la fois grand et vivace, rapide et créatif », déclarait récemment son directeur général, François Komlisky, en annonçant pour l'automne la parution d'un nouveau décret d'organisation. Les prochaines décisions verront-elles, selon ses vœux, les chercheurs devenir « plus nombreux, encore plus présents dans la société » ? Rendez-vous en 2039, pour les fêtes du centenaire.

CATHERINE VINCENT

(1) Le Journal du CNRS, octobre 1989.



De l'ethnologie en Ethiopie, aux équipements ultra sophistiqués.

Le regain européen

Les voyages et les contacts internationaux forment-ils la recherche ? Les principes intéressés, en tout cas, en sont convaincus. Publié dans le dernier numéro de la Recherche (1), une vaste enquête, menée sous l'impulsion des commissions européennes sur l'ensemble de la communauté scientifique des pays européens les plus industrialisés, révèle ainsi que deux sur trois des chercheurs interrogés ont travaillé à l'étranger à un moment ou à un autre de leur carrière, et que les trois quarts ont déjà participé à des travaux de recherche de scientifiques étrangers. Et le temps est peut-être révolu où des équipes italiennes et allemandes travaillant sur le même thème ne parvenaient à se rencontrer que dans un laboratoire... californien. En effet, si 95 % des personnes sondées au cours de cette enquête accordent « une très grande importance » au fait de pouvoir travailler à l'étranger, et si la recherche américaine demeure pour nombre d'entre eux la meilleure référence de qualité, la proportion de chercheurs ayant obtenu leur doctorat aux Etats-Unis n'en diminue pas moins régulièrement depuis quelques années. De ce côté-ci de l'Atlantique, apparemment, le cœur des scientifiques commence à battre au rythme européen.

Avec 3 500 actions de coopération internationale répertoriées à ce jour, et 56 conventions formelles signées avec quarante pays, le CNRS aura à jouer une carte importante dans cette collaboration européenne en pleine croissance. D'autant que son

importante ossature le rend plus ou moins « incontournable » par ses partenariats. Sur les quatre-vingt-huit réseaux scientifiques européens financés en 1989, cinquante-huit sont ainsi coordonnés par un chercheur du CNRS... Depuis juillet dernier, l'organisme participe également très activement à la mise en œuvre, à Bruxelles, du réseau collégial CORA (Club des organismes de recherche et assimilés), chargé d'informer et d'orienter les chercheurs sur les programmes communautaires.

Un CNRS européen ?

L'Europe politique qui se dessine donnera-t-elle pour autant naissance à un CNRS européen ? La question fait sourire l'homme de l'art. « Trente mille personnes travaillant dans le même organisme, cela représente déjà la limite du gérable ! », ironise Jean-François Stuyck-Tailandier, directeur des relations et de la coopération internationale du CNRS, pour qui un centre européen de trois cent mille personnes constituerait un « vrai cauchemar ». En revanche, les réseaux et les grands équipements européens devraient se développer encore considérablement dans les prochaines années. Et les structures déjà existantes, telles que le Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN) ou l'Observatoire spatial européen (ESO) ont prouvé, après tout, que cela ne marchait pas si mal.

Ca. V.

(1) La Recherche, n° 215, novembre 1989.

CINQUIÈME VOLUME DE LA COLLECTION MANIÈRE DE VOIR



CES DISPARITÉS QUI SAPENT LA DÉMOCRATIE

Partout dans le monde s'accroissent les inégalités entre une minorité gaspilleuse de ressources et le plus grand nombre dépourvu de tout. D'année en année, inexorablement, les riches deviennent un peu plus riches et les pauvres un peu plus pauvres. Jusqu'au cœur des pays prospères où les lois du marché et l'impératif économique brisent les solidarités, liquident les acquis sociaux et multiplient les exclus. Le Monde diplomatique analyse les mécanismes qui façonnent et structurent les disparités entre les hommes et les peuples, bloquant la longue marche vers l'égalité qui fonde le projet démocratique.

LE TRIOMPHE DES INÉGALITÉS
100 pages — 38 F

EN VENTE
CHEZ VOTRE
MARCHAND
DE JOURNAUX
OU PAR
CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE

LE TRIOMPHE DES INÉGALITÉS

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____ CODE POSTAL _____
LOCALITÉ _____ PAYS _____

► FRANCE-MÉTROPOLITAINE : 43 F (port inclus) — Nombre d'exemplaires : _____ x 43 F = _____ F
► DOM-TOM et ÉTRANGER : 48 F (port inclus) — Nombre d'exemplaires : _____ x 48 F = _____ F

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :
LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08.

La part de l'humain

« Imaginez, un certain Descartes posant d'aventure sa candidature au CNRS en philosophie : un penseur ou prétendu tel qui écrit tout seul dans son coin, un flic qui s'enferme dans son poste pour y trépasser méditant... Il avait toute chance d'être mal classé ou débouté. Mais supposez que ce même Descartes vienne proposer au CNRS la création d'un Centre de recherche sur les stratégies de la certitude. Le STRACERT, comme on ne manquerait pas de l'appeler, proposition bien entendue associée d'un large train de demandes en locaux, en matériel, en chercheurs, etc. Qu'arriverait-il ? Peut-être jugerait-on le montant des crédits quelque peu excessifs ; sans doute se ragerait-on le total... Mais, finalement, le cercle de famille applaudira à grands cris l'équipe nouvelle... »

Joëlaint comté par Michel Lejeune, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, et ancien directeur du secteur des sciences humaines au CNRS, lors de la cérémonie d'anniversaire qui se tenait, vendredi 20 octobre, à l'Institut de France, l'apologue est significatif : en sciences humaines, tout ou presque est possible au CNRS — à condition d'y mettre les formes, et pas trop de moyens.

Parallèlement aux sciences dites « exactes », et contrairement à ce que l'on observe dans la plupart des grands organismes de recherche européens, les « humanités », en effet, ont place au CNRS. C'est une de ses principales originalités — et sans doute aussi l'un de ses mérites. De l'anthropologie à l'économie, de la géographie à l'océanographie, de l'histoire à la philosophie, en passant par l'archéologie, la démographie et la psychologie, toutes les disciplines y sont représentées.

Finalement heureux

Regroupant plus de 5 000 chercheurs (en équivalent plein temps), ces derniers bénéficiaient, en 1989, d'à peine 140 MF de budget hors salaire — soit moins de 8 % du budget total du CNRS — alors que la physique nucléaire, avec 692 chercheurs équivalents plein temps, recevait dans le même temps 292 MF. Mais il est vrai que les sciences humaines, à la différence de leurs cousines « exactes », ne demandent ni paillottes ni accélérateurs de particules. Faut-il, les sociologues, folkloristes et historiens du CNRS ? Peut-être, mais finalement heureux.

Ca. V.

50 من الال

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

— Anne-Claire et Thomas GADENNE, Lucie et Léo-Paul ont la joie d'annoncer la naissance de Joseph, Nicolas, le 26 octobre 1989, 2, rue Borye, Paris.

— Catherine VOURCH, Jean-Loup DRUBIGNY, Pauline, Louise et Gaspard ont le plaisir d'annoncer la naissance de Madeleine, le 26 octobre 1989, 2, Grande-Rue, 78630 Morainvilliers.

Décès

— Le comité directeur de l'Association des Français de l'Inde et l'Amitié franco-indienne (AFI-ATI) a la profonde tristesse de faire part du décès de son président-fondateur, M. Joseph BELLEGARDE, qui s'est éteint le 25 octobre 1989, à l'hôpital d'Argenteuil, dans sa soixante-seizième année.

M. Bellegarde, et ses enfants, feront dire une messe pour le repos de son âme, en la nouvelle église Saint-Pierre-et-Saint-Paul à Colombes (Hauts-de-Seine), le mardi 31 octobre, à 11 heures précises.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Suzanne Brenac, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Lucien BRENAC, ingénieur général en retraite du Génie rural et des Eaux et Forêts, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur du Mérite agricole, survenu le 29 octobre 1989 à Parnac (Lot).

Un service religieux sera célébré au domicile le 31 octobre 1989, à 14 heures.

L'inhumation se fera le même jour à Bouzet-sur-Tarn (Rhone-Garonne). Parnac - 46140 Luzoch.

— M^{me} Rolande Comas, née Barbery, son épouse, M. et M^{me} Michel Durand et leurs fils, M. et M^{me} Jacques Palas, M. et M^{me} Paul Comas, M. et M^{me} Léo Pons, M^{me} Paulette Barbery, ses neveux et nièces, Parents et amis, ont la tristesse de faire part du décès de M. Isidore COMAS, directeur honoraire de l'Assemblée nationale, ancien maire de Cornaille (P.O.), chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, survenu à Paris, le 28 octobre 1989, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 3 novembre, à 11 heures, en l'église Sainte-Cécile, Paris-7^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Depuis sa création en 1976, l'association P.H.Y.M.E.N.T.I.N., qui gère la COPES et des unités de soins en faveur de l'asthme en diffusion, a été présidée avec dynamisme et efficacité par M. Eugène CLAUDIUS-PETIT.

Les membres du conseil d'administration, ceux de la direction, les divers techniciens de P.H.Y.M.E.N.T.I.N. se souviendront de son exemple.

— Grenoble. M^{me} Charles Courtine, née Claire Muselli, M. et M^{me} Jean-Jacques Courtine et leur fils Thomas, M. et M^{me} Pierre Courtine, les familles parentes et alliées Muselli, Profili, Demar, Siche, Gouillon, Epizeme, Gashort, ont la douleur de faire part du décès de Charles COURTINE, président honoraire de tribunal administratif, officier de la Légion d'honneur, officier dans l'Ordre national du Mérite, survenu le 26 octobre 1989, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Selon sa volonté, son corps a été inhumé le 28 octobre.

Le présent avis tient lieu de faire-part. 64, boulevard du Maréchal-Foch, 38000 Grenoble.

— M. Jacques Danan, Amy et Roger Cohen-Seal et leurs enfants, Chloé et Georges Benady, Les familles Azoulay, Bothol, Krasous, Hamon et Choukroun, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Berthe DANAN, née Abba, survenu le 23 octobre 1989, à Montréal.

Les obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1989, à Montréal.

4100 Kenderley, Montréal H4P1K2, Canada.

— M^{me} Maurice Deshors, son épouse, M. et M^{me} Gérard Deshors, M. et M^{me} Jean-Pierre Maréchal, M. et M^{me} Pierre-Olivier Deshors, ses enfants, M^{me} Sandra Deshors, sa petite-fille, Les familles Chaland, Chassagne, Géraudie, Dandaleix, Michel, Lenglois, Maury et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Maurice DESHORS, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, commandeur du Mérite de la République fédérale d'Allemagne, ancien ambassadeur de France à Berlin, ancien maire adjoint de Louzac (Corrèze), président de l'Association Franco-RDA, vice-président de l'Association démocratique des Français à l'étranger, vice-président de France Export Plus, survenu à Angers, le 28 octobre 1989, à l'âge de soixante-huit ans.

Les obsèques religieuses auront lieu en l'église de Louzac (Corrèze), le jeudi 2 novembre, à 14 heures, suivies de l'inhumation dans le cimetière de famille.

Une messe à sa mémoire sera célébrée le samedi 4 novembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 90, rue de l'Assomption, 75016 Paris.

32, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

— Le président de l'association Maisons nouvelles, Les membres du conseil d'administration, Le directeur général, Le service central, Les directeurs et le personnel des établissements ont la douleur de faire part du décès de M. Bernard ELIE, ancien directeur général, directeur de l'habitat Maisons nouvelles de Rémilly, survenu le 29 octobre 1989.

Une bénédiction a eu lieu en l'église de Rémilly (Moselle), le mardi 31 octobre.

3, rue Jomard, 75019 Paris.

— M^{me} René Faure, Le docteur François Faure, Le docteur et M^{me} Philippe Winckel, M. Michel Faure, avocat à la Cour d'Aix-en-Provence, Edouard et Mathieu Winckel, M. Maurice Faure, ancien ministre, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Maurice Labrousse, leurs enfants et petits-enfants, Leurs parents et alliés, ont la douleur de vous faire part du décès de M. René FAURE, ingénieur des Arts et Manufactures, ingénieur général des TP de la France d'outre-mer, ancien directeur du Centre d'études nucléaires de Cadarache, président d'honneur de la Société des Eaux de Marseille, président-directeur général de la Société méditerranéenne d'études et d'information, vice-président d'Hydroplan Marseille, administrateur de l'Agence de bassin Rhône-Méditerranée-Corse, ancien président-directeur général de l'OPAC des Bouches-du-Rhône, ancien président et créateur de l'Association provinciale d'enseignement scientifique, technique et économique, ancien président du conseil de centre régional d'Aix-en-Provence de l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers, commandeur des Palmes académiques, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ecole nationale de Béthun, survenu le 29 octobre 1989, à l'âge de soixante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 2 novembre, à 10 h 30, à la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence.

Réunion à l'église.

— M. Henri Gastaut, et ses enfants, Danielle, Jean-Albert et Jean-Louis, ont la tristesse de faire part du décès de Claire Yvette GASTAUT, survenu le 27 octobre 1989, au Centre anticancéreux de Marseille.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 30 octobre au cimetière de Marseille.

— M^{me} Alexandre Jéol, son épouse, M. Alain Jéol et Guillemette, Le baron et la baronne Armand-Victor de Readinger, François-Cyrille, Alexis et Adèle, Le docteur et M^{me} Bertrand Jéol, Schastim, Perrine et Antoine, Le docteur et M^{me} Christian Mougla, Nicolas et David, M. Etienne Jéol, Ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de M. Alexandre JÉOL, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 24 octobre 1989, à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 30 octobre, au Temple-Noël, à Strasbourg.

6, rue Touchecourt, 67000 Strasbourg.

— Dominique Lecourt, à la douleur de faire part du décès de Didier LECOURCO, qui fut le secrétaire général de la Fondation Diderot de 1984 à 1988.

20 bis, boulevard de la Bastille, 75012 Paris.

— Paris-Valbonne (Alpes-Maritimes). Madame Jean Quilichini, née Zucca, son épouse, César Quilichini, sa fille, M. et M^{me} G. Penel, sa sœur et son beau-frère, M. et M^{me} Angier, M^{me} Henriette Quilichini, ses oncles et tantes, M. et M^{me} J. Beron, M. et M^{me} Elise Zucca, M^{me} veuve M. Zucca, ses beaux-frères et belles-sœurs, ses neveux et nièces, ses petits-neveux et petites-nièces, Les familles Nicolas, Chevalier, Bissari, Armando, Benedetti, Romiti, ses cousins, Et ses nombreux amis, ont la douleur d'annoncer le décès brutal du médecin général Jean-Quilichini, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre TOE, médaille d'honneur du service de santé des armées, survenu le 28 octobre 1989, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 2 novembre, à 10 h 30, en l'église du Val-de-Grâce, place A.-Lavigne (rue St-Jacques), à Paris-9^e.

L'inhumation aura lieu dans le cimetière de famille à Valbonne (Alpes-Maritimes), le vendredi 3 novembre, à 11 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

A l'église, un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

M^{me} Quilichini, chez M. et M^{me} Roussel, 2, rue du Val-de-Grâce, 75005 Paris.

— M^{me} Pierre Vendryes, Le couple-universel et M^{me} Jean Kessler et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Paul Vendryes, M^{me} Jean Humbert, M. et M^{me} Georges Vendryes, ont la profonde tristesse de faire part du décès de Pierre VENDRYES, ancien interne des Hôpitaux de Paris, ancien président de la Société de statistique de Paris, survenu le 24 octobre 1989, à Paris.

— La Société des amis de Hassan Hassani à la tristesse de faire part du décès de Kaleb YACINE, première personnalité à faire partie de son comité de patronage.

Elle associe tous ses membres au deuil de la famille du grand fervent et lui exprime sa profonde sympathie.

(Le Monde du 31 octobre.)

Remerciements

— M^{me} André Favreau, M^{me} Jean Favreau, M. et M^{me} Jean-François Favreau et leurs enfants, M^{me} Lange-Favreau et son fils, M. et M^{me} Jean-Jacques Favreau et leurs enfants, M. et M^{me} Robert Ferehand, dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux témoignages d'affection et de sympathie lors du décès de général Jean FAVREAU, remercient très sincèrement tous ceux qui ont partagé leur peine.

— M^{me} Christine Kistner, M^{me} Julia Kristeva-Joyaux, M^{me} Ivanka Stomova-Kristeva, M^{me} Philippe Joyaux, M. David Joyaux, remercient toutes les personnes qui leur ont manifesté leur sympathie à l'occasion du décès, le 23 septembre 1989, de M. Stefan KRISTEV, Sofia, Paris.

Communications diverses

— Pour le dix-neuvième anniversaire de la mort du général de Gaulle, l'Ordre de la Libération organise un pèlerinage en train spécial pour Colombey-les-Deux-Églises, le jeudi 9 novembre 1989. Départ : le jeudi 9 novembre, gare de l'Est, 7 h 56. Retour : arrivée à Paris à 16 h 5. Le prix comprend le déjeuner sur le trajet du retour est fixé à 500 F (sans réduction SNCF). Renseignements et inscriptions : chancellerie de l'Ordre de la Libération, Française Spinozza, 54 bis, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris. Tél. : 47-05-35-15, poste 41 (côtoie à l'adresse de l'Ordre de la Libération). Le soir même à Paris, à 19 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, l'Association des Français Illus fera dire une messe (portes ouvertes) à la mémoire du général de Gaulle et des siens.

— Bruni Van Veld, lithographies 1958-1981, octobre-novembre 1989, galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye, Paris-6^e, place Saint-Germain-des-Près.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 31 octobre 1989 à 0 heures UTC et le dimanche 5 novembre à 24 heures UTC.

Au cours des cinq prochains jours, plusieurs passages pluvieux vont se succéder sur la France. Un réel temps d'automne va donc régner avec des pluies, des averse et des vents assez forts.

Mardi : pluie au nord, soleil au sud.

En début de matinée, le ciel sera nuageux voire très nuageux sur toute la moitié nord. Il sera peu nuageux sur la moitié sud mais partout des brouilles ou brouillards seront présents, ils se dissiperont en matinée.

La pluie faible sera présente dès le matin sur la Bretagne puis gagnera en cours de journée les pays de Loire, la Normandie, l'Île-de-France, le Nord, la Picardie puis Champagne-Ardenne, Lorraine et Alsace en soirée.

Le reste de la moitié nord restera sous les nuages, tandis que la moitié sud connaîtra un temps ensoleillé avec juste quelques petits nuages cumulus.

Les vents seront de sud-ouest modérés en Manche (40 à 50 km/h). Jeudi : généralement très nuageux.

Le matin, de petites pluies subsisteront sur la France-Centre. Le ciel sera très nuageux sur Lorraine, Alsace, Champagne-Ardenne, Bourgogne et Rhône-Alpes ainsi que près des côtes de la Manche où quelques brumes côtières pourront se produire. Le littoral méditerranéen sera ensoleillé. Partout ailleurs, le ciel sera nuageux avec tout de même des éclaircies.

Vendredi : nuages, pluies ou averse.

La plupart des régions connaîtront des passages pluvieux à un moment de la journée.

Sur le Midi-Pyrénées, l'Auvergne, Rhône-Alpes et le nord-est du pays, la

matinée débitera sous les nuages. Ces nuages arrêteront des pluies éparpillées en général. Les pluies seront plus durables cependant sur les Pyrénées, le Massif central, les Alpes et le Jura et souvent accompagnées de vents de sud assez forts. Dans la journée le ciel se dégagera un peu au nord des Pyrénées et en Auvergne avec quelques percées du soleil. Un temps modéré avec des pluies se maintiendra jusqu'en soirée sur l'Alsace, la France-Centre et Rhône-Alpes.

En Languedoc-Roussillon et Provence-Côte-d'Azur, les nuages, nombreux, les temps restera très modéré avec des pluies tout au long de la journée. Il faudra attendre la fin d'après-midi pour le retour

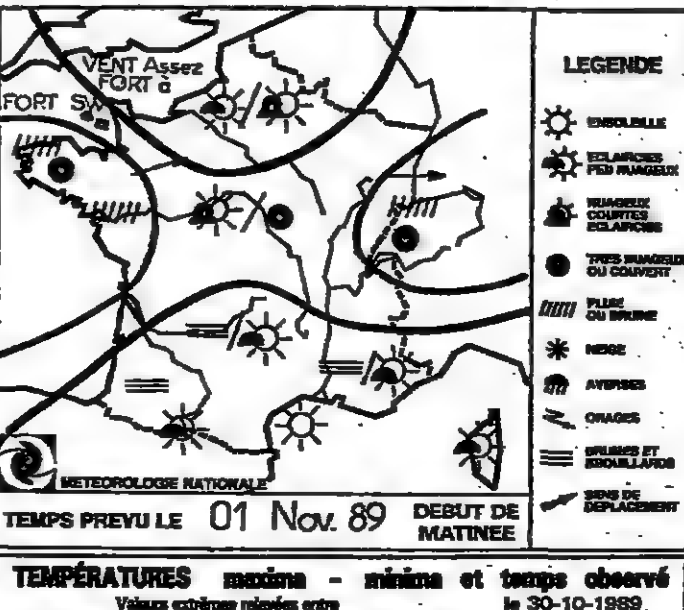
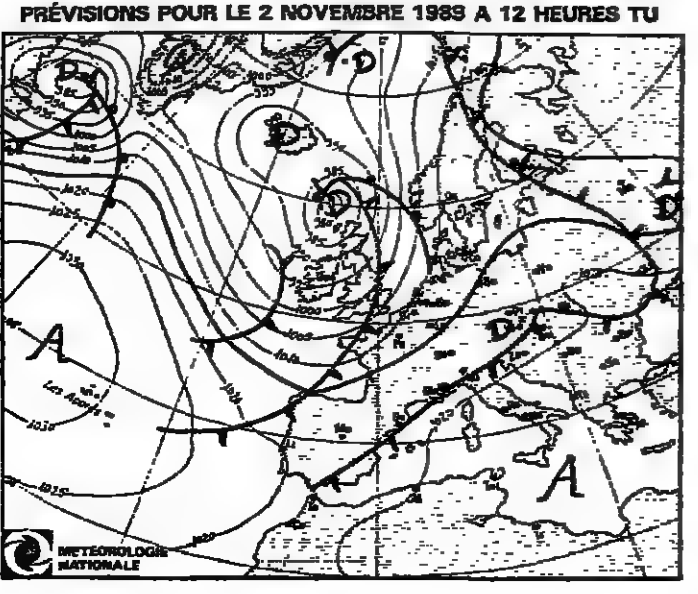
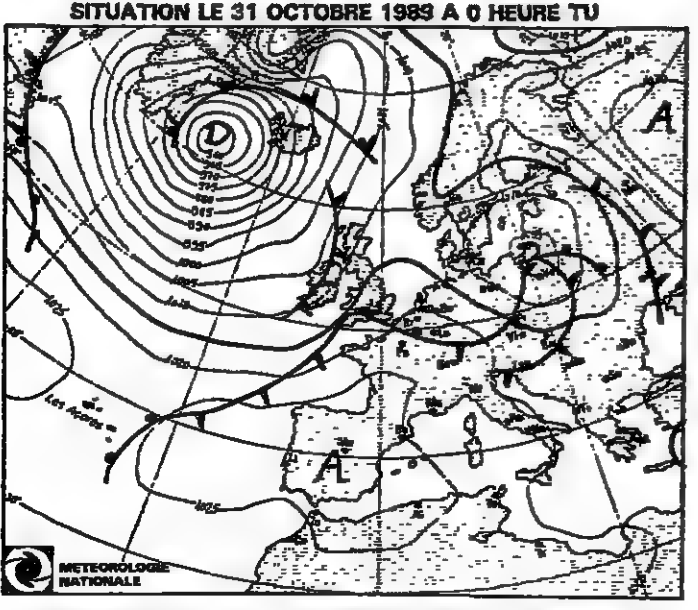
de quelques éclaircies sur la Bretagne et le Centre.

Sur le Nord, le Bessalo parlera et le centre, après quelques éclaircies matinales, le ciel se couvrira progressivement, les nuages apportant de la pluie l'après-midi.

Des Ardennes à la Bourgogne et à la France-Centre, le temps variable avec des éclaircies entrecoupées d'averses cessera au cours de la matinée. Les nuages resteront cependant très nombreux et deviendront plus épais en soirée.

Dimanche : beaucoup de nuages.

La moitié sud-est sera encore sous les nuages. Il pleuvra même sur ces régions de façon continue dès le début de la matinée et au nord-est du pays, ailleurs, c'est un temps d'attente entre les nuages et les éclaircies qui régnera tout au long de la journée, des averse se produisant sur le nord-ouest du pays. Peu de changement dans les températures.



30-10-1989 à 6 heures TU et le 31-10-1989 à 6 heures TU											
FRANCE				ÉTRANGER							
AMBOISE	21	10	D	TOULOUSE	17	15	C	LOS ANGELES	27	12	C
ANGERS	22	10	D	VALENTIGNEY	18	8	B	LUXEMBOURG	16	9	D
BORDEAUX	22	8	B	ALGER	25	13	D	MADRID	24	18	D
BREZIL	17	14	C	AMSTERDAM	16	7	N	MARSEILLE	29	14	D
CAEN	17	14	C	ALGER	25	13	D	MELAN	14	10	B
CHARENTAIS	16	14	P	BARCELONE	24	12	D	MONTREAL	21	6	D
CORSE	20	6	D	BERGAMO	20	11	C	MOSCOW	3	2	A
GENÈVE	22	8	D	BRUXELLES	18	9	P	MURCIE	23	16	A
LIÈGE	16	11	P	LA CAPE	26	16	D	NEW-YORK	23	8	C
LYON	22	15	C	COPENHAGUE	12	7	C	OSLO	23	13	C
MANTOUILLANT	22	15	D	DALAS	31	16	D	PALMA-DE-MAJORQUE	23	8	D
NANCY	17	14	A	DELHI	31	16	D	PARIS	23	8	C
NANTES	17	14	C	DEKRA	23	18	N	PARIS-MAIRIE	24	18	D
NICE	21	14	N	GENÈVE	19	9	C	ROME	22	11	B
PARIS-MONTS	19	15	C	GENÈVE	19	9	C	SANTO-PETERSBURG	22	11	B
PARIS	22	15	C	GENÈVE	19	9	C	SEVASTOPOL	9	6	C
PERPIGNAN	25	12	D	STANBUL	17	10	N	STOCKHOLM	29	12	C
RENNES	21	15	P	STANBUL	20	11	D	TOKYO	24	12	A
STRASBOURG	17	12	A	STANBUL	20	11	D	TUNIS	25	18	C
				LONDRES	16	11	P	VARSOVIE	16	11	C
								VIENNE	17	15	N
A	S	C	D	A	S	C	D	P	T	*	
avec	brises	ciel	ciel	avec	brises	ciel	ciel	pluie	tempête	neige	
ouvert		départé	nuageux	ouvert		départé	nuageux				

(Document établi avec la support technique spécial de la Météorologie nationale.)

حکومت الاحول

SPORTS

FOOTBALL : Sochaux-Florentina en Coupe d'Europe

Noblesse oblige

Sochaux affronte à domicile l'équipe italienne de la Fiorentina, mercredi 1^{er} novembre (à 17 heures sur TF 1), en match retour des seizièmes de finale de la Coupe d'Europe de l'UEFA. Le club de Sochaux n'est certes pas le plus prestigieux du pays mais il est soutenu et financé par une étonnante famille de nobles.

FLORENCE

de notre envoyé spécial

La tribune officielle du stade Bonal à Sochaux est à peine plus spacieuse qu'une loge de l'Opéra de Paris. Il suffit d'un préfet, de deux présidents de club et de quelques notables locaux pour qu'elle affiche complet les soirs de grand match. Mercredi 1^{er} novembre, les responsables du protocole risquent donc de se heurter à un véritable casse-tête au moment d'attribuer les sièges à ces spectateurs privilégiés.

Le FC Sochaux reçoit l'équipe italienne de la Fiorentina en match retour des seizièmes de finale de la Coupe d'Europe de l'UEFA. Or le club transalpin, s'il dispose bien sûr, âgé de son homologue français, d'un président et de quelques dirigeants, peut aussi se vanter d'être soutenu et financé par l'une des plus prestigieuses familles de la noblesse florentine : les Pontello. Une tribu : trois frères (les comtes Flavio, Claudio et Gianluigi Pontello), une sœur (Miuta) et leurs enfants respectifs (cinq hommes et sept femmes, soit une douzaine de cousins et cousines).

La Fiorentina a hypothéqué ses chances de qualification en concédant un match nul (0-0) lors de la première manche, mercredi 18 octobre en Italie, et l'ensemble du clan n'effectuera pas le déplacement en France. Mais la plupart des hommes devraient être présents en compagnie de mille cinq cents sup-

porters. L'histoire de leur famille est trop liée à celle du club de football pour qu'ils l'abandonnent dans l'adversité.

Cette histoire commence au début du siècle à Cavasso Novo, un village du Frioul situé non loin d'Udine, dans le nord-est de l'Italie (la région est alors sous domination autrichienne). Callisto Pontello est un charpentier de talent doublé d'un travailleur acharné. Après avoir débuté dans le métier comme petit artisan de quartier, il se forge une renommée qui l'amène à exercer jusque sur le territoire autrichien ou en Yougoslavie. Survient alors la première guerre mondiale. Il perd tout. Et décide de quitter son Frioul natal pour la Toscane et Florence. Une autre région. Une autre vie.

Il se remet au travail. En quelques années, il se retrouve à la tête de l'une des plus performantes entreprises de construction de la région. A tel point qu'à la fin des années 20, histoire de récompenser ses mérites, le roi d'Italie, Victor-Emmanuel III, le fait comte. La famille du charpentier de Cavasso Novo anoblie ! La nouvelle fait jaser la bonne société de Florence. Mais « les Pontello », comme on les appelle depuis lors en Toscane, s'imposent dans le gotha florentin.

A partir de 1938, les descendants du vieux Callisto s'affichent comme de fervents supporters de l'équipe locale de football, la Fiorentina. Leur fortune les autorise à s'exprimer sur la manière dont le club est dirigé, même si, officiellement, ils ne sont alors que de simples tifosi.

En 1980, ils franchissent le pas et entrent dans le capital de la Fiorentina. « Nous sommes avant tout des supporters, il faut faire quelque chose, injecter de l'argent frais », se souvient Niccolò Pontello, trente-cinq ans, arrière-petit-fils de Callisto et directeur financier de la

société « Pontello Construction ». En 1987, deuxième étape : ils se portent acquéreurs de 51 % des parts du club en compagnie de partenaires amis. En 1989, ces amis se retirent. Les Pontello se retrouvent avec 98 % des parts de la Fiorentina.

Ils n'apparaissent pas pour autant au sein du comité directeur, le président officiel, Lorenzo Rigetti, n'est pas membre de la famille. Mais ils tiennent les rênes. Ainsi le véritable siège du club n'est-il pas cette demeure bourgeoise du centre-ville où les supporters vont demander les renseignements concernant la vente des places, mais, à quelques rues de là, une autre bâtisse tout aussi cosue, ornée d'une discrète plaque « Pontello Construction ». Et le véritable président n'est autre que le comte Flavio Pontello, petit-fils du charpentier.

« Par amour du club »

Avec l'aide de ses frères - l'un d'eux, Claudio Pontello, est député de la Démocratie chrétienne au Parlement italien - de sa sœur et de ses nièces et neveux, ce patriarcat, âgé de soixante-sept ans, dirige à la fois une compagnie qui se situe aujourd'hui au vingt-deuxième rang des entreprises de construction en Italie (un millier d'employés et un chiffre d'affaires de 3 200 millions de francs) et un club qui se classe régulièrement juste derrière les grandes équipes du pays.

« Nous prenons toutes les décisions importantes concernant la Fiorentina », reconnaît d'ailleurs Niccolò Pontello. Et le public ne s'y trompe pas. C'est ainsi que la campagne de presse qui se développe depuis quelques semaines en Italie pour demander l'éviction de l'entraîneur Bruno Giorgi ne s'adresse pas à quelque dirigeant anonyme mais directement à la « famiglia ». Ainsi placé en première ligne, le

clan a tout à perdre dans sa passion pour le football, surtout en période de mauvais résultats : « Au début, le fait d'investir dans ce sport nous a sans doute permis d'asseoir notre notoriété. Être à la tête de la Fiorentina est une chose très importante dans une ville comme Florence. Mais nous n'avons pas besoin de cela pour gagner de l'argent. Le football coûte très cher. Nous perdons de l'argent. Pourquoi restons-nous ? Par amour du club. Sans nous, il n'existerait pas. Si nous partions, personne ne prendrait le relais. Les investisseurs existent en Toscane mais ils ne veulent pas prendre le risque d'être ainsi critiqués, à chaque décision. »

Autant de propos confirmés par des sources « neutres ». Les Pontello ne s'enrichissent pas par le football. Ils voient un amour sincère au ballon rond, au grand désespoir de leurs filles, femmes et cousines puîsses, lors des repas familiaux, les discussions reviennent régulièrement sur le « calcio ».

Leur passion a tout de même des limites. La Fiorentina est un club solide mais les 36 000 spectateurs qui suivent en moyenne l'équipe toscane permettent tout juste de boucler un budget de cent vingt millions de francs. Niccolò Pontello n'envisage pas dans l'immédiat d'investir davantage dans ce sport et d'imiter Silvio Berlusconi, le président du Milan AC, gros « consommateur » de vedettes internationales : « Après une période d'investissement au début des années 80, nous avons décidé de revoir les dépenses à la baisse et de faire confiance à de jeunes joueurs. Si nous terminions plusieurs fois de suite dans les trois ou quatre premiers du championnat, nous consentirions peut-être quelques efforts supplémentaires. Dans l'immédiat, nous sommes sages. »

PHILIPPE BROUSSARD

TENNIS : Open de Paris-Bercy

Le public joue Leconte

Tandis qu'Henri Leconte faisait victorieusement son retour à la compétition officielle contre l'Américain Richard Matsuzaki, l'Israélien Amos Mansdorf, vainqueur en 1988, était éliminé, mardi 30 octobre, par l'Américain Michael Chang au premier tour de l'Open de Paris-Bercy, au cours duquel sept des dix meilleurs mondiaux ne disputent 1,3 million de dollars.

En 1988, Henri Leconte avait été accueilli pour son premier match contre John McEnroe par une foule hostile qui lui avait fait durement payer les propos malheureux (« Vous avez enfin compris mon jeu ! ») qu'il avait tenu à la suite de sa défaite en finale des Internationaux de France cinq mois auparavant. Le Français avait été consacré alors que l'Américain était acclamé pendant les ballades d'échauffement. Cette année, en revanche, le soutien du public ne lui a pas été compté, surtout au moment le plus difficile de la partie, quand l'Américain David Matsuzaki a eu deux occasions de s'adjuger le premier set lors du tie-break.

Il est vrai que, durant ce jeu décisif, Henri Leconte, qui n'avait pas eu une réussite totale jusqu'alors dans ses entreprises au service, a fait trois points extraordinaires pour revenir d'abord de 4-6 à 7-6 (sans volée, un ace et un smash), puis trois autres pour s'imposer de 7-3 à 10-8 (un ace, un service gagnant et un fauto provoquée à la volée de son adversaire). Tout s'est passé comme s'il n'y avait jamais eu le moindre hiatus entre le joueur et la foule. On pleure comme si, du passé, table rassemblée, une nouvelle relation commençait.

Une rude tâche

Avec une colonne vertébrale remisée à neuf, avec une nouvelle compagne, Henri Leconte parviendra-t-il, à vingt-six ans, à tenir les promesses contenues dans son jeu de gaucher ? Quelques points conclus avec audace, ou inconsciemment ou non, pour son premier match officiel depuis six mois, qu'il n'avait rien perdu de ce talent inné qui a fait tout autant

pour son bonheur que pour son malheur. Mais, pour remonter de la trente-septième place, à laquelle son inactivité forcée l'a relégué, vers le sommet de la hiérarchie mondiale, la tâche risque d'être rude. En tout cas, il devrait montrer toute la difficulté de l'entreprise dès le deuxième tour de cet Open : il sera confronté à la dernière révélation des Internationaux de France, Michael Chang.

Le Sino-Américain a été lundi soir le bonheur du tenant du titre, l'Israélien Amos Mansdorf. Douze mois après avoir triomphé de Brad Gilbert, celui-ci se retrouve dans la situation inverse d'Henri Leconte. Du statut de vainqueur il est retombé à celui de vaincu. Comme si l'effort prodigé l'année passée pour s'élever au-dessus de la mêlée l'avait laissé sans ressource, en peine de tennis comme une volute est en panne d'essence.

Pendant ces cinquante-deux dernières semaines, Amos Mansdorf n'a laissé comme trace significative que le souvenir d'un échec, pensable en Coupe Davis (il a perdu à Tel-Aviv son match contre Leconte, qu'il avait mené deux sets à rien) et d'une querelle manabonde à Flushing Meadows (il a insulté la famille de Noah au cours d'un match qu'il a perdu alors qu'il pouvait encore s'imposer). C'est médiocre. A l'image de la réplique qu'il a donnée à un Michael Chang, que l'air de Paris inspirait déjà.

ALAIN GRAUDO

Résultats du 30 octobre Premier tour

M. Jaito (ARG, n° 15) b. C.-U. Steeb (RFA, n° 17) 2-6, 6-4, 7-6 ; A. Krickstein (E-U, n° 8) b. M. Perinotti (SUE, n° 44) 6-1, 6-3 ; S. Edberg (SUE, n° 3) b. A. Chomskov (URS, n° 23) 6-2, 6-3 ; G. Forget (FRA, n° 108) b. F. Santoro (FRA, n° 247) 7-5, 6-3 ; H. Leconte (FRA, n° 37) b. R. Matsuzaki (E-U, n° 112) 7-6, 6-0 ; M. Chang (E-U, n° 5) b. A. Mansdorf (ISR, n° 39) 6-3, 6-2 ; H. Skoff (AUT, n° 28) b. C. Van Rensburg (AFS, n° 26) 6-4, 4-6, 6-3.

Entre parenthèses, la nationalité et le classement ATP des joueurs.

Le quarantième anniversaire de la mort de Marcel Cerdan

En deçà du mythe

« L'équipe de secours a retrouvé l'épave du FBA-2N au pic de la Rodondo, altitude 1 105 mètres. Il n'y a pas de survivant. » Cette dépêche laconique qui tombait il y a quarante ans, le 28 octobre 1949, sur les téléécrans des agences de presse annonçait une fin tragique et une légende naissante.

A bord du Constellation Paris-New-York d'Air France qui s'était écrasé au cours de la nuit du 27 au 28 septembre sur l'île de San Miguel, aux Açores, au moment de l'escalade, il y avait Marcel Cerdan, l'austère champion du monde des poids moyens qui s'en allait à la reconquête de son titre contre l'Américain Jack La Motta : le « Taureau du Bronx ». Son décès allait plonger la France dans le deuil.

En battant (arrêté de l'arbitre à la douzième reprise) l'Américain Tony Zale (Anthony Zaleski de son vrai nom) pour le titre mondial des poids moyens le 21 septembre 1948 à Jersey-City (New-Jersey) il était déjà, dans un pays qui sortait péniblement de la guerre, l'incarnation de la victoire à nouveau possible, d'une certaine forme d'espoir. En disparaissant dramatiquement, avant d'avoir pu reconquérir ce titre, il devenait un mythe.

Le souvenir du « Bombardier marocain » — il avait grandi à Casablanca et il frappait très fort — a ainsi été une source d'inspiration. Editeurs (au moins neuf livres lui ont été consacrés), réalisateurs (un film a retracé sa liaison avec Edith Piaf), et même manager (une carrière sur le ring a été organisée pour Marcel junior, l'un de ses trois fils) l'ont exploité.

Publier un nouvel ouvrage sur Cerdan pour le quarantième anniversaire de sa mort pouvait donc s'inscrire dans cette tradition, entre le roman-photo et la série Arlequin. Jean-Claude Loiseau n'est pas tombé dans ces pièges. Son livre est une enquête journalistique minutieuse sur un homme qui a été un monument du sport français, qui a marqué son époque et qui reste une référence.

Et c'est curieusement une entreprise de démythification que réussit l'auteur. Il rappelle par exemple que des doutes avaient été formulés sur la régularité du combat perdu contre La Motta : la blessure à l'épaule gauche du champion français était-elle bien réelle ? La Motta a-t-il bien versé, comme il l'a affirmé à plusieurs reprises, une forte somme d'argent à un agent de Cerdan ? La mafia des jeux avait-elle manipulé les paris ? Le simple fait de poser ces questions aujourd'hui taboues montre le souci qu'a eu Jean-Claude Loiseau de percer les voiles épais de la légende.

Quarante ans après la mort de Marcel Cerdan, c'est le roi d'un univers glorieux que peint l'auteur. Mais un grand roi tout de même avec 113 combats, 109 victoires dont 66 par KO à son palmarès. Un être à part jusque dans la mort : son corps était retrouvé presque intact dans les débris calcinés de l'avion.

ALAIN GRAUDO

► Marcel Cerdan, de Jean-Claude Loiseau. Flammarion, 334 pages, 130 F.

La disqualification d'Ayrton Senna au Grand Prix du Japon

La FISA veut assurer la paix dans le championnat du monde

Le tribunal d'appel de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) devait faire connaître, mardi 30 octobre, son jugement sur la disqualification du Brésilien Ayrton Senna au Grand Prix du Japon de Formule 1. A cette occasion, Jean-Marie Balestre devait aussi annoncer « les mesures que compte prendre la FISA pour assurer la paix dans le championnat du monde dont le vainqueur sera connu obligatoirement au plus tard au Grand Prix d'Australie ».

Avant de s'envoler pour l'Australie où se disputera, dimanche 5 novembre, le dernier grand prix de Formule 1 de la saison, Ron Dennis, directeur de l'écurie McLaren, avait organisé une conférence de presse, lundi 30 octobre à Londres. A cette occasion, il a révélé le rapport présenté par la Fédération internationale de l'automobile (FIA) aux juges du tribunal d'appel de la Fédération internationale de l'automobile (FIA), réuni le 27 octobre à Paris, pour l'appel interjeté après la disqualification d'Ayrton Senna au Grand Prix du Japon.

Ce rapport qualifie le Brésilien de « pilote qui met en péril la sécurité des autres pilotes ». Il résume plusieurs « fautes graves » ayant débouché sur des accrochages avec Jean-Louis Schlesser (GP d'Italie 1988), Gerhard Berger (GP de Brésil 1989) et Nigel Mansell

(GP du Portugal 1989). Il relève huit « actes illégaux » commis par Ayrton Senna au dernier Grand Prix du Japon et estime que « la sanction décidée par les commissaires sportifs est trop modérée ». Le rapport de la FISA préconise une lourde amende et une suspension de sa supériorité de pilote avec sursis.

Ce point de vue n'est, bien sûr, pas partagé par Ron Dennis. Le directeur de l'écurie McLaren estime que les manœuvres de son pilote pour évincer la voie de départ sur laquelle les deux monoplaces s'étaient immobilisées répondaient à un « souci de sécurité ». L'avocat de l'écurie a présenté au tribunal d'appel des éléments montrant que des « fautes » similaires d'autres pilotes n'ont pas été sanctionnées dans le passé.

Dans sa conférence, Ron Dennis a mis en cause Jean-Marie Balestre, président de la FIA et de la FISA, qui, « contrairement à la procédure habituelle (...), a insisté pour que les commissaires sportifs prennent leur décision avant la remise des prix (du Grand Prix du Japon), ce qui a eu pour effet de réduire leur temps de délibération à environ vingt-cinq minutes ». Il a ajouté que McLaren pourrait poursuivre la FIA devant un tribunal civil français si l'appel ne répondait pas à ses attentes.

Pour le Grand Prix d'Australie, Ron Dennis a affirmé que « chaque pilote sera traité de la même sorte ». « Ce que je veux, s'il est conclu, c'est le respect du fair-play. Peu importe l'identité du champion du monde en 1989. »

Les résultats

BOXE

Réunion de Belfort
L'Ougandais Jock Macgregor, champion du monde des super-moyens (WBC) depuis sa victoire le 3 juillet face au Français René Jacquot, a battu, lundi 30 octobre, au pavillon Belfort de Nogent-sur-Meuse, l'Américain Ricky Stockhouse par arrêt de l'arbitre à la première reprise.

FOOTBALL

Coupe du monde
L'équipe de Colombie s'est qualifiée pour la phase finale de la Coupe du monde 1990, en obtenant le nul (0-0) face à l'équipe d'Israël, mardi 30 octobre à Tel-Aviv, lors du match retour de la zone Océanie-Amérique du Sud. Le but signé Alberto Usmeiza n'y a qu'un jour à Barranquilla, a suffi à empêcher les Israéliens de prendre la route de Rome.

ÉCHECS

Le championnat du monde par équipes

La sélection africaine bat les Pays-Bas

Les trois premières rondes des deuxième championnats du monde d'échecs par équipes, qui ont débuté à Lucerne (Suisse), samedi 28 octobre, ont été marquées par de fortes surprises. Dans la première ronde, la Suisse, emmenée par Korchnikof, a battu les États-Unis 2,5-1,5 et l'URSS, sans Kasparov, mais avec Karpov, a dû concéder un demi-point à la modeste sélection d'Afrique (1). L'Israël n'obtient que la moitié face au Tchécoslovaquie Bonarzik. Cette même sélection africaine causait la sensation dans la deuxième ronde en battant les Pays-Bas (sans Timman) 2,5-1,5, toujours grâce à Bonarzik qui marquait un point devant Kasparov.

Dès la troisième ronde, l'URSS prenait cependant le large en écrasant la Yougoslavie (3,5-0,5), menant avec 10 points devant l'Angleterre et la Hongrie (7), Cuba (6), la Chine et les États-Unis (5,5), la Suisse et la Yougoslavie (5) et l'Afrique et les Pays-Bas (4,5).

La France n'est pas qualifiée pour ce championnat, où chaque équipe s'affronte sur quatre échiquiers en neuf rondes.

(1) L'équipe d'Afrique est composée de deux joueurs égyptiens, d'un Marocain, d'un Algérien, d'un Tunisien et d'un Américain, vivant en Angleterre.

GRAND CONCOURS

HACHETTE Classiques

Le Monde

Édition 1

Les résultats du concours seront publiés, dans le quotidien, à partir du jeudi 2 novembre 1989 (numéro daté de 13).

Le Monde

EN BANQUE DE DONNEES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUT RENSEIGNEMENT :

SINORG G.C.A.M. SERVEUR

Tél. 01 45 48 70 72

26 La conjonction des crises de l'ÉFSA
27 Le capital et l'industrie d'État

28 Technologie : téléphoner en plein ciel
29 Le budget de la CEE et les fraudes

42 Marchés financiers
43 Bourse de Paris

BILLET

Et les minoritaires ?

La prise de participation de la société Thomson-CSF dans le capital du Crédit lyonnais par apport de sa filiale Thomson-Finances et les protestations de la BNP posent un problème de doctrine dans le grand débat « ni privatisation ni nationalisation ». Elle introduit aussi une nouvelle donnée, celle des droits des actionnaires minoritaires.

Y a-t-il privatisation partielle du Crédit lyonnais, dans la mesure où Thomson-CSF, société contrôlée à plus de 51 % par l'État, mais dont 45 % du capital environ est disséminé dans le public, va détenir 14 % de la banque ? On peut répondre par la négative, en rappelant que l'État, gardant le contrôle de Thomson-CSF, dont il nomme le président, le conserve aussi indirectement sur les 14 % du Crédit lyonnais qui ne sont pas dans le portefeuille de cette société.

On peut aussi répondre par l'affirmative, si l'on soutient que les actionnaires minoritaires et privés de Thomson-CSF sont désormais directement intéressés au sort du Crédit lyonnais, première entorse à la loi de nationalisation de 1982, mises à part les privatisations totales de M. Balladur. Mais, immédiatement, une question se pose : ces actionnaires minoritaires ne vont-ils pas s'estimer lésés par le refus opposé par l'État à la surcote de la BNP sur la filiale Thomson-Finances ? Déjà, vendredi 27 octobre, à la reprise de la cotation des titres Thomson-CSF, leur cours avait chuté de plus de 8 %, les analystes financiers et les gérants de portefeuilles manifestant leur mauvaise humeur de voir une activité brillante et profitable, quoique aléatoire, échangée contre une participation dans une grande banque d'Etat rentable jusqu'à présent, moyennant, le seraient-elles, à réclamer une meilleure valorisation de cette activité, estimant même qu'un bon placement en « cash » aurait bien mieux fait l'affaire d'un groupe industriel Thomson-CSF, toujours en manque de capitaux. Aux États-Unis, ils auraient probablement essayé de bloquer en justice l'accord avec le Crédit lyonnais.

Décidément, M. Bérégovoy, en autorisant cette opération, a mis le doigt dans un engrenage redoutable.

F. R.

Après six mois de négociations médecins-Sécurité sociale

La convention médicale dans l'impasse

Les représentants des caisses d'assurance-maladie et des syndicats de médecins se sont séparés lundi 30 octobre sur un « constat de désaccord ». C'est au gouvernement, désormais, de débloquent la situation.

Quinze minutes, tout au plus. L'ultime réunion plénière prévue pour la négociation de la nouvelle convention médicale a rapidement tourné court. Les syndicats médicaux CSMP, FMF et MG-France n'ont pu obtenir ni une modification des mesures restrictives sur le secteur 2 à honoraires libres ni la moindre indication quant au soutien du gouvernement aux propositions de relèvement des tarifs avancés par les caisses d'assurance-maladie. « Constat de désaccord », a résumé M. Maurice Derlin, président (FO) de la caisse nationale maladie des travailleurs salariés (CNAMTS).

Vendredi, les trois caisses d'assurance-maladie (CNAMTS pour les salariés, CANAM pour les non-salariés, MSA pour le monde agricole) avaient présenté une série de propositions articulées autour d'un plafonnement de la proportion de médecins exerçant dans le secteur 2. Leur démarche visait à créer un « secteur 1-bis » comprenant des médecins appliquant des honoraires conventionnels légèrement améliorés en contrepartie d'une limitation de leurs actes. Par ailleurs, elles plaçaient à 40 % par département et par spécialité la part des praticiens appartenant au secteur 2.

Une volonté de rationnement

Dans cette dernière éventualité, les candidats au secteur 2 étaient appelés à déposer une « option déclarative » qui aurait été refusée en bloc si le seuil fatidique des 40 % était dépassé. Par ailleurs, l'assurance-maladie proposait de revaloriser les honoraires en deux temps : augmentation de la consultation de dix francs (à 95 francs) avant la fin de cette année puis de cinq francs avant mars 1991. La visite aurait été revalorisée de cinq francs avant janvier 1990 puis de cinq francs également au prin-

temps 1991, la lettre-clé pour les actes chirurgicaux bénéficiant d'un « plus » d'un franc puis de cinquante centimes. Globalement, le coût de ces mesures avait été évalué à 2,85 milliards de francs jusqu'en 1991. Enfin, un allègement des charges (concernant la cotisation au titre des prestations familiales) de 10 000 francs par médecin du secteur 1 (honoraires conventionnels) était mis en avant (coût : 1 milliard de francs).

« La principale difficulté réside dans une croissance très forte du secteur 2 », a rappelé lundi soir la CNAMTS, précisant que l'avenant de juillet dernier conclu entre les partenaires « avait expressément fait état de l'intention de toutes les parties de conserver au secteur 1 son caractère prédominant » et que « en l'état actuel des négociations, les contre-propositions des syndicats médicaux ne garantissent au secteur 1 qu'une position minoritaire ».

Les syndicats médicaux ont immédiatement réagi. La CSMP s'est élevée contre « une volonté de rationnement des soins et un acharnement contre les médecins du secteur 2 » alors que ces derniers, souligne-t-elle, représentent un praticien sur quatre. Quant à MG-France et à la FMF, elles ont rejeté sur l'assurance-maladie l'interruption des négociations.

Le « clash » intervenu lundi soir permet en tout cas aux caisses d'assurance-maladie de renvoyer la balle dans le camp du gouvernement, que M. Derlin a explicitement invité à « prononcer clairement ». A Matignon, comme au ministère de la Santé, on s'est toujours refusé à avancer des propositions fermes en matière de tarification tant que l'équilibre entre les deux secteurs, qui conditionne largement l'évolution des dépenses de santé, n'aurait pas fait l'objet d'un accord. Du reste, le critère du plafond de 40 % pour le secteur 2 n'apparaît pas aux yeux des experts gouvernementaux comme la solution idéale. Ceux-ci paraissent préférer des mesures permettant de mieux « encadrer » l'activité des praticiens qui en font déjà partie. Le gouvernement souhaite ardemment que les partenaires finissent par s'entendre car, si tel n'était pas le cas, il lui reviendrait la lourde tâche de trancher lui-même. M. Claude Evin, ministre de la Santé, recevra d'ailleurs les partenaires sociaux à partir de la fin de

la semaine car le temps est compté : les assemblées générales des syndicats médicaux vont se succéder dans les prochains semaines et le nouveau cadre conventionnel doit impérativement être mis en place avant le 1^{er} décembre.

En attendant, on ne peut que constater à quel point la responsabilité des partenaires sociaux dans la définition des rapports entre médecins et Sécurité sociale — dont se flattent pourtant syndicats et caisses nationales — est ambiguë, voire illusoire. Une fois de plus, ce sont les pouvoirs publics qui doivent donner le la.

JEAN-MICHEL NORMAND

Grâce à la délocalisation des usines

L'industrie automobile japonaise exporte moins et importe plus

Après Mazda, le groupe automobile japonais Toyota annonce son intention d'accroître ses importations de véhicules et d'équipements. Ces politiques devraient permettre à Tokyo de réduire, à terme, ses gigantesques excédents commerciaux vis-à-vis de l'Europe et des États-Unis.

TOKYO

correspondance

Les exportations japonaises d'automobiles ont chuté de 4,8 % au premier

semestre fiscal (c'est-à-dire d'avril à septembre 1989) par rapport à la même période de 1988. La chute s'explique par le recul des envois aux États-Unis (-10,8 %), marché qui absorbe près de la moitié des ventes à l'étranger (1,2 million de véhicules au premier semestre sur un total de 2,9 millions). C'est Toyota le numéro un qui est à l'origine du retrait des exportations (ses ventes ont baissé de 8,9 %), tandis que Nissan, le numéro deux, gagnait 6 %. Il faut souligner aussi que le marché intérieur est très vif et avec de bons prix, ce qui pousse les constructeurs à privilégier les ventes locales. Toyota au premier semestre a enregistré une hausse de 14,4 % de ses ventes au Japon même et Nissan de 19,7 %.

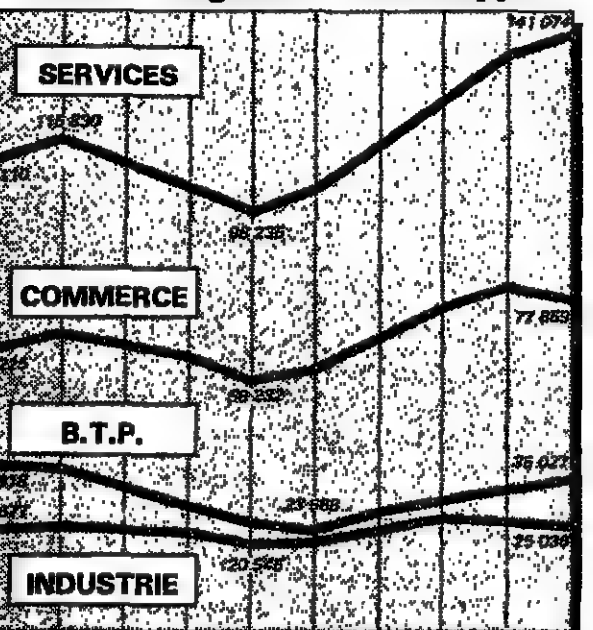
Côté importation, le même Toyota vient d'annoncer son intention d'accroître de 250 % en trois ans ses achats à l'étranger d'automobiles ou d'équipements. Le groupe importera, à partir de 1992, 40 000 voitures faites dans son usine américaine du Kentucky et 100 000 moteurs. D'autre part, il en exportera 4 000 en 1989 et 10 000 en 1992 des États-Unis vers Taiwan. Dans son programme, Toyota compte aussi, pour faire bon poids, acheter un gros ordinateur Cray, un avion Cheyenne et des semi-conducteurs américains.

Les autres constructeurs suivent la même voie. En 1992, Mazda sera sans doute le premier importateur d'automobiles du Japon, avec 60 000 modèles Ford, Kia (Corée du Sud) et Citroën vendus à cette date par ses concessionnaires. Ajoutées à ses achats de pièces détachées et de semi-conducteurs étrangers, ses importations totales seront quadruplées et atteindront 200 milliards de yens (environ 8 milliards de francs), selon le quotidien *Nihon Keizai Shimbun*.

Nissan, de son côté, a décidé de diminuer de moitié ses exportations (1,09 million de voitures en 1988) en dix ans. Il veut passer de deux voitures produites au Japon pour une « délocalisée » à une pour deux.

Les raisons qui poussent les marques japonaises sont multiples. Depuis plusieurs mois, la presse japonaise se fait l'écho des pressions exercées par le MITI (ministère du commerce international et de l'industrie) pour inciter l'industrie automobile japonaise à se transformer en importateur. Le gouvernement veut réduire l'impact des exportations d'automobiles dans les excédents commerciaux de Tokyo. Ces préoccupations « politiques » rejoignent les intérêts bien compris de chacune des marques.

Dix ans de création d'entreprises : les différents secteurs se sont inégalement développés



Source : ANCE, Octobre 1989

* Immatriculations totales : créations + reprises

Depuis 1983, la création d'entreprise connaît un net développement en France. Mais alors que le secteur des services (restauration, logement...) connaît un dynamisme persistant, celui des commerces enregistre en 1988 une baisse de 4,2 % du nombre des sociétés créées (contre une hausse de 1,9 % en 1987). Selon l'INSEE, ce secteur reste vulnérable : la durée de vie des sociétés nouvelles y est de trois ans et demi en moyenne contre cinq ans dans l'industrie.

Alors que les groupes nippons réalisent des profits en forte hausse

Les sociétés informatiques américaines connaissent des difficultés persistantes

L'industrie informatique américaine s'enlise doucement dans la crise : après IBM et DEC qui ont affiché pour le troisième trimestre des bénéfices en baisse de plus de 30 %, Unisys a annoncé à son tour de forts mauvais chiffres, une perte de 648 millions de dollars (plus de 4 milliards de francs). Les performances des grands groupes électroniques japonais, en revanche, n'ont jamais été aussi bonnes.

Comme les spécialistes le redoutaient au printemps dernier, (*Le Monde* du 20 avril), l'informatique américaine s'enfonce doucement dans la crise. A tout seigneur, tout honneur : IBM fut le premier à annoncer pour le troisième trimestre de l'année des résultats qualifiés de « décevants » par le patron du groupe, M. John Akers, avec un bénéfice net en recul de 30 %.

Le numéro deux, Digital Equipment (DEC), champion des mini-ordinateurs, voyait, quant à lui, son bénéfice chuter de 35 % au cours du trimestre en question, malgré un accroissement de 6 % de son chiffre d'affaires. Entravé par des frais de restructuration, Unisys annonçait un résultat très négatif, portant à 673,3 millions de dollars (4,25 milliards de francs) sa perte nette depuis le début de l'année. NCR voyait, de son côté, son bénéfice net reculer au cours du troisième trimestre, tandis que Prime

Computer plongeait dans le rouge Wang affichant quant à lui une perte nette opérationnelle de 62,1 millions de dollars (400 millions de francs).

Un vrai concert de lamentations, troublé ici ou là par quelques bonnes nouvelles : ex-champion des super-calculateurs, Control Data renouait avec les bénéfices, et prévoyait une année 1990 bénéficiaire, après une cure d'amaigrissement qui lui fera supprimer 10 000 emplois. A l'autre bout de l'échelle, Apple enregistrerait des résultats en hausse.

Un certain nombre de problèmes, propres à chacune de ces compagnies américaines, explique ces contre-performances, d'autant plus préoccupantes qu'elles font suite souvent à un début d'année déjà sombre. Ainsi, IBM a connu quelques retards de lancement dans ces nouveaux produits, Prime a dû s'endetter pour lutter contre une OPA hostile, et Digital Equipment doit se battre contre le recul généralisé des mini-ordinateurs. Mais plus fondamentalement, leurs dirigeants se plaignent de deux facteurs : la mollesse du marché américain et le cours trop élevé du dollar qui les gêne dans leurs exportations.

La première explication est avancée depuis plusieurs mois par les constructeurs informatiques qui attribuent la morosité actuelle soit à un certain « vieillissement » du marché (de plus en plus de renouvellement), soit à une « pause » dans la demande des clients déçus par les virages

technologiques du secteur. Autre facteur aggravant : l'atterrissage de profits en Europe de l'économie américaine, perceptible dans l'automobile (et qui commence à toucher la sidérurgie), frappe l'informatique, comme tous les autres biens d'équipement.

Au-delà de ces facteurs proprement américains, les constructeurs informatiques d'outre-Atlantique voient leurs difficultés accrues par la bonne tenue du dollar : contrairement à ce qu'ils escomptaient, le salut ne peut venir de l'étranger, et en particulier pas autant de l'Europe que ce qu'ils espéraient.

Une Europe qui semble bien devenir de plus en plus le déversoir des surplus japonais : les statistiques, publiées il y a quelques jours par l'ETIC (Electronics International Corporation), montraient que l'excédent nippon en Europe dans l'informatique était monté de 12 milliards de dollars en 1987 à 17 milliards de dollars (100 milliards de francs) en 1988... Ceci n'expliquant pas forcément cela, mais y contribuant sans doute, les géants japonais de l'électronique affichaient ces derniers jours des chiffres florissants : un bénéfice en hausse de 6,7 % au cours du troisième trimestre pour Fujitsu, une progression de 47 % pour le semestre chez Toshiba ou chez Mitsubishi, dont le bénéfice total (toutes activités confondues) s'inscrit en hausse de 85 %, les ventes pour le seul secteur de l'informatique et des télécommunications augmentant de 20 %.

FRANÇOISE VAYSSÉ

Le Costa-Rica et la Guinée-Bissau obtiennent des réaménagements de leur dette

Le Costa-Rica vient de signer un accord de principe avec un comité représentant ses banques créancières en vue de la réduction de sa dette. Le petit État d'Amérique centrale, dont la dette extérieure atteint 4 milliards de dollars, devrait ainsi être le troisième État, après le Mexique et les Philippines, à bénéficier des dispositions prévues par le plan Brady. Les créanciers du Costa-Rica auront le choix entre le rachat de créances à un cinquième de leur valeur sur le marché secondaire, la réduction des taux d'intérêt par l'émission d'obligations à rendement réduit, ou l'échange de créances contre des prises de participation dans l'économie.

D'autre part, la Guinée-Bissau a obtenu de ses principaux créanciers regroupés au sein du Club de Paris un réaménagement « important » d'une partie de sa dette publique et garantie. La dette globale de la Guinée-Bissau s'élève à environ 406 millions de dollars.

Restructuration dans l'industrie britannique

Courtaulds sépare son textile et sa chimie

Le groupe britannique Courtaulds sépare son textile et sa chimie. Cette « defusion » a été annoncée, lundi 30 octobre à Londres, par Sir Christopher Hogg, président de la firme.

En pleine période de fusions et d'OPA, Courtaulds mène une politique inverse et veut placer ses différents « métiers » dans des sociétés autonomes. D'un côté, la branche chimie qui réalise 18 milliards de francs de chiffre d'affaires et un bénéfice de 1,4 milliard de francs. De l'autre, le textile, qui avec 10 milliards de francs de chiffre d'affaires et 500 millions de bénéfices grâce à ses produits vedettes, tel que Courtelle, est numéro deux du textile en Grande-Bretagne derrière Coats Viyella. En septembre dernier, Courtaulds avait racheté la maison de couture française Georges Rech.

« En gérant des activités si différentes dans un seul groupe, nous avons rendu la situation confuse

pour les investisseurs », a expliqué Sir Christopher. Une manière de dire que, en raison de son développement, l'influence des chimistes l'emportait au détriment de la stratégie du textile. « La séparation des activités permettra à chacun de voler de ses propres ailes et d'être solidaire du marché en fonction de ses propres mérites », précise un responsable du groupe.

Sous réserve de l'approbation par les actionnaires actuels, cette opération de « defusion » devrait se dérouler dans les premiers mois de 1990. La valeur boursière de la nouvelle société sera estimée à partir des comptes révisés au 31 décembre 1989. Chaque actionnaire du groupe se verra alors proposer des actions de la nouvelle société qu'il pourra échanger ou non sur le marché.

Pour l'instant, la Bourse de Londres a plutôt bien réagi à cette nouvelle : dans la journée de lundi, le titre Courtaulds a progressé de 15 %.

INSOLITE

Cendres de mer

Choisir comme dernière demeure le gouffre amer de l'océan était jusqu'ici un vœu d'une réalisation complexe pour les exécuteurs testamentaires les mieux intentionnés. Stephen Charles-Davies, quarante ans, en avait fait la douloureuse expérience il y a trois ans, lors de la mort de son père. Il a donc

créé, à Newton-Poppleford, dans le sud-ouest de l'Angleterre, la compagnie maritime Britannia pour les funérailles en mer qui se charge, moyennant 550 à 750 livres (550 à 750 F), de disperser les cendres en mer ou d'immerger un cercueil au large des côtes, avec

l'autorisation du ministère du commerce et de la pêche.

M. Charles-Davies déclare que les offices religieux sont célébrés comme pour n'importe quel autre enterrement. Plus de mille deux cents personnes ont eu jusqu'ici recours à ses services.

حزب العمال

حکومتی الاصل

ÉCONOMIE

La conjoncture économique en Allemagne fédérale et les conséquences de l'arrivée des émigrés de l'Est

La croissance va se poursuivre mais le chômage risque d'augmenter

La menace d'un taux de chômage toujours élevé, avec deux millions de sans-emploi (1), demeure le seul véritable point noir pour l'économie ouest-allemande, qui devrait continuer de connaître en 1990 un rythme de croissance soutenu.

FRANCFORT
correspondance

Selon les cinq grands instituts de conjoncture ouest-rhénans (2), qui viennent de remettre au gouvernement fédéral leur traditionnel rapport d'automne sur la situation des économies ouest-allemandes et européennes, le taux de croissance devrait atteindre 3 % l'année prochaine, ce qui représente un léger ralentissement par rapport aux 4,5 % prévus pour cette année.

Principale responsable de ce ralentissement après « l'expansion tout à fait exceptionnelle » enregistrée cette année : l'augmentation généralisée des taux d'intérêt qui pourrait affecter la demande mondiale, notamment celle de biens d'équipement. La République fédérale, dont c'est le traditionnel point fort, devrait ainsi connaître un ralentissement considérable du taux d'augmentation de ses exportations : + 5,5 % en volume après + 11,5 % cette année. Du coup, les ventes à l'étranger pourraient être inférieures à celles des importations : + 6 % contre + 7,5 % en 1989. Toujours selon les prévisions des cinq instituts, la politique de l'argent cher devrait également affecter le niveau de l'investissement productif en RFA, qui augmentera de 6 % en 1990 au lieu des 10 % prévus pour cette année.

En raison notamment de la réforme fiscale mise en place par le gouvernement fédéral, dont le dernier volet doit entrer en vigueur en janvier prochain, la demande intérieure, restée très molle chez nos voisins, devrait connaître en 1990 une nette accélération avec 3,5 % d'augmentation, contre 2 % prévus pour cette année.

L'inflation devrait se maintenir à son niveau de 1989 avec 3 % de hausse annuelle — ce qui est beaucoup par rapport aux critères allemands, — même si une remontée de la hausse des prix l'an prochain n'est pas exclue. Les cinq « sages » pointent le doigt en direction des prochaines négociations salariales, soulignant la nécessité pour les partenaires sociaux de parvenir à des augmentations de salaires raisonnables en 1990 afin de ne pas relancer le processus inflationniste.

Le puissant syndicat des « métaux », l'IG Metall, réclame un réajustement significatif des salaires au vu des « super profits » réalisés par les entreprises depuis trois ans, c'est-à-dire durant la période couvrant l'actuelle convention collective. L'IG Metall réclame aussi la réduction progressive de la semaine ouvrée à 35 heures et la garantie du caractère chômé du week-end sans diminution de salaire.

Manque de main-d'œuvre qualifiée

Autre point de préoccupation : le manque de main-d'œuvre qualifiée. Celle-ci fait de plus en plus défaut dans l'industrie malgré l'arrivée massive en RFA de réfugiés en provenance des pays de l'Est (voir ci-contre). Près de 370 000 nouveaux demandeurs d'emploi devraient arriver sur le marché l'an prochain, la moitié d'entre eux étant des réfugiés. Bien que l'économie ouest-allemande soit largement en mesure d'absorber cette main-d'œuvre, le niveau de l'emploi s'en trouvera affecté et le chômage pourrait repasser au-dessus de la barre des 2 millions.

Les réactions à ces prévisions ont été en général positives, particulièrement de la part de la coalition gouvernementale au pouvoir, qui voit une sanction favorable de la politique menée actuellement. Le ministre de l'Économie, M. Helmut Haussmann, et le ministre des finances, M. Theo Waigel, en ont

également profité pour rappeler à l'ordre les partenaires sociaux, soulignant la nécessité de continuer à contenir les salaires dont les augmentations modérées au cours des trois dernières années sont en grande partie responsables, selon eux, du taux de croissance soutenu et de la stabilité des prix en RFA.

L'opposition social-démocrate, paradoxalement, s'est également félicitée de ce rapport, notamment en ce qui concerne la recommandation des cinq « sages » d'utiliser la très bonne conjoncture mondiale et le niveau soutenu de l'activité pour essayer de réduire le chômage en RFA.

A cette fin, les instituts de conjoncture préconisent des investissements plus importants de la part du gouvernement fédéral et des collectivités locales dans des secteurs comme la protection de l'environnement, le bâtiment ou les travaux publics.

Du côté des associations bancaires et financières, la recommandation faite par les cinq instituts à la Bundesbank de s'abstenir d'augmenter à nouveau ses taux directeurs, dans le cas d'une hausse des prix, a été particulièrement appréciée. Selon les cinq « sages », une nouvelle augmentation des taux d'intérêt risque « de pénaliser de façon disproportionnée la République fédérale », en raison des fluctuations de la demande mondiale pour les biens d'équipement.

Malgré les allègements fiscaux, les cinq instituts estiment que la demande intérieure pourra difficilement compenser la perte d'activité due à la diminution des commandes en provenance de l'étranger.

Christine HOLZBAUER-MADISON

(1) Il y a actuellement 1,7 million de chômeurs en RFA, soit 7,5 % de la population active.

(2) Les cinq principaux instituts de recherche conjoncturelle sont : DIW de Berlin, HWI de Hambourg, IFO de Munich, IWE de l'université de Kiel, RWI d'Essen.

Deux millions d'émigrants de souche allemande d'ici à l'an 2000

Les autorités ouest-allemandes tablent sur une arrivée d'au moins deux millions de nouveaux émigrants de souche allemande en provenance de Pologne, d'URSS ou de Roumanie d'ici à l'an 2000. Cet afflux de population jeune, compte non tenu de l'immigration en provenance d'Allemagne de l'Est, aura un effet positif sur la croissance de la RFA. Le PNB (produit intérieur brut) devrait, ainsi, bénéficier d'une augmentation annuelle de 0,3 %.

Selon une étude commandée par le gouvernement de Bonn à l'Institut de l'économie allemande (IWA) de Cologne, l'arrivée de deux millions de personnes en RFA permettra d'ajouter au PNB, entre 1989 et l'an 2000, 84 milliards de deutschemarks. Dans le cas où la totalité des trois millions et demi d'Allemands vivant dans les territoires cédés à la Pologne, à l'URSS et en Europe de l'Est reviendraient en RFA, le PNB, qui s'élève actuellement à environ 2 000 milliards de deutschemarks, augmenterait de 145 milliards.

Ces estimations ne prennent pas en compte les conséquences du récent exode des Allemands de l'Est, dont le nombre pourrait largement dépasser les cent mille prévus au début de l'année. En comparaison, au moins trois cent cinquante mille Autrichiens — réfugiés polonais, russes ou roumains de souche allemande (1) — devraient arriver cette année en RFA.

Toujours selon l'IWA, cette immigration se produira au cours des quatre prochaines années, ce qui stimulera la croissance par une demande accrue de biens de consommation, et d'investissements des collectivités locales, surtout de logements. L'effet d'accélé-

ration dont bénéficiera la construction culmine en 1992.

Autre effet bénéfique : l'augmentation des recettes fiscales permettra à l'État et aux Länder de réduire leur endettement à moyen et long terme. Jusqu'en 1991, le « coût » des réfugiés dépassera leur apport à l'économie de la RFA. À partir de 1992, cette tendance se renversera, permettant, jusqu'à l'an 2000, de dégager un solde positif global pour le budget d'un peu plus de 98 milliards de deutschemarks, et même de 135 milliards de deutschemarks dans l'hypothèse de la venue de trois millions et demi de réfugiés.

Mais le principal bénéfice de cet afflux de réfugiés est démographique. Les réfugiés en provenance des pays de l'Est sont dans leur grande majorité jeunes, le plus souvent avec plusieurs enfants, ce qui permet de corriger en partie la mauvaise configuration de la pyramide des âges (population vieillissante) encore aggravée, en RFA, par un taux de natalité parmi les plus bas du monde occidental. Les conséquences à moyen et à long terme sur le paiement des retraites et sur les prestations de l'assurance-maladie sont d'autant plus positives que cette population fraîchement arrivée n'aura pas de mal à s'employer.

Ainsi, une partie au moins du déficit des caisses d'assurance-maladie et surtout des caisses de retraite pourra être comblée. L'effet du vieillissement des nouveaux arrivants sur les prestations sociales ne se fera sentir qu'à partir de 2025.

Les autorités allemandes, le chancelier Helmut Kohl en tête, ont dit et répété que le but de la RFA n'était pas de drainer sur son territoire tous les Allemands de souche qui vivent à l'Est, mais de faire en sorte que leurs conditions de vie s'améliorent, où qu'ils se trouvent. L'ampleur de la nouvelle vague d'immigration n'en est pas

moins réelle. Même les récents changements en Pologne n'ont pas réussi à la stopper.

La difficulté pour l'actuel gouvernement de Bonn est donc de minimiser les tensions inévitables que l'arrivée massive de ces réfugiés — dont la plupart ne parlent même pas l'allemand — provoque dans la population locale.

C. H.-M.

(1) Ne pas confondre avec les Ukrainiens, qui sont les réfugiés en provenance de RDA ayant réussi à se rendre en RFA légalement ou illégalement.

INDUSTRIE

Sanofi (groupe Elf) poursuit son expansion dans les semences

Sanofi (groupe Elf Aquitaine) poursuit son développement dans le secteur des semences de grande culture. La société a annoncé, lundi 30 octobre, une prise de participation de 20 % dans le capital de Cassade-Semences (un chiffre d'affaires de 350 millions de francs). Par ailleurs, malgré une conjoncture moins portante, l'année 1989 sera un bon cru pour la Sanofi (groupe Elf). Son président, M. Jean-François Delbecq, espère dégager un bénéfice net (avant plus-values hors exploitation) supérieur de 20 % à celui de l'exercice précédent (765 millions de francs) pour un chiffre d'affaires consolidé de 22,5 milliards (+ 14,7 %), qui n'inclut ni les ventes de la fromagerie Entremont (3 milliards), filiale à 45 %, ni celles des Biocides (4,1 milliards). Lors d'une conférence de presse, tenue lundi 23 octobre à Paris, il s'est en outre montré optimiste pour 1990 et 1991 en dépit des incertitudes. Cette amélioration des résultats est imputable à l'effort exercé dans la recherche et les investissements, qui commencent à porter ses fruits. Pour 1989, le groupe consacrera 1,65 milliard de francs à la recherche, dont 1,42 milliard dans la pharmacie. Pour 1989, le chiffre d'affaires pharmaceutique devrait atteindre 8,9 milliards de francs (+ 12,6 %).

■ **ORKEM rachetée à Black et Decker** sa filiale Bostik. — Le groupe chimique d'Etat ORKEM a conclu un accord avec la firme américaine Black et Decker pour lui racheter sa filiale Bostik, spécialisée dans la fabrication d'adhésifs et de mastics. Le montant de la transaction s'élève à 345 millions de dollars (2,17 milliards de francs).

Bostik, qui réalise un chiffre d'affaires de 270 millions de dollars, exerce ses activités dans les secteurs des adhésifs pour l'industrie automobile, du double vitrage et de l'aéronautique. Cette acquisition entre dans la stratégie du groupe public français, qui souhaite se recentrer dans la chimie des spécialités, notamment dans les adhésifs, peintures, vernis et adhésifs. ORKEM envisage aussi de lancer une OPA sur la firme britannique Coty (le Monde du 27 octobre).

■ **Les Cachons Lajaurie** rachetés par le laboratoire Pierre Fabre. — Les laboratoires pharmaceutiques Pierre Fabre ont acquis la société exploitant les Cachons Lajaurie, Environ sept millions de boîtes de ces cachons, « inventés » en 1980 par Léon Lajaurie, un pharmacien toulonnais, et distribués à l'origine dans les officines, sont vendues chaque année pour un chiffre d'affaires de 20 millions de francs en 1988 et une trentaine d'emplois à Toulouse. Pierre Fabre, qui prévoit un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs en 1989, emploie quatre cents personnes. (AFP.)

■ **Paiements extérieurs : déficit français.** — La balance des paiements courants de la France a été déficitaire de 1,5 milliard de francs en août en données brutes après un déficit de 2,1 milliards en juillet (chiffres révisés). Le ministère des finances n'a pas calculé de chiffres corrigés des variations saisonnières. Pour les huit premiers mois de l'année, la balance des transactions courantes en données brutes serait déficitaire de 11,5 milliards de francs contre 6,4 milliards pendant les huit premiers mois de 1988.

CEE L'Europe sociale à onze

Suite de la première page.

« La délégation du Royaume-Uni, ayant des objections à l'égard de plusieurs articles de la charte, a maintenu sa réserve générale », y lit-on. Mis à part l'hypothèse, peu vraisemblable, où M^{re} Thatcher se résignerait, les 8 et 9 décembre, au Conseil européen de Strasbourg, à signer la charte, la question est maintenant de savoir quels seront les effets du clivage ainsi constaté, d'une part sur le déroulement de cette réunion, d'autre part sur les actions sociales de la Communauté.

La charte sociale est une déclaration politique sans effets juridiques. La Communauté pourrait donc en principe parfaitement vivre avec une charte

approuvée à onze. L'affaire se complique car lundi les ministres, sous la pression en particulier de la RFA, de l'Italie, des pays du Benelux et avec la bénédiction de la présidence française, ont décidé d'accélérer les travaux ayant trait à la mise en œuvre effective de la charte.

Il était prévu initialement que la Commission présenterait un programme avant la fin de l'année. Mais il a été entendu lundi qu'elle le soumettrait aux Douze vers la mi-novembre, de telle manière que les ministres des affaires sociales puissent en débattre à leur réunion du 30 novembre, et surtout qu'il se trouve sur la table du Conseil européen à Strasbourg.

Sur cette série de points, la RFA, les pays du Benelux, l'Italie veulent voir concrétiser rapidement, de manière réglementaire, les objectifs de la charte.

M. Soisson, dans son rapport au Conseil européen, invite la Commission, lorsqu'elle va rédiger ce programme, « à tenir compte des demandes exprimées par plusieurs délégations et qui concernent notamment la détermination des congés annuels, le maintien du salaire pendant les jours fériés et de maladie, la protection des enfants et des adolescents, la situation des femmes enceintes et des mères ayant des enfants en bas âge, l'intégration des handicapés en milieu ordinaire de travail, la protection de la santé et de la sécurité dans le milieu du travail, l'orientation professionnelle, la reconnaissance mutuelle des qualifications et le travail temporaire ».

Sur cette série de points, la RFA, les pays du Benelux, l'Italie veulent voir concrétiser rapidement, de manière réglementaire, les objectifs de la charte.

La volonté d'accélération ainsi manifestée ne peut logiquement qu'accroître les réticences de M^{re} Thatcher. Certains redoutent que l'activisme social de ses collègues, aussi relatif soit-il, lui serve de prétexte pour bloquer le processus devant conduire à l'union économique et monétaire.

Quelles peuvent être les conséquences de l'obstruction britannique sur la politique sociale de la CEE ? La charte sera adoptée avec ou sans l'accord de Londres. Le texte, approuvé par les Onze, a subi quelques modifications par rapport à la proposition initiale afin de tenir compte des réserves des uns ou des autres, mais selon M^{re} Vasso Papanastasiou, le commissaire compétent, « ces petites modifications n'en ont pas réduit la portée ».

Le débat de lundi a fait découvrir que cette charte, jugée insuffisante par les syndicats parce

qu'elle ne prévoit pas de sanctions contraignantes, embarrassait déjà certaines délégations. Ainsi les Portugais, soutenus par les Espagnols, n'aimaient guère l'idée que leurs entreprises soient traitées différemment dans un autre Etat membre seraient contraintes de payer leurs salariés selon les barèmes du pays d'accueil. L'équilibre n'est pas évident entre la recherche de progrès social et le souci de maintenir un avantage de compétitivité. L'innocuité de la charte est d'autant moins acquise que, à la demande de la France, il a été entendu que la Commission établirait chaque année un rapport sur son application.

Unanimité ou majorité qualifiée

La perspective d'avoir sur la table un projet de programme d'action, peut compliquer les manœuvres à l'égard de M^{re} Thatcher. Mais pour les salariés, ce programme n'offrirait aucune garantie contre les dérapages du marché unique que s'il est traduit sous forme de règlements ou de directives communautaires. Rien n'assure, pour l'instant, que ce pourra être le cas. Beaucoup dépendra de la Commission, qui aura bientôt un débat difficile sur ce thème.

Si elle s'en tient, comme l'invite à le faire le rapport de la présidence, à « la juste application des attributions des instances communautaires définies par le traité », la majorité des propositions qu'elle soumettra au titre de ce programme devront être approuvées à l'unanimité et pourront donc être bloquées par Londres. Si elle tente d'adopter ces propositions à partir d'une interprétation plus large du traité, en recourant à la majorité qualifiée (ce qui lève l'obstacle anglais), comme la presse de la presse européenne, elle posera un problème de nature institutionnelle et juridique avec, à la clé, un recours vraisemblable du Royaume-Uni devant la Cour européenne de justice de Luxembourg.

PHILIPPE LEMAÎTRE

SOCIAL

Le conflit des finances coûte cher à l'Etat

La grève continue de faiblir à la direction générale des impôts (DGI), bastion du conflit au sein du ministère des finances. Lundi 30 octobre, indique le ministère de l'économie, on décomptait 21 000 grévistes, soit un agent sur quatre.

Dans les autres administrations, quelque huit mille fonctionnaires manquaient à l'appel. Quant aux négociations sur les retenues pour fait de grève (chaque jour de grève est prélevé mais la ponction est échelonnée, à raison de dix jours par mois pour octobre), elles ne débiteront pas tant que la reprise du travail ne se sera pas scellée, estime-t-on au Quai de Berly. Néanmoins, la facture s'alourdit pour l'Etat qui a déjà été contraint d'injecter 36 milliards de francs sous forme de bons du Trésor pour compenser le retard de perception de la TVA. Compte tenu des taux d'intérêt, le coût de ces dispositions peut être évalué à 300 millions depuis fin septembre.

EN BREF

■ **Conditions de travail : FO et la CFTD signent l'accord interprofessionnel.** — Les confédérations Force ouvrière et CFTD ont annoncé, le 23 octobre qu'elles signeraient l'accord interprofessionnel sur les conditions de travail, négocié le 20 octobre avec le CNPF et déjà approuvé par la CFTC et la CGC (le Monde du 22-23 octobre). Force ouvrière a indiqué qu'il va « demander aux fédérations du secteur privé de réclamer l'ouverture de négociations » à la suite de cet accord.

La CFTD estime pour sa part que le texte « est un bon moyen de relancer une dynamique de négociation ». La CGT maintient qu'elle ne signera pas l'accord, de portée très générale, qui constitue un avenant à l'accord précédent de 1975.

■ **Précision sur l'indemnité de logement des instituteurs.** — Dans notre article sur les primes des agents des finances (le Monde du 18 octobre), il était indiqué que l'étude ne prenait en compte que « les sommes versées par l'Etat et soumises à l'impôt sur le revenu », ce qui excluait certaines indemnités spécifiques comme l'indem-

nité de logement propre aux instituteurs. Cette indication était directement extraite du rapport gouvernemental que nous avons utilisé. Or l'indemnité de logement des instituteurs est bel et bien imposable. Elle est versée par les communes et remboursée ensuite par l'Etat.

■ **Retraite des cadres : hausse de 3,2 % des cotisations.** — La commission paritaire de l'Association

générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC) vient de décider une augmentation de 3,2 % des cotisations, qui interviendra au 1^{er} janvier 1990. Le taux d'appel passera de 113,4 % à 117 % (la partie supérieure à 100 % n'ouvrant aucun droit à la retraite), ce qui constitue une hausse moyenne de 39 F par mois dont 14 F à la charge du salarié et 25 F à celle de l'employeur.

Le Monde
de la
Révolution
française

MENSUEL : 30 F

Pour en savoir
plus sur les hommes,
les événements
et les idées
de la Révolution.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AFFAIRES

Avec le concours de « rabatteurs » français

Entreprises suisses et allemandes font les yeux doux aux ouvriers alsaciens

Le nombre des frontaliers alsaciens qui vont travailler en Suisse est estimé à 22 000, alors que 20 000 autres prennent chaque jour le chemin de la RFA. Salaires plus élevés mais aussi tradition : deux tiers des frontaliers travaillent en Suisse ont des parents qui, eux-mêmes, ont fait leur carrière en Suisse — expliquent ce phénomène.

« Content, lui ? Non. Franchement ravi d'ouvrir ses bras à la Suisse ! » Brigitte, vingt-trois ans, militante CPDT à l'usine Peugeot de Mulhouse, s'estime privilégiée : son mari, tourneur-fraiseur sur commande munichoise, a été particulièrement recherché par les industriels locaux — à quinzaine depuis un an l'établissement mulhousien pour une entreprise d'appareils ménagers, de l'autre côté de la frontière, près de Bâle. Son salaire : 3 800 francs suisses, soit près de 12 000 francs français. Brigitte, elle, gagne 4 700 francs net par mois.

En Alsace, les travailleurs frontaliers qui ont pris le chemin de la Suisse ont augmenté leur nombre de 24 % entre 1983 et 1988. A l'heure actuelle, il y en aurait 22 000. Au cours des trois dernières années, l'augmentation n'a pas été considérable (+ 6 à 7 %) mais elle est de plus en plus mal ressentie par les employeurs, dans une région qui connaît le taux de chômage (6 %) le plus bas de France et ne peut satisfaire ses besoins en ouvriers qualifiés. Sans compter que 20 000 autres salariés alsaciens prennent chaque jour le chemin de la RFA.

« Le phénomène semble essentiellement concerner les ouvriers professionnels, mais il touche aussi les sans-qualification », relève M. Alain Magnin, responsable du service conseil industriel à la chambre de commerce de Mulhouse.

Touche oratoire

Dans le sud de l'Alsace, c'est l'attraction de la Suisse qui mobilise les châtiments. Chez Peugeot, les ouvriers prennent régulièrement le chemin de Bâle, où leur qualification convient parfaitement aux usines chimiques. Il n'y a pas si longtemps, le constructeur automobile s'est d'ailleurs résolu à intervenir directement auprès d'un des principaux groupes suisses qui avait soigneusement entrepris de débrancher les informaticiens de son service de paie. Quant aux syndicalistes, ils souffrent aussi du phénomène. A peine élu au conseil des prud'hommes, une militante de la CFDT n'a-t-elle pas tout récemment cédé aux sirènes helvétiques ?

Pour recruter les salariés qui leur manquent, les firmes suisses ne recourent guère aux petites annonces. Plus fiable et plus discret, le bouche à oreille remporte leurs faveurs. Avec parfois l'utilisation de « rabatteurs » : les Français déjà installés de l'autre côté de la frontière cherchent dans certains cas une prime lorsqu'ils présentent à leur patron le candidat recherché. Il est vrai que deux tiers des frontaliers travaillant en Suisse ont des parents qui, eux-mêmes, ont fait leur carrière en Suisse.

Au nord de l'Alsace, la proximité de la RFA n'est guère mieux ressentie. M. Gilbert Moog, président de l'établissement Manville (panneaux d'isolation) de Wissembourg (Bas-Rhin) a vu quinze de ses deux cents salariés quitter l'entreprise pour la RFA depuis le début de l'année. Il éprouve les plus grandes difficultés pour les remplacer, car il s'agit essentiellement d'ouvriers professionnels. Selon lui, l'écart des rémunérations, à qualification égale, est de l'ordre de 15 % à 20 % : « Dès la fin de l'année prochaine, il va nous falloir augmenter les salaires de 5 à 10 % pour faire face à la concurrence ».

« Il nous faudrait aussi expliquer aux autres établissements, du groupe, dans la Loire et dans le Cameroun, que nous ne pouvons pas faire la même chose pour eux... », reconnaît M. Moog, qui considère que la meilleure solution consiste à accomplir un vigoureux effort sur la formation, à l'intérieur des entreprises, mais aussi en concluant des contrats avec les établissements

scolaires. Mais ces futurs personnels qualifiés ne risquent-ils pas de devenir rapidement des frontaliers ? « Ce n'est pas grave, estime M. Moog. Si nous parvenons à élever le niveau de qualification moyen, nous aurons une chance de créer un réservoir de main-d'œuvre qualifiée. » Le pari pourrait s'avérer payant. Les statistiques régionales de l'emploi font en effet apparaître que les zones limitrophes de la frontière — en principe les plus peuplées — sont celles qui ont créé le plus d'emplois depuis quelques années.

Un véritable réquisitoire

Néanmoins, les employeurs alsaciens se font du mauvais sang. En soit, dernier, l'union patronale du Bas-Rhin a dressé un véritable réquisitoire, soulignant que, au premier semestre 1989, le nombre de frontaliers a augmenté de 7,4 % et, rappelant que, en 1988, 2 500 Allemands travaillaient dans le département alors que, en sens inverse, le mouvement était nul. Le patronat a également dénoncé, outre la différence des rémunérations, « le poids des charges sociales, la fiscalité directe plus lourde en France » et « l'incertitude » du régime fiscal des transferts (imposition au lieu de son domicile) créé en 1959. L'Alsace, n'hésitent-ils pas à affirmer, risque de se transformer « en glacis économique si l'on n'y prend garde ».

Incinérées, les « trois sœurs » de l'industrie chimique bâloise (Hoffmann-La Roche, Ciba-Geigy et Sandoz), ont la conscience parfaitement tranquille. A Bâle, 25 % des salariés sont alsaciens, et, font remarquer certaines mauvaises langues, les responsables économiques français n'y voient que des avantages lorsque le chômage touche de plein fouet le Haut-Rhin et le Bas-Rhin.

« C'est une vieille histoire. Ici, on traverse la frontière depuis des générations... », souligne M. Stéphane Meyer, directeur du personnel chez Hoffmann-La Roche, qui compte sept cents salariés français (et neuf cents salariés allemands), sur un effectif global de 8 500 personnes. M. Meyer, qui a procédé à de multiples études sur le sujet, situe entre 15 000 F et 18 500 F français le salaire mensuel brut pour un tourneur sur commande américain, par exemple. Pour les emplois de bureau, il estime à un tiers environ le « plus » salarial obtenu en travaillant en Suisse (à condition toutefois de ne pas y résider).

Un statut plus valorisant

La rémunération plus élevée — en dépit de la meilleure tenue de la monnaie française vis-à-vis du franc suisse observée ces derniers mois — n'explique sans doute pas entièrement l'attrait qu'exerce la confédération helvétique sur les salariés alsaciens. « En Suisse, l'industrialisation est plus récente et le souci de préserver l'environnement plus présent. Tout cela, associé à des méthodes de travail moins contraignantes et au statut plus valorisant accordé au travail manuel, constituent autant d'éléments que les transferts financiers apprécient », affirme un consultant patronal (même si ce point de vue n'est pas toujours partagé, notamment par d'anciens frontaliers) qui juge que les entreprises françaises devraient davantage « faire jouer la fibre qualitative » en améliorant l'intérêt du travail afin de motiver et de fidéliser leur personnel.

Dans l'immédiat, les responsables de la chambre de commerce de Mulhouse et leurs homologues de Bâle sont convenus de se rencontrer prochainement pour évoquer la délicate question des frontaliers. Une première. Côté français, on reconnaît « ne pas avoir les moyens d'aller au conflit », mais on se félicite de constater qu'un dialogue direct peut s'engager. Pour leur part, les Suisses n'ont pas l'intention de changer leur attitude. Non sans éprouver quelques craintes pour l'avenir. « Dans dix ou quinze ans, lorsque le marché unique européen sera en place, nous, les Suisses, nous devrons aller travailler en France et en Allemagne. Que voulez-vous, nous sommes trop chers ! », assure M. Meyer.

JEAN-MICHEL NORMAND

Un cognac jaune d'or

L'Extrême-Orient prend la relève des Etats-Unis et dope les ventes du précieux spiritueux. Pendant ce temps, la consommation des Français continue à diminuer.

La région de Cognac, ses vignes et ses maisons de commerce, agissent dans un bonheur discret : tous les records de vente de spiritueux ont été battus pour la campagne 1988-1989 avec 145,8 millions de bouteilles (+ 2,3 %) et 171,3 millions d'équivalents-bouteilles si on y ajoute le cognac utilisé dans l'élaboration de vins « mûts » à l'alcool, comme le pinède des Charentes, de liqueurs, de produits composés et de « vins vintés » en général des brandys consommés à l'étranger.

En outre, la progression en valeur (+ 14,2 %) est plus importante qu'en volume, ce qui signifie que les consommateurs s'orientent de plus en plus vers les qualités supérieures. Aujourd'hui, le cognac du milieu et haut de gamme (VSOP et autres XO) représente 48 % des ventes contre 20 % il y a une dizaine d'années.

Ce tableau idyllique doit être nuancé. Ce qui tire ces ventes, ce sont les exportations, qui représentent 92 % des expéditions, contre 80 % en 1980, et apportent 7,6 milliards de francs net à la balance française du pays, plus des trois quarts de la valeur totale des exportations françaises de spiritueux. La consommation métropolitaine, quant à elle, diminue régulièrement. En 1988-1989, sa part est revenue à 8 % des ventes globales de cognac, soit 11 millions de bouteilles, contre 14 % en 1980 et 17 millions de bouteilles. Cette année encore, les Français ont réduit leurs achats de 1,5 % : le changement des habitudes y est pour quelque chose, de même que l'alourdissement des taxes.

Cette régression n'est pas sans conséquences sur les exploitations. Certes, les maisons de commerce, notamment les « quatre grandes » (Hennessy, Martell, Remy-Martin

et Courvoisier), qui réalisent, à elles seules, 80 % du chiffre d'affaires de la profession et exportent 90 à 98 % de leur production, ont passé des contrats d'approvisionnement régulier avec les vignes. Mais beaucoup de petits ou moyens exploitants, dépourvus de puissants réseaux mondiaux des « grands », doivent se contenter du marché intérieur et on a vu dans quel état il est.

Un signe de réussite sociale

Si les Français boivent de moins en moins de cognac, leur relais est pris avantageusement par l'Extrême-Orient, et certains pays qui s'imbibent consciencieusement. C'est le cas de l'Irlande, premier consommateur d'Europe par tête, avec 2,6 millions de bouteilles pour 3,6 millions d'habitants : + 7,8 % en valeur et 13,2 % en volume. O verte Erin, qu'as-tu fait de ton whisky ?

Quant aux Japonais, c'est l'explosion ! Certes, les Etats-Unis, devenus en 1981 le premier acheteur de cognac, le restent avec 29 millions de bouteilles importées, mais l'empire du Soleil-Levant les talonne, cette année, avec l'équivalent de 24 millions de bouteilles, et est désormais au deuxième rang. Pour la campagne 1988-1989, la consommation japonaise a augmenté de 36 % en volume et de 44,5 % en valeur. Certes, condamné par le GATT, le Japon a dû réformer son système fiscal et normaliser sa lourde taxation des spiritueux, réduisant les avantages locaux traditionnels (whiskies, saké, etc.), au grand dam des

alcools importés. Du coup, la consommation a fait un bond, mais, selon toute vraisemblance, la croissance des ventes de cognac aux citoyens japonais devrait encore s'effectuer au rythme annuel de 17 à 20 % pendant encore deux ans. Là-bas, 10 % seulement des ventes s'effectuent dans les circuits commerciaux traditionnels, grands magasins notamment, à des prix déjà élevés, 500 F pour une bouteille de VSOP et 1 500 F pour une bouteille de XO, selon la maison Hennessy, premier exportateur. Pour 90 % environ, le cognac est consommé, à la bouteille, dans les bars huppés et les clubs, à des tarifs qui s'échelonnent de 1 400 F à 2 200 F pour le VSOP, et 4 500 F à presque 7 000 F pour le XO. Au Japon, boire du cognac est considéré comme un signe de réussite sociale, l'addition passant, presque toujours, en note de frais des sociétés, dans le cadre du système bien connu de rémunération « à la japonaise », qui multiplie les avantages en nature.

Avec le Japon, c'est toute l'Asie qui plonge dans les bouteilles. Si Hongkong (10,7 millions de bouteilles) conserve la consommation par tête la plus élevée du monde (on y boit le cognac à table, étendu d'eau), un certain tassement y est enregistré, en raison des événements politiques sur le continent chinois, qui commencent à devenir très amateurs d'alcool charentais. La relève, en revanche, est prise par Singapour (+ 12,5 % en volume), la Malaisie (+ 10,9 %) et la Thaïlande (+ 35,3 %) sans oublier Taiwan et la Corée du Sud. Au train où vont les choses, l'Extrême-Orient, qui frôle 50 millions de bouteilles, va rattraper la CEE, premier débouché en volume avec ses 56 millions de bouteilles. En Europe, le client n° 1 reste la Grande-Bretagne, qui cède un peu

de terrain, à 17 millions de bouteilles, mais l'Allemagne marche très fort (+ 8 % en volume et + 2 % en valeur pour 12 millions de bouteilles), de même que le groupe Belgique-Luxembourg (+ % et + 18,8 %, pour 4,5 millions de bouteilles), sans oublier cette petite championne l'Irlande, précédemment évoquée. Un « trou », l'Espagne, qui ne boit que 340 000 bouteilles mais qui constitue, selon les professionnels, un marché « très prometteur », à condition que le cognac débouche les brandys locaux.

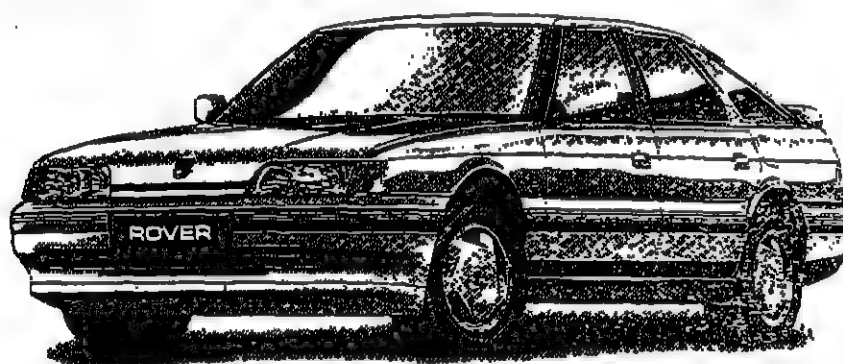
La « part des anges »

Tout va donc très bien sur les rives sinieuses de la paresseuse Charente, où le spectre de la surproduction ne hante plus les vignes, comme en 1977. A l'époque, la superficie du vignoble avait, inconsidérément, atteint 100 000 hectares, dont 25 000 plantés les cinq dernières années. Aujourd'hui, on en a arraché 20 000, et les stocks, autrefois surabondants et onéreux, se maintiennent aux environs d'un milliard de bouteilles, un peu plus de cinq années de ventes, ce qui est normal, après être montés à sept années.

Certes, l'évaporation du cognac durant ses années de maturation en tonnes de chêne (la « part des anges ») prélève 21 millions de bouteilles par an, ce qui ponctue les stocks en question et entraîne un manque à gagner. Mais il faut bien en convenir, heureux les Charentais, et heureux les anges !

FRANÇOIS RENARD

L.O.A. "FORMULE" ROVER DES AVANTAGES RENOUVELÉS



JUSQU'AU 11 NOVEMBRE 89 FINANCEMENT EXCEPTIONNEL SUR TOUS LES MODÈLES ROVER SÉRIE 800

AVANTAGE

n° 1

AVANTAGE

n° 2

AVANTAGE

n° 3

0 F LA PREMIÈRE ANNÉE

Jusqu'au 11 Novembre 1989, ROVER reprend votre voiture aux conditions générales ARGUS. Si sa valeur couvre le 1^{er} versement de votre location avec Option d'Achat, vous partirez au volant de la ROVER 800 de votre choix sans rien payer de plus pendant 1 an.

Location avec Option d'Achat sur 60 mois :

1^{er} versement : 50 % (*) du prix TTC de votre ROVER 800 (Dépôt de Garantie 15 F + 1^{er} loyer 25 F) pouvant être représenté en totalité ou en partie par la reprise de votre voiture, ensuite 0 F pendant 1 an, puis 47 loyers de 1,38 % du prix TTC de votre ROVER 800 (hors assurances).

COÛT TOTAL EN CAS D'ACQUISITION SUR 5 ANS

SEULEMENT 12,51 % DE PLUS QUE LE PRIX COMPTANT

Au bout des 60 Mois, vous pourrez devenir propriétaire de votre ROVER 800 sans rien déboursier. L'option d'achat étant convertie par le dépôt de garantie déjà versé.

Votre ROVER 800 ne vous aura coûté que 12,51 % du prix comptant TTC (hors assurances).

OPTION D'ACHAT EXCEPTIONNELLE A LA FIN DU 13^e MOIS

Si vous ne résistez pas à l'envie de devenir propriétaire plus tôt de votre ROVER 800, achetez-la au bout du 13^e mois. L'option d'achat à verser, déduction faite du dépôt de garantie initial ne sera alors que de 50 % du prix comptant TTC de votre ROVER 800.

1^{er} versement de 50 % à la livraison + 0 F la 1^{re} année + option d'achat de 50 % à la fin du 13^e mois : vous ne paierez que 100 % du prix comptant de votre ROVER 800 malgré les 13 mois écoulés.

Cette offre est valable jusqu'au 11 Novembre 89, chez les concessionnaires ROVER affiliés à l'opération, sur tous les modèles ROVER Série 800 et sous réserve d'acceptation de votre dossier par ROVER FINANCEMENT.



(*) D'autres propositions de L.O.A. avec apport initial de 30 % ou 40 % peuvent aussi vous être proposées. ROVER Série 800, une gamme de 8 modèles Berlines et Fastback à partir de 117.000 F TTC Tarif Ciel en main au 06/89/09 (Modèles 90).

ROVER SÉRIE 800

VERS UNE AUTRE CONDUITE



Pour connaître votre concessionnaire, téléphonez au 05 102 102 (appel gratuit) ou composez sur votre minitel le 36-15 ROVER.

صكزا من الاجل

هكذا من الاجل

TECHNOLOGIE

Pour un coût de 60 à 70 francs la minute

Téléphoner en plein ciel

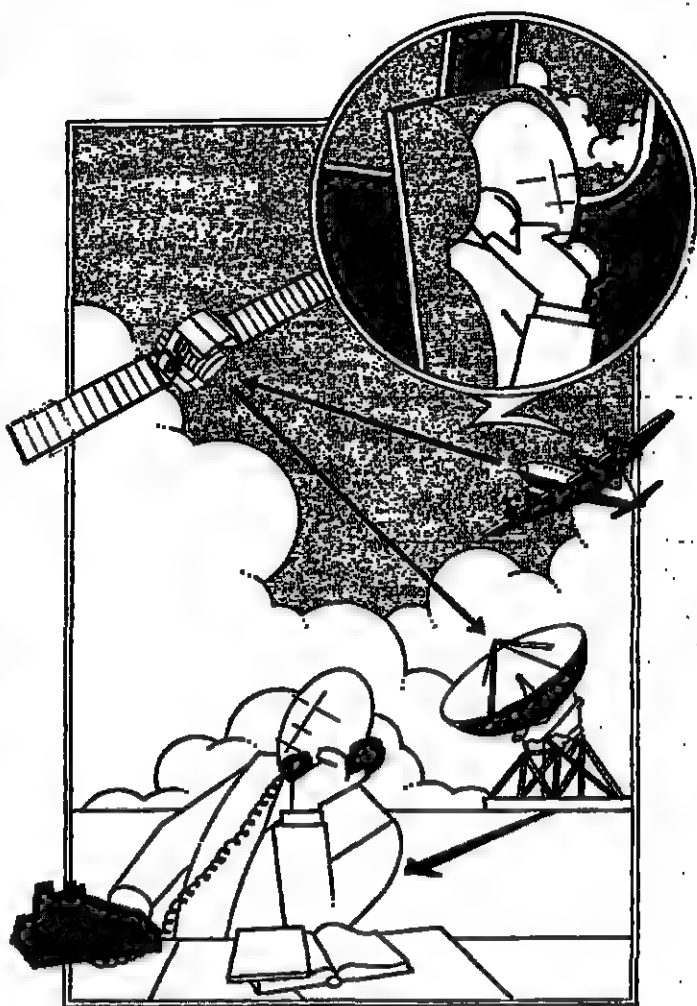
Dès 1990 pour Air France et 1991 pour Air Inter, les passagers de ces compagnies aériennes pourront téléphoner en plein ciel à leurs correspondants situés n'importe où dans le monde. Ils profiteront ainsi d'un service dont les Américains usent depuis 1984 et qui est proposé à titre exceptionnel aux clients de Japan Air Lines et de British Airways. Paiement obligatoire par carte de crédit. Coût de la communication : entre 60 et 70 francs la minute.

M. Smith, passager d'un Boeing 747 de la compagnie British Airways entre Londres et New-York, se souvient, après le décollage, qu'il avait promis à son imprimeur de Birmingham de lui donner le feu vert pour la fabrication d'une plaquette publicitaire. Autant utiliser le temps perdu en vol pour lui passer un coup de fil !

Il se dirige vers l'avant de la classe « affaires ». Il introduit sa carte de crédit dans l'un des deux postes de téléphone accrochés à une cloison. Il retire le combiné qu'il emporte à sa place. Lorsqu'un canal est libre, une lumière verte lui indique qu'il peut composer le code du pays, le code de la zone et le numéro de l'abonné demandé.

Lorsqu'il a achevé de parler, il replace le combiné sur le poste de téléphone et sa carte lui est rendue. Le coût de la communication sera automatiquement débité de son compte. En revanche, si son interlocuteur veut le rappeler, ce sera peine perdue ; il n'est pas possible d'appeler depuis le sol un passager. Pour des raisons de complexité, il serait trop difficile de trouver le passager parmi trois cents ou quatre cents personnes ; mais surtout pour des problèmes de sécurité : cela permettrait à d'apprentis-terroristes de menacer le vol d'un attentat fictif depuis n'importe quelle cabine téléphonique. Les compagnies ne veulent donc pas que leurs avions puissent être contactés.

L'Institut du transport aérien (ITA) a effectué, au printemps 1987, une enquête sur huit cent dix-huit vols intérieurs et inter-



Pour téléphoner d'un avion, deux systèmes complémentaires sont disponibles. La communication peut être émise par radio en direction d'un satellite, qui relaie l'appel vers une station terrestre. Ou, quand cela est possible, la communication est aigüillée directement vers une station terrestre située suffisamment en avant de la trajectoire de l'appareil.

nationaux de sept compagnies afin d'apprécier le marché de ce service téléphonique aérien. Les conclusions obtenues après traitement des dix-sept mille questionnaires font apparaître que 71 % des passagers ayant répondu, jugent ce service « vital » ou « utile » et que 39 % l'auraient utilisé s'il avait été disponible au jour de l'enquête.

Le passager le plus intéressé est naturellement un cadre supé-

rieur ou un membre d'une profession libérale qui souhaite téléphoner pour des raisons professionnelles. La durée moyenne de la communication serait de 3,3 minutes. En extrapolant des études faites en 1983 par l'ITA et European Space Agency (ESA), on a pu calculer qu'au-dessus de l'Atlantique nord, ce sont vingt-quatre mille appels qui pourraient être passés chaque jour. Un beau marché en perspective pour les exploitants des télécommunications et pour les compagnies aériennes qui tâtonnent pour trouver la technologie la mieux adaptée.

Deux systèmes assez complémentaires sont disponibles. Le plus moderne a recours au satellite. Un système radio situé dans l'avion émet la communication téléphonique grâce à une antenne, en direction d'un satellite. Celui-ci relaie l'appel vers une station terrestre en lui transmettant l'identité de l'avion, le numéro de la carte de crédit et le numéro téléphonique demandé. C'est ce système qu'expérimentent les Boeing de British Airways au-dessus de l'Atlantique. Il se heurte à un certain nombre de problèmes en ce qui concerne l'antenne qui doit répondre à des contraintes rigoureuses.

Des stations et des satellites

Les antennes à balayage qui cherchent en permanence le meilleur pointage vers le satellite doivent être logées dans un miniradôme dont le coefficient de traînée doit être le plus faible possible pour ne pas ralentir l'avion ou pour ne pas accroître sa consommation de carburant ; les antennes sophistiquées ont tendance à geler puisqu'elles affrontent des températures de -50 degrés ; enfin il a fallu régler le problème de la fragilisation du fuselage par le percement de trous pour y installer l'antenne.

Aujourd'hui, les techniciens sont venus à bout d'à peu près toutes ces difficultés. Aussi, un accord a-t-il été signé au printemps dernier entre France Telecom, ses homologues australiens (OTC) et canadiens (Globe) et la Société internationale de télécommunications aéronautiques (SITA) pour que les communi-

cations téléphoniques émises depuis les avions soient relayées par le réseau des satellites de l'organisation INMARSAT et par les stations terrestres de Lake Cowichan (Colombie britannique), Weir (Québec), Aussaguel (France) et Perth (Australie). Les premières expérimentations débuteront au second semestre 1990.

Mais les télécommunications par satellite coûtent cher : 3 millions de francs d'équipement par appareil et 50 millions de francs pour les équipements au sol. Conséquence : British Airways facture 9,50 dollars (61 F environ) la minute. Aussi les spécialistes jugent-ils préférable de réserver le satellite pour les vols transocéaniques où celui-ci représente le seul relais possible et de recourir au radiotéléphone classique quand l'avion survole un continent.

Six cents avions équipés

Le radiotéléphone est, en effet, le procédé qui a été retenu par Airfone, société américaine de télécommunications aériennes choisie par les autorités et par les compagnies nord-américaines. Six cents avions environ sont équipés d'émetteurs-récepteurs commandés par une unité de contrôle qui recherche, parmi les soixante-huit stations au sol, celle qui se trouve suffisamment en avant de la trajectoire de l'appareil pour assurer une liaison téléphonique d'au moins dix minutes. Là encore, les codes de l'avion et de la carte de crédit de l'appelant sont transmis avec le numéro appelé. La facturation est automatiquement adressée aux organismes gestionnaires des cartes de crédit.

Le coût des équipements est nettement moins élevé que pour les systèmes ayant recours au satellite. L'émetteur-récepteur et l'antenne de l'appareil reviennent à 1,5 million de francs ; la station terrestre à 3 millions de francs. Le tarif de communication est, en conséquence, nettement plus bas : 7,50 dollars (48 F) les trois minutes et 1,25 dollar (8 F) la minute supplémentaire pour un appel adressé aux États-Unis et le double pour une autre destination.

Les inconvénients de la radiotéléphonie aérienne américaine sont nombreux : elle utilise des bandes de fréquence incompatibles avec celles en usage en Europe ; les longues conversations sont interrompues chaque fois que la station se trouve hors de portée.

Les télécopies aussi

France Telecom et British Telecom ont formé le projet de créer un service de radiocommunication aéronautique air-sol impliquant la création d'une trentaine de stations radio, en France et en Grande-Bretagne, chacune ayant une portée de 300 kilomètres. Les deux entreprises se livreront à partir de 1991 à des expérimentations sur des avions de British Airways, Air France, Air Inter et SAS. Elles veulent déterminer si le service téléphonique qu'elles offriront fonctionnera uniquement lorsque l'avion sera en route, comme cela se pratique aux États-Unis, ou si sera possible de téléphoner pendant les atterrissages, les décollages et même quand l'appareil roule sur la piste. Dans ce dernier cas, une trentaine de petites stations réceptrices d'appoint seraient nécessaires.

Lorsque les conversations téléphoniques aériennes seront achevées sans difficulté, il sera possible de diversifier les produits des télécommunications, de penser à acheminer, depuis l'avion, une télécopie ou de connecter avec le sol un micro-ordinateur. Les hommes d'affaires pourront travailler en avion comme s'ils n'avaient jamais quitté leur bureau !

ALAIN FAUJAS

Le saumon fumé provoque des vagues

Philippe McGarry, PDG de la firme landaise Labeyrie, leader mondial du foin gras et l'un des premiers producteurs français de saumon fumé, est-il bien coupable d'excès médiatique, comme le lui reprochent ses détracteurs, ou est-il un réel innovateur victime de concurrents envieux ? Pour avoir été à l'origine d'une petite révolution dans la profession des fumeurs de saumon, il vient en tout cas de perdre sa place de président du Syndicat national des industries du saumon.

A l'origine du conflit, la commercialisation, par Labeyrie, des premiers saumons fumés étiquetés avec leurs dates de pêche et de fumage. Une procédure qui n'existait guère jusqu'à présent ; et pour cause ! Il s'écoula, souvent deux ans avant qu'un saumon fraîchement pêché se retrouve dans l'assiette du consommateur. Mieux vaut donc ne pas l'indiquer sur l'étiquette.

Certains producteurs auraient en effet pris l'habitude de stocker leurs saumons en les congelant pendant un an, voire deux. Seule façon pour eux de fournir en grande quantité les magasins durant les fêtes de fin d'année. Une époque où, sur deux mois, se jouent plus de 60 % du marché annuel (10 400 tonnes en 1988). En revanche, Labeyrie assure que, grâce à sa nouvelle unité de production, il ne s'écoulera plus qu'une semaine ou deux entre la pêche des saumons et leur mise en rayon.

Atelier automatisé

Il vient de mettre en place à Saint-Gours-de-Marenne une unité de production de conception inédite. Capable de débiter jusqu'à 24 tonnes de saumon fumé quotidiennement, il ne lui faut plus que quelques jours pour traiter les poissons, sans jamais devoir les congeler, prétend le fabricant landais. Ce qui suscite la contestation. Ils viennent donc de l'attaquer devant les tribunaux pour publicité mensongère.

En attendant la décision finale du juge le 15 novembre prochain, Labeyrie persiste et signe en maintenant l'affichage des dates de pêche sur sa gamme de saumon.

De fait, la firme a investi pas moins de 50 millions de francs dans son nouvel atelier, entièrement automatisé. Des chariots suspendus transportent les produits d'un poste à l'autre. Les différentes étapes de traitement (découpe en filet, salage/dessalage, fumage, pelage, tranchage, conditionnement sous vide) se succèdent en continu. Aucune rupture dans le cycle de fabrication ne peut intervenir sous peine d'arrêter l'ensemble de la chaîne.

C'est dans l'application sur grande échelle de cette technique de production, dite en « flux tendu », c'est-à-dire sans stockage intermédiaire, que réside l'originalité du site de Saint-Gours.

Pour le fumage, véritable cœur du processus, Labeyrie a spécialement développé six grands fumoirs, au lieu d'adopter, comme c'était jusqu'alors l'habitude, des modèles utilisés dans la salaison-charcuterie. Capables de traiter en une fois 2,5 tonnes de poisson, ils sont pilotés par ordinateur. L'ensemble des paramètres opératoires (nombre et durée des cycles

alternés de fumage, séchage, taux hygrométrique et température dans l'enceinte, orientation des flux d'air ventilés) est calculé par microprocesseur en fonction de la taille des saumons, classés selon neuf catégories.

L'opérateur, le « fumeur », n'a plus qu'à entrer le catégorie de la charge à fumer sur un terminal d'ordinateur installé au pied du fumoir. L'opération se déroule ensuite sans aucune intervention manuelle durant huit à dix heures. Des sondes thermiques et hygrométriques, dans l'enceinte, permettent de vérifier si les paramètres effectifs correspondent aux consignes fournies par l'ordinateur. Ces données, affichées en permanence sur l'écran de la console de pilotage, donnent au fumeur le moyen de contrôler toutes les heures le bon déroulement de l'opération.

« Il nous a fallu deux ans de tâtonnements pour automatiser l'opération de fumage. Plus qu'un gain en rapidité, notre préoccupation était d'ordre qualitatif. Le séchage en surface ne devait pas provoquer de croûte, mais au contraire laisser un aspect brillant au poisson », précise Corinne Courvalin, directrice qualité et développement chez Labeyrie.

En fin de compte, vingt-huit postes de tranchage automatique ont également reçu une étude de bricoleur landais. Ces machines, appelées « tranchesuses-reconstitueuses », réalisent non seulement la découpe des saumons, mais intercalent aussi les feuilles de Cellaphane entre chaque tranche. Pour mécaniser cette étape, il fallait donner du maintien à ce produit mou qui est le poisson. Le qui fut réalisé en faisant passer au préalable le saumon dans un tunnel de refroidissement pour le raidir en surface. Certaines opérations restent néanmoins encore du domaine de l'homme de main. Comme l'évaluation du temps de maturation nécessaire au produit entre le fumage et le pelage.

Noël approchant, usine de Labeyrie tourne actuellement à plein régime. Il n'en reste pas moins que l'unité fonctionnera à faible rendement dix mois sur douze. La politique d'une production de frappe intemporelle a donc une limite de rentabilité commerciale. Si l'entreprise loupe le coup de fin d'année, l'opération, qui a coûté 85 millions de francs (équipements et bâtiment confondus), pourrait se révéler dramatique pour elle.

Un pari commercial

Du côté du Syndicat des fumeurs, on parle surtout de « coup médiatique » à propos de l'affaire Labeyrie. L'organisme, qui recense quatorze fumeurs français (soit les trois quarts de la profession), conteste au fabricant landais le droit de se considérer comme le seul producteur à pouvoir travailler du saumon frais toute l'année.

« Nous faisons le même métier que Labeyrie. Ainsi, depuis plusieurs années nous nous approvisionnons largement, comme cette société, de produits d'élevage accessible frais en toute saison », déclare Jean-Yves, le nouveau président du SNIS. Il se dément pas, cependant, la pratique de la congélation, parmi les fumeurs. Pour lui, la conservation par le froid sur une longue durée ne pose aucun problème. A condition que le poisson soit directement stabilisé avant refroidissement.

FRANÇOIS MOURET

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

STEELCASE STRAFOR

Steelcase Strafor
a acquis par O.P.A. amicale
le contrôle de Gordon Russell plc.

Nous avons initié cette transaction
et conseillé Steelcase Strafor
en collaboration avec
Ermgassen & Co (Londres).

PALLAS FINANCE

Paris - Francfort - Madrid

Octobre 1989

o RECTIFICATIF. - Le graphique illustrant notre article consacré à l'Office européen des brevets (nos éditions du 25 octobre) représente la répartition par pays des brevets délivrés et non celle des demandes de brevets, comme indiqué par erreur en légende. Par ailleurs, la convention de Munich n'a pas été signée en 1983 mais en 1973 ; enfin, le président de l'Office est M. Paul Brandt (et non pas M. Brandly, comme injustement orthographié).

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DARDEL

Groupe DARDEL - Technologies
(CA 200 MF - Effectif 270 personnes)
Nos domaines d'activité sont la Fabrication,
le Développement et la Vente de :

- Société ENERDIS - Appareils de Mesure et de Contrôle de l'Energie (Marque ENERTEC)
- Société SECURISCAN - Systèmes Domestiques : Alarmes et Sécurité
- Société AXIOM - Têtes et Modules d'Impression Thermique, Circuits Hybrides

Nous sommes un Groupe jeune, occupant des positions privilégiées sur des marchés porteurs.
Notre volonté est d'accroître notre croissance tant interne qu'externe et de nous affirmer leader européen dans nos métiers.

INGENIEURS ETUDES ELECTRONIQUES (25/28 ans)

Poste: Département RECHERCHE et DEVELOPPEMENT, Région parisienne. Etude et développement de notre nouvelle génération de produits Domestiques.
Profil: Diplôme récent d'ingénieur en Electronique, Polyvalence de connaissances (Microprocesseurs, Radiocommunication, Electronique Analogique et Numérique).
1 an d'expérience serait un plus.

INGENIEURS SYSTEMES DE TEST (23/25 ans)

Poste: Département INDUSTRIALISATION, Région Parisienne. Développement et maintenance de bancs d'essai et de test.
Profil: Diplôme récent d'ingénieur en Electronique, Connaissances en Instrumentation Analogique, programmation structurée (Turbo - Pascal, Basic...).

Adresser un CV, une photo et une lettre manuscrite à
DARDEL-Technologies
Direction du Personnel - Offre n°92
(préciser le poste choisi)
BP 675 - 92542 MONTROUGE Cédex

RCE

Réseau de Communication d'Entreprise S.A.
PME de haute technologie en pleine expansion,
premier constructeur français de RESEAUX LOCAUX
recherche

COLLABORATEURS DE HAUT NIVEAU INGENIEUR LOGICIEL

Fonction : Participation au développement des logiciels nécessaires à l'évolution de notre gamme de produits.

- Profil :
- Goût pour la conception, la réalisation et le suivi de logiciels opérationnels.
 - Sens du travail en équipe.
 - Connaissance de la programmation temps réel.
 - Expérience DOS/OS/2, UNIX, C, assembleur Intel, protocoles OSI appréciés.
 - Anglaise et/ou parité.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Fonction : Participation au développement et à l'industrialisation des matériels nécessaires à l'évolution de notre gamme de produits.

- Profil :
- Goût pour la conception, la réalisation et le suivi de matériels opérationnels.
 - Connaissance de l'électronique numérique et de microprocesseurs.
 - Expérience de la logique programmable et des techniques de transmission appréciées.

RCE
Immeuble Ordinal
Rue des Chauffours
95002 CERGY-PONTOISE

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES (X, MINES, CENTRALE...)

Intervenez au cœur de grands projets internationaux

Nous sommes un des leaders mondiaux dans le domaine de l'ingénierie de pointe, notamment dans le Nucléaire et la Connectique. Pour construire l'énergie, nous développons des projets d'envergure internationale.
Notre réussite, nous la devons au niveau de compétence élevé de nos collaborateurs mais aussi à notre enthousiasme, notre goût du défi et notre esprit d'équipe.
Rejoignez-nous, vous développerez votre potentiel technique et relationnel et découvrirez le métier d'ingénieur dans toutes ses dimensions.



Ingénieurs études de sûreté nucléaire

Au sein de l'équipe Sûreté, vous développerez les études liées à la sûreté de systèmes et de matériels. Vous serez à l'interface des différents spécialistes internes et externes. Vous réaliserez la synthèse de leurs travaux pour concevoir des systèmes prototypes et assurer leur fiabilité.
Vous réussirez grâce à votre esprit de synthèse et à vos qualités relationnelles (réf. BC/N/11-A).

Ingénieurs études de structure

Vous réaliserez des Etudes de modélisation de comportement d'assemblages et de matériaux mécaniques, grâce à l'utilisation de puissants outils informatiques. A partir de ces résultats et en rapport avec les partenaires extérieurs, vous élaborerez les règles de dimensionnement et de conception de ces structures.
Vous réussirez grâce à votre capacité à travailler en équipe et à votre goût pour l'informatique scientifique (réf. BC/N/11-B).

De nombreuses opportunités d'évolution sont possibles au sein du Groupe, notamment vers le suivi d'affaires, le management ou l'expertise. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à Groupe
Framatome, Service Emploi, 10 rue Juliette Récamier,
69006 Lyon sous la référence choisie.



GROUPE FRAMATOME
Les technologies de l'essor.

Soyez les précurseurs en technologie de pointe

LCIAR - Centre Français d'Applications
Radars - à vos recherches et au développement de technologies associées dans le domaine du Radar.

De formation Grande Ecole ou Universitaire (DEA + thèse), nous vous proposons de participer à notre croissance en développant votre autonomie, votre goût de l'innovation et votre capacité à vous impliquer dans des projets d'envergure.

10 INGENIEURS ELECTRONIQUES

DEBUTANTS : Vous participez à des études avancées dans le domaine du traitement du signal.

CONFIRMES : Vous participez à la conception et à la réalisation de systèmes radars complexes et vous avez 2 à 8 ans d'expérience dans l'un des domaines suivants :

- Traitement du signal
- HF, VHF...
- Electromagnétisme théorique
- Systèmes
- Logiciel Temps Réel

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le domaine choisi à :
LCIAR - Service des Relations Humaines - 6, rue Nieuport - BP 16 -
78143 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex.



Valeo

Des Equipiers pour Réussir...

Matériaux
de friction

Leader dans les Matériaux de Friction : garnitures de freins - garnitures d'embrayages - Valeo Matériaux de Friction poursuit son développement et RENFORCE son potentiel humain (effectif 2.300 personnes - C.A. 1,2 milliard) et recherche

Ingénieurs Chimistes

Formation complémentaire DOCTORAT CHIMIE ou MATERIAUX

- Pour sa Division Garnitures de Freins (1.200 personnes) située en Région Parisienne (Saint-Ouen 93).

Ingénieur d'Etudes

Rattaché à la Direction des Etudes
- Vous avez une connaissance en formulation - caoutchouc - polymères - matériaux...
- Vous participez au développement de nos différents projets et assistez d'équipes techniques dans la réalisation.
Réf. IEDE/LM

- Pour sa Division Garnitures d'Embrayages (500 personnes)
France - Europe - Amériques - Asie -
site de Limoges (87)

Ingénieur Etudes Responsable Laboratoire de Chimie

Orientation chimie analytique et/ou analyse instrumentale. Vous serez le Responsable du Laboratoire créé au sein du service Etudes récemment transféré à LIMOGES.
Réf. IELC/LM

Vous avez une expérience des Etudes dans le secteur automobile freinage et garnitures d'embrayage que vous souhaitez valoriser au sein d'un Groupe International. Pour chacun de ces postes, la connaissance de l'anglais est indispensable, une deuxième langue, l'allemand ou l'espagnol est appréciée.

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière dans le Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en précisant la référence du poste choisi à Mme Yolande RENOCQUE - Service Recrutement - D.R.H. 13 rue Duguesclerg - 93406 SAINT-OUEN CEDEX.

Valeo L'Equipement Automobile

هكذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 111

ALCATEL
ISR

Passionné de télécommunications et réso...lument européen

Nous concevons et développons de grands systèmes d'information temps réel permettant à nos clients d'acquiescer un avantage concurrentiel sur les marchés dans les secteurs les plus divers : militaire, industriel, distribution et contrôle d'accès.

Notre jeune Division "Nouveaux Systèmes" (banlieue Sud) participe activement à plusieurs projets ESPRIT et RACE, faisant appel aux réseaux à très large bande.

Venez participer comme Ingénieur d'études réseau aux études de définition et prendre en charge les développements en liaison avec les autres intervenants de la C.E.E. Bien sûr, vous rédigez vos rapports en anglais.

Ingénieur ENST ou équivalent, après une première expérience, vous connaissez bien l'architecture générale de réseaux (modèle ISO) et les principes du RNIS. Vous souhaitez utiliser les nouvelles techniques de modélisation et de programmation. Progressez vite avec nous !

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT, vous remercie de lui écrire (réf. 5507 LM) à "Nouvelles Technologies".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - VILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

mec

- Des produits HIGH - TECH au service de grands programmes Européens, civils et militaires.
- une réputation de spécialistes en Télécommunications - Télévision - Modèles - Systèmes de test,
- la souplesse et la rapidité de réaction d'une PME (130 personnes)
- des équipements de pointe,
- un site classé privilégié en province.

ingénieur système spécialisation radiocommunication

Il succèdera le Responsable Système chargé de la conception des nouvelles générations d'appareils de mesure (Radiolocalisation). A ce titre, il se verra confier la responsabilité du développement de nouveaux projets : à l'issue des Etudes Théoriques initiées par ses soins, il sera chargé de suivre la réalisation de ces projets ou d'assurer des compétences des services techniques de l'industrie vis-à-vis desquels il jouera un rôle de coordinateur. Il sera progressivement amené à participer aux relations clients.

Ce poste - nécessitant forte curiosité intellectuelle, sens critique et goût des responsabilités - s'adresse à un ingénieur SUPELEC, SUPTELECOM, ENSERG, ISEN... débutant ou ayant une première expérience et disposant de bonnes connaissances en Radiocommunication/Localisation /Traitement du Signal et en langages informatiques. Implantation : périphérie de Caen.

Les dossiers de candidature - sous référence 5715 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

WIMETAL

WIMETAL: le spécialiste de la ligne d'échappement

Filiale française d'un important groupe allemand, la société WIMETAL conçoit et fabrique des lignes d'échappement.

70 % de la production du site de Wissembourg fournit les plus grands constructeurs automobiles nationaux ; la qualité de nos produits et une ambiance de travail agréable motivent nos 360 collaborateurs et participent au développement de l'entreprise.

Dans le cadre d'une augmentation rapide de la production, nous recherchons :

1 ACOUSTICIEN

De formation Ingénieur avec une spécialisation en acoustique, ou Universitaire, titulaire d'un doctorat ou d'une maîtrise en acoustique.

Une première expérience dans le milieu industriel est souhaitée; de bonnes connaissances en allemand sont exigées, et si possible en anglais.

Poste basé en Allemagne à 40 Kms de Wissembourg, possibilité de résider en France.

1 INGENIEUR PROJET

De formation Ingénieur Mécanicien (INSA - AM - ENSAIS ...), les candidats devront avoir 2 à 5 ans d'expérience dans les Méthodes.

Il sera chargé, depuis le chiffrage de la préétude jusqu'au suivi qualité en livraison pour une marque de voitures, de coordonner l'ensemble des activités de la Société et d'en rendre compte au Chef d'Entreprise.

Poste basé en France.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo au Chef du Personnel - WIMETAL S.A. - Z.I. Est - 67160 WISSENBURG

AG EW Association des chefs d'entreprise de Wissembourg

Rejoignez un univers de haute technologie

ANNECY

SNR ROULEMENTS

CA : 3 MILLIARDS DE F., 5200 PERSONNES
PARTENAIRE DE L'AERONAUTIQUE, DE L'AUTOMOBILE ET DE L'INDUSTRIE.

INGENIEUR FUTUR CADRE SUPERIEUR

Pour, d'abord, mener des projets de modernisation de notre "parc machines" dans un contexte où nos investissements sont multipliés par 3.

Profil recherché : Ingénieur GRANDES ECOLES de spécialité mécanique ou électrique.

Le candidat a un potentiel qui doit permettre ensuite d'évoluer vers des rôles hiérarchiques ou de gestion d'importantes unités de production.

Maîtrise de l'Allemand appréciée.

VEUILLEZ FAIRE PARVENIR S/RÉF. 9103 VOTRE DEMANDE MANUSCRITE, VOTRE CV AVEC PHOTO ET RÉMUNÉRATION ACTUELLE A SNR ROULEMENTS SERVICE EMPLOI, BP 17 - 74010 ANNECY.

INGENIEURS "CHIEF DE PROJET"

Vous serez responsable de la conception et de la réalisation de projets industriels, dès les premiers contacts techniques avec le client et l'étude, jusqu'au bon fonctionnement de la machine sur site. Vous assurerez également le suivi de ces affaires (délais, coûts, performances...).

Ingénieurs électromécaniciens, vous parlez anglais, êtes débutants ou avez une première expérience en conception et mise en service de biens d'équipements industriels.

RESPONSABLE QUALITE

Vous serez chargé d'animer le service Qualité, de suivre l'organisation de la qualité (obtention du RAQ 1 en cours) en conception et fabrication, tant en interne qu'avec les clients et les sous-traitants.

Ingénieur généraliste, ayant des compétences en électromécanique et électronique, vous possédez le goût de la technique et êtes doté d'un sens de l'animation qualité que vous avez acquis et valorisé dans une entreprise de niveau RAQ 2 au minimum.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature à Micheline CHRISTOT - Société de Mécanique Magnétique, Z.I. Vernou/Saint-Marcel 2, rue des Champs - BP 2282, 77050 Saint-Marcel. Renseignements complémentaires : minitel 36-16 code RSCG CARRIERES.

SZM Leader mondial du palier magnétique actif

Venez rejoindre notre équipe ou votre compétence, et vos qualités humaines seront la clé de votre réussite.

Nous vous proposons :

- une société jeune, en pleine croissance (35 ans par an),
- la souplesse et la rapidité d'une PME,
- la force d'un grand groupe actionnaire (SAF, SEIRO, SEPI),
- un produit de haute technologie en mécanique et électronique : le palier magnétique actif,
- un marché : le monde (filiales aux USA et au Japon).

Un métier stratégique

INGENIEUR TECHNOLOGUE

Pour rejoindre ce très grand groupe spécialisé dans les systèmes de communication, il vous faut mettre en oeuvre la recherche de composants et de technologies stratégiques pour l'activité du site, en proche banlieue Ouest. Vous transformez nos fournisseurs en partenaires. Vous devenez, par vos contacts, partenaires des centres de recherche et des universités. Dans l'unité, vous définissez la méthodologie d'approche des problèmes physiques, vous diffusez vos travaux, vous apportez votre assistance aux projets en cours.

Physicien de formation, la trentaine, vous avez de bonnes connaissances en électronique et en mécanique, un bon sens pratique et un excellent esprit de synthèse. Votre première expérience dans l'industrie a développé en vous le goût des contacts et la pragmatisme. Professionnellement vous pratiquez l'anglais. La taille du groupe nécessite de courts déplacements en France et à l'Etranger.

Pour plus d'informations, adressez votre dossier de candidature à VOCATION MEDIA, sous référence 7686, 6 passage Lathuille, 75018 PARIS.

VOCATION ACTUALITES

Institut Telesystemes

Filiale de FRANCE TELECOM, recherche pour de grandes entreprises des :

- Ingénieurs (Grandes Ecoles ou Universités) toutes options, débutants ou première expérience
- Diplômés d'une Grande Ecole de Commerce, particulièrement attirés par les Secteurs de Pointe high-tech.

Nous vous proposons d'évoluer dans un secteur très porteur : l'ingénierie informatique et télécom.

Les candidats sélectionnés intégreront le programme post-ingénieur du CITCOM de type Master of Sciences, qui les préparera sur 7 mois intensifs aux fonctions de :

CHEFS DE PROJET/CHEFS DE PRODUIT en informatique et télécom

Le CITCOM (Centre d'Ingénierie des Technologies de la Communication) est implanté à PARIS, NANTES, MONTPELLIER, SOPHIA ANTIPOLIS, MADRID et rassemble les meilleurs experts en informatique, télécommunication et marketing.

TELESYSTEMES, les entreprises partenaires et les Régions proposent des Bourses qui couvrent totalement ou partiellement le coût du programme. Ces bourses peuvent être accompagnées d'une rémunération.

Envoyer CV sous référence MSC/22 à : CITCOM (Institut TELESYSTEMES) 11-15 Rue Sorreffe - 75014 PARIS

CITCOM

Important Organisme Public du Secteur Social

Environnement : 15 000 terminaux, 1 500 mini-ordinateurs, 32 centres de traitement, 6 centres nationaux d'études, recherche un

CHARGE DE COORDINATION DE PROJETS NATIONAUX

Au sein d'une petite équipe, vous aurez la responsabilité du suivi de projets nationaux. En relation avec les centres d'études concernés et les utilisateurs, vous prendrez en charge la coordination et le pilotage d'un projet stratégique, ainsi que la mise en place d'outils méthodologiques de suivi de projet.

A 30 ans environ, de formation Ecole d'Ingénieurs ou Universitaire BAC + 5, vous avez acquis au cours d'une expérience de Chef de Projet, une bonne maîtrise du système UNIX et de SGDB/R.

Des compétences réseaux seraient également appréciées.

Rigueur, méthode, sens de l'organisation alliés à des qualités relationnelles certaines vous permettront de mener à bien cette mission et d'évoluer au sein de notre organisme.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + salaire actuel) sous la référence CPN à : EUROPE INFORMATIQUE SELECTION -12 rue Godot de Mauroy - 75009 PARIS.

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Vous avez la sérénité de la compétence et un réel talent commercial

POUR COMMERCIALISER DES SYSTEMES DE 4^e GENERATION, réseaux multiservices sur un marché évolutif et porteur.
Téléphonie, communication et réseaux d'entreprise, communication de l'écrit et de l'image, radiotéléphonie... MATRA COMMUNICATION est présent sur tous les grands marchés de la communication d'entreprise. De par son savoir technologique, MATRA COMMUNICATION y joue un rôle clé : 7400 personnes environ, plus de 4,7 milliards de francs de CA.

INGENIEUR D'AFFAIRES

POUR VENDRE DES RESEAUX ET SYSTEMES DE COMMUNICATION D'ENTREPRISE

A partir de contacts commerciaux ou d'appels d'offres, vous construisez une proposition commerciale globale, dans une démarche de recherche de solutions élaborées à partir de l'analyse des besoins de clients, et vous négociez et montez les grandes affaires pour des clients grands comptes nationaux.
Ingénieur de formation ou équivalent, vous avez de réelles compétences réseaux et systèmes de communication d'entreprise, vous et dominez et vous évoluez déjà dans un milieu télécommunication/informatique.
Votre démarche commerciale sera orientée sur un partenariat à l'égard du client, et dans un rôle de conseil en dialogue avec les Directions Informatiques.
Vous aimez négocier en vous attachant à développer des relations de haut niveau dans un esprit de recherche de solutions. Vous êtes autonome et vous avez l'esprit d'équipe.

RÉF. 1A/M

INGENIEUR COMMERCIAL

POUR VENDRE DES EQUIPEMENTS AUDIOVISUELS HAUTE DEFINITION D2MAC PAQUET, SECAM, PAL, NTSC

A partir de votre réseau de relations et appels d'offres, vous élaborez et négociez les propositions commerciales avec l'appui des Chefs de Projets et des Directions Techniques et Marketing.
Ingénieur de formation, après une première expérience technique vous avez pris goût et vous réussissez dans le Commercial sur des produits haut de gamme et auprès de clients Administrations et professionnels de audiovisuel.
Vous avez le sens des affaires et un réel plaisir à négocier tout en vous impliquant dans un travail d'équipe. Nous vous donnerons beaucoup d'autonomie et de perspectives d'évolution de carrière.
La maîtrise de l'Anglais et si possible de l'Allemand est souhaitable compte tenu de déplacements en France et à l'étranger.

RÉF. 1C/M

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. choisie à Nicole Kemerz - MATRA COMMUNICATION BP 26 - Rue Jean-Pierre Timbaud - 78392 Bois d'Arcy Cedex.

MATRA COMMUNICATION

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT



POUR DEVELOPPER
SON INFORMATIQUE A L'ECHELLE
MONDIALE la BNP recherche

CONSULTANTS BANCAIRES

SECTEUR INTERNATIONAL

Nous vous proposons de participer à la construction d'une informatique de groupe dans le monde entier.

Vos missions recouvrent l'ensemble des actions d'organisation, de conseil et d'assistance préalables à l'implantation de nouveaux systèmes informatiques sur les sites étrangers.

Vous êtes diplômés d'une Grande Ecole ou d'une Ecole d'Ingénieur, et capitalisez 5 ans d'expérience dans des fonctions de consultant dans un cabinet d'audit ou dans une grande SSII.

Votre culture bancaire ou financière, votre professionnalisme, votre autonomie et votre communication sont des atouts indispensables.

Basés à Paris vous serez amenés à séjourner fréquemment à l'étranger pour des missions de 2 à 3 mois tous pays. La pratique de l'anglais est obligatoire.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre, CV et photo) sous référence CBI 17 M à notre Conseil R.I.B. - Norine NIZEROLLE - 5, rue de Surène - 75008 Paris.



DONNEZ A VOTRE CARRIERE UNE DIMENSION INTERNATIONALE

Ingénieurs Généralistes
ou Mécaniciens, le Groupe
Framatome vous propose de valoriser
vos compétences techniques et relation-
nelles dans une fonction de



Responsable d'interventions

Vous aurez un rôle majeur dans l'essor de notre activité Maintenance, fondée sur l'évolution permanente des technologies :

- Vous préparerez et conduirez des opérations de maintenance spécialisée en centrales nucléaires.
- Vous dirigerez des équipes de techniciens hautement qualifiés.
- Vous serez l'interlocuteur privilégié du client sur les sites.

Cette fonction d'encadrement exige une culture technique vaste, ainsi qu'une grande mobilité (France et étranger).

Votre profil : 27-35 ans et une expérience "terrain" de quelques années (marine, chantiers, production). Nous vous proposons un environnement exigeant où les maîtres-mots sont SECURITE - QUALITE.

Si ce challenge vous intéresse, adressez
lettre manuscrite et CV à Groupe
Framatome, Service Emploi, 10 rue Juliette
Récamier, 69006 Lyon sous la
réf : SB/4485.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

Une ouverture internationale, un univers de technologies avancées aux portes de la Sologne

THOMSON BRANDT ARMEMENTS, dans son site de l'étude et la fabrication de systèmes d'armement, inscrit dans un contexte international aux enjeux stratégiques et technologiques, développe des munitions intelligentes conformes à notre position de leader international (60 % du CA effectif d'export des programmes réalisés en coopération internationale). C'est dans ce contexte que nous vous proposons de nous rejoindre dans notre Etablissement de LA FERME SAINT AUBIN (près d'ORLEANS).

JEUNE INGENIEUR RECHERCHE

Ingénieurs diplômés Grandes Ecoles, vous êtes désireux de commencer ou de développer votre carrière en créant des Munitions Intelligentes dans le cadre de la Direction des Recherches. Vous disposez sur place de moyens de conception, de simulation, de réalisation et d'essais.

Des spécialités en détonique, propulsion, dynamique des solides ou des gaz, électronique analogique ou numérique sont souhaitées.

CANDIDATURES A ADRESSER A :

Philippe PHAM - Direction des Ressources Humaines
Tour Chenonceaux - 204 Rond Point du Pont de Sévres
92516 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX



INGENIEUR CHIMISTE

Nous sommes un groupe chimique d'importance mondiale, aux activités diversifiées et dont les implantations industrielles en France sont nombreuses.

La forte progression des résultats et la dynamique de la gestion des carrières nous amènent à recruter pour un site de l'Est de la France un jeune ingénieur chimiste. Adjoint au chef du service, il assurera la gestion quotidienne du laboratoire (une quarantaine de personnes) les relations avec la fabrication - analyses en temps réel - et les recherches pour améliorer les techniques analytiques.

Ce poste conviendrait à un ingénieur de 30/35 ans, possédant une bonne connaissance des analyses physico-chimiques acquise au cours d'une première expérience et souhaitant élargir ses responsabilités techniques et de management dans un groupe, où les possibilités d'évolution ultérieures sont importantes.

Merci d'adresser dossier de candidature sous référence 5746 à l'Agence DRESSIN, 15 rue du Louvre 75001 PARIS.

LABORATOIRE D'ANALYSES



CA 1,7 Milliard de F - 1600 personnes
FILIALE ATOCHEM GROUPE ELF AQUITAINE

La chimie des spécialités

Pour notre Département "colles de structure", qui assure l'élaboration, le lancement et la commercialisation de nos adhésifs de haute performance, nous recherchons un

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT FUTUR CHEF DE MARCHE

Ce jeune collaborateur sera progressivement responsable de l'homologation, de la promotion et de l'implantation de nos produits dans des secteurs industriels variés. Pour y parvenir, il assurera de l'adéquation technique de ses gammes, de leur conformité à la législation et de leurs débouchés commerciaux, en insistant, d'emblée, son action dans le cadre européen.

Pour ce poste passionnant, nous souhaitons un jeune ingénieur de 26-28 ans de formation chimie, matériaux ou mécanique, ayant de bonnes notions d'allemand et d'anglais et possédant une première expérience adaptée à la fonction.

Ce poste, nécessitant de fréquents déplacements, est situé à Paris-La Défense.

Les candidats intéressés peuvent adresser leur C.V. accompagné d'une lettre manuscrite sous la référence JC/89019/CE à :

SCORE CONSULTANTS

6, rue Brey - 75017 PARIS

هكذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 11

LA MER ET LES TECHNIQUES DE POINTE GRANDE ECOLE, ENSI (ELECTRONIQUE) TOULON

Nous sommes un très important établissement de recherche scientifique et technique. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés et motivés pour travailler dans nos différents services.

INGENIEUR SYSTEME ELECTRONIQUE

D'un haut niveau technique, vous devez acquérir la connaissance parfaite de l'ensemble des matériels de simulation et de leurs logiciels. Ainsi, pourrez-vous faire intervenir efficacement les services internes compétents et les sociétés sous-traitantes.

Vous participerez à la conception et à la mise en œuvre des améliorations de nos systèmes de simulation.

Vous possédez si possible une première expérience en système d'armes et matériels de direction sous-marins. A défaut, vous pouvez faire état de solides compétences en informatique scientifique et en réseaux locaux. (Réf. 69411)

CHEF DU SERVICE TESTS ET REPARATION DE CARTES ELECTRONIQUES

Dans le domaine Conception et Fabrication des cartes électroniques, vous serez chargé du développement de leurs logiciels de test et de maintenance sur bancs universels, et devrez assurer la centralisation dynamique des réparations de ces cartes pour l'ensemble de l'établissement.

A partir d'une spécialisation électronique et micro-informatique, vous possédez quelques années d'expérience dans la mise au point de cartes électroniques. Vous dirigerez une petite équipe de haut niveau. (Réf. 6939)

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo, sous la référence choisie, à MEDIA P.A. - 50-54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

Florian Mantione Institut

Notre Société, 2.500 personnes, filiale d'un des premiers Groupes Français, participe à la réalisation de grands projets (conduites de refroidissement des centrales nucléaires, galeries, échantillons, projet européen Eureka...) et souhaite vous confier, dès le départ, des responsabilités importantes.

Nous recherchons, pour le Bureau d'Etudes de notre Siège (Paris 8^e) :

JEUNE INGENIEUR ETUDES

Débutants ou avec une première expérience

Centrale, Ports, Mines, Arts & Métiers, INSA...

Vous serez chargé du chiffrage de certains de nos projets et vous participerez à la négociation des affaires pour la partie technique.

Après deux ou trois ans au sein du Bureau d'Etudes, de larges possibilités d'évolution dans notre Groupe, en France et à l'étranger, vous seront offertes.

Une définition de fonction détaillée sera envoyée aux candidats pré-sélectionnés qui auront adressé leur lettre manuscrite + CV + photo et prétentions en précisant la référence PA.1089.BE à notre Conseil :

FLORIAN MANTIONE INSTITUT Le Mercurie «B» 21 d'Aix-en-Provence.

13763 Les Milles Cedex. Les entretiens auront lieu sur Paris.

AIR - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LA REUNION - LA ROCHELLE - LYON - MONTPELLIER - PARIS - REIMS - ROUEN - TOULOUSE

digital

“Changer pour gagner”

DIGITAL, leader mondial des Réseaux Informatiques et des Systèmes Intégrés d'Information, recherche :

Organisateur Chef de projet

Sous la responsabilité du directeur de l'organisation et des systèmes d'information "Administration et logistique", votre mission consistera à :

- Développer, homogénéiser, optimiser le système d'information en assurant l'interface utilisateurs/concepteurs d'applications (France et Europe).
- Assurer la conduite des différents changements en terme d'organisation et de système d'information en collaboration étroite avec les ventes, le marketing et la finance.

Ingénieur de formation ou universitaire (MIAGE), vous avez acquis une solide

expérience (environ 5 ans) en tant qu'organisateur ou chef de projet, de préférence dans un cabinet anglo-saxon. Ce poste offre de larges perspectives d'évolution en France et en Europe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MON 697 à : Isabelle LE CORVAISIER DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

9/13, avenue du Lac 91007 EVRY CEDEX.

Digital
Equipment
France

Conseiller innovation et projets nouveaux

Pour accentuer le développement technologique de sa région, la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'ANGERS renforce son équipe de conseillers.

Vous dynamisez des actions déjà engagées, vous en suivez de nouvelles et vous participez au développement d'ANGERS TECHNOPOLE.

Vous vous investissez dans trois priorités :

- Naissance et décollage des projets nouveaux valorisant des filières locales (informatique, production, biotechnologies végétales, génie biologique et médical).
- Aide aux transferts de technologie.
- Création et implantation d'entreprises à technologie avancée.

Universitaire ou ingénieur, vous avez 30 ans environ et une première expérience de l'entreprise.

Homme de communication et d'animation, vous êtes proche du monde de l'enseignement et de la recherche.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature, lettre, C.V., sous la réf. JB/1048, à Jacques BEGUIN - CAFFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS

CAPFOR

PARIS - LYON - ANGERS - NANTES - CLERMONT-FERRAND - BORDEAUX - ANGERS - AUCHY-TOULOUSE - BREST - NOCE - NORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

Bâtir des logiciels financiers d'Etat-Major

INGENIEURS DE REALISATION CENTRALE, ESE, A.M., MIAGE

Société d'ingénierie en informatique, filiale d'un Groupe de Conseil en management de renom, nous intervenons pour le compte d'Etats-Majors d'Institutions Financières.

Notre métier consiste à développer et à implanter chez nos clients des logiciels à forte valeur ajoutée technique et fonctionnelle. Notre expertise informatique et financière et la qualité de nos solutions nous font connaître une croissance très rapide.

Ingénieur, diplômé d'une Grande Ecole, débutant ou avec une première expérience de réalisation, vous êtes passionné par l'informatique, la modélisation et la finance.

En outre, vous maîtrisez parfaitement l'environnement micro-informatique. Dans le cadre de projets de grande ampleur, pour des clients prestigieux, vous concevrez et développerez des logiciels de Gestion de Trésorerie ou du Risque de Taux d'intérêt. Vous pourrez ainsi acquérir une double compétence qui vous permettra d'évoluer rapidement au sein de notre structure jeune et en plein développement.

Une formation aux techniques financières de pointe vous sera apportée dès votre arrivée.

Rejoignez-nous et participez à notre réussite.



CONSULTING SOFTWARE
MEMBRE D'EUROGROUP

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Véronique Noël, 17, rue Louis Rouquier, 92300 Levallois-Perret.

SECTEUR ELECTRONIQUE DE PUISSANCE REGION FONTAINEBLEAU RECHERCHE

INGENIEURS D'AFFAIRES FRANCE ET EXPORT

De formation ESE, ECL, IDN, ENSEIHT, INPG, ENSEM... vous justifiez d'une expérience industrielle de 5 ans pendant laquelle vous avez pu valoriser vos compétences en Etudes ou Mise en service, Suivi de réalisation.

Anglais technique indispensable.

La pratique de l'automatisme serait appréciée.

Merci d'adresser CV, rémunération souhaitée à :

JEUMONT-SCHNEIDER
Direction des Ressources Humaines
31, quai de Dion Bouillon
92811 PUTEAUX CEDEX.

JEUMONT SCHNEIDER
L'électricité sans frontières

GROUPE SCHNEIDER

SOUS-TRAITANCE ET PRODUITS PROPRES MICRO SOCIÉTÉ HIGH TECH ELECTRONIQUE EN PLEINE CROISSANCE

Région 92 SUD et 78 TRAPPES

PROPOSE

Un poste évolutif à :

- 1 DESSINATEUR ELECTRONIQUE

(25-40 ans), 140 KF/AN.

Connaissance implantation manuelle.

Suivi du dossier C.I.

Expérience C.A.O. schématique et routage

(formation possible en interne).

Un poste évolutif et créatif à :

- 1 DESSINATEUR PROJETEUR CONFIRMÉ

(30 ans min.), 120 KF/AN.

Mécanique générale.

Télégraphie électronique, infographe.

Suivi de dossiers d'industrialisation.

Mobilité et polyvalence bienvenues.

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à :

Catherine VINCENT

R.P. 26

92146 CLAMART CEDEX

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

MAGNETECH

PMI à forte potentialité de développement, spécialisée dans l'imagerie médicale, conçoit, fabrique et commercialise des systèmes de haute technologie recherche dans le cadre de son expansion :

INGENIEUR RESPONSABLE INTEGRATION

Responsable d'une petite équipe de techniciens, vous êtes chargé de l'intégration et de la mise en service de machines d'imagerie médicale. Le candidat, électronicien de formation, aura après une formation sur le produit à travailler dans les domaines suivants : électronique analogique, électronique numérique, logiciel et magnétisme. De formation ingénieur, vous avez acquis une expérience de quelques années de préférence dans le domaine de biens d'équipements de haute technologie.

RESPONSABLE SAV

Ingénieur électronicien de formation, vous avez acquis une expérience d'environ 5 ans dans le SAV, la maintenance ou la mise de biens d'équipements de haute technologie, de préférence dans le domaine médical. Une connaissance du traitement d'images serait un plus. Ce poste débouchera sur l'organisation et l'encadrement d'un service de 7 à 8 personnes.

Ces deux postes nécessitent de la rigueur et de réelles qualités relationnelles. Des déplacements à l'étranger étant prévus, une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Notre société dynamique offre des perspectives d'évolution attractives dans un contexte de travail très enrichissant. Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, ainsi que votre C.V. à : MAGNETECH - PARC CLUB - 28, rue Jean Rostand - 91893 ORSAY

INGENIEUR GENIE LOGICIEL

COMMENT REALISER NOS FUTURS SYSTEMES D'INFORMATION REPARTIS MONDIALEMENT ?

Le Groupe Rhône-Poulenc mène une stratégie offensive misant sur l'informatique décentralisée.

Le développement de nouveaux systèmes d'information répartis mondialement exige la mise en œuvre d'un ensemble méthodologique.

Venez participer :

- aux choix de nouveaux outils de développement (SGRDR, LAG...),
- à la mise en place d'un atelier de génie logiciel intégré,
- à la détermination du poste de travail programmable (DOS/Windows, OS/2/PM, UNIX/X Windows),
- à la définition des nouvelles architectures techniques coopératives.

Vous interviendrez en expert pour conseiller des divisions opérationnelles.

Ingénieur ayant une expérience de chef de projet, vous maîtrisez les SGBD relationnels, les langages et les outils de développement (LAG ou générateur). Vous avez utilisé un atelier de génie logiciel.

L'implantation du groupe en France et à l'étranger offre de multiples perspectives d'évolution.

L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, à Madame DUPIRE - RHONE-POULENC - Direction de l'Organisation et de l'Informatique - 25, quai Paul Doumer - 92408 COURBEVOIE CEDEX.



BUREAU DES PROGRAMMES FRANCO-ALLEMAND

situé à Euville-Malmaison (92) est un établissement conjoint des deux Missions de la Défense (FRANCE et RFA) chargé de conduire auprès de l'industrie, des Programmes de missiles réalisés en coopération. Nous recherchons pour ces systèmes d'armes militaires en

JEUNE INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

Vous serez plus particulièrement chargé de suivre, dans le cadre d'une coopération internationale, le développement de nouveaux matériels électroniques, optiques, opto-électroniques et leurs interfaces avec d'autres équipements.

LES QUALITÉS QUE NOUS RECHERCHONS ?

Sens du contact à tous niveaux, esprit d'analyse et de synthèse, sens des respon-

sabilités et de l'initiative. Une bonne pratique de la langue anglaise et/ou allemande serait très appréciée.

Si cette opportunité vous motive, adressez votre candidature à Thierry HURET - Responsable de Recrutement - SEPT 18, rue du Docteur Zornhoff 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX, qui traitera votre dossier sous scellé. BPFA/LM/IMO



MICROGNOSIS conçoit et réalise des systèmes de communication et d'intégration de données financières destinées aux salles de marché des banques.

Architecture de réseaux hétérogènes, environnement temps réel : sur ce créneau qui requiert la maîtrise des outils informatiques les plus innovants (intelligence artificielle, systèmes experts...), l'excellence de nos collaborateurs est notre meilleur atout. Notre dimension internationale (présence dans 17 pays), notre croissance rapide (plus de 30 % par an), un mode de fonctionnement décentralisé sont autant de facteurs de développement pour des professionnels motivés.

INGENIEUR D'AFFAIRE

Vous aurez pour mission de définir et de concevoir les besoins de nos clients puis d'assurer un support technique de haut niveau auprès du chef de projet responsable de l'installation et de la maintenance de nos produits. De formation Ingénieur Grande Ecole (option informatique ou télécom), vous avez 5 ans d'expérience minimum dans la conduite et la réalisation de projets de systèmes informatiques temps réel ou réseaux locaux. Vous connaissez les environnements VAX/VMS et UNIX, la programmation en langage C et les réseaux locaux DEC NET, TCP/IP et X25. RÉF. MO/01

CHEF DE PROJET LOGICIEL

A l'issue d'une formation de 6 mois à Londres, vous prendrez en charge le développement de logiciels temps réel et télécom.

Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole, vous avez 5 ans d'expérience dans la programmation de logiciels temps réel en C sous VMS et une bonne connaissance des réseaux DEC et TCP/IP. RÉF. MO/02

INGENIEURS SYSTEMES ET RESEAUX

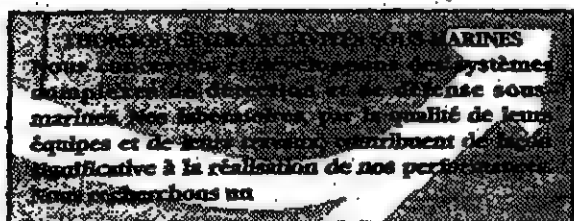
Vous êtes spécialistes de la gestion du système informatique et du support système et réseau pour les responsables d'installation et pour notre équipe de développement.

Ingénieur diplômé en informatique ou télécom, vous avez 3 à 4 ans d'expérience en gestion de systèmes sur DEC/VAX et une bonne connaissance DEC NET, TCP/IP. Cette d'UNIX serait un plus. RÉF. MO/03

Pour toutes ces fonctions basées à Paris, l'anglais est indispensable. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence choisie à notre Conseil : 315 Bureau de la Colline - 92213 ST-CLOUD CEDEX.



Côte d'Azur : les défis de la mer



INGENIEUR DE LABORATOIRE ELECTRONIQUE

Au sein du Laboratoire Emetteurs, vous participez à l'étude et au développement (depuis le devis jusqu'à la mise au point) de circuits électroniques de puissance, ainsi que des organes de commandes associés.

Vous bénéficiez d'un environnement (informatique, appareils de mesure et d'essais de laboratoire) adapté à l'électronique de puissance.

Ingénieur (ENSEEHT...) spécialisé en électronique de puissance, vous justifiez d'une première expérience de 2 ans minimum et vous maîtrisez l'Anglais technique.

Le poste est basé à Cagnes-sur-Mer (06).

Merci d'adresser, sous référence ILE, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : SM CONSEIL, 38 rue de Lisbonne - 75008 PARIS



Présents dans le monde entier, les 44.000 collaborateurs du groupe BULL ont réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de près de 32 milliards de francs. Cette dimension place aujourd'hui BULL parmi les dix leaders mondiaux de l'informatique.

INGENIEURS DEBUTANTS OPTEZ POUR LE HAUT DE GAMME

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV) sous référence 305 LM à BULL - Annette MENDEL - Direction Commerciale France - Service Recrutement - 3, avenue du Val de Fontenay - 94133 FONTENAY-SOUS-BOIS.

BULL a fait de la haute technicité l'un des leviers décisifs de sa stratégie de conquête.

BULL vous offre aujourd'hui l'opportunité de rejoindre ses équipes de haut niveau pour relever ce défi permanent.

Alors si vous êtes jeunes ingénieurs diplômés Bac + 4/5, option informatique, téléinformatique, réseaux, électronique, électrotechnique, rejoignez-nous.

Une formation adaptée à votre nouveau métier vous permettra d'acquies l'expertise pour devenir soit :

- Ingénieurs Techniques (approche des solutions informatiques),
- Ingénieurs Applications (environnement études de nos clients),
- Ingénieurs Service Clients (suivi des systèmes informatiques de nos clients).



سكننا من الامم

هكذا من الاعمال

SECTEURS DE POINTE

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 111

L'unité spécialisée en appareillage industriel haut de gamme (150 personnes, CA: 100 millions de F) d'un grand groupe industriel aux activités très diversifiées recherche son

Responsable Bureau d'études expérimenté

Directement rattaché au Directeur de l'unité, vous jouez un rôle moteur dans notre développement. Responsable d'une équipe de 25 personnes (dont 10 ingénieurs), vous mettez en œuvre les moyens nécessaires à une plus grande rapidité dans la conception de nos produits, afin d'apporter un service optimum à nos clients. Pour cela, vous développez l'outil informatique CAO déjà mis en place.

Ingénieur de formation, avec une solide expérience industrielle dans une unité de production, vous avez une bonne pratique de la CAO 2D - 3D. Enfin, vous parlez couramment une langue étrangère, l'anglais si possible.

Poste basé en Région Parisienne.

Rencontrons-nous en toute confidentialité. Adressez CV, lettre, photo, prétentions (réf. 64157) à Média-System, 6 impasse des Deux-Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

DES HOMMES DE SOLUTIONS

BERTIN

AIX-EN-PROVENCE
Apporter des solutions technologiques innovantes pour l'industrie nécessite la mise en œuvre de programmes de recherche et de développement ambitieux. Aider les entreprises à disposer de moyens de pointe, quel que soit le secteur d'activité, c'est bien la vocation de BERTIN. Etudes techniques, aéronautiques, informatiques, mécaniques, recherche de nouveaux matériaux, de nouveaux procédés. Depuis 30 ans, nos ingénieurs développent l'excellence technologique.

DIVISION ELECTRONIQUE INFORMATIQUE ET AUTOMATIQUE INGENIEURS ELECTRONICIENS

Vous êtes responsables d'études en électronique dans le cadre de projets de développement.

Vous pilotez et animez une équipe d'ingénieurs et de techniciens.

Ingénieurs Grandes Ecoles (ESE, ENSEEHT, ENSERG, ISEN), vous possédez une expérience d'au moins trois ans en développement électronique. Vous êtes familiarisés avec l'électronique numérique rapide, le traitement du signal analogique et numérique. (réf. ing PM1)

INGENIEURS LOGICIEL SYSTEME

Vous prenez en charge les études et le développement de logiciels à caractères système comprenant les spécifications, la conception de l'architecture logicielle, la réalisation et la mise au point.

Vous suivez la sous-traitance et assurez le contact technique avec le client.

A 27/30 ans, votre formation Grande Ecole d'ingénieur et vos connaissances en informatique, vous ont permis d'acquérir une bonne expérience.

Vous connaissez l'environnement UNIX "C" - VAX/VMS - LTR3 et le temps réel. (réf. ing. 41)

Pour ces 2 postes basés à Aix-en-Provence (13), l'anglais courant est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence choisie à

BERTIN et Cie - Service DRS - BP 22 13782 LES MILLES cedex.



LES TECHNOLOGIES GAGNANTES



L'ETABLISSEMENT DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES D'INDRET situé près de Nantes recrute pour son laboratoire d'Etudes et de Contrôle des Matériaux, un

JEUNE INGENIEUR D'ESSAIS MECANIQUE DE LA RUPTURE ET DE LA FATIGUE

• Libéré des obligations militaires • Nationalité française.
pour procéder à des mises au point de méthodes et réalisations d'essais, appliquées au domaine de la construction navale en général et en particulier de la propulsion.

Candidatures + CV + copie des diplômes sont à faire parvenir au : SERVICE DU PERSONNEL - B.P.O.C. - E.C.A.N. d'INDRET - 44650 LA MORTAISSE



Au sein de notre DIVISION SYSTEMES AERONAUTIQUES, SORRANCE est spécialisée dans l'étude et la fabrication de filtres et systèmes de filtration de haute technologie pour des applications spatiales, aéronautiques et industrielles.

Notre objectif: innover en permanence et optimiser notre production. Nos besoins: deux responsables basés dans la région de LIMOGES.

Responsable recherche : essais - prototypes - laboratoire

Réf.: 8947 LM

Rendant compte au Directeur Recherche et Développement et en étroite liaison avec le responsable du Bureau d'Etudes, vous piloterez les actions de recherche de produits nouveaux et suscitez l'innovation. Vos missions:

- animer, orienter et contrôler les activités d'environ 10 personnes,
- concevoir et mettre au point de nouveaux produits et en assurer l'homologation,
- améliorer les bancs d'essais développés en interne,
- rechercher de nouveaux médias filtrants et procédés.

Agé d'au moins 32 ans, ingénieur diplômé en Mécanique, Hydraulique et Travail des Métaux, vous justifiez d'une expérience solide et confirmée des Etudes et Essais en secteur aéronautique et filtration.

Pour ce poste évolutif, vous êtes imaginatif, bon animateur et vous possédez un charisme à toute épreuve. L'anglais est impératif.

Responsable gestion de la production

Réf.: 8948 LM

En interface permanent avec le Commercial, les Etudes, les Méthodes, l'Informatique et les Fabrications, vous aurez à concevoir et mettre en place une organisation industrielle fiable et adaptée à la stratégie de l'entreprise. Vos missions:

- organiser la maîtrise des flux, de la commande et des prévisions de vente... à la sortie des produits en fabrication,
- réactualiser les nomenclatures par famille de produits et tendre à la création de sous-ensembles standards,
- mettre en place des Indicateurs de Gestion de Production,
- améliorer la GPAO (MAPICS) en faisant et impliquant le personnel de fabrication,
- animer en direct une équipe de 13 gestionnaires de production.

Agé d'au moins 35 ans, vous êtes ingénieur diplômé ou universitaire de formation et justifiez d'une compétence reconnue et incontestée en gestion de production et en organisation industrielle. Vous êtes un homme de caractère et de relations, capable de convaincre les opérationnels et d'évoluer dans le Groupe.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traite confidentiellement, en rappelant la référence au poste qui vous intéresse et en mentionnant votre niveau de rémunération actuelle.



Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES 7 rue de Moncaud, 75008 Paris (1) 42.89.10.25.



Votre esprit marketing pour un marché en pleine croissance : la bureautique communicante

Téléphonie, communication et réseaux d'entreprise, communication de l'écrit et de l'image, radiotéléphonie... MATRA COMMUNICATION est présente sur tous les grands marchés de la communication d'entreprise. De par son savoir technologique, MATRA COMMUNICATION joue un rôle clé. La Direction Communication Ecrit et Image conçoit, développe et commercialise toute une gamme de produits et d'applications destinés à la micro-informatique dans les domaines des RNIS, de la télécopie...

Pour renforcer notre position sur ces marchés nous créons un poste de

CHEF DE PRODUIT / MARKETING RNIS

Chef de Produit Arnét, vous bénéficiez d'une grande marge de manœuvre dans une fonction riche en responsabilités: définir la stratégie produit de votre gamme de terminaux, analyser le potentiel des marchés professionnels, élaborer les «business plans», rechercher des partenaires...

Vous avez complété votre formation Grande Ecole Ingénieur et/ou école de Commerce par une première expérience dans le milieu de la micro-informatique, bureautique, ou des télécommunications...

Vous avez de la créativité pour anticiper et vous adapter à l'évolution d'un marché flexible et vous aimez réaliser et concrétiser vos objectifs au sein d'une équipe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CP/M à Nicole Kamenzin - MATRA COMMUNICATION - BP 26 - Rue Jean-Pierre Timbaud - 78392 Bois d'Arcy Cedex.

MATRA COMMUNICATION

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Entrer en carrière



Auditer, analyser, concevoir et mettre en œuvre en vue d'accroître la production et d'optimiser les coûts de notre station de broyage-lavage entièrement automatisée, tel sera l'objectif de notre :

Ingénieur de production

Homme de réflexion et d'action, en liaison avec les services internes de production, des travaux neufs, et de la qualité, il préconise et met en œuvre directement les modifications de procédés et les investissements dont il garantit les gains de productivité et de coût-matières.

Cette mission est confiée à un ingénieur débutant ou ayant une première expérience. Avec le goût du terrain, le sens du détail doublé d'une capacité d'analyse globale, l'esprit relationnel et convaincant, il a le potentiel pour réussir une carrière dans notre groupe.

Le poste est basé à Marquise (62), dans la plus importante carrière de calcaire de France.

Ecrivez sous référence 290/M.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS

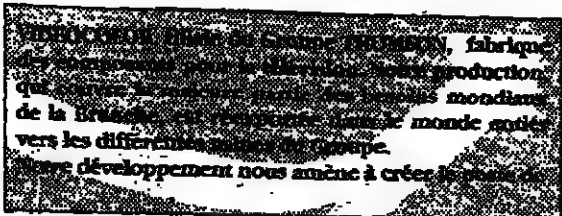
16, place Charles de Gaulle - 59800 Lille.

PARIS - LYON - STRASBOURG - NANTES

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Une belle opportunité...



MATERIAL MANAGER

Membre du Comité de Direction de l'Établissement, vous êtes responsable de la gestion des flux internes et externes. En particulier, vous contrôlez :

- les achats matières premières, composants et achats généraux,
- la planification des approvisionnements en fonction des programmes de production à l'élaboration desquels vous participez,
- la gestion des commandes et des stocks produits finis,
- la logistique.

Vous organisez, animez une équipe de 20 personnes dont 2 Cadres. Ingénieur ou généraliste, vous justifiez d'une expérience de 8 à 10 ans acquise dans un environnement industriel complexe. Vous maîtrisez la fonction Achats et la fonction Logistique. Votre aptitude à organiser, à manager des activités internationales, à animer des équipes trouvera un excellent terrain d'expression dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, sous réf. 967 à :

HAY MANAGERS

5 Place de la Gare de la Paroisse

69428 LYON CEDEX 03



THOMSON

SOURIAU

L'AVENIR CONNECTÉ

CONNEXION ENTRE LES GRANDS PROJETS

Avec 3300 personnes, 13 filiales, des marchés aussi prestigieux que ceux d'Alcatel, Airbus, IGV, Souriau, N°1 européen de la connectique est sans conteste l'un des leaders mondiaux dans sa spécialité. Le bureau d'études de la division connecteurs CI et SUB (23 personnes), implanté au sein de l'usine du Mans, recherche un

INGENIEUR
PRODUITS

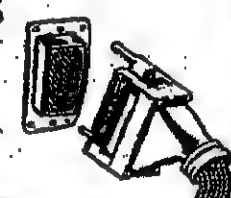
Il sera responsable avec une équipe de techniciens de l'évolution des produits existants :

- suivi technique, développement, prix de vente industriel, investissement outillage modification
- relations avec le commercial, la qualité, la production, les méthodes

Bonne expérience dans poste similaire indispensable.

Connaissance de l'anglais.

Envoyer CV et photo - Relations du Travail -
SOURIAU ET CIE
rue Louis Breguet
72000 Le Mans

TOULOUSE
CNES LE CENTRE
NATIONAL
D'ETUDES SPATIALES

Recherche pour son Département
"MECANISME ET ENERGETIQUE"

2 Ingénieurs

Mécanique

(Réf. 89/143)

Propulsion

(Réf. 89/141)

Chargés d'études et de suivi des travaux industriels dans le domaine des mécanismes et de la propulsion appliqués aux véhicules spatiaux habités ou non habités.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs grandes écoles ou équivalent pouvant justifier de 4 à 5 ans d'expérience dans le domaine des mécanismes et/ou de la propulsion et/ou de l'énergétique.

Adresser dossier candidature et prétentions sous référence choisie au :

CNES
Division du Personnel
18, avenue Edouard Belin
31055 TOULOUSE CEDEX

ALCATEL

ISR

IA, système - expert, langage objet...
une réalité chez nous !

Nous concevons et développons de grands systèmes d'information temps réel permettant à nos clients d'acquiescer un avantage concurrentiel sur les marchés dans les secteurs les plus divers : militaire, industriel, distribution et contrôle d'accès. Notre jeune Division "Nouveaux Systèmes" (banlieue Sud) apporte, grâce à ses compétences en Intelligence Artificielle, son appui à d'autres divisions. Elle renforce son équipe par

un chef de projet IA

un ingénieur d'études IA

Vous avez une solide expérience en IA, développement de systèmes - experts, langages objets. Venez diriger 4 ingénieurs pour spécifier, développer et mettre en opération un système d'aide au commandement, en relation avec le service technique. (réf. 5505 LM)

Vous avez une expérience de 2 ans en développement et validation de systèmes - experts, et connaissez les langages objets. Venez participer au développement (SPOKE sous UNIX) d'un système expert et construire le plan d'expérimentation de la base de connaissances (réf. 5506 LM)

Ces deux postes requièrent une bonne pratique de l'anglais. Rejoignez une équipe de pointe !

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT, vous remercie de lui écrire s/réf. correspondante à "Nouvelles Technologies"



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

De la conception à la production d'équipements automobiles

3 500 personnes et un CA de 1,5 milliard de Francs : nous sommes la filiale d'un Groupe Multinational. Les technologies de pointe dans lesquelles nous évoluons se traduisent pour nous par : rigueur de conception et maîtrise de réalisation. Deux objectifs liés à deux fonctions-clé :

Responsable prototypes et industrialisation

Réf. BPI 1079 M

A partir du cahier des charges élaboré par le Chef de Produits et en relation avec les Constructeurs Automobiles Français et Etrangers, vous réalisez les prototypes d'une gamme d'équipements techniques. Vous animez une équipe de 12 techniciens, définissez les conditions de réalisation des produits, faites sous-traiter la fabrication des outillages... optimisez qualité et prix de revient.

Votre première expérience industrielle (méthodes, BE, Process, CAO) vous a préparé à ce rôle passionnant d'interface entre le client et les ateliers. Vous maîtrisez assez bien l'anglais ou l'allemand.

Ingénieur fabrication

Réf. BIF 1080 M

Encadrer 40 personnes aujourd'hui, 100 fin 1990 ; faire passer la production de 2 200 pièces/jour à 6 000 dans un an ; introduire des équipements performants (10 M€ d'investissements)... tel est le "challenge" que nous vous proposons.

Au sein de notre usine (700 personnes) vous prenez la responsabilité du secteur qui connaît la plus forte expansion : les équipements "AUTO" que vous fabriquez résultent d'une technologie (protégée par un brevet) développée récemment par nos ingénieurs de Recherche. De nombreux marchés s'ouvrent à nous.

Vous avez vécu quelques années déjà en production, aux méthodes ou à la qualité, vous êtes un animateur et un homme de terrain... venez vite nous rejoindre : nous avons pour vous d'autres projets à moyen terme.

Ces deux postes sont à pourvoir dans une ville agréable du Centre de la France.

SEFOP, notre Conseil, sera heureux de vous parler plus longuement de nous dès qu'il aura reçu votre dossier sous la référence du poste choisi.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

DSM France

Filiale française de commercialisation de PLASTIQUES TECHNIQUES du groupe international DSM.

nos recherches dans le cadre de notre forte expansion à renforcer nos équipes en créant 2 postes :

INGENIEUR
ASSISTANCE-TECHNIQUE

Réf. 2257R/M

Dépendant techniquement de notre laboratoire situé en HOLLANDE, il aura pour mission d'apporter à nos clients français (transformateurs notamment) en complément de notre force de vente, toute l'aide et l'assistance nécessaires à la transformation de nos plastiques techniques.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur possédant une bonne expérience des matières plastiques (polycarbonate, polyamide...) acquise en production ou en laboratoire.

Outre de grandes qualités relationnelles, le poste nécessite des déplacements fréquents.

INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL

Réf. 2258R/M

Au sein de notre équipe de vente, nous lui confierons plus particulièrement le suivi et le développement de notre marché automobile.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé (chimie, mécanique, électromécanique) justifiant d'une première expérience significative de commercialisation de produits plastiques.

La connaissance du monde de l'Automobile serait un plus indéniable.

Pour ces deux postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci de nous adresser votre dossier en précisant la référence du poste choisi ou transmettez-le à CYCADRE en composant le 36-15 code JCM sur votre minitel où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTTHIEU - 75008 PARIS

PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

IBM + CATIA : L'OFFRE N° 1 MONDIALE EN CFAO

Vous avez envie d'entrer dans le monde de la CFAO

- vous êtes diplômé(e) d'une école d'Ingénieurs ou équivalent,
- nous vous apportons une formation spécialisée,
- vous avez décidé de construire votre carrière dans un environnement international,
- vous avez une bonne connaissance de la langue anglaise.

Nous vous proposons d'intégrer notre Centre de support mondial situé à PARIS.



Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature, CV détaillé et photo sous référence D91 à : M. Claude MENER Service 2 - 3605 Tour Descartes La Défense 5, avenue Gambetta Cedex 50 92066 PARIS LA DEFENSE.



حکومت اسلامی

CERGA FINANCE

MANAGER NOTRE EQUIPE MAINTENANCE...

CERGA FINANCE, nous sommes la référence dans le domaine de l'informatique financière. Notre développement nous conduit à rechercher un

RESPONSABLE MAINTENANCE LOGICIELS

A 30 ans environ, vous bénéficiez d'une formation supérieure de qualité et d'une solide expérience de la gestion des hommes dans ce secteur. Votre action consistera à organiser, mettre en place une logistique efficace et animer notre service maintenance (hot-line, tests, qualité). Votre sens aigu de l'organisation

et vos qualités relationnelles sont les atouts essentiels de votre réussite.

Vous êtes motivé par ce challenge, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite et curriculum vitae), à Jeanne LABEJOFF - CERGA FINANCE - Tour Eve Place Sud - Défense 9 92806 PUTEAUX.

MEDIA 1

INGENIEUR ou PHARMACIEN

Animez un des services clés de notre site de production pharmaceutique ...

Fille d'un important Groupe International, notre développement en France est prometteur. Notre site industriel situé près d'Orléans (350 pers.) a aujourd'hui acquis une excellente réputation au niveau du siège aménagé. Il est prévu dans un proche avenir de nombreux investissements et des projets informatiques propres à conforter son développement.

C'est dans ce contexte, à la fois dynamique et motivant que nous souhaitons accueillir le Responsable de notre Service Organisation. Directement rattaché au Directeur de l'Usine, vous animeriez une équipe de 5 personnes et interviendriez sur l'analyse, la conception et la réalisation de tous les projets d'organisation du site. Votre objectif principal : gagner en productivité, en efficacité et bien sûr en qualité.

Vous avez une formation supérieure et parlez anglais. Votre première expérience au milieu industriel vous a fait prendre conscience du rôle important de la fonction Organisation. Vous aimez communiquer, négocier, convaincre ? Rejoignez-nous, nous avons des projets pour vous.

Christiane CHARBONNE, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. O/OI/ML à : RAYMOND POULAIN CONSULTANTS - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

MEDIA 1

CREDIT AGRICOLE
D'ILE-DE-FRANCE

Une place de plus en plus importante dans le monde des affaires.

Pour seconder nos directeurs d'agence

Nous recherchons des hommes pour lesquels l'initiative, le sens commercial, l'expérience bancaire, la connaissance du marché des entreprises et des particuliers seront facteurs de réussite. Leur formation : supérieure (universitaire et/ou bancaire).

Ce profil est-il le vôtre ?

Téléphonez pour R.D.V. au 42.22.02.98

ou envoyez CV à PRO FEEL Recrutement
81 bis, rue du Cherche Midi 75006 PARIS

VOTRE REUSSITE EST AU CREDIT AGRICOLE

Consultant expérimenté
en recrutement

Notre mission, notre volonté : conseiller et aider les entreprises à recruter leurs cadres et dirigeants pour affronter les nouveaux enjeux économiques.

Notre expérience, notre connaissance de l'entreprise, le professionnalisme de notre démarche appliquée par une équipe pluridisciplinaire, nous permettent d'intervenir auprès d'une clientèle diversifiée, par voie d'annonces ou par approche directe. Notre appartenance au groupe industriel OBERTHUR (CA 500 MF), l'un des tout premiers fabricants mondiaux de produits sécurisés (billets de banque, monétique, etc.), nous permet d'être en contact étroit avec les secteurs de haute technicité.

Notre développement déjà prometteur nous conduit à intégrer un nouveau consultant à qui nous confierons la responsabilité d'un portefeuille de clientèle à gérer et à élargir avec une large autonomie. Nous le ferons participer activement à nos actions commerciales et de conseil.

Dynamique, vous êtes de formation supérieure et avez acquis plusieurs années d'expérience du recrutement en cabinet. Vous avez comme nous une exigence d'éthique que vous souhaitez exercer dans un esprit de partenariat avec vos clients. Venez rejoindre notre équipe : nous serons heureux de vous faire participer à notre croissance. Merci de nous adresser votre dossier sous la réf. D 171/M. Nous étudierons en toute confidentialité.

Oberthur Consultants 12 / 14, Rond-Point des Champs Elysées 75008 PARIS

200 KF



■ Vous êtes passionné et dynamique.

■ "Ecouter pour mieux convaincre" est votre devise.

■ Vous aimez un sens inné du développement.

■ On dit de vous que vous avez l'esprit d'analyse.

■ Pour vous, on peut conseiller et séduire à la fois.

Laissez parler
votre
tempérament !

(1) 49.09.09.49
ALLO CARRIERES

Vous êtes (28 ans environ) et vos diplômes (Licence, Droit, Ecole de commerce) sont valorisés par une première expérience de la vente. Votre entourage vous reconnaît un talent certain pour l'écriture.

MEDIA P.A., 2^e agence Conseil spécialisée dans la Communication de Recrutement, associée au groupe BDP, poursuit son développement rapide sur des ambitions précises : « conseiller efficacement dans leurs recrutements des interlocuteurs de haut niveau » rendre les annonces plus attractives grâce à des textes et des créations graphiques spécifiques « réfléchir sur une conception globale de la communication de recrutement.

Nous avons en plus un objectif commun : progresser. Alors associons et enrichissons nos qualités sans plus tarder.

Chef de publicité, venez renforcer notre équipe commerciale.

Vous prospecterez, développerez et conseillerez une clientèle d'entreprise. Vous évoluerez très vite à l'image de notre entreprise. A vous de nous convaincre !

Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au 49.09.09.49 du lundi au vendredi de 9 h. à 17 h. Précisez la référence A97

LES GRANDS CHAIS DE FRANCE

Le savoir-faire, les moyens de production, la dynamique (360 MF de CA), 42 millions de bouteilles dont 90% à l'export, font du groupe LES GRANDS CHAIS DE FRANCE un des leaders français en vins et spiritueux à l'exportation.

Pour développer la présence nationale de notre Groupe, nous recherchons notre futur

CHEF DES VENTES FRANCE

Une formation ESC ou équivalent allée à une expérience réussie d'au moins 3 ans dans un poste similaire (et exclusivement dans le domaine des Vins et Spiritueux) vous permettront d'être immédiatement opérationnel.

Noble négociateur auprès des différentes centrales d'achat, vous êtes bien introduit en Grande Distribution : c'est votre atout pour réussir le challenge que nous vous proposons.

Le salaire, motivant, sera lié à l'expérience et au potentiel du candidat.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel - Les Grands Chais de France - 1 rue de la Division Leclerc - 67290 PETERSBACH.

Les candidatures seront examinées avec une totale discrétion.

Centrale d'achats publics (CA 88 : 4,3 milliards de francs), réalisant le quart de son chiffre d'affaires dans le secteur hospitalier, recherche

ACHETEUR MOBILIER MEDICAL

Au sein du département médico-hospitalier de la direction des achats, le candidat retenu aura pour mission de développer les achats d'équipements médicaux non techniques : mobilier de chambre, de consultation, transport du malade, petit matériel diagnostique, ... destinés à être vendus sur catalogue.

Il propose le programme d'achat, négocie les conditions d'achat, participe à l'élaboration du catalogue, entretient le système d'information informatisé, informe le réseau commercial.

Profil souhaité : 3 ans d'expérience, connaissance des produits et des fournisseurs, le candidat devra être en outre méthodique, dynamique, bon négociateur, autonome, capable d'élargir son périmètre d'achat.

Faire acte de candidature avec CV, photo et prétentions sous référence 71153 à CONTESSÉ PUBLICITE, 38 rue de Villiers, 92300 LEVALLOIS-PERRET, qui transmettra.

CONTESSÉ

Jacques PETIT,
Dominique ARNAUD,
et toute leur équipe,

ont le plaisir de vous annoncer
le nouveau nom de leur cabinet

Acteurop

Ce changement est riche de continuité : c'est la même équipe, à la même adresse, avec les mêmes méthodes et le même souci de rigueur et de qualité, qui souhaite continuer à mériter votre confiance et à pratiquer avec vous le "recrutement partenaire".

La choix d'ACTEUROP symbolise la nature des missions que vous nous confiez : 80 % de postes bilingues ou trilingues, plus de 10 % de candidats non français. Ces faits alimentent notre détermination à agir avec vous dans la France compétitive de 1992.

57, Bd Vivier Merle
93429 LYON CEDEX 03
Tél. 78. 53. 19. 19.
Fax. 78. 53. 19. 99.

حکومت الراج

EUROPE 93

Le budget communautaire à l'épreuve des fraudes

I. — C'est facile, et ça rapporte gros...

Le crédit de la Communauté européenne est régulièrement mis en cause dans la mesure où son budget fait l'objet de fraudes. Les rappels à l'ordre du Parlement européen et de la Cour des comptes des Communautés, la campagne lancée par Mme Margaret Thatcher contre la Commission rendus responsables de cet état de fait, ont attiré l'attention sur la gravité du phénomène.

Un coup de tampon bien placé, et ce sont des dizaines, voire des centaines de milliers de francs qui entrent dans les caisses. « Lorsque l'on a rempli un formulaire pour créer de l'argent », souligne le président de la Cour des comptes des Communautés, M. Marcel Mart, « on peut se permettre de se laisser aller à quelques centaines de milliers de francs de plus ou de moins ». Elle s'élève, selon la plupart des estimations officielles, à 10 % du budget. Le Parlement européen sime son montant entre 2 milliards et 6 milliards d'euros (14 milliards à 42 milliards de francs). Mais, par définition, la fraude n'est pas quantifiable. Et, en l'occurrence, la quantifier, comme la prévenir, la déceler et la réprimer est... douze fois plus compliqué ici qu'ailleurs.

Personne ne nie, et même pas dans les milieux officiels, que le phénomène est inhérent au système : il est possible de le juguler, mais pas de l'éradiquer. En plus de vingt-cinq ans de politique agricole commune (la fraude concerne essentiellement l'agriculture, qui

représente 64 % du budget cette année et 54 % en 1990), les réglementations se sont accumulées et compliquées, au point de devenir incontrôlables, qu'il s'agisse des « petites » fraudes à la production, ou de la « criminalité en col blanc ».

Dans son rapport annuel de 1988, la Cour des comptes des Communautés explique, par exemple, comment les restitutions à l'exportation dans le secteur de la viande bovine peuvent prêter à détournement de fonds. Au cœur du problème : la différence entre les prix mondiaux et les prix communautaires. Pour permettre aux exportateurs de produits agricoles d'être compétitifs dans les pays tiers, la Communauté leur verse des aides, variables en fonction du pays de destination et de la nature de la marchandise. Un exportateur reçoit plus si la viande est congelée plutôt que réfrigérée, si elle provient d'un élevage plutôt que d'un autre, et si l'origine est française plutôt qu'italienne. Les restitutions à l'exportation comportent ainsi plus de mille deux cents classifications pour les produits agricoles, dont près de deux cents pour les produits laitiers, et quatre-vingts pour la seule viande bovine.

Des contrôles difficiles

La destination est aussi difficile à contrôler que la nature de la marchandise. Avec un document prouvant qu'il a livré vingt mille tonnes de céréales en Chine, un exportateur empêche 600 000 francs de plus qu'en fournissant le Bangladesh. Qui ira vérifier que la marchandise, partie officiellement d'un port européen pour la Chine, n'a pas été livrée ailleurs (quand bien même l'exportateur fournit les

documents prouvant la mise à consommation dans le pays de destination) ?

Pour 100 kilos de « quartiers arrière réfrigérés de bovins mâles adultes », l'exportateur reçoit 1 600 francs si le client se trouve en Afrique du Sud, rien s'il est au Zimbabwe. En novembre 1987, le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) a fait une enquête dans ces pays : trois cent cinquante-neuf conteneurs déclarés à l'exportation en Afrique du Sud avaient été livrés au Zimbabwe. Montant des sommes versées indûment par la Communauté : 44 millions de francs (une affaire relativement banale...). La même année, la Cour des comptes a constaté que deux entreprises, de deux États membres différents, étaient en possession de jeux complets des cachets de douane des principaux pays avec lesquels elles commerçaient !

Dans son rapport annuel, la Cour est pessimiste : « Tant que des taux différenciés sont appliqués, la Cour peut difficilement envisager — en matière de preuve d'arrivée à destination — un quelconque système de contrôle qui offrirait une garantie suffisante contre les tentatives de déclaration frauduleuse ». La solution serait-elle dans la suppression de ces taux différenciés ? « Si nous pouvions arriver à une zone dans laquelle il y aurait un seul taux de restitution, plus une ou deux zones pour lesquelles il y aurait besoin d'un correctif, ce serait idéal », affirme M. Jean Renard, directeur de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC), un des organismes d'intervention qui gèrent, en France, les fonds communautaires. Mais cette position est propre à susciter une polémique : l'indemnisation des taux de restitution

ne serait-elle pas contraire à la loi de l'offre et de la demande ?

« Quand les ministres sortent un texte en conseil agricole, est-ce qu'ils se posent la question de savoir s'il est applicable ? Non ! », estime M. Michel Jacquot, directeur du FEOGA. Attaqué de toutes parts comme étant responsable des fraudes, la Commission des Communautés met en cause les États membres : si l'heure est au mea culpa à Bruxelles — sur le mode : « Oui, la réglementation est trop compliquée, mais nous nous attachons à la simplifier » — elle est aussi aux règlements de comptes. Car si la Communauté dispose d'un budget, elle n'a en revanche ni douanes, ni police, ni justice, pour veiller à sa bonne gestion, et doit donc s'en remettre aux États.

Une transmission sur douze contrôles

Or chacun des Douze est persuadé d'avoir le meilleur système de contrôle et espère des efforts de ses partenaires, avant d'en faire soi-même. « Nous avons le souci que notre intransigence soit partagée par les autorités des pays voisins. Je ne porte pas d'accusations, mais, compte tenu de certains résultats, on peut émettre des doutes », affirme M. Roland Suter, directeur régional des douanes. Une allusion courtoise à l'Europe du Sud. La Grèce et l'Italie sont régulièrement mises à l'index. Rome est particulièrement visée, depuis que la garde des finances italienne a déclaré avoir des preuves selon lesquelles la Mafia utilise les fonds communautaires pour blanchir les siens. Mais les autres États ne sont pas pour autant exemptés de tout soupçon. « Il y a des fraudes chez tous les

États membres ; j'insiste bien sur le mot tous », affirme M. Michel Jacquot. « Au moment de l'apurement des comptes, les plus longs échanges de lettres, c'est avec les Britanniques que je les ai ; ils ne veulent pas admettre qu'on puisse les mettre en cause ».

Comme tous les problèmes communautaires, celui des fraudes se heurte à l'absence d'harmonisation entre les États membres, que ce soit au niveau des contrôles, des procédures de pénalisation ou du recouvrement des amendes. « Il y a transmission sur douze courroies, chacune tournant à une vitesse différente », résume M. Mart, de la

Cour des comptes. Comme l'affirme un fonctionnaire de Bruxelles : « Tout cela tourne en réalité autour d'une notion de base qui est celle de la confiance réciproque ; or la confiance ne se décrète pas, elle s'installe progressivement par la pratique ». En attendant, le système fonctionne bien pour ceux qui n'ont pas de scrupules. Normal, c'est facile et ça rapporte gros.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Prochain article :

CHACUN POUR SOI

INGÉNIEURS, INFORMATIENS,
INGÉNIEURS COMMERCIAUX...

Votre rendez-vous

**EMPLOI SECTEURS
DE POINTE**

Sera

Mardi 7 daté mercredi 8 novembre

Dans la

SECTION ÉCONOMIQUE
du quotidien

Les travaux préparatoires à l'Union économique et monétaire

Un rapport en forme de questionnaire

Le groupe à haut niveau, créé à l'initiative de la présidence française afin de préparer la conférence intergouvernementale qui sera chargée de rédiger un nouveau traité pour rendre possible le passage aux deuxième et troisième étapes de l'Union économique et monétaire (UEM), a terminé ses travaux.

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Préside par Mme Elisabeth Guigou, proche collaboratrice du président de la République, il était composé, pour chacun des États membres, d'un représentant du ministre des affaires étrangères et d'un représentant du ministre des finances. Son rapport, qui se présente sous la forme d'un questionnaire de dix pages, sera examiné par les ministres des affaires étrangères des Douze lors de la réunion du 6 novembre, et par leurs collègues des finances le 13 novembre. Les uns et les autres transmettront leurs observations au conseil européen qui, réuni les 8 et 9 décembre à Strasbourg, devra décider s'il y a lieu de convoquer la conférence intergouvernementale pour le second semestre 90.

Ambiance constructive

Un pas supplémentaire dans l'engagement devant conduire à la conférence intergouvernementale et, au-delà, à l'UEM, vient ainsi d'être franchi. Les Douze disposent d'un inventaire à peu près complet des sujets sur lesquels ils devront être au clair pour que la conférence puisse aboutir. Ce travail de concertation opéré à partir du rapport du comité Delors s'est déroulé dans une ambiance apparemment constructive. « Tout le monde a joué le jeu, les Anglais ont pleinement participé en vrais professionnels avec beaucoup de talent. Nous savons tous qu'ils n'ont pas de réponse politique centrale et qu'elle dépend de leur premier ministre. Personne n'a cherché à

les déstabiliser, et eux n'ont pas cherché plus ou moins à boycotter l'exercice », raconte un des participants.

L'ordre du jour de la conférence, que M. François Mitterrand voudrait voir convoquée pour l'automne 1990, sera d'établir un nouveau traité. La mission du groupe consistait à clarifier les questions abordées, à les trier, à éliminer les faux problèmes, à synthétiser sans rien éluder d'important. Il fallait, pour chacune d'entre elles, trouver une formulation qui convienne à tous, et ce résultat a été, pour l'essentiel, atteint. Mais il fallait aussi s'abstenir d'aborder des questions auxquelles seul le pouvoir politique peut répondre. « Le rapport préserve complètement l'avenir et les libertés de fait de chacun, même si, bien évidemment, nous souhaitons à tous que la Grande-Bretagne puisse participer », explique-t-on du côté français.

L'introduction rappelle les acquis communautaires, dix ans de système monétaire européen (SME), les engagements souscrits à Hanovre, à Madrid... « On ne part pas de zéro, il s'agit maintenant de décider la poursuite du mouvement engagé depuis longtemps », note un expert. Le texte met en relief l'importance pour la réflexion collective du rapport Delors, devant de facto la base du débat (et non pas une base, comme préférait le dire les Britanniques). Au reste, le groupe à haut niveau reprend la définition de l'UEM telle qu'elle est décrite dans le rapport Delors. Son premier chapitre porte sur l'union économique.

Le groupe a délibérément inversé l'ordre du rapport Delors. Celui-ci, portant ainsi la marque des tensions entre ceux qui l'ont rédigé, insiste sur l'union monétaire. Quel est le degré de concertation à atteindre en matière budgétaire ? Faut-il procéder par coordination volontaire ou bien de manière contraignante ? Les disciplines à mettre en œuvre doivent-elles porter sur le montant du déficit, sur son mode de financement ? Autant de questions qui touchent à la souveraineté des États, au moins autant que la politique monétaire. La question budgétaire occupe une place centrale, mais elle n'est pas

la seule. Faut-il une concertation sur la politique de prélèvements obligatoires ? Sur l'évolution des coûts de production ? Le rapport traite ensuite des institutions. L'union économique peut-elle fonctionner, comme le croit le rapport Delors, avec les institutions existantes ? Ne serait-il pas opportun de les renforcer, voire d'en créer de nouvelles ?

Le chapitre sur l'union monétaire part d'un postulat : la coordination ne peut suffire, il faut une politique monétaire commune. Les questions les plus sensibles portent sur l'articulation des pouvoirs au sein du système européen de banques centrales (SEBC) entre l'organisme fédéral et les banques centrales nationales. Puis le rapport détaille : quelles sont les compétences exactes de l'organisme fédéral en matière d'intervention sur les marchés, de surveillance bancaire ? Comment seront composées ses instances dirigeantes ? Comment garantir son indépendance ? Mais aussi, comment assurer son contrôle démocratique ?

Un ou plusieurs traités ?

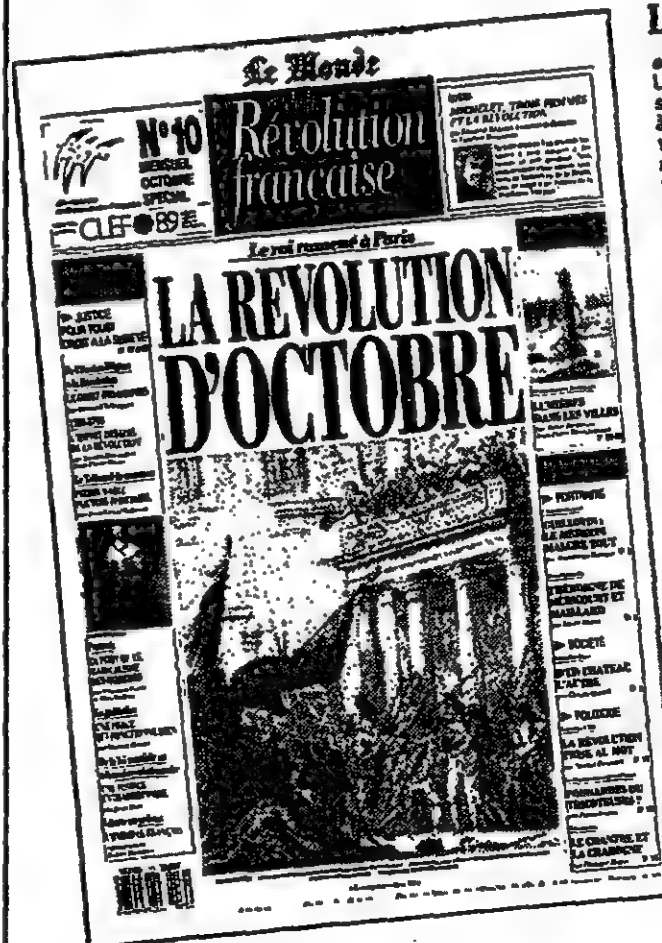
C'est à cette partie du rapport que les auteurs ont inséré les questions hétérodoxes auxquelles tiennent les Britanniques. Ne serait-il pas possible d'envisager une voie radicalement différente sans monnaie commune, ni SEBC ? La question apparaît dans le rapport comme une incidente : s'y attarder serait revenir à remettre en cause la validité de tous les exercices. Pour éviter toute équivoque, il est cependant indiqué que ce type d'interrogation n'est pas partagé par la majorité des délégations. Le document s'achève sur des questions communes à l'union économique et à l'union monétaire, ainsi que sur d'autres touchant à la méthode. Comment atténuer le « déficit démocratique », autrement dit l'insuffisance de contrôle que pourra exercer le Parlement européen, si l'on s'en tient aux règles actuelles, sur la politique économique et monétaire ? Faudra-t-il un ou plusieurs traités ? Comment pourra-t-on passer d'une étape à l'autre ?

Ph. L.

Le Monde

Révolution
française

au sommaire du n° 10



L'ALMANACH DE 1789 :

« Politique : la révolution d'octobre 1789. Un dossier complet sur les émeutes à Versailles et le retour du roi et de l'Assemblée à Paris. » Société : les femmes font irruption dans la Révolution avec les poissardes, mais sont-elles vraiment patriotes ? » Line également : le tableau des Tuileries sur fond de pauvreté à Paris et l'homme du jour, Joseph Ignace Guillotin.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

« Tandis que les justes d'Ancien Régime s'efforcent de le discréditer, une justice nouvelle naît après 1789. Plus que la guillotine ou les juridictions d'exception, on lui doit des garanties pour le justiciable, le jury, le Tribunal de cassation... Un legs considérable et méconnu que confirme Robert Badinter dans un entretien exclusif.

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

La commémoration s'expose avec « les architectes de la liberté » aux Beaux Arts à Paris : elle se raconte, avec les premiers bilans du Bicentenaire et des CLEF ; et elle se lit dans les ouvrages consacrés au chantier des droits de l'homme. En somme, le Bicentenaire confirme et donne ses rendez-vous d'automne dans notre agenda.

OCTOBRE 1989
30 F — Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سكنا من الاجل

صكنا من الاموال

FORTUNE

LE NUMERO DE NOVEMBRE VIENT DE PARAÎTRE
Au sommaire

JACQUES CALVET PERSISTE ET SIGNE

Jacques Calvet n'infléchira pas sa politique, la menace japonaise ne lui en laisse pas les moyens. C'est ce qu'a confié le P-DG de PSA dans une interview exclusive donnée à Fortune France.

CADRES : OU VA L'ARGENT DE NOS RETRAITES

Qui gère l'argent des cadres ? Fortune France a visité le coffre-fort des caisses de retraite des cadres et dresse le portrait des gardiens du trésor. Une gestion qui met en concurrence une société de Bourse et des banques. Des sommes considérables qui attisent la convoitise de plus d'un gestionnaire de portefeuille.

COMMENT LA RFA PLACE SES PIONS A L'EST

Les patrons allemands jouent à fond la perestroïka dans les pays de l'Est et augmentent leur mise. Mais, prudents, ils choisissent soigneusement leurs partenaires. Une bonne occasion de démontrer, une fois de plus, l'efficacité de leurs méthodes commerciales bulldozer.

RAOUL GARDINI, LE CORSAIRE VERT

Il y a deux ans, au lendemain du krach d'octobre, on le disait perdu, accablé sous des dizaines de milliards de dettes après une orgie d'acquisitions. Pourtant, c'est à cette stratégie que le patron de Ferruzzi, naviguant entre l'agro-business et la chimie, doit de surgir au 42^e rang du classement des 500 de Fortune. Histoire d'une ascension qui ne manque pas d'audace financière.

LA VISION INTERNATIONALE DES AFFAIRES



LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE
Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE
36.15 LE MONDE

LE COFFRET DU BICENTENAIRE

*POUR conserver votre collection du Monde de la Révolution française et la mettre en valeur dans votre bibliothèque.
En carton pelliculé, lavable.*

40F
Port inclus

Vous pouvez passer votre commande sur feuille libre ou en découpant le bon ci-dessous

LE COFFRET DU BICENTENAIRE

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____ CODE POSTAL _____
LOCALITÉ _____ Nbre d'ex. _____
Commande et règlement à adresser à
DIFFUSION N° 1 - LE MONDE
BP 212
CLÉON
76410

7 100 150

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACTIONNAIRES DE LA SOGÉNAL PARTICIPER AU CHIFFRE D'ÉCHANGE DE VOS ACTIONS SOGÉNAL CONTRE DES ACTIONS SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Devenez actionnaires du 1^{er} groupe bancaire privé français ;
vous détiendrez ainsi des actions bénéficiant d'un vaste marché
et de bonnes potentialités de croissance.

Clôture de l'offre : 10 novembre 1989 inclus.

Rappel des modalités de l'offre :

- En apportant un nombre d'actions Sogénal de 25 F nominal, jouissance 1^{er} janvier 1989, divisible par 4, vous recevrez 1 action A Société Générale de 30 F nominal, jouissance 1^{er} janvier 1989, par groupe de 4 actions Sogénal présenté.
- En apportant un nombre d'actions Sogénal supérieur à 4 et non multiple de 4, vous recevrez :

- 135 F par action Sogénal supplémentaire formant rompu.
- En apportant un nombre d'actions Sogénal inférieur à 4, vous recevrez 135 F par action présentée.

Le Conseil d'Administration de la Sogénal a donné son assentiment à l'unanimité à cette opération.

Pour participer à cette offre d'échange, adressez-vous à votre intermédiaire financier.

Note COB n° 89-420 en date du 22/9/1989.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS

LES CABLES DE LYON

CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTATS SEMESTRIELS DU GROUPE CABLES DE LYON

Le Conseil d'administration du 26 octobre 1989, réuni sous la présidence de Monsieur Claude BOVIS, a examiné le rapport sur l'activité et les résultats du premier semestre 1989 qui se résume comme suit :

Résultats consolidés comparés			
(en millions de francs)	1 ^{er} semestre 1989	1 ^{er} semestre 1988	Exercice 1988
Chiffre d'affaires du Groupe	12 290,4	8 475,0	18 502,5
Résultat net consolidé	283,9	237,9	528,7
Résultat net part du Groupe	270,9	204,7	457,2

Le chiffre d'affaires du Groupe Câbles de Lyon pour le premier semestre s'établit à 12 290 millions de francs en 1989 contre 8 475 millions de francs en 1988.

L'augmentation de 45% des ventes consolidées du semestre prend en compte les opérations de croissance externe : Câbles de Dour (Belgique) au 1/1/89 ; Groupe Marull Cavi (Italie et Grèce) au 1/5/88 ; activité câbles d'Ericsson aux États-Unis au 1/4/88. À périmètre constant et hors effet de la hausse des cours du cuivre et des devises, la croissance d'environ 10% s'explique par la forte demande en Europe, particulièrement dans les secteurs de la métallurgie et des câbles d'énergie.

Le résultat net de l'ensemble ressort à 283 millions de francs, en progression de 19% sur le premier semestre 1988, dont 270,9 millions (+32%) pour la part du Groupe et 12,1 millions pour la part revenant aux minoritaires.

Le résultat net part du Groupe progresse plus rapidement que le résultat net de l'ensemble en raison d'une augmentation du taux de participation du Groupe dans certaines sociétés (Marull Cavi, Câbleries de Charleroi).

Les informations disponibles à ce jour concernant l'ensemble des filiales du Groupe permettent de penser que le résultat net consolidé part du Groupe devrait enregistrer en 1989 une augmentation satisfaisante par rapport à celui de l'exercice précédent.



SAUCCAT-ELLS
CABLES

The provisions of
appear as a matter
of record only
23rd October 1989



MAXWELL COMMUNICATION CORPORATION plc

US\$3,000,000,000 MULTIPLE TRANCHE FINANCING FACILITY

Bookrunner and
Documentation Agent:

Swiss Bank Corporation

Facility Agent:

CREDIT LYONNAIS

Underwriters:

Credit Lyonnais

Barclays Bank PLC

Dresdner Bank Aktiengesellschaft

Senior Lead Managers:

The Bank of Nova Scotia

Credit Lyonnais

Swiss Bank Corporation

Westpac Banking Corporation

The Long-Term Credit Bank

of Japan, Limited

Bankers Trust Company

Chase Investment Bank

The First National Bank of Chicago

Lead Managers:

Banque Nationale de Paris

Managers:

Banca Commerciale Italiana

The Bank of New York

Credit Suisse

DG BANK Deutsche

Genossenschaftsbank

Kansai Bank Group

Manufacturers Hanover Trust Co.

The Mitsui Bank, Limited

Rabobank Nederland

Union Bank of Switzerland

Swiss Bank Corporation

Chase Investment Bank

National Westminster Bank PLC

Credit Agricole

Société Générale

Swiss Volksbank

The Fuji Bank, Ltd

Bank of America NT & SA

Barclays Bank PLC

Dresdner Bank Aktiengesellschaft

National Westminster Bank PLC

The Sunamono Trust & Banking Co., Limited

Banco di Roma

Bayerische Vereinsbank Aktiengesellschaft

The Daiwa Bank, Limited

Istituto Bancario

San Paolo di Torino

Lloyds Bank plc

Midland Bank plc

The Nippon Credit Bank, Ltd.

The Toronto-Dominion Bank



Swiss Bank Corporation
Investment Banking
a division of Swiss Bank Corporation

ALLIANZ AG

Le comité des établissements de crédit a, en date du 27 octobre, donné une suite favorable à la demande que lui avait adressée Allianz AG en vue d'être autorisée à porter sa participation dans le capital de la Compagnie de navigation mixte à un niveau susceptible de lui conférer au moins le cinquième, sans toutefois atteindre le tiers, des droits de vote aux Assemblées de cette société.

Allianz AG estime opportun de confirmer publiquement :

1. Qu'elle doit veiller à la protection des intérêts qu'elle a acquis, aux termes d'un accord passé le 27 septembre de cette année, dans les compagnies d'assurances du groupe de Navigation mixte, et dans lesquelles elle détient aujourd'hui d'ores et déjà une participation de 50 %.

2. Que dans ce même souci de conforter sa position d'assureur et au vu des incertitudes qui caractérisent actuellement la

situation de la Compagnie de navigation mixte, Allianz a tenu, en saisissant le comité des établissements de crédit, à se réserver un espace de liberté : elle en ferait usage au cas où les circonstances des jours à venir lui paraîtraient le lui commander, et sous réserve qu'elle rencontre à cet égard l'approbation des autorités de marché.

Allianz AG rappelle qu'en la personne du Dr Friedrich Schiefer, membre de son directoire, nommé le 25 de ce mois administrateur de la Compagnie de navigation mixte, elle s'est associée au conseil d'administration de cette société, lequel, s'exprimant à cette même date à l'unanimité, a fait savoir, notamment, que l'offre publique d'achat lancée par Paribas « apparaît trop faible dans son montant, et ce d'autant plus que (les actionnaires) doivent s'attendre à une forte réduction qui ne peut être conforme à leur intérêt ».



Paluel-Marmont S.A.

Paluel-Marmont S.A.
M. Bernard Auberger, Inspecteur Général des Finances, ancien Directeur Général de la Caisse Nationale du Crédit Agricole, rejoindra le 1^{er} janvier prochain le Groupe PALUEL-MARMONT, en qualité de Conseiller de son Président, M. Roger Paluel-Marmont.



UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE

Le conseil d'administration s'est réuni le 27 octobre 1989 sous la présidence de M. Michel Caldagues.

Après avoir examiné la situation provisoire du bilan au 30 juin 1989, qui fait apparaître une progression de 4,4 % du chiffre d'affaires contre le premier semestre de 1989 et celui de 1988, il a pris connaissance du compte rendu d'activité et des perspectives de résultats de la société pour l'ensemble de l'exercice.

Exploitation du domaine

L'exploitation du domaine se poursuit dans des conditions satisfaisantes avec un taux d'occupation très proche du maximum et une mobilité légèrement accrue des locataires.

Dans le secteur commercial, 1 630 m² sont en attente de preneurs sur les 76 094 m² du domaine.

Par ailleurs, le recouvrement des loyers continue de s'effectuer sans difficulté particulière.

Constructions en cours

- A Issy-les-Moulineaux et à Vanves, la construction de bureaux et de locaux d'activité se poursuit conformément aux prévisions, l'achèvement de ces immeubles devant intervenir dans le courant du quatrième trimestre 1990.

- A Orsay, la livraison des vingt-sept maisons individuelles en fin d'année permet d'envisager prochainement leur commercialisation.

Arbitrages

La société négocie actuellement de nouveaux et importants arbitrages destinés à renforcer la qualité de son patrimoine.

Perspectives de résultats

Les prévisions établies pour l'ensemble de l'exercice permettent de prévoir, grâce à l'évolution du résultat, une nouvelle progression du dividende supérieure au taux d'inflation.



FINANCIÈRE AGACHE

Le conseil d'administration, réuni le 27 octobre sous la présidence de M. Jean Dromer, a pris connaissance des résultats consolidés non audités pour le premier semestre de 1989.

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 3 872 millions de francs contre 4 078 millions de francs, cette diminution étant imputable à la cession des dernières activités de BSF (Saint Frères et Société française de fin). A périmètre comparable, le chiffre d'affaires consolidé est passé de 3 515 à 3 872 millions de francs, soit une progression de 10 %.

Le résultat net avant éléments exceptionnels est de 604 millions de francs, contre 208 millions de francs au cours du premier semestre de 1988. Le résultat net s'établit à 660 millions de francs contre 1 012 millions de francs.

Ces résultats comprennent à hauteur de 464 millions de francs le résultat des sociétés mises en équivalence (essentiellement LVMH), poste qui n'existait pas en 1988. Leur évolution s'explique également par la diminution du résultat exceptionnel, fortement influencé en 1988 par la cession de Pousinco et de Boussac. La part de Financière Agache dans le résultat net ressort à 142 millions de francs contre 645 en 1988.

Pour l'ensemble de l'année 1989, l'activité des principaux secteurs du groupe (produits de luxe, distribution), qui du fait de sa saisonnalité est habituellement plus forte au second semestre, devrait progresser par rapport à l'exercice précédent.

Mesdames et Messieurs les actionnaires de TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

une Assemblée Générale Ordinaire
se tiendra le :

mercredi 8 novembre à 11 heures
au siège social,
5, rue Michel-Singe, Paris 16^e

avec, à l'ordre du jour, la nomination d'un Administrateur.

MINITEL 3614 TAPEZ TOTALCFP



Le Monde

microfilms et index

- Le Monde sur microfilm depuis 1944 à ce jour, publié chaque mois.
- L'index mensuel du Monde avec une présentation alphabétique en fin d'année.

Pour tous renseignements veuillez contacter l'éditeur.



research publications

200, rue de la République 92011 Nanterre Cedex
Tél. 01 47 20 11 00 - Tél. 01 47 20 11 01 - Tél. 01 47 20 11 02

NOKIA

Les ventes nettes du secteur Câbles de Nokia devraient s'accroître de FIM 1 milliard (environ 1 milliard et demi de francs).

NOKIA a signé une lettre d'intention avec NKF Holding N.V. afin d'acquiescer 51 % du capital de cette société cotée à la Bourse d'Amsterdam et qui détient la société néerlandaise NKF Kabel B.V., spécialisée dans les câbles. Le montant de la transaction est évalué à FIM 420 millions (environ 630 millions de francs).

Note : le communiqué complet en anglais est disponible à la banque Paribas. Réf. 221-B, 3, rue d'Antin, 75002 PARIS.

GÉVELOT

Le chiffre d'affaires consolidé à la fin juin 1989 est de 357,6 millions de francs contre 290 millions de francs à la fin juin 1988. La hausse constatée résulte de l'augmentation quasi générale des activités du groupe ainsi que de l'entrée pour la première fois dans le périmètre de consolidation de la société normande de mécanique Métalex, spécialisée dans l'extrusion à froid, et dont la société GÉVELOT a pris le contrôle total en février 1989.

A périmètre de consolidation constant, le chiffre d'affaires de 1989 aurait été de 337 millions de francs, soit une progression de 16,2 %.

Après des profits exceptionnels de 4,8 millions de francs, contre 3,5 millions de francs à la fin juin 1988, le bénéfice net consolidé au 30 juin 1989 s'établit à 18,4 millions de francs contre 8,9 millions de francs pour la même période de 1988.

La société mère, pour sa part, a réalisé au premier semestre 1989 un chiffre d'affaires de 110,5 millions de francs contre 92,4 millions de francs pour la même période de 1988. Le bénéfice social s'établit respectivement à 13,6 millions de francs contre 9,1 millions de francs après un résultat exceptionnel de 5,7 millions de francs contre 4,2 millions de francs qui provient principalement de cessions de logements et de provisions pour risques devenues sans objet.

Les perspectives pour le second semestre, tant pour GÉVELOT que pour ses filiales, sont favorables mais risquent d'être quelque peu influencées par le ralentissement possible d'activité chez certains clients du secteur automobile.



Le GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS, associé aux Nouveaux Constructeurs, vient de remporter devant une vingtaine de candidatures émanant des plus grands opérateurs du marché international de l'immobilier d'entreprise l'appel d'offres lancé par Pechiney pour la vente de son siège de la rue Balzac, dans le huitième arrondissement de Paris.

Une promesse de vente au prix de 2,76 milliards de francs vient d'être signée entre MM. Jean Gandois, président de Pechiney, Bertrand Balazac, président du Groupement Foncier français, et Olivier Mitterrand, président des Nouveaux Constructeurs.

Cette opération qui développe 38 000 mètres carrés 700 de surface hors-œuvre, fera l'objet d'une rénovation lourde accompagnée de la création de parkings supplémentaires, et l'ensemble de l'ouvrage devrait être achevé en 1992.

Les perspectives de résultats des deux constructeurs en seront renforcées au cours des prochains exercices, et, en ce qui concerne en particulier le GFF, les prévisions récemment formulées à l'occasion de l'émission en cours d'actions à bons de souscription d'actions, et qui ne tenaient pas compte de cette opération, ne manquent pas de s'en trouver améliorées.

Il est rappelé que cette émission, qui se termine le 6 novembre prochain, a fait l'objet d'une notice qui a reçu le visa de la COB et qui a été publiée au BALO du 9 octobre.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

L'ALBUM 89

PLANTU

est paru

سكنا من الاجل

Cours relevés
à 17 h 37

Comptant (selection)

SICAV (selection)

30/10

VALEURS	% du jour.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Franchise	VALEURS	Emission	Franchise	VALEURS	Emission	Franchise	VALEURS	Emission	Franchise						
Obligations									Étrangères																	
Chèques (N°)	154	153 50	Magasin Unipol	159	159	Vies	160	160	A.A.A.	1003 19	1006 77	Force-Geniale	289 46	287 92	Force-Geniale	122 04	117 08	Force-Geniale	122 04	117 08						
C.I.C. (France)	218	218	Magasin S.A.	71	71	Vies	75	75	Acti-Act	238 96	232 18	Force-Geniale	106 36	106 72	Force-Geniale	106 36	106 72	Force-Geniale	106 36	106 72						
C.I.C. (Méditerranée)	730	730	Magasin S.A.	300	300	Acti-Act	300	300	Acti-Act	565 17	544 14	Force-Geniale	454 31	449 23	Force-Geniale	454 31	449 23	Force-Geniale	454 31	449 23						
C.I.C. (Méditerranée)	2000	2000	Magasin S.A.	680	680	Acti-Act	680	680	Acti-Act	650 60	624 14	Force-Geniale	460 36	455 30	Force-Geniale	460 36	455 30	Force-Geniale	460 36	455 30						
C.I.C. (Méditerranée)	1460	1460	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	376	376	Magasin S.A.	200	200	Acti-Act	200	200	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	436	436	Magasin S.A.	2000	2000	Acti-Act	2000	2000	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	9000	9000	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	868	868	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	1540	1540	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	14 90	14 90	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	478	478	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	376	376	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	436	436	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	9000	9000	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	868	868	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	1540	1540	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	14 90	14 90	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	478	478	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	376	376	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	436	436	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	9000	9000	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	868	868	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	1540	1540	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	14 90	14 90	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	478	478	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	376	376	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	436	436	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	9000	9000	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	868	868	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	1540	1540	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	14 90	14 90	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	478	478	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	376	376	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	436	436	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	9000	9000	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	868	868	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	1540	1540	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	14 90	14 90	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	478	478	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	376	376	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	436	436	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	9000	9000	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	868	868	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	1540	1540	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	14 90	14 90	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	478	478	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	376	376	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	436	436	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	9000	9000	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	868	868	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	1540	1540	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50	Acti-Act	624 17	603 17	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26	Force-Geniale	465 34	460 26						
C.I.C. (Méditerranée)	14 90	14 90	Magasin S.A.	122 50	122 50	Acti-Act	122 50	122 50																		

Renseignements :
55-91-82 poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الاول

صكنا الاول

Négociations commerciales internationales

Les Etats-Unis relancent auprès du GATT leur offensive contre les subventions agricoles

La Communauté économique européenne vient de recevoir les nouvelles propositions, d'abolition des subventions agricoles, faites par les Etats-Unis au GATT, propositions qui représentent, selon Bruxelles, « un pas en arrière » dans les négociations.

M. Ray Mac Sharry, commissaire européen à l'agriculture, a fait part, dans un communiqué, de « sa profonde déception », affirmant que les nouvelles propositions de Washington « remettent en cause » l'accord conclu en avril à Genève dans le cadre du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

Les Etats-Unis proposent maintenant d'abolir en deux étapes toutes les subventions à l'agriculture dans le monde : suppression des subventions à l'exportation dans un délai de cinq ans, suppression des différents soutiens intérieurs à l'agriculture dans un délai de dix ans.

La délégation européenne au GATT a accusé Washington de « viser l'élimination de la politi-

que agricole commune de la Communauté en tant que telle ».

Au début des négociations multilatérales de l'Uruguay Round, les Etats-Unis avaient déjà proposé d'éliminer toutes les subventions à l'agriculture dans un délai de dix ans. La CEE avait jugé cette demande irréaliste et à Montréal, en décembre 1988, un cas de bilan à mi-parcours avait échoué après quelques jours de grande tension entre les représentants des Etats-Unis et de la CEE. Quelques mois plus tard à Genève (avril dernier), les négociateurs américains s'étaient au contraire montrés étonnamment conciliants, se contentant de demander une réduction substantielle et progressive des soutiens à l'agriculture.

Les Etats-Unis reprennent donc sous une forme à peine différente leur formule d'option zéro, faisant valoir que la course aux subventions coûte extrêmement cher aux consommateurs et aux contribuables. L'AEP cite un document américain qui chiffre ce coût à 275 milliards de dollars par an.

Deux câbles téléphoniques sous-marins rompus par la tempête. — La tempête de dimanche 29 octobre a provoqué la rupture de deux câbles téléphoniques sous-marins entre la France et la Grande-Bretagne, a annoncé France-Télécom dans un communiqué publié lundi. Ces deux câbles, l'un coaxial, l'autre en fibre optique, assurent 10 % des communications entre les deux pays, mais

aussi près de 30 % des circuits entre la France et l'Amérique du Nord (dont une partie transite par la Grande-Bretagne pour diversifier les acheminements). Cette rupture, survenue en période de faible trafic, n'a cependant pas provoqué de perturbations trop importantes. Si la tempête se calme, les câbles pourraient être réparés dans huit jours.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats
L'affaire des « foudres » islamiques 2

Les élections municipales de Rome
Victoire inattendue de la démocratie chrétienne 4

Les élections au Brésil
La menace d'hyperinflation pèse sur la campagne 6

Notes vietnamiennes
Quelques instantanés de la vie quotidienne dans l'ancienne Saïgon 7

Les courants au sein du RPR
L'opposition aux « rénovateurs » s'organise 9

Le budget du logement à l'Assemblée nationale
Le droit d'avoir un toit coûte 58 milliards de francs à l'Etat 12

SECTION B

La crise financière du théâtre public
80 millions de francs : c'est le montant, estimé au 31 décembre 1988, du déficit des théâtres publics français. Une crise financière qui pourrait déboucher sur une réorganisation hâtive du secteur public du théâtre, à laquelle personne n'a vraiment réfléchi 13

Les malentendus de l'art africain
Deux expositions célèbrent les vertus de l'art africain. Ce qui ne va pas sans malentendu : le visiteur européen doit-il chausser des lunettes africaines pour les visiter ? 14

Le séisme en Algérie
A la suite du tremblement de terre qui a secoué la région d'Alger, près de mille personnes ont été hospitalisées 16

Une solution à Montfermeil
Les élèves immigrés de Montfermeil pourront être scolarisés normalement, le maire ayant accordé un « sursis » au gouvernement 16

Sida à Manhattan
Le Manhattan Plaza est un immeuble de New-York qui accueille de nombreux malades du sida. Il détiendrait le record du nombre de morts par cette maladie dans un seul immeuble, hors hôpital : soixante-quatorze décès depuis 1983 17

La justice en Europe

Malgré des références communes, la justice en Europe n'obéit pas aux mêmes règles. Aujourd'hui : un tribunal vaissien, en Suisse 17

La stratégie des groupes de presse catholiques
Bayard-presses, La Vie, Média-participations cherchent à diversifier leurs activités 18

SCIENCE & MÉDECINE

Chauves-souris : les ailes de la rage
Les chauves-souris européennes sont contaminées par un virus de la rage. L'épidémie vient de toucher la France 19

Le CNRS : brillant mais appliqué
Les incursions dans l'industrie d'un organisme créé pour la recherche fondamentale 20

SECTION C

Les difficultés de l'informatique
Fortes hausses des profits pour les logiciels : difficultés persistantes pour les utilisateurs 25

Les japonais aux Etats-Unis
Mitsubishi prend 51 % du Rockefeller Group 42

Technologie
Des 1990 pour Air France et 1991 pour Air Inter, les passagers de ces compagnies pourront téléphoner n'importe où dans le monde 28

Le budget communautaire à l'épreuve des fraudes
C'est facile, et ça rapporte gros 39

Le rapprochement Thomson-Crédit lyonnais
La BNP souhaite que les entreprises nationalisées fassent l'objet d'un traitement équitable 42

Services

Abonnements 23
Annonces classées 29 à 38
Cartes 22
Cinéma 21
Marchés financiers 42 et 43
Météorologie 23
Mots croisés 23
Radio-Télévision 23
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Le Monde » daté 31 octobre 1989 a été tiré à 552 556 exemplaires

Les accusés d'avoir copié illégalement leurs produits

Trois éditeurs américains de logiciels réclament 13 millions de francs à Paribas et à TDF

Les sociétés américaines de logiciels informatiques Ashton Tate, Microsoft et Lotus ne lâchent pas prise. Des assignations en justice devraient être délivrées, le mardi 31 octobre, à Paribas et à TDF, les deux sociétés françaises accusées d'avoir réalisé des copies illégitimes des produits édités par les trois compagnies (*Le Monde* du 28 octobre). Soutenues dans leur action par le Business Software Association, un groupe de pression basé à Washington qui défend les intérêts des éditeurs américains dans le monde, elles réclament 9 millions de francs à Paribas et 4 millions de francs à TDF tous dommages et intérêts confondus.

La bataille s'annonce rude. Paribas et TDF n'apprécient guère la façon dont elles ont été mises en cause. Le 26 octobre, Ashton Tate, Microsoft et Lotus avaient annoncé, lors d'une conférence de presse, avoir fait saisir un certain nombre de reproductions illégitimes de leurs produits lors de perquisitions-surprises effectuées dans les locaux de deux sociétés françaises quelques jours auparavant. Elles annonçaient du même coup leur décision de traquer en justice les deux entreprises concernées. Ces révélations faisaient suite à l'échec des négociations à l'amiable entre les deux parties, les Américains réclamant de substantielles réparations et une « confession publique » de Paribas et de TDF prises sur le fait. Ni Paribas ni TDF ne contestent aujourd'hui la réalité des saisies effectuées, mais elle, elles « dénoncent » l'exploitation publicitaire qui en a été faite.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 31 octobre
Fermée

Après la forte hausse enregistrée lundi 30 octobre à la Bourse de Paris (+ 2 %), le marché restait favorablement orienté, mardi, dans la matinée. La séance s'ouvrait sur une note fermée, l'indice instantané progressant de 0,34 % vers 10 h 30.

SNCF : perturbations sur le réseau. — Le trafic Paris-Nord, le trafic était perturbé, mardi 31 octobre, sur le réseau SNCF de banlieue de Paris-Nord. Selon la direction, un train sur trois circulait par la proche banlieue (Aulnay-sous-Bois, Mitry, Roissy et Villiers-le-Bel). Le trafic était normal pour la grande banlieue, les trains rapides et express, mais les interconnexions entre la SNCF et la RATP pour les lignes B et D sont suspendues.

Les fureurs de Michel Tournier

Peut-être se laisse-t-on aller plus facilement à dire les choses sans retenue quand on parle à un journaliste étranger... Les propos de Michel Tournier dans Newsweek (daté 6 novembre) portent à la croix.

Dans un entretien avec Benjamin Ivry, paru sous le titre « Les fureurs d'un écrivain » (qui n'ont rien à voir avec la très pacifique « fureur de lire »), Michel Tournier — romancier, membre de l'Académie Goncourt, — fait part, dans un discours où le péremptoire le dispute au schématisé, voire à l'indécant, de ses pensées sur la société. A commencer par les femmes, puisque c'est tout de même d'elles qu'il s'agit lorsqu'on parle d'avortement. M. Tournier, très soucieux d'être du côté de celles « que leurs maris ou leurs amantes forcent à avorter » (apparemment il ne connaît pas celles que les maris « violent » sans se préoccuper du résultat), explique longuement son dégoût, né d'une « réaction plus viscérale que rationnelle », ce qui, venant d'un homme, ne laisse pas d'être plaisant.

« Les avorteurs sont les fils et les petits-fils des monstres d'Auschwitz dit-il. Je voudrais rétablir le peïne de mort pour ces gens-là. Quand les démographes se plaignent que la France a trop de vieux et pas

CAMBODGE

Les combats contre les Khmers rouges

Phnom-Penh a perdu une de ses meilleures divisions

La 196^e division, l'une des meilleures unités de l'armée de Phnom-Penh, a été anéantie lors des récents combats de Pailin (ouest du pays), ont déclaré des sources officielles cambodgiennes, lundi 30 octobre, à Phnom-Penh. « Il n'y a plus désormais que la 6^e division pour s'opposer aux Khmers rouges et Battambang », a précisé une source militaire qui a ajouté que des renforts venus des provinces de l'est et du sud du pays étaient actuellement envoyés sur place.

Des sources officielles de plus en plus nombreuses s'accordent à dire que Battambang, la deuxième ville du pays située à 80 kilomètres au nord-est de Pailin, constitue l'objectif réel des Khmers rouges depuis le début de leur offensive, il y a deux semaines. De son côté, la radio des Khmers rouges a affirmé que la route et la voie ferrée reliant Battambang à la capitale avaient été coupées dimanche. Les Khmers rouges affirment également progresser sur la route qui relie Pailin à Battambang et s'être emparés de Samlot, localité proche de la frontière thaïlandaise. — (AFP, AP).

Le grand rabbin de France critique les propos de M. Mitterrand sur la répression en Cisjordanie

Le grand rabbin de France, M. Joseph Sitruk, s'est déclaré « profondément choqué », mardi 31 octobre, par les propos de M. Mitterrand dénonçant la répression israélienne en Cisjordanie, la semaine dernière devant le Parlement de Strasbourg. Interrogé par Europe 1, il s'est élevé contre le terme de « glibet » employé par M. Mitterrand dans son discours.

Le président avait déclaré à Strasbourg que « ce qui se passe en Cisjordanie a assez duré » et que « rien n'autorise cette répression continue où l'homme devient gibet ». Tout en réaffirmant le droit d'Israël à des frontières sûres et reconnues, le président français avait rappelé le droit du peuple palestinien à une patrie. « Je pense que c'est donner une vision des soldats israéliens qui est parfaitement contraire à la réalité », a estimé M. Sitruk.

assez de naissances, je leur dis que c'est parce que les avorteurs ne font pas leur travail : au lieu de tuer, l'an dernier deux cent mille bébés, ils auraient dû tuer deux cent mille vieillards... »

Ceux qui comprennent l'anglais seraient bien avisés de lire la totalité de l'entretien de Michel Tournier. On y apprend que Hitler avait « ses séductions » : « Quand on prétend que j'ai une vision esthétique du nazisme, je cite Léon Blum, qui disait : « Le communisme est une technique, le socialisme une morale et le fascisme une esthétique. »

En lisant Newsweek, on saura tout, aussi, de l'attitude de Michel Tournier pour les femmes athlètes, beaucoup plus belles que les hommes athlètes car « un homme fort est ridicule, c'est une sorte de brute ». Enfin, Michel Tournier confie que le président de la République est venu trois fois chez lui, à la campagne, en hélicoptère. Avec M. Mitterrand, Michel Tournier ne parle que de livres. S'il s'abandonne à quelques anecdotes politiques, le président, lui, semblerait-il, ne les goûte guère : « Il pense que je devrais m'en tenir à mon domaine de compétence », Michel Tournier, apparemment, n'a pas songé à méditer cette phrase.

JOSYANE SAVIGNEAU

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Voyage organisé

Je viens de passer trois jours en Allemagne de l'Est avec des Allemands de l'Ouest. Salade dans le Mecklenburg au bord de la Baltique. En groupe, en car et en tourisme. Droit de visite strictement réglementé. D'une précision toute militaire, souvent corroborée par l'armement qui tel monument ou tel quartier historique « wird restauriert » ou « rekonstruiert » vu son état de délabrement et sera remplacé par la traversée d'une banlieue ouvrière d'une tristesse, d'une misère, à pleurer dont la camarade-guide nous vante fermement les mérites, ou par une promenade sur la plage qui, elle, n'est pas encore fermée pour travaux.

Hébergement à l'Intercontinental de Rostock réservé aux seuls étrangers et à leurs devises. Détermination, fièvre et plaidité de mes compagnons de voyage. Ils se fâchent, encore le mot est-il trop fort, ils se plaignent de la saleté des cabinets, pas de savon et des rouleaux de papier kraft, du vin coupé d'eau à 4 DM le verre et de l'obligation de se lever à 6 heures du mat pour aller admirer des fabriques qui menacent elles aussi de s'écrouler.

Soirées libres et bain de foule. Noire de monde, éclairée par les bougies des manifestations, la place de l'Hôtel-de-Ville fait courroux écho à la salle à manger de l'hôtel. Même fièvre, même détermination tranquille, même sens de la discipline. Simplement, les réclamations ne sont pas tout à fait les mêmes. Ici il n'est pas question de toilettes, mais de liberté d'expression, de multipartisme et d'élections libres. Ici, on ne réclame pas le droit de rester au lit, on exige celui de sortir du pays.

Et ce, pour le moment, d'est pas évident. Au retour, un retour qui ressemble à une fuite, quand, après avoir longé des kilomètres de mur bordé de barbelés et surmonté de minidons à la flak, on s'est retrouvé au poste-frontière obligé de descendre de notre car-rufage par des policiers à la Orwell et gardés par des chiens-loups dans le froid, sous la pluie, pendant qu'on fouillait nos bagages, je n'en menais pas large. J'avais taché sous mon siège un exemplaire du *Bild*, journal populaire en RFA, « streng verboten » en RDA. Pomographe politique. Destinataire à l'intérieur d'un exemplaire de *France-Soir*. Ça change tout...

DANEMARK

Le ministre des finances quitte un gouvernement en difficulté

COPENHAGUE
de notre correspondante

A la suite de la brusque démission de son ministre des finances, M. Palle Simonsen, le premier ministre danois, M. Schlüter (conservateur), a dû procéder d'urgence, lundi 30 octobre, soit vingt-quatre heures à peine après la convention annuelle de son parti, à une reconstruction de son cabinet tripartite centre-droite, la seconde en moins d'un mois. Comme le précédent, ce remaniement ne touche que des postes décrets par des conservateurs.

M. Simonsen, qui va prendre la direction du fonds national de retraite complémentaire des salariés, quitte un gouvernement en difficulté.

Durant cinq mois, la coalition Schlüter a négocié avec les sociaux-démocrates pour tenter de

mettre sur pied le budget 1990. En vain, puisque ces interminables pourparlers ont finalement échoué, ce qui va obliger M. Schlüter à chercher une majorité sur sa droite, en faisant appel à un Parti du progrès, bien décidé à s'accorder son soutien que contre de fortes réductions des impôts et des dépenses publiques.

Le ministre du travail, M. Henning Dyrmon (quarante-trois ans), qui devient ministre des finances, est issu d'un milieu ouvrier, et a fait une partie de sa carrière dans l'industrie privée. Il est souvent cité comme l'un des candidats probables de M. Schlüter. Le ministre du travail a été confiné à M. Knud-Erik Kirkgaard (quarante-six ans), jusqu'ici porte-parole du groupe conservateur au Parlement pour les dossiers concernant les partenaires sociaux.

CAMILLE OLSEN

70 % des Français favorables à l'emploi des forces armées dans la lutte antiterroriste

Trois Français sur quatre interrogés par sondages pour le compte du ministère de la défense sont partisans de l'emploi des forces armées pour obtenir la libération d'otages français. Tel est l'un des résultats les plus spectaculaires des sondages SIRPA-OCTEM (en avril) et SIRPA-SOFRES ou SIRPA-IFOP (en juin) que, chaque année, le service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) consacre à l'opinion des Français sur les questions de défense.

En 1989, selon ces sondages (1), une large majorité des Français interrogés approuve l'emploi des forces armées françaises à l'extérieur de l'Europe et ceci dans tous les cas de figure envisagés. Ainsi, 74 % des sondés y sont favorables pour obtenir la libération d'otages français. Ainsi encore, 70 % approuvent l'emploi de la force armée pour détruire un foyer de terrorisme (par exemple, un camp d'entraînement). Ainsi enfin, 68 % des Français interrogés sont favorables à l'emploi des forces armées françaises pour préserver la vie de ressortissants nationaux menacés à l'étranger.

Ces opinions s'accroissent avec le fait que les mêmes sondages mettent en avant le terrorisme comme étant le menace que les Français jugent la plus préoccupante pour la sécurité de leur pays. Parmi les pays qui pourraient constituer une menace pour la France, 36 % des sondés citent l'Iran ; 20 % la Libye,

loin devant l'Union soviétique (10 %). Et dans cette liste, le Japon est cité par 15 % des Français interrogés, pour des raisons purement économiques mais, comme le SIRPA, des raisons symptomatiques, en vérité, de l'évolution de l'analyse globale par les Français de leur environnement stratégique, qui n'est pas uniquement militaire.

Le bloc des pays de l'Est est considéré comme « le plus dangereux actuellement sur le plan militaire », que celui de l'Ouest par 47 % des Français (contre 42 % en 1988). C'est apparemment sur le plan des forces classiques que cette supériorité est reconnue, plus que sur le plan nucléaire.

Enfin, l'opinion sur le service national est en 1989, plus encore qu'en 1988, dominée par les critiques sur les conditions de son exécution. Ni son principe, ni sa durée ne sont remis en cause. Mais 63 % des Français interrogés pensent qu'il y a beaucoup trop de « pistonnés », qui échappent au service (ils étaient 57 % en 1987) et, de nouveau, 63 % (contre 56 % en 1987) pensent que les jeunes conscrits sont trop souvent inoccupés pendant leur service militaire.

(1) Sondages réalisés sur un échantillon de 1 000 personnes, représentatives de l'ensemble de la population française de plus de dix-huit ans, suivant la méthode des quotas.